



## CHAPTER B-9.1

## CHAPITRE B-9.1

### Business Corporations Act

### Loi sur les corporations commerciales

*Assented to July 17, 1981*

*Sanctionnée le 17 juillet 1981*

#### Chapter Outline

#### Sommaire

#### PART I

#### INTERPRETATION

Definitions .....	1(1)
affaires — affaires internes	
affiliate — affilié	
anniversary month — mois anniversaire	
articles — statuts	
associate — associé	
auditor — vérificateur	
beneficial interest or beneficial ownership — droit à titre de bénéficiaire ou propriété à titre de bénéficiaire	
body corporate — corps constitué	
corporation — corporation	
Court — Cour	
debt obligation — titre de créance	
Director — Directeur	
director — administrateur	
extra-provincial corporation — corporation extraprovinciale	
individual — particulier	
liability — passif	
ordinary resolution — résolution ordinaire	
person — personne	
prescribed — prescrit	
redeemable share — action rachetable	
registered office — bureau enregistré	
security — valeur mobilière	
security interest — sûreté	
send — envoyer	
series — série	
shareholder — actionnaire	
special resolution — résolution spéciale	
unanimous shareholder agreement — convention unanime des actionnaires	

#### PARTIE I

#### INTERPRÉTATION

Définitions .....	1(1)
action rachetable — redeemable share	
actionnaire — shareholder	
administrateur — director	
affaires internes — affairs	
affilié — affiliate	
associé — associate	
bureau enregistré — registered office	
convention unanime des actionnaires — unanimous shareholder agreement	
corporation — corporation	
corporation extraprovinciale — extra-provincial corporation	
corps constitué — body corporate	
Cour — Court	
Directeur — Director	
droit à titre de bénéficiaire ou propriété à titre de bénéficiaire — beneficial interest or beneficial ownership	
envoyer — send	
mois anniversaire — anniversary month	
particulier — individual	
passif — liability	
personne — person	
prescrit — prescribed	
résolution ordinaire — ordinary resolution	
résolution spéciale — special resolution	
série — series	
statuts — articles	
sûreté — security interest	
titre de créance — debt obligation	
valeur mobilière — security	
vérificateur — auditor	

Affiliate, holding body corporate, subsidiary and deemed control . . . . .	1(2)-(5)	Corporation affiliée, filiale et présomption de contrôle . . . . .	1(2)-(5)
Application and Administration of Act . . . . .	2-2.1	Application de la Loi . . . . .	2-2.1
<b>PART II</b>		<b>PARTIE II</b>	
<b>INCORPORATION</b>		<b>CONSTITUTION</b>	
Incorporation . . . . .	3	Constitution en corporation . . . . .	3
Articles of incorporation . . . . .	4	Statuts constitutifs et statuts . . . . .	4
Delivery of articles . . . . .	5	Envoi des statuts constitutifs au Directeur . . . . .	5
Certificate of incorporation . . . . .	6	Certificat de constitution en corporation . . . . .	6
Effect of issue of certificate of incorporation . . . . .	7	Date d'entrée en vigueur et effet du certificat . . . . .	7
Name of corporation and related issues . . . . .	8	Raison sociale et questions connexes . . . . .	8
Reservation of name and designating number . . . . .	9	Raison sociale réservée et numéro matricule . . . . .	9
Prohibited and assigned names . . . . .	10	Raison sociale prohibée et raison sociale attribuée . . . . .	10
Certificate of amendment of name . . . . .	11	Certificats de modification . . . . .	11
		Contrats conclus antérieurement à la constitution en corporation . . . . .	12
Contracts made before incorporation . . . . .	12	<b>PARTIE III</b>	
<b>PART III</b>		<b>CAPACITÉ ET POUVOIRS</b>	
<b>CAPACITY AND POWERS</b>		Capacité d'une corporation . . . . .	13
Capacity of a corporation . . . . .	13	Pouvoirs d'une corporation . . . . .	14
Powers of a corporation . . . . .	14	Effet du dépôt d'un document . . . . .	15
No constructive notice . . . . .	15	Autorité des dirigeants, administrateurs et représentants . . . . .	16
Authority of directors, officers and agents . . . . .	16	<b>PARTIE IV</b>	
<b>PART IV</b>		<b>BUREAU ENREGISTRÉ ET LIVRES</b>	
<b>REGISTERED OFFICE AND RECORDS</b>		Bureau enregistré, changement d'adresse et avis . . . . .	17
Registered office . . . . .	17	Livres et livres de comptabilité . . . . .	18
Records . . . . .	18	Accès aux livres de la corporation par les administrateurs, actionnaires et créanciers . . . . .	19
		Tenue et mise en mémoire des livres; infraction . . . . .	20
Assess to records by directors, shareholders and creditors . . . . .	19	Absence du sceau de la corporation . . . . .	21
Storage of records, offence . . . . .	20	<b>PARTIE V</b>	
Corporate seal — not affixed . . . . .	21	<b>FINANCEMENT</b>	
<b>PART V</b>		Genre et catégorie d'actions . . . . .	22
<b>CORPORATE FINANCE</b>		Émission de différentes actions . . . . .	23
Shares . . . . .	22	Définition de « biens » . . . . .	24
Issue of shares . . . . .	23	Compte capital déclaré . . . . .	25
Property defined . . . . .	24	Séries d'actions . . . . .	26
Stated capital account . . . . .	25	Définitions . . . . .	27(1)
Series of shares . . . . .	26	actions avec droit de vote — voting shares	
Definitions . . . . .	27(1)	actions d'équité — equity shares	
equity shares — actions d'équité		droit de préemption — preemptive right	
financial institution — institution financière		droit de vote — voting right	
preemptive right — droit de préemption		droit illimité aux dividendes — unlimited dividend right	
unlimited dividend right — droit illimité aux dividendes		institution financière — financial institution	
voting right — droit de vote		Droit de préemption : effets et exceptions . . . . .	27(2)-(8)
voting shares — actions avec droit de vote		Privilège de conversion, option et droit d'acquérir des actions . . . . .	28
Preemptive right and exceptions . . . . .	27(2)-(8)	Défense de détenir ses propres actions . . . . .	29
		Exceptions . . . . .	30
Conversion privileges, options and rights . . . . .	28	Acquisition de ses propres actions . . . . .	31
Prohibition against holding own shares . . . . .	29	Buts de l'acquisition et restrictions . . . . .	32
Exceptions . . . . .	30	Achat ou rachat des actions rachetables . . . . .	33
Acquisition of corporation's own shares . . . . .	31	Don de l'actionnaire à la corporation . . . . .	34
Purposes of acquisition and limitations . . . . .	32	Réduction du capital déclaré . . . . .	35
Purchase or redemption of redeemable shares . . . . .	33	Effet de l'achat ou du rachat sur le capital déclaré . . . . .	36
Share of a corporation as a gift . . . . .	34	Conversion des actions . . . . .	37
Reduction of stated capital . . . . .	35	Titre de créance . . . . .	38
Adjustment of stated capital account . . . . .	36	Contrat d'achat de ses propres actions par la corporation . . . . .	39
Conversion of shares . . . . .	37	Autorisation pour payer une commission raisonnable . . . . .	40
Debt obligation . . . . .	38	Restrictions relatives au paiement des dividendes . . . . .	41
Contract to purchase shares of a corporation by the corporation . . . . .	39	Mode de paiement des dividendes . . . . .	42
Authorization to pay reasonable commission . . . . .	40	Aide financière et restrictions . . . . .	43
Restrictions on payment of dividends . . . . .	41	Responsabilité des actionnaires . . . . .	44
Method of payment of dividends . . . . .	42		
Financial assistance and restrictions . . . . .	43		
Liability of shareholders . . . . .	44		

PART VI	PARTIE VI
SHARE CERTIFICATES, TRANSFERS, REGISTERS	CERTIFICATS D' ACTIONS, REGISTRES ET TRANSFERTS
Shares — personal property . . . . .	Les actions sont des biens personnels . . . . .
Transfer of shares . . . . .	Transfert d' actions . . . . .
Share certificates . . . . .	Certificat d' actions . . . . .
Share registers . . . . .	Registre d' actions . . . . .
Registered shareholders . . . . .	Inscription au registre et effets de l' inscription . . . . .
Restrictions on the transfer of shares . . . . .	Restrictions au transfert des actions . . . . .
Share warrants . . . . .	Titre au porteur . . . . .
PART VII	PARTIE VII
RECEIVERS AND RECEIVER-MANAGERS	SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS
Functions of receiver . . . . .	Fonctions du séquestre . . . . .
Functions of receiver-manager . . . . .	Fonctions du séquestre-gérant . . . . .
Cessation of directors powers . . . . .	Cessation des pouvoirs des administrateurs . . . . .
Duty to act in accordance with the directions of the Court . . . . .	Devoir d' agir conformément aux directives de la Cour . . . . .
Duty to act under instrument of appointment . . . . .	Devoir d' agir conformément au document de nomination . . . . .
Duty of care of receiver and receiver-manager . . . . .	Règles de conduite du séquestre et du séquestre-gérant . . . . .
Powers of the Court . . . . .	Pouvoirs de la Cour . . . . .
Duties of receiver and receiver-manager . . . . .	Devoirs du séquestre et du séquestre-gérant . . . . .
PART VIII	PARTIE VIII
DIRECTORS AND OFFICERS	ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS
Power to manage and number of directors . . . . .	Pouvoir de gérance et nombre des administrateurs . . . . .
By-laws . . . . .	Règlements administratifs . . . . .
Meeting of first directors and quorum . . . . .	Réunion des premiers administrateurs et quorum . . . . .
Requirements to be a director . . . . .	Conditions requises pour être administrateur . . . . .
Notice of directors and term of office . . . . .	Liste des administrateurs et durée de leur mandat . . . . .
Election and removal of directors . . . . .	Élection et révocation des administrateurs . . . . .
Cessation of office or resignation of directors . . . . .	Fin du mandat ou démission des administrateurs . . . . .
Removal and replacement of directors . . . . .	Révocation et remplacement des administrateurs . . . . .
Attendance of directors at shareholders meeting . . . . .	Présence des administrateurs à l' assemblée des actionnaires . . . . .
Filling of vacancies . . . . .	Comblant les postes vacants . . . . .
Increase or decrease in number of directors . . . . .	Augmentation ou réduction du nombre des administrateurs . . . . .
	Avis du changement dans la composition du conseil
Notice of change of directors . . . . .	d' administration, recours judiciaire . . . . .
Meeting of directors . . . . .	Réunion des administrateurs . . . . .
	Délégation des pouvoirs à un administrateur-gérant ou un
Delegation of powers to managing director or committees . . . . .	comité d' administrateurs . . . . .
Act valid notwithstanding irregularity in election . . . . .	Validité des actes des administrateurs irrégulièrement élus . . . . .
Validity of resolution in absence of meeting . . . . .	Validité des résolutions signées en dehors des réunions . . . . .
Liability of directors . . . . .	Responsabilité des administrateurs . . . . .
	Divulgence de l' intérêt de l' administrateur ou du
Disclosure of interest of director or officer in contracts . . . . .	dirigeant dans les contrats . . . . .
Appointment of officers . . . . .	Nomination des dirigeants . . . . .
	Obligation des administrateurs et dirigeants d' agir dans
Duty of care of directors and officers . . . . .	l' intérêt de la corporation . . . . .
Dissent by directors . . . . .	Dissidence . . . . .
Indemnification of directors and officers . . . . .	Indemnisation : assurance et procédure . . . . .
Remuneration of directors, officers and employees . . . . .	Rémunération des administrateurs, dirigeants et employés . . . . .
Confidential information and restrictions	Renseignements confidentiels et restrictions imposées aux
imposed on insiders . . . . .	initiés . . . . .
PART IX	PARTIE IX
SHAREHOLDERS	ACTIONNAIRES
Place of meetings . . . . .	Lieu des assemblées . . . . .
Calling meetings and participation by telephone . . . . .	Convocation des assemblées et participation par téléphone . . . . .
Fixing record date . . . . .	Fixation de la date de référence . . . . .
Notice of meeting, exception and adjournment . . . . .	Avis de convocation, exception et ajournement . . . . .
Waiver of notice of meeting . . . . .	Renonciation à l' avis de convocation . . . . .
Shareholders proposals . . . . .	Propositions soumises par des actionnaires . . . . .
Shareholders list . . . . .	Liste des actionnaires . . . . .
	Nomination du fondé de pouvoir par procuration et
Appointment of proxyholder and related issues . . . . .	questions connexes . . . . .
Quorum and absence of quorum . . . . .	Quorum et absence de quorum . . . . .
Right to vote, exercising right to vote . . . . .	Droit de vote et exercice du droit de vote . . . . .
Vote by show of hands or secret ballot . . . . .	Vote à main levée ou vote au scrutin secret . . . . .

Resolution in writing . . . . .	95	Résolution écrite . . . . .	95
Meeting called by shareholders . . . . .	96	Convocation des assemblées par des actionnaires . . . . .	96
Meeting called by the Court . . . . .	97	Convocation judiciaire . . . . .	97
Powers of the Court . . . . .	98	Pouvoirs de la Cour . . . . .	98
Shareholders agreement . . . . .	99	Convention écrite et convention unanime des actionnaires . . . . .	99
<b>PART X</b>		<b>PARTIE X</b>	
<b>FINANCIAL REPORTING</b>		<b>RAPPORTS FINANCIERS</b>	
Financial statements . . . . .	100	États financiers . . . . .	100
Copies and examination of financial statements . . . . .	101	Copies des états financiers et leur examen . . . . .	101
Approval by directors . . . . .	102	Approbation par les administrateurs . . . . .	102
Copy of financial statements to shareholders, offence . . . . .	103	Délai pour envoyer un exemplaire à chaque actionnaire; infraction . . . . .	103
Auditor — independent of the corporation . . . . .	104	Indépendance du vérificateur vis-à-vis de la corporation . . . . .	104
Appointment, term of office and remuneration of auditor . . . . .	105	Nomination, mandat et rémunération du vérificateur . . . . .	105
Cessation of office and resignation of auditor . . . . .	106	Fin du mandat et démission du vérificateur . . . . .	106
Removal and replacement of auditor . . . . .	107	Révocation du vérificateur et son remplacement . . . . .	107
Filling vacancy in office of auditor . . . . .	108	Modes prévus pour combler le poste de vérificateur . . . . .	108
Attendance of auditor at annual meeting, offence and written statement of auditor . . . . .	109	Présence obligatoire du vérificateur à l'assemblée annuelle; infraction et déclaration écrite du vérificateur . . . . .	109
Examination and report by auditor . . . . .	110	Examen des livres et rapport par le vérificateur . . . . .	110
Information furnished at demand of auditor . . . . .	111	Renseignements fournis à la demande d'un vérificateur . . . . .	111
Qualified privilege . . . . .	112	Immunité relative . . . . .	112
<b>PART XI</b>		<b>PARTIE XI</b>	
<b>FUNDAMENTAL CHANGES</b>		<b>MODIFICATIONS DE STRUCTURE</b>	
Amendment of articles . . . . .	113	Modification des statuts . . . . .	113
Proposal to amend articles . . . . .	114	Propositions de modification et procédure . . . . .	114
Vote by class or by series . . . . .	115	Vote par catégorie ou par série . . . . .	115
Articles of amendment . . . . .	116	Envoi des statuts de modification au Directeur . . . . .	116
Certificate of amendment . . . . .	117	Certificat de modification . . . . .	117
Effective date of amendment . . . . .	118	Date d'entrée en vigueur . . . . .	118
Restatement of articles . . . . .	119	Statuts constitutifs mis à jour . . . . .	119
Right to amalgamate . . . . .	120	Droit à la fusion . . . . .	120
Amalgamation agreement . . . . .	121	Convention de fusion . . . . .	121
Approval of amalgamation agreement by shareholders . . . . .	122	Approbation ou résiliation de la convention de fusion par les actionnaires . . . . .	122
Short form — amalgamation . . . . .	123	Fusion par procédé sommaire . . . . .	123
Articles and certificate of amalgamation . . . . .	124	Procédure normale de fusion . . . . .	124
Effect of issue of certificate of amalgamation . . . . .	125	Effet du certificat de fusion . . . . .	125
Articles and certificate of continuance . . . . .	126	Statuts de prorogation et certificat . . . . .	126
Certificate of discontinuance . . . . .	127	Cas d'une prorogation soumise à une autre autorité législative : restrictions . . . . .	127
Arrangement — power of the Court and role of the Director . . . . .	128	Arrangement : pouvoirs de la Cour et rôle du Directeur . . . . .	128
Articles and certificate of arrangement . . . . .	129	Statuts d'arrangement et certificat . . . . .	129
Sale, lease or exchange of property of the corporation . . . . .	130	Vente, bail ou échange des biens de la corporation . . . . .	130
Right to dissent and related issues . . . . .	131	Droit à la dissidence et questions connexes . . . . .	131
Reorganization . . . . .	132	La réorganisation et ses effets . . . . .	132
<b>PART XII</b>		<b>PARTIE XII</b>	
<b>TAKE OVER BIDS</b>		<b>OFFRES D'ACHAT VISANT À LA MAINMISE</b>	
Acquisition of shares held by dissenting offerees . . . . .	133	Procédure à suivre par le pollicitant, pouvoirs de la Cour et droit de l'actionnaire dissident . . . . .	133
Offer to all shareholders of the same class . . . . .	134	Même offre pour actions d'une même catégorie . . . . .	134
<b>PART XIII</b>		<b>PARTIE XIII</b>	
<b>LIQUIDATION AND DISSOLUTION</b>		<b>LIQUIDATION ET DISSOLUTION</b>	
Bankrupt corporation and stayed action . . . . .	135	Faillite de la corporation et suspension de l'action . . . . .	135
Articles and certificate of revival . . . . .	136	Reconstitution, statuts de reconstitution et certificat . . . . .	136
Articles and certificate of dissolution . . . . .	137	Dissolution, statuts de dissolution et certificat . . . . .	137
Voluntary liquidation and dissolution . . . . .	138	Liquidation et dissolution volontaires . . . . .	138
Dissolution by the Director . . . . .	139	Dissolution par le Directeur . . . . .	139
Dissolution by Court order . . . . .	140	Dissolution par ordonnance de la Cour . . . . .	140
Application by shareholder for Court order for liquidation and dissolution . . . . .	141	Demande de dissolution par un actionnaire . . . . .	141
Application for Court supervision of voluntary liquidation and dissolution . . . . .	142	Demande visant la surveillance judiciaire de la dissolution . . . . .	142
Procedure on application . . . . .	143	Procédure relative à la demande . . . . .	143

Order of the Court and effect of order . . . . .	144	Ordonnance de la Cour et effets de l'ordonnance. . . . .	144
Role of liquidator and delegation of powers. . . . .	145	Rôle du liquidateur et délégation des pouvoirs. . . . .	145
Appointment of liquidator by the Court . . . . .	146	Liquidateur nommé par la Cour . . . . .	146
Powers and liability protection of liquidator . . . . .	147, 148	Pouvoirs et protection de la responsabilité du liquidateur . . . . .	147, 148
Costs of liquidation and final accounting . . . . .	149	Liquidation : frais et procédure. . . . .	149
Power of the Court to order distribution of property in money . . . . .	150	Pouvoir de la Cour d'imposer la répartition des biens en argent. . . . .	150
Custody of documents, offence. . . . .	151	Garde des documents, infraction . . . . .	151
Liability of corporation and shareholders within two years after dissolution. . . . .	152	Responsabilité de la corporation et de ses actionnaires dans les deux ans de la dissolution . . . . .	152
Distribution of property to creditor or shareholder who cannot be found . . . . .	153	Biens à remettre à un créancier ou à un actionnaire introuvable. . . . .	153
Vesting of property of corporation in Her Majesty and effect of revival under section 136 . . . . .	154	Biens dévolus à Sa Majesté et biens restitués à la corporation en vertu de l'article 136 . . . . .	154
<b>PART XIV</b>		<b>PARTIE XIV</b>	
<b>INVESTIGATIONS</b>		<b>ENQUÊTES</b>	
Investigation of corporation, conditions and procedure . . . . .	155	Conditions et procédure . . . . .	155
Powers of the Court and report of inspector. . . . .	156	Pouvoirs de la Cour et rapport de l'inspecteur . . . . .	156
Powers of inspector. . . . .	157	Pouvoirs de l'inspecteur . . . . .	157
Hearing <i>in camera</i> and right to representation . . . . .	158	Auditions à huis clos et représentation par avocat . . . . .	158
Criminating statements . . . . .	159	Témoignage contre soi-même. . . . .	159
Absolute privilege. . . . .	160	Immunité absolue . . . . .	160
Solicitor - client privilege . . . . .	161	Secret professionnel reconnu . . . . .	161
Inquiries by Director. . . . .	162	Enquête par le Directeur . . . . .	162
<b>PART XV</b>		<b>PARTIE XV</b>	
<b>REMEDIES, OFFENCES AND PENALTIES</b>		<b>RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES</b>	
Definitions . . . . .	163	Définitions . . . . .	163
action — action		action — action	
complainant — plaignant		plaignant — complainant	
Derivative action. . . . .	164	Recevabilité de l'action ou de l'intervention du plaignant. . . . .	164
Powers of the Court . . . . .	165	Pouvoirs de la Cour . . . . .	165
Orders of the Court . . . . .	166	Ordonnances de la Cour . . . . .	166
Action stayed or dismissed . . . . .	167	Suspension ou rejet de l'action . . . . .	167
Rectification of registers and records . . . . .	168	Rectification des registres et livres . . . . .	168
Application for directions by the Director . . . . .	169	Demande des instructions à la Cour par le Directeur . . . . .	169
Notice of refusal to file documents, when documents deemed to be filed . . . . .	170	Avis de refus de dépôt des documents et présomption de dépôt . . . . .	170
Appeal from decision of the Director . . . . .	171	Appel de la décision du Directeur . . . . .	171
Restraining order. . . . .	172	Ordonnance limitant les pouvoirs du Directeur . . . . .	172
Summary application . . . . .	173	Demande par voie sommaire . . . . .	173
Appeals . . . . .	174	Appel. . . . .	174
Offences . . . . .	175, 176	Infractions . . . . .	175, 176
<b>PART XVI</b>		<b>PARTIE XVI</b>	
<b>GENERAL</b>		<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
Notice to shareholders or directors . . . . .	177	Avis aux actionnaires et administrateurs . . . . .	177
Notice to corporation . . . . .	178	Avis à la corporation. . . . .	178
Waiver of notice . . . . .	179	Renonciation à l'avis . . . . .	179
Certificate of the Director, as evidence. . . . .	180	Force probante d'un certificat du Directeur . . . . .	180
		Force probante d'un certificat d'un administrateur ou dirigeant de la corporation. . . . .	181
Certificate of a corporation, as evidence . . . . .	181	Pouvoir du Directeur d'accepter des photocopies . . . . .	182
Photostatic copies - acceptance by Director . . . . .	182	Attestation de l'authenticité d'un document . . . . .	183
Verification of documents. . . . .	183	Nomination du Directeur et du directeur adjoint . . . . .	184
Appointment of the Director and deputy directors . . . . .	184	Règlements . . . . .	185
Regulations . . . . .	185	Définition de « déclaration » et dépôt des statuts ou d'une déclaration . . . . .	186
Definition of "statement" and filing of articles or statement . . . . .	186	Rapport annuel . . . . .	187
Annual return . . . . .	187	Modification des documents. . . . .	188
Alteration of documents . . . . .	188	Correction des certificats . . . . .	189
Correction of certificates . . . . .	189	Consultation des documents et copies certifiées . . . . .	190
Examination and copies of documents . . . . .	190	Dossiers du Directeur, prescription de six ans . . . . .	191
Records of Director, six year limitation . . . . .	191	Définition de « charte » et prorogation de la corporation. . . . .	192
Definition of "charter" and continuance of corporation . . . . .	192		

PART XVII	
EXTRA-PROVINCIAL CORPORATIONS	
Definitions . . . . .	193
anniversary month — mois anniversaire	
attorney for service or attorney — procureur pour fin de signification ou procureur	
charter — charte	
internal regulations — règlements internes	
registered — enregistré	
registered office — bureau enregistré	
Carrying on business in New Brunswick . . . . .	194
Exceptions . . . . .	195
Regulations in respect of exemptions . . . . .	195.1
Registration . . . . .	196
Application for registration . . . . .	197
Reservation of name . . . . .	198
Prohibited names . . . . .	199
Filing of application for registration and issuance of certificate of registration . . . . .	200
Cancellation and reinstatement of registration . . . . .	201
Date of reinstatement . . . . .	201.1
Corporate name in contracts, etc. . . . .	202
Death, resignation and change of address of attorney . . . . .	203
Notice to attorney . . . . .	204
Service upon corporation . . . . .	205
Notice of amendment and certificate of amendment . . . . .	206
Amalgamation and certificate of registration . . . . .	207
Liquidation . . . . .	208
Annual return . . . . .	209
Notice of articles of continuance . . . . .	209.1
Certificate of Director respecting documents, as evidence . . . . .	210
Verification of documents . . . . .	210.1
Validity of acts . . . . .	211
No constructive notice, exceptions . . . . .	212
Actions by unregistered corporations, exceptions . . . . .	213
Offences . . . . .	214, 214.1
PART XVIII	
COMING INTO FORCE	
Commencement . . . . .	215

PARTIE XVII	
CORPORATIONS EXTRAPROVINCIALES	
Définitions . . . . .	193
bureau enregistré — registered office	
charte — charter	
enregistré — registered	
mois anniversaire — anniversary month	
procureur pour fin de signification ou procureur — attorney for services or attorney	
règlements internes — internal regulations	
Activités d'une corporation extraprovinciale . . . . .	194
Exceptions . . . . .	195
Règlements relatifs aux exemptions . . . . .	195.1
Enregistrement . . . . .	196
Demande d'enregistrement . . . . .	197
Raison sociale réservée . . . . .	198
Raison sociale interdite et changement de raison sociale . . . . .	199
Dépôt de la demande d'enregistrement et délivrance du certificat d'enregistrement . . . . .	200
Annulation de l'enregistrement, avis et rétablissement . . . . .	201
Date de rétablissement . . . . .	201.1
Raison sociale indiquée sur les contrats . . . . .	202
Décès, démission et changement d'adresse du procureur . . . . .	203
Signification d'un document au procureur . . . . .	204
Voies de signification au procureur . . . . .	205
Avis de modification et certificat de modification . . . . .	206
Fusion et certificat d'enregistrement . . . . .	207
Liquidation . . . . .	208
Rapport annuel . . . . .	209
Avis de statuts de prorogation . . . . .	209.1
Certificat du Directeur attestant l'envoi d'un document . . . . .	210
Attestation des documents . . . . .	210.1
Validité des actes . . . . .	211
Effet du dépôt d'un document auprès du Directeur . . . . .	212
Actions par une corporation non enregistrée; exception . . . . .	213
Infractions . . . . .	214, 214.1
PARTIE XVIII	
ENTRÉE EN VIGUEUR	
Entrée en vigueur . . . . .	215

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

**PART I**  
**INTERPRETATION**

**1(1)** In this Act

“affairs” means the relationships among a corporation, its affiliates and the shareholders, directors and officers of such bodies corporate but does not include the business carried on by such bodies corporate;

“affiliate” means an affiliated body corporate within the meaning of subsection (2);

“anniversary month” means the month of each year that is the same as the month in which the corporation was incorporated or continued under this Act or became subject to this Act under paragraph 2(1)(b), unless the corporation was incorporated under any other Act of the Legislature and voluntarily continued under this Act or was deemed to have been continued under paragraph 2(1)(c), in which case it means the month of each year that is the same as the month in which the corporation was incorporated under such other Act of the Legislature;

“articles” means the original or restated articles of incorporation and any articles of amalgamation, articles of continuance, articles of reorganization, articles of arrangement, articles of dissolution, articles of revival and articles of amendment, letters patent, supplementary letters patent and a special Act and any amendments thereto;

“associate” when used to indicate a relationship with any person means

(a) a body corporate of which that person beneficially owns or controls, directly or indirectly, shares or securities currently convertible into shares carrying more than ten per cent of the voting rights under all circumstances or by reason of the occurrence of an event that has occurred and is continuing or a currently exercisable option or right to purchase such shares or such convertible securities,

(b) a partner of that person acting on behalf of the partnership of which they are partners,

(c) a trust or estate in which that person has a substantial beneficial interest or in respect of which he serves as a trustee or in a similar capacity,

Sa Majesté sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

**PARTIE I**  
**INTERPRÉTATION**

**1(1)** Dans la présente loi

« action rachetable » désigne une action émise par une corporation que celle-ci

a) peut acheter ou racheter sur sa demande, ou

b) est tenue par ses statuts d’acheter ou de racheter à une date déterminée ou à la demande d’un actionnaire;

« actionnaire » s’entend également du représentant personnel d’un actionnaire;

« administrateur » désigne, indépendamment de son titre, le titulaire du poste d’administrateur; et les termes « administrateurs » et « conseil d’administration » s’entendent également de l’administrateur unique;

« affaires internes » désigne les relations entre la corporation, ses affiliés et leurs actionnaires, administrateurs et dirigeants; mais ne comprend pas leur activité;

« affilié » désigne un corps constitué affilié au sens du paragraphe (2);

« associé » lorsqu’utilisé pour qualifier les relations avec toute personne, désigne

a) un corps constitué dont cette personne possède à titre de bénéficiaire ou contrôle directement ou indirectement, des actions ou des valeurs mobilières généralement convertibles en actions comportant plus de dix pour cent des droits de vote en toutes circonstances ou en raison de la survenance d’un événement ou de son prolongement, ou une option ou un droit généralement susceptible d’être exercé d’acheter de telles actions ou de telles valeurs mobilières convertibles,

b) un associé de cette personne agissant pour le compte de la société en nom collectif dont ils sont les associés,

c) une fiducie ou des biens dans lesquels cette personne a un droit important à titre de bénéficiaire ou à l’égard desquels elle remplit des fonctions du fiduciaire ou des fonctions semblables,

(d) a spouse or child of that person, and

(e) a relative of that person or of his spouse if that relative has the same residence as that person;

“auditor” includes a partnership of auditors;

“beneficial interest” or “beneficial ownership” includes ownership through a trustee, legal representative, agent or other intermediary;

“body corporate” includes a company or other body corporate wherever or however incorporated;

“corporation” means a body corporate incorporated or continued under this Act or to which this Act applies and not discontinued under this Act;

“Court” means The Court of Queen’s Bench of New Brunswick;

“debt obligation” means a bond, debenture, note or other evidence of indebtedness or guarantee of a corporation, whether secured or unsecured;

“Director” means the Director appointed under section 184 and includes a deputy director authorized under section 184 to carry out the duties and to exercise the powers of the Director under this Act;

“director” means a person occupying the position of director of a corporation by whatever name called and “directors” and “board of directors” includes a single director;

“extra-provincial corporation” means a body corporate incorporated otherwise than by or under an Act of the Legislature;

“individual” means a natural person;

“liability” includes an obligation arising under a contract referred to in section 39, under a claim referred to in subsection 131(25) and under an order referred to in paragraphs 166(3)(f) and (g);

“ordinary resolution” means a resolution passed by a majority of the votes cast by the shareholders who voted in respect of that resolution;

d) un conjoint ou l’enfant de cette personne, et

e) un parent de cette personne ou de son conjoint, si ce parent et cette personne partagent la même résidence;

« bureau enregistré » désigne le bureau d’une corporation situé au Nouveau-Brunswick au lieu et à l’adresse indiqués dans le dernier avis déposé en vertu de l’article 17;

« convention unanime des actionnaires » désigne une convention visée au paragraphe 99(2), ou une déclaration d’un actionnaire visée au paragraphe 99(3);

« corporation » désigne un corps constitué en corporation en vertu de la présente loi ou un corps constitué prorogé en vertu de la présente loi auquel la présente loi s’applique et dont l’existence n’a pas été discontinuée en vertu de la présente loi;

« corporation extraprovinciale » désigne un corps constitué en corporation autrement que par une loi de la Législature ou en vertu d’une telle loi;

« corps constitué » s’entend également d’une compagnie ou d’un autre corps constitué indépendamment de son mode ou de son lieu de constitution;

« Cour » désigne la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick;

« Directeur » désigne le Directeur nommé en vertu de l’article 184 et s’entend également du directeur adjoint autorisé en vertu de l’article 184 à exercer les pouvoirs et à assumer les responsabilités du Directeur en conformité de la présente loi;

« droit à titre de bénéficiaire » ou « propriété à titre de bénéficiaire » s’entend également de la propriété par l’intermédiaire d’un fiduciaire, d’un représentant légal, d’un mandataire ou d’un autre intermédiaire;

« envoyer » s’entend également de remettre;

« mois anniversaire » désigne le mois de chaque année qui est le même que le mois où la corporation a été constituée ou prorogée en vertu de la présente loi, ou devint assujettie à la présente loi en vertu de l’alinéa 2(1)b), sauf si la corporation a été constituée en vertu d’une autre loi de la Législature et prorogée volontairement en vertu de la présente loi ou réputée avoir été prorogée en vertu de l’alinéa 2(1)c), auquel cas, « mois anniversaire » est le mois

“person” includes an individual, partnership, association, body corporate, trustee, executor, administrator or legal representative;

“prescribed” means prescribed by or pursuant to the regulations;

“redeemable share” means a share issued by a corporation

(a) that the corporation may purchase or redeem upon the demand of the corporation, or

(b) that the corporation is required by its articles to purchase or redeem at a specified time or upon the demand of a shareholder;

“registered office” means the office of a corporation located in New Brunswick in the place and at the address specified in the notice most recently filed under section 17;

“security” means a share of any class or series of shares or a debt obligation of a corporation and includes a certificate or document evidencing such a share or debt obligation;

“security interest” means an interest in or charge on property of a corporation to secure payment of a debt or performance of any other obligation of the corporation;

“send” includes deliver;

“series” in relation to shares means a division of a class of shares;

“shareholder” includes the personal representative of a shareholder;

“special resolution” means a resolution passed by not less than two-thirds of the votes cast by the shareholders who voted in respect of that resolution or signed by all the shareholders entitled to vote on that resolution;

“unanimous shareholder agreement” means an agreement described in subsection 99(2) or a declaration of a shareholder described in subsection 99(3).

de chaque année qui est le mois de constitution de la corporation sous le régime de cette autre loi de la Législature;

« particulier » désigne une personne physique;

« passif » s’entend également d’une obligation provenant d’un contrat mentionné à l’article 39, d’une réclamation mentionnée au paragraphe 131(25) et d’une ordonnance mentionnée aux alinéas 166(3)f) et g);

« personne » s’entend également d’un particulier, d’une société en nom collectif, d’une association, d’un corps constitué, d’un fiduciaire, d’un exécuteur testamentaire, d’un administrateur ou d’un représentant légal;

« prescrit » signifie prescrit par ou conformément aux règlements;

« résolution ordinaire » désigne une résolution qui est adoptée à la majorité des voix exprimées par les actionnaires à son sujet;

« résolution spéciale » désigne une résolution qui est adoptée aux deux tiers au moins des voix exprimées par les actionnaires à son sujet ou signée de tous les actionnaires habiles à voter à son sujet;

« série » désigne la subdivision d’une catégorie d’actions;

« statuts » désigne les statuts constitutifs, initiaux ou mis à jour, et les statuts de fusion, prorogation, réorganisation, arrangement, dissolution, reconstitution et modification de la corporation, les lettres patentes, lettres patentes supplémentaires ainsi qu’une loi spéciale et ses modifications;

« sûreté » désigne un droit ou une charge grevant les biens d’une corporation pour garantir le paiement d’une dette ou l’exécution de toute autre obligation de la corporation;

« titre de créance » désigne une obligation, une débenture, un billet ou une autre preuve de dette ou de garantie, nantie ou non, d’une corporation;

« valeur mobilière » désigne une action de toute catégorie ou série ou un titre de créance sur une corporation et s’entend également d’un certificat ou d’un document en établissant l’existence;

« vérificateur » s’entend également de vérificateurs constitués en société en nom collectif.

**1(2)** For the purposes of this Act,

(a) one body corporate is affiliated with another body corporate if one of them is the subsidiary of the other or both are subsidiaries of the same body corporate or each of them is controlled by the same person; and

(b) if two bodies corporate are affiliated with the same body corporate at the same time, they shall be deemed to be affiliated with each other.

**1(3)** For the purposes of this Act, a body corporate shall be deemed to be controlled by a person if shares of the body corporate carrying voting rights sufficient to elect a majority of the directors of the body corporate are held, directly or indirectly, other than by way of security only, by or on behalf of that person.

**1(4)** A body corporate is the holding body corporate of another if that other body corporate is its subsidiary.

**1(5)** A body corporate is a subsidiary of another body corporate if

(a) it is controlled by that other body corporate, or

(b) it is controlled by a body corporate that is controlled by that other body corporate.

1983, c.15, s.1; 1989, c.6, s.1; 1993, c.52, s.1; 2000, c.9, s.1.

**2(1)** This Act, except where it is otherwise expressly provided, applies to

(a) every corporation incorporated and every body corporate continued as a corporation under this Act that has not been discontinued under this Act,

(b) every body corporate with share capital incorporated under a special Act of the Legislature after this Act comes into force, and

(c) after five years of the coming into force of this Act, every other body corporate with share capital incorporated under a general or special Act of the Legislature, except a body corporate to which section 16 or 18 of the *Companies Act* applies or which is incorporated under or subject to Part II of that Act, and such

**1(2)** Aux fins de la présente loi,

a) un corps constitué est affilié à un autre si l'un est la filiale de l'autre ou s'ils sont les filiales du même corps constitué ou si chacun d'eux est contrôlé par la même personne; et

b) si deux corps constitués sont simultanément affiliés au même corps constitué, ils sont réputés être affiliés l'un à l'autre.

**1(3)** Aux fins de la présente loi, un corps constitué est réputé être contrôlé par une personne si cette personne elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne, détient, directement ou indirectement et autrement qu'au seul titre de garantie, un nombre d'actions comportant des droits de vote suffisants pour faire élire la majorité de ses administrateurs.

**1(4)** Un corps constitué est en holding d'un autre corps constitué si ce dernier est sa filiale.

**1(5)** Est une filiale d'un autre corps constitué, un corps constitué s'il est

a) sous le contrôle de cet autre corps constitué, ou

b) sous le contrôle d'un corps constitué qui est lui-même sous le contrôle de cet autre corps constitué.

1983, c.15, art.1; 1989, c.6, art.1; 1993, c.52, art.1; 2000, c.9, art.1.

**2(1)** À défaut d'une disposition expresse contraire, la présente loi s'applique :

a) à toute corporation constituée sous son régime et à tout corps constitué prorogé en corporation sous son régime dont l'existence n'a pas été discontinuée par la présente loi,

b) à tout corps constitué avec capital social constitué en corporation sous le régime d'une loi spéciale de la Législature postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, et

c) cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, à tout autre corps constitué avec capital social constitué en corporation sous le régime d'une loi générale ou spéciale de la Législature, à l'exception d'un corps constitué auquel s'applique l'article 16 ou 18 de la *Loi sur les compagnies* ou qui est constitué en corporation

body corporate shall be deemed to have been continued under this Act.

2(2) This Act, except where it is otherwise expressly provided, does not apply to a body corporate incorporated under the *Agricultural Associations Act* or the *Co-operative Associations Act* or to a body corporate incorporated or continued under the *Credit Unions Act*.

2(3) A body corporate incorporated or continued under the *Companies Act*, except a body corporate to which section 16 or 18 of the *Companies Act* applies or which is incorporated under or subject to Part II of that Act, may apply for a certificate of continuance under section 192.

2(4) A body corporate incorporated under a special Act of the Legislature with share capital may apply for a certificate of continuance under section 192.

2(5) Notwithstanding any other provision of this Act, where a body corporate incorporated under letters patent or special Act of the Legislature is continued or deemed to have been continued under this Act, any provisions in the letters patent, special Act or supplementary letters patent, and any powers of the body corporate, which are valid immediately before the coming into force of this Act continue to be valid and to have effect, but any amendments thereto shall be made in accordance with this Act.

2(6) An extra-provincial corporation is subject to Part XVII only.

2(7) The *Winding Up Act* and the *Companies Act* do not apply to a corporation to which this Act applies.

2(8) This Act does not apply

(a) to a provincial company as defined in the *Loan and Trust Companies Act* or a body corporate referred to in paragraph 2(b) of that Act except as that Act otherwise provides, or

en vertu de la partie II de cette loi ou qui y est soumis; et tel corps constitué est réputé avoir été prorogé en vertu de la présente loi.

2(2) Sauf disposition contraire expresse, la présente loi ne s'applique pas à un corps constitué dont la constitution en corporation relève de la *Loi sur les associations agricoles* ou la *Loi sur les associations coopératives* ou à un corps constitué dont la constitution en corporation ou la prorogation s'effectue en vertu de la *Loi sur les caisses populaires*.

2(3) Un corps constitué en corporation ou un corps constitué prorogé sous le régime de la *Loi sur les compagnies*, à l'exception d'un corps constitué auquel s'applique l'article 16 ou 18 de la *Loi sur les compagnies* ou qui est constitué en corporation en vertu de la partie II de cette loi ou qui y est soumis, peut demander un certificat de prorogation en application de l'article 192.

2(4) Un corps constitué en corporation sous le régime d'une loi spéciale de la Législature avec capital social peut demander un certificat de prorogation en application de l'article 192.

2(5) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi relative à un corps constitué en corporation en vertu des lettres patentes ou d'une loi spéciale de la Législature et dont la prorogation ou la présomption de prorogation est régie par la présente loi, restent valides et en vigueur toutes dispositions contenues dans les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires, la loi spéciale ou les pouvoirs du corps constitué qui le sont avant l'entrée en vigueur de la présente loi; toutefois, aucune adjonction, modification ou suppression y relative n'est valide, à moins d'être conforme à la présente loi.

2(6) Une corporation extraprovinciale n'est soumise qu'au régime prévu à la partie XVII.

2(7) La *Loi sur la liquidation des compagnies* et la *Loi sur les compagnies* ne s'appliquent pas à une corporation régie par la présente loi.

2(8) La présente loi ne s'applique pas

a) à une compagnie provinciale telle que définie dans la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie* ou à un corps constitué visé à l'alinéa 2b) de cette loi, sauf disposition contraire dans cette loi, ou

(b) to an insurance company.

1984, c.17, s.1; 1986, c.18, s.1; 1987, c.L-11.2, s.279; 1992, c.C-32.2, s.308; 1996, c.62, s.2.

**2.1** Service New Brunswick is responsible for the administration of this Act.

2002, c.29, s.1.

## PART II INCORPORATION

**3(1)** One or more individuals no one of whom

(a) is less than nineteen years of age,

(b) is of unsound mind and has been so found by a court of competent jurisdiction, or

(c) has the status of bankrupt,

may incorporate by signing articles of incorporation and complying with section 4.

**3(2)** One or more bodies corporate may incorporate a corporation by signing articles of incorporation and complying with section 4.

**4(1)** Articles of incorporation shall follow the prescribed form and shall set out, in respect of the proposed corporation,

(a) the name of the corporation;

(b) Repealed: 1993, c.52, s.2.

(c) the classes and any maximum number of shares that the corporation is authorized to issue and any maximum aggregate amount for which such shares may be issued, and

(i) if there will be two or more classes of shares, the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to each class of shares,

(ii) if a class of shares may be issued in series, the authority given to the directors to fix the number of shares in, and to determine the designation of, and the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to, the shares of each series,

b) à une compagnie d'assurance.

1984, c.17, art.1; 1986, c.18, art.1; 1987, c.L-11.2, art.279; 1992, c.C-32.2, art.308; 1996, c.62, art.2.

**2.1** L'application de la présente loi relève de Services Nouveau-Brunswick.

2002, c.29, art.1.

## PARTIE II CONSTITUTION

**3(1)** La constitution d'une corporation se réalise par la signature des statuts constitutifs et l'observation de l'article 4 par un ou plusieurs particuliers qui :

a) ont au moins dix-neuf ans,

b) ne sont pas faibles d'esprit et n'ont pas été reconnus comme tels par un tribunal compétent, et

c) n'ont pas le statut de failli.

**3(2)** Un ou plusieurs corps constitués peuvent se constituer en corporation en signant les statuts constitutifs et en se conformant à l'article 4.

**4(1)** Les statuts constitutifs de la corporation projetée doivent être établis en la forme prescrite et doivent indiquer :

a) sa raison sociale;

b) Abrogé : 1993, c.52, art.2.

c) les catégories et tout nombre maximal d'actions que la corporation est autorisée à émettre ainsi que tout montant maximal global pour lequel ces actions peuvent être émises, et

(i) en cas de pluralité des catégories, les droits, privilèges, conditions et restrictions dont est assortie chacune d'elles,

(ii) en cas d'émission d'une catégorie d'actions par séries, l'autorisation accordée aux administrateurs de fixer le nombre et la désignation des actions de chaque série et les droits, privilèges, conditions et restrictions dont les actions de chaque série sont assorties,

(iii) if the shares will be of one kind only, the par value of each share or a statement that the shares are without par value, and

(iv) if the shares are of both kinds, any maximum number of shares of each kind, the par value of each share having par value and a statement that the other kind of shares are without par value;

(d) if the right to transfer shares of the corporation is to be restricted, a statement that the right to transfer shares is restricted and the nature of such restrictions;

(e) the number of directors or any minimum and maximum number of directors of the corporation; and

(f) any restrictions on the businesses that the corporation may carry on.

**4(2)** The articles may set out any provisions permitted by this Act or by law to be set out in the by-laws of the corporation or a unanimous shareholder agreement.

**4(3)** Subject to subsection (4), if the articles or a unanimous shareholder agreement require a greater number of votes of directors or shareholders than that required by this Act to effect any action, the provisions of the articles or of the unanimous shareholder agreement prevail.

**4(4)** The articles may not require a greater number of votes of shareholders to remove a director than the number required by subsection 65(6).

1983, c.15, s.2; 1993, c.52, s.2.

**5** An incorporator shall send to the Director articles of incorporation and the documents required by sections 17 and 64.

**6** Upon receipt of articles of incorporation, the Director shall issue a certificate of incorporation.

**7(1)** A corporation comes into existence on the date shown in the certificate of incorporation.

(iii) si les actions appartiennent à un seul genre, la valeur au pair de chaque action ou une déclaration affirmant que les actions sont sans valeur au pair, et

(iv) si les actions appartiennent aux deux genres, tout nombre maximal d'actions de chaque genre, la valeur au pair de chaque action avec valeur au pair et une déclaration affirmant que l'autre genre d'actions est constitué d'actions sans valeur au pair;

d) une déclaration énonçant que le droit de transférer ces actions est restreint et la nature des restrictions dans le cas où le droit de transfert des actions de la corporation est l'objet de certaines restrictions;

e) le nombre des administrateurs ou le cas échéant, le nombre minimum et maximum des administrateurs de la corporation; et

f) les limites de l'activité de la corporation.

**4(2)** Les statuts peuvent contenir toute disposition que la présente loi ou le droit autorise à insérer dans les règlements administratifs de la corporation ou une convention unanime des actionnaires.

**4(3)** Sous réserve du paragraphe (4), si les statuts ou une convention unanime des actionnaires requièrent un nombre plus élevé de voix des administrateurs ou des actionnaires que le nombre requis par la présente loi pour l'adoption de certaines mesures, les dispositions des statuts ou de la convention unanime des actionnaires prévalent.

**4(4)** Les statuts ne peuvent pas prévoir un nombre plus élevé de votes des actionnaires que le nombre requis au paragraphe 65(6) pour la révocation d'un administrateur.

1983, c.15, art.2; 1993, c.52, art.2.

**5** Un fondateur de la corporation doit envoyer au Directeur les statuts constitutifs et les documents exigés par les articles 17 et 64.

**6** Sur réception des statuts constitutifs, le Directeur doit délivrer un certificat de constitution en corporation.

**7(1)** Une corporation existe à compter de la date figurée sur le certificat de constitution en corporation.

**7(2)** A certificate of incorporation is conclusive proof for the purposes of this Act and for all other purposes

(a) that the provisions of this Act in respect of incorporation and all requirements precedent and incidental to incorporation have been complied with, and

(b) that the corporation has been incorporated under this Act as of the date shown in the certificate of incorporation.

**8(1)** The word “Limited”, “Limitée”, “Incorporated”, “Incorporée”, or “Corporation” or the abbreviation “Ltd.”, “Ltée”, “Inc.” or “Corp.” shall be part, other than only in a figurative or descriptive sense, of the name of every corporation but a corporation may use and may be legally designated by either the full or the abbreviated form.

**8(2)** The Director may exempt a body corporate continued as a corporation under this Act from the provisions of subsection (1).

**8(3)** Subject to subsection 10(1), a corporation may set out its name in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form or in a combined English and French form and it may use and may be legally designated by any such form.

**8(4)** Subject to subsection 10(1), a corporation may, for use outside Canada, set out its name in its articles in any language form and it may use and may be legally designated by its name in any such form outside Canada.

**8(5)** A corporation shall set out its name in legible characters in all contracts, invoices, negotiable instruments and orders for goods or services issued or made by or on behalf of the corporation.

**8(6)** Subject to subsection (5), a corporation may carry on business under or identify itself by a name other than its corporate name if it has registered under the *Partnerships and Business Names Registration Act*.

2000, c.9, s.2.

**9(1)** The Director may, upon request, reserve for ninety days a name for an intended corporation or for a corporation about to change its name.

**7(2)** Aux fins de la présente loi et à toutes autres fins, un certificat de constitution en corporation est la preuve décisive que

a) les dispositions de la présente loi relatives à la constitution en corporation et les exigences antérieures et incidentes à la constitution en corporation ont été observées, et

b) la corporation a été constituée en corporation en vertu de la présente loi à la date figurée sur le certificat de constitution en corporation.

**8(1)** Le mot « Limitée », « Limited », « Incorporée », « Incorporated » ou « Corporation » ou son abréviation « Ltée », « Ltd », « Inc » ou « Corp » doit faire partie, autrement qu’au sens figuratif ou descriptif, de la raison sociale de toute corporation; toutefois une corporation peut utiliser aussi bien le mot complet que son abréviation et être désignée légalement sous l’un ou l’autre.

**8(2)** Le Directeur peut dispenser de l’application du paragraphe (1) tout corps constitué prorogé en vertu de la présente loi sous forme de corporation.

**8(3)** Sous réserve du paragraphe 10(1), une corporation peut, dans ses statuts, adopter une raison sociale anglaise, française ou les deux ou une combinaison des deux; elle peut être légalement désignée sous l’un ou l’autre des noms adoptés et les utiliser.

**8(4)** Sous réserve du paragraphe 10(1), une corporation peut, dans ses statuts, adopter en n’importe quelle langue, pour ses activités à l’extérieur du Canada, un nom sous lequel elle peut y être légalement désignée et qu’elle peut utiliser à cet endroit.

**8(5)** Une corporation doit indiquer lisiblement sa raison sociale sur tous ses effets de commerce, contrats, factures et commandes de marchandises ou de services.

**8(6)** Sous réserve du paragraphe (5), une corporation peut exercer une activité ou s’identifier sous un nom autre que sa raison sociale à condition qu’il ait été enregistré sous le régime de la *Loi sur l’enregistrement des sociétés en nom collectif et des appellations commerciales*.

2000, c.9, art.2.

**9(1)** Le Directeur peut, sur demande, réserver pendant quatre-vingt-dix jours une raison sociale à la corporation dont la création est envisagée ou qui est sur le point de changer sa raison sociale.

**9(2)** If requested to do so by the incorporator or a corporation, the Director shall assign to the corporation as its name a designating number determined by the Director.

**10(1)** A corporation shall not be incorporated with, continued with or have a name

(a) that is the name or deceptively similar to the name of another corporation, a body corporate registered under Part XVII, a company under the *Companies Act*, a limited partnership formed or continued under the *Limited Partnership Act*, an extra-provincial partnership that has filed a declaration under the *Limited Partnership Act* or a firm or person that has registered under the *Partnerships and Business Names Registration Act* unless such corporation, body corporate, partnership, firm or person consents and, in the case of a corporation, company under the *Companies Act*, partnership, other than an extra-provincial partnership, firm or person, except in such circumstances as may be prescribed, undertakes to change its name within six months of giving its consent;

(b) that is prohibited by regulation or is deceptively misdescriptive;

(c) that is reserved for another corporation or intended corporation under section 9;

(d) that is reserved for an extra-provincial corporation or an intended extra-provincial corporation under section 198; or

(e) that is reserved for a body corporate, firm or person under any other Act of the Legislature.

**10(2)** If, through inadvertence or otherwise, a corporation

(a) comes into existence or is continued with a name, or

(b) upon an application to change its name, is granted a name,

that contravenes this section, the Director may

**9(2)** Le Directeur doit assigner à la corporation, à la demande du fondateur de la corporation ou de la corporation, un numéro matricule, déterminé par le Directeur, en guise de raison sociale.

**10(1)** Une corporation ne peut être constituée ou prorogée sous une raison sociale ou avoir une raison sociale qui est

a) celle ou qui est abusivement similaire à la raison sociale d'une autre corporation, d'un corps constitué enregistré en vertu de la Partie XVII, d'une compagnie régie par la *Loi sur les compagnies*, d'une société en commandite formée ou prorogée en vertu de la *Loi sur les sociétés en commandite*, d'une société extraprovinciale qui a déposé une déclaration conformément à la *Loi sur les sociétés en commandite*, ou d'une firme ou personne qui a procédé à l'enregistrement conformément à la *Loi sur l'enregistrement des sociétés en nom collectif et des appellations commerciales*, à moins que la corporation, le corps constitué, la société, la firme ou la personne n'y consente et dans le cas d'une corporation, d'une compagnie régie par la *Loi sur les compagnies*, d'une société autre qu'une société extraprovinciale, d'une firme ou d'une personne, sauf dans des conditions qui peuvent être prescrites, ne s'engage à changer sa désignation dans les six mois de la date de son consentement;

b) prohibée par règlement ou abusive en raison d'une fausse désignation;

c) réservée à une autre corporation ou à une corporation dont la création est envisagée, conformément à l'article 9;

d) réservée à une corporation extraprovinciale ou à une corporation extraprovinciale dont la création est envisagée conformément à l'article 198; ou

e) réservée à un corps constitué, une firme ou une personne en vertu de toute autre loi de la Législature.

**10(2)** Si une corporation, par inadvertance ou pour toute autre raison,

a) est constituée ou prorogée sous une raison sociale, ou

b) se voit accorder sur demande en changement de raison sociale, une raison sociale

qui enfreint le présent article, le Directeur peut,

(c) with the consent of the corporation, change the name of the corporation, or

(d) after giving the corporation an opportunity to be heard, direct the corporation to change its name in accordance with section 113.

**10(3)** When a corporation has been directed under subsection (2) to change its name and has not within sixty days from the service of the directive to that effect changed its name to a name that complies with this Act, the Director may revoke the name of the corporation and assign to it a name and, until changed in accordance with section 113, the name of the corporation is thereafter the name so assigned.

**10(4)** When a corporation gives an undertaking to change its name and does not carry out the undertaking or dissolve within the time specified, the Director may, after giving the corporation an opportunity to be heard, revoke the name of the corporation and assign to it a name and, until changed in accordance with section 113, the name of the corporation is thereafter the name so assigned.

**10(5)** When a person who is not a corporation gives an undertaking to change the name under which that person carries on business and does not carry out the undertaking or cease to carry on business under that name within the time specified, the Director may, after giving the corporation that acquired the name by virtue of the undertaking an opportunity to be heard, revoke the name of the corporation and assign to it a name and, until changed in accordance with section 113, the name of the corporation is thereafter the name so assigned.

1983, c.15, s.3; 1984, c.17, s.2; 1984, c.L-9.1, s.48; 1986, c.62, s.22; 1989, c.6, s.2; 2000, c.9, s.3.

**11(1)** When a corporation has had its name changed by the Director under subsection 10(2) or revoked and a name assigned to it under subsection 10(3), (4) or (5), the Director shall issue a certificate of amendment showing the new name of the corporation and shall forthwith give notice of the change of name in *The Royal Gazette*.

**11(2)** The articles of the corporation are amended accordingly on the date shown in the certificate of amendment.

1983, c.15, s.4; 1984, c.17, s.3; 1987, c.6, s.5.

c) avec le consentement de la corporation, changer sa raison sociale, ou

d) après avoir donné à la corporation l'occasion de se faire entendre, lui ordonner de changer sa raison sociale conformément à l'article 113.

**10(3)** Le Directeur peut annuler la raison sociale de la corporation qui n'a pas obtempéré aux directives données conformément au paragraphe (2) dans les soixante jours de leur signification et lui en attribuer une autre et tant qu'elle n'a pas été changée conformément à l'article 113, la raison sociale ainsi attribuée est celle de la corporation.

**10(4)** Lorsqu'une corporation s'est engagée à changer sa raison sociale mais n'exécute pas son engagement ni n'est dissoute dans le délai fixé, le Directeur peut, après lui avoir donné l'occasion de se faire entendre, annuler la raison sociale de la corporation et lui en attribuer une autre et tant qu'elle n'a pas été changée conformément à l'article 113, la raison sociale ainsi attribuée est celle de la corporation.

**10(5)** Lorsqu'une personne qui n'est pas une corporation s'est engagée à changer le nom sous lequel cette personne exerce son activité mais n'exécute pas son engagement ni ne cesse d'exercer son activité sous ce nom dans le délai fixé, le Directeur peut, après avoir donné à la corporation qui a acquis sa raison sociale en raison de cet engagement l'occasion de se faire entendre, annuler la raison sociale de la corporation et lui en attribuer une autre et tant qu'elle n'a pas été changée conformément à l'article 113, la raison sociale ainsi attribuée est celle de la corporation.

1983, c.15, art.3; 1984, c.17, art.2; 1984, c.L-9.1, art.48; 1986, c.62, art.22; 1989, c.6, art.2; 2000, c.9, art.3.

**11(1)** Lorsque le Directeur a changé la raison sociale d'une corporation en vertu du paragraphe 10(2) ou l'a révoquée, et a attribué à la corporation une nouvelle raison sociale en vertu du paragraphe 10(3), (4) ou (5), il doit délivrer un certificat de modification indiquant la nouvelle raison sociale et publier, dans les meilleurs délais, un avis de ce changement dans la *Gazette royale*.

**11(2)** Les statuts de la corporation sont modifiés en conséquence à la date indiquée dans le certificat de modification.

1983, c.15, art.4; 1984, c.17, art.3; 1987, c.6, art.5.

**12(1)** Except as provided in this section, a person who enters into a contract in the name of or purportedly on behalf of a corporation before it comes into existence is personally bound by the contract and is entitled to the benefits thereof.

**12(2)** A corporation may, within a reasonable time after it comes into existence, by any action or conduct signifying its intention to be bound thereby, adopt an oral or written contract made before it came into existence in its name or on its behalf, and upon such adoption

(a) the corporation is bound by the contract and is entitled to the benefits thereof as if the corporation had been in existence at the date of the contract and had been a party thereto; and

(b) a person who purported to act in the name of or on behalf of the corporation ceases, except as provided in subsection (3), to be bound by or entitled to the benefits of the contract.

**12(3)** Except as provided in subsection (4), whether or not an oral or written contract made before the coming into existence of a corporation is adopted by the corporation, a party to the contract may apply, within a reasonable time after the date of incorporation of such corporation, to the Court for an order fixing obligations under the contract as joint or joint and several or apportioning liability between or among the corporation and a person who purported to act in the name of or on behalf of the corporation and upon such application the Court may make any order it thinks fit.

**12(4)** If expressly so provided in the oral or written contract, a person who purported to act in the name of or on behalf of the corporation before it came into existence is not bound by the contract or entitled to the benefits thereof.

### PART III

#### CAPACITY AND POWERS

**13(1)** A corporation has the capacity and, subject to this Act, the rights, powers and privileges of a natural person.

**13(2)** A corporation has the capacity to carry on its business, conduct its affairs and exercise its powers outside New Brunswick.

**12(1)** Sous réserve du présent article, la personne qui conclut un contrat au nom ou censément pour le compte d'une corporation avant qu'elle n'existe est liée personnellement par le contrat et peut en tirer les bénéfices.

**12(2)** Une corporation peut, dans un délai raisonnable de sa constitution, au moyen de toute action ou conduite manifestant ses intentions à être liée par un contrat verbal ou écrit, ratifier le contrat conclu avant que la corporation n'existe, en son nom ou pour elle; et une telle ratification,

a) lie la corporation et celle-ci peut en tirer les bénéfices comme si elle avait existé à la date du contrat et y avait été une partie; et

b) sous réserve du paragraphe (3), libère la personne qui était censée s'être engagée pour la corporation et l'empêche d'en tirer les bénéfices.

**12(3)** Sous réserve du paragraphe (4), indépendamment du fait qu'un contrat verbal ou écrit conclu avant l'existence de la corporation soit ou non ratifié par celle-ci, une partie au contrat peut, dans un délai raisonnable de sa date de constitution en corporation, demander à la Cour de déclarer par ordonnance la corporation et la personne qui s'est engagée en son nom ou pour son compte conjointement ou conjointement et solidairement responsables des obligations résultant du contrat ou de répartir entre elles leur part respective de responsabilité et la Cour peut, sur telle demande, rendre toute ordonnance qu'elle estime pertinente.

**12(4)** Une personne qui est censée s'être engagée au nom ou pour le compte de la corporation avant qu'elle n'existe n'est pas liée par le contrat, et ne peut en tirer les bénéfices, si une clause expresse à cet égard a été ainsi prévue au contrat oral ou écrit.

### PARTIE III

#### CAPACITÉ ET POUVOIRS

**13(1)** Une corporation a la capacité et, sous réserve de la présente loi, les droits, pouvoirs et privilèges d'une personne physique.

**13(2)** Une corporation a la capacité d'exercer son activité, conduire ses affaires internes et exercer ses pouvoirs à l'extérieur du Nouveau-Brunswick.

**13(3)** No corporation shall have the capacity

(a) Repealed: 1983, c.15, s.5.

(a.1) to accept from the public deposits within the meaning of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*, chapter C-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970;

(a.2) to execute the office of executor, administrator, guardian of a minor's estate or committee of a mentally incompetent person;

(a.3) to provide services of a fiduciary nature commonly provided by a trust company;

(b) to carry on the business of a loan company or trust company as defined in the *Loan and Trust Companies Act* or of an insurance company;

(c) to carry on any business or activity if incorporation for the purposes thereof is provided for in any other Act; or

(d) to practice a profession except as expressly permitted by an Act governing that profession.

**13(4)** Paragraphs (3)(a.2) and (a.3) do not apply so as to restrict a professional corporation as defined in the *Law Society Act, 1996* in relation to the practice of law or the provision of services directly associated with the practice of law.

1983, c.15, s.5; 1986, c.18, s.2; 1987, c.L-11.2, s.279; 2000, c.9, s.4.

**14(1)** It is not necessary for a by-law to be passed in order to confer any particular power on the corporation or its directors.

**14(2)** A corporation shall not carry on any business or exercise any power that it is restricted by its articles from carrying on or exercising, nor shall the corporation exercise any of its powers in a manner contrary to its articles.

**14(3)** No act of a corporation, including any transfer of property to or by a corporation, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its articles or this Act.

**15** No person is affected by or shall be deemed to have notice or knowledge of the contents of a document concerning a corporation by reason only that the document

**13(3)** Nulle corporation ne peut avoir la capacité

a) Abrogé : 1983, c.15, art.5.

a.1) d'accepter du public des dépôts au sens de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, chapitre C-3 des Statuts révisés du Canada de 1970;

a.2) de remplir les fonctions d'exécuteur testamentaire, d'administrateur, de tuteur des biens d'un mineur ou de curateur d'une personne mentalement incapable;

a.3) d'offrir des services de nature fiduciaire généralement fournis par une compagnie de fiducie;

b) d'exercer les activités d'une compagnie de prêt ou d'une compagnie de fiducie telle que définie dans la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie*, ou d'une compagnie d'assurance;

c) d'exercer une activité si la constitution en corporation en vue de ces objets est prévue dans toute autre loi; ou

d) d'exercer une profession, sauf si c'est expressément permis par la loi régissant cette profession.

**13(4)** Les alinéas (3)a.2) et a.3) ne s'appliquent pas de façon à restreindre l'exercice du droit ou la prestation de services qui s'y rapportent directement d'une corporation professionnelle telle que définie dans la *Loi de 1996 sur le Barreau*.

1983, c.15, art.5; 1986, c.18, art.2; 1987, c.L-11.2, art.279; 2000, c.9, art.4.

**14(1)** L'adoption d'un règlement administratif n'est pas nécessaire pour conférer un pouvoir particulier à la corporation ou à ses administrateurs.

**14(2)** Il est interdit à une corporation d'exercer toute activité ou tout pouvoir dont l'exercice est limité par ses statuts; elle ne doit non plus exercer l'un quelconque de ses pouvoirs en violation de ses statuts.

**14(3)** Aucun acte de la corporation, y compris tout transfert de biens à la corporation ou par elle n'est nul du seul fait qu'il est contraire à ses statuts ou à la présente loi.

**15** Le seul fait du dépôt par le Directeur d'un document relatif à la corporation ou la possibilité de le consulter dans les locaux de celle-ci, ne peut causer de préjudice à

has been filed by the Director or is available for inspection at an office of the corporation.

**16** A corporation or a guarantor of an obligation of the corporation may not assert against a person dealing with the corporation, or with any person who has acquired rights from the corporation, that

(a) the articles, by-laws and any unanimous shareholder agreement have not been complied with,

(b) the persons named in the most recent notice filed by the Director under section 64 or 71 are not the directors of the corporation,

(c) the place named in the most recent notice filed under section 17 is not the registered office of the corporation,

(d) a person held out by a corporation as a director, an officer or an agent of the corporation has not been duly appointed or has no authority to exercise the powers and perform the duties that are customary in the business of the corporation or usual for such director, officer or agent,

(e) a document issued by any director, officer or agent of a corporation with actual or usual authority to issue the document is not valid or not genuine, or

(f) financial assistance referred to in section 43 or a sale, lease or exchange of property referred to in subsection 130(1) was not authorized,

except where the person has or, by virtue of his position with or relationship to the corporation ought to have, knowledge of that fact.

1993, c.52, s.3.

#### PART IV

##### REGISTERED OFFICE AND RECORDS

**17(1)** A corporation shall at all times have a registered office within New Brunswick.

**17(2)** A notice of registered office in prescribed form shall be sent to the Director together with any articles of incorporation, continuance or amalgamation and, if applicable, any articles of arrangement or reorganization.

quelque personne que ce soit, et personne n'est réputée par ces seuls faits avoir reçu avis, ni avoir eu connaissance d'un tel document.

**16** Une corporation, ou un garant d'une obligation de la corporation ne peut prétendre à l'encontre de toute personne qui a traité avec elle ou les ayants droit de la corporation

a) que les statuts, règlements administratifs et toute convention unanime des actionnaires n'ont pas été observés,

b) que les personnes nommées dans le dernier avis déposé par le Directeur conformément à l'article 64 ou 71 ne sont pas les administrateurs de la corporation,

c) que son bureau enregistré ne se trouve pas au lieu indiqué dans le dernier avis déposé en vertu de l'article 17,

d) que la personne que la corporation a présentée comme l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'a pas été régulièrement nommée ou n'a pas l'autorité nécessaire pour exercer les pouvoirs et occuper les fonctions découlant normalement soit d'un tel poste d'administrateur, dirigeant ou mandataire, soit de l'activité de la corporation,

e) qu'un document émanant effectivement ou régulièrement de l'un de ses administrateurs, dirigeants ou agents n'est ni valable ni authentique, ou

f) que l'aide financière mentionnée à l'article 43 ou une vente, un bail ou un échange de biens visé au paragraphe 130(1) n'étaient pas autorisés,

sauf lorsque la personne, en raison de son poste au sein de la corporation ou de ses relations avec celle-ci, connaissait ou aurait dû connaître ce fait.

1993, c.52, art.3.

#### PARTIE IV

##### BUREAU ENREGISTRÉ ET LIVRES

**17(1)** Une corporation doit maintenir en permanence un bureau enregistré au Nouveau-Brunswick.

**17(2)** Un avis du bureau enregistré en la forme prescrite doit être envoyé au Directeur, accompagné des statuts constitutifs, de prorogation ou de fusion et, dans les cas appropriés, des statuts d'arrangement ou de réorganisation.

**17(3)** Unless the articles otherwise provide, the directors of a corporation may change the place or address of the registered office.

**17(4)** A corporation shall file with the Director, within fifteen days after any change in the place or address of its registered office, a notice in prescribed form.

1991, c.27, s.5; 1993, c.52, s.4.

**18(1)** A corporation shall prepare and maintain, at its registered office or at any other place in New Brunswick designated by the directors, records containing

(a) copies of the articles and the by-laws, and all amendments thereto, and a copy of any unanimous shareholder agreement;

(b) minutes of all meetings and resolutions of shareholders;

(c) copies of all notices required by section 64 or 71;

(d) a share register complying with section 48; and

(e) the names and addresses of all persons who are or have been directors of the corporation with the several dates at which each became or ceased to be a director.

**18(2)** In addition to the records described in subsection (1), a corporation shall prepare and maintain adequate accounting records and records containing minutes of meetings and resolutions of the directors and any committees thereof.

**18(3)** For the purposes of subsections (1) and (2), where a body corporate is continued under this Act, "records" includes similar records required by law to be maintained by the body corporate before it was so continued.

**18(4)** The records described in subsection (2) shall be kept at the registered office of the corporation or at such other place as the directors think fit and shall at all reasonable times be open to inspection by the directors.

**19(1)** The directors and shareholders of a corporation, their agents, their legal representatives and the Director may examine the records referred to in subsection 18(1) during the usual business hours of the corporation without charge.

**17(3)** Sauf dispositions contraires des statuts, les administrateurs d'une corporation peuvent changer le lieu ou l'adresse du bureau enregistré.

**17(4)** Une corporation doit déposer auprès du Directeur un avis en la forme prescrite dans les quinze jours après tout changement de lieu ou d'adresse de son bureau enregistré.

1991, c.27, art.5; 1993, c.52, art.4.

**18(1)** Une corporation doit établir et tenir, à son bureau enregistré ou en tout autre lieu au Nouveau-Brunswick que désignent les administrateurs, des livres où figurent :

a) les exemplaires des statuts et des règlements administratifs et leurs modifications ainsi qu'un exemplaire de toute convention unanime des actionnaires;

b) les procès-verbaux des assemblées et des résolutions des actionnaires;

c) les exemplaires des avis exigés à l'article 64 ou 71;

d) un registre d'actions conformément à l'article 48; et

e) le nom et l'adresse de toutes les personnes qui sont ou ont été administrateurs de la corporation, accompagnés de la date de leur nomination et de celle où ils ont cessé de l'être.

**18(2)** Outre les livres mentionnés au paragraphe (1) une corporation doit établir et tenir une comptabilité adéquate et des livres où figurent les procès-verbaux tant des réunions que des résolutions du conseil d'administration et de ses comités.

**18(3)** Aux fins des paragraphes (1) et (2), le terme « livres » désigne également les livres de même nature que les corps constitués prorogés sous le régime de la présente loi devaient légalement tenir avant leur prorogation.

**18(4)** Les livres visés au paragraphe (2) doivent être conservés au bureau enregistré de la corporation ou en tout lieu que les administrateurs jugent approprié et doivent être disponibles à tout moment pour consultation par les administrateurs.

**19(1)** Les administrateurs et les actionnaires d'une corporation, leurs mandataires, leurs représentants légaux ainsi que le Directeur, peuvent consulter, sans frais, les livres visés au paragraphe 18(1) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la corporation.

**19(2)** A shareholder of a corporation is entitled upon request and without charge to one copy of the articles and by-laws and of any unanimous shareholder agreement, and amendments to them.

**19(3)** A creditor of a corporation or a judgment creditor of a shareholder, and any agent or legal representative of such creditor or judgment creditor, may examine the records referred to in paragraphs 18(1)(a), (c), (d) and (e), other than a unanimous shareholder agreement, during the usual business hours of the corporation upon payment of a reasonable fee, and may make copies of those records.

**20(1)** All registers and other records required by this Act to be prepared and maintained may be in a bound or loose-leaf form, or may be entered or recorded by any system of mechanical or electronic data processing or any other information storage device that is capable of reproducing any required information in intelligible written form within a reasonable time.

**20(2)** A corporation and its agents shall take reasonable precautions to

- (a) prevent loss or destruction of,
- (b) prevent falsification of entries in, and
- (c) facilitate detection and correction of inaccuracies in,

the registers and other records required by this Act to be prepared and maintained.

**20(3)** A person who, without reasonable cause, contravenes this section commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both and in default of payment of a fine is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.

**21** An instrument or agreement executed on behalf of a corporation by a director, an officer or an agent of the corporation is not invalid merely because a corporate seal is not affixed thereto.

**19(2)** Un actionnaire a le droit, sur demande et sans frais, d'obtenir une copie des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des actionnaires ainsi que toutes modifications qui s'y rattachent.

**19(3)** Un créancier d'une corporation ou un créancier d'un actionnaire en vertu d'un jugement et leurs mandataires ou représentants légaux peuvent consulter les livres visés aux alinéas 18(1)a), c), d) et e), autres qu'une convention unanime des actionnaires, pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la corporation sur paiement d'un droit raisonnable et peuvent en faire des copies.

**20(1)** Tous les registres et autres livres dont la présente loi requiert l'établissement et la tenue, peuvent être reliés ou conservés sous forme de feuilles mobiles, ou peuvent être tenus à l'aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de mise en mémoire de l'information susceptible de donner dans un délai raisonnable, les renseignements demandés sous une forme écrite compréhensible.

**20(2)** Une corporation et ses mandataires doivent prendre à l'égard des livres dont la présente loi exige l'établissement et la tenue, les mesures raisonnables pour :

- a) en empêcher la perte ou la destruction,
- b) empêcher la falsification des écritures, et
- c) faciliter la découverte et la rectification des erreurs.

**20(3)** Une personne qui enfreint le présent article, sans motif raisonnable, commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus six mois ou de ces deux peines et à défaut du paiement de l'amende, est passible d'un emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

**21** L'absence du sceau de la corporation ne rend pas nul tout document ou accord signé au nom de la corporation par l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires.

**PART V**  
**CORPORATE FINANCE**

**22(1)** Shares of a corporation may be with nominal or par value or without nominal or par value or of both kinds.

**22(2)** If a corporation has only one class of shares, the rights of the holders of those shares are equal in all respects and include the rights

(a) to vote at any meeting of shareholders of the corporation,

(b) to receive any dividend declared by the corporation, and

(c) to receive the remaining property of the corporation on dissolution.

**22(3)** The articles may provide for more than one class of shares and, if they so provide,

(a) the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to the shares of each class shall be set out in the articles, and

(b) the rights set out in subsection (2) shall be attached to at least one class of shares but all of those rights are not required to be attached to one class.

**22(4)** No class of shares shall be designated as preference shares or by words of like import, unless that class has attached thereto a preference or right over some other class of shares.

**23(1)** Subject to section 27, the articles or by-laws of the corporation or a unanimous shareholder agreement, shares may be issued at such times and to such persons or class of persons as the directors may determine.

**23(2)** A share with par value shall not be issued except for a consideration at least equal to the par value thereof.

**23(3)** Shares without par value shall not be issued except for such consideration as is fixed by the directors.

**PARTIE V**  
**FINANCEMENT**

**22(1)** Les actions d'une corporation peuvent être des actions avec valeur nominale ou au pair et des actions sans valeur nominale ni au pair ou des deux genres.

**22(2)** Si une corporation émet une seule catégorie d'actions, leurs détenteurs détiennent des droits égaux à tous égards

a) de voter à toute assemblée des actionnaires de la corporation,

b) de recevoir tout dividende déclaré par la corporation, et

c) de se partager le reliquat des biens lors de la dissolution de la corporation.

**22(3)** Les statuts peuvent prévoir plusieurs catégories d'actions, auquel cas :

a) les droits, privilèges, conditions et restrictions qui se rattachent aux actions de chaque catégorie doivent y être énoncés, et

b) les droits énoncés au paragraphe (2) doivent se rattacher à au moins une catégorie d'actions; mais le rattachement de tous ces droits à une catégorie n'est pas requis.

**22(4)** Aucune catégorie d'actions ne doit être désignée comme privilégiée ou par des mots de semblable portée, à moins qu'un privilège ou droit de priorité sur les autres catégories d'actions n'y soit rattaché.

**23(1)** Sous réserve de l'article 27, des statuts ou règlements administratifs de la corporation ou d'une convention unanime des actionnaires, les actions peuvent être émises aux époques et au profit de personnes ou catégories de personnes déterminées par les administrateurs.

**23(2)** Une action avec valeur au pair ne doit être émise que dans le cas où sa contrepartie est égale au moins à sa valeur au pair.

**23(3)** Les actions sans valeur au pair doivent être émises seulement pour la contrepartie fixée par les administrateurs.

**23(4)** Shares issued by a corporation are non-assessable and the holders are not liable to the corporation or to its creditors in respect thereof.

**23(5)** A share shall not be issued until it is fully paid in money or in property or past services that is the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money.

**23(6)** In determining whether property or past services is the fair equivalent of money consideration, the directors may take into account reasonable charges and expenses of organization and re-organization and payments for property and past services reasonably expected to benefit the corporation.

**24** For the purposes of sections 23 and 25, “property” does not include a promissory note or a promise to pay.

**25(1)** A corporation shall maintain a separate stated capital account for each class and series of shares it issues and any such account may be expressed in Canadian or other currency.

**25(2)** A corporation shall add to the appropriate stated capital account

(a) the full amount of any consideration it receives for any shares it issues without par value; and

(b) the full amount of the total of the product of the number of shares of each class issued with par value multiplied by the par value thereof.

**25(3)** Where a corporation issues shares with par value at a premium, whether for money or otherwise as provided under subsection 23(5), the full amount of the premiums on those shares shall be added to the appropriate stated capital account.

**25(4)** Notwithstanding subsections 23(2) and (3) and subsections (2) and (3) of this section, if a corporation issues shares

(a) in exchange for

(i) property of a person who immediately before the exchange does not deal with the corporation at arm’s length within the meaning of that term in the

**23(4)** Les actions émises par la corporation ne sont pas susceptibles d’appels subséquents et leurs détenteurs ne sont pas responsables à la corporation ni à ses créanciers à cet égard.

**23(5)** Une action ne doit pas être émise avant d’avoir été entièrement payée soit en argent, soit en biens ou soit en services rendus dont la juste valeur ne peut être inférieure à la somme d’argent que la corporation aurait reçue si l’action avait été émise pour de l’argent.

**23(6)** Pour établir si des biens ou des services rendus sont la juste équivalence d’une contrepartie en argent, les administrateurs peuvent tenir compte des frais normaux d’organisation et de réorganisation, ainsi que des paiements pour les biens et services rendus dont la corporation peut s’attendre raisonnablement de bénéficier.

**24** Pour l’application des articles 23 et 25, le terme « biens » ne comprend ni le billet à ordre, ni une promesse de payer.

**25(1)** Une corporation doit tenir un compte capital déclaré distinct pour chaque catégorie et série d’actions qu’elle émet et ces comptes peuvent être établis en monnaie canadienne ou étrangère.

**25(2)** Une corporation doit verser au compte capital déclaré pertinent,

a) le montant total de toute contrepartie qu’elle reçoit pour les actions sans valeur au pair qu’elle émet; et

b) le montant total de l’ensemble du produit du nombre d’actions émises avec valeur au pair de chaque catégorie multiplié par la valeur au pair de chaque action.

**25(3)** Lorsqu’une corporation émet des actions avec valeur au pair à prime pour de l’argent ou pour toute autre contrepartie telle que prévue au paragraphe 23(5), le montant total des primes attachées à ces actions doit être rajouté au compte capital déclaré pertinent.

**25(4)** Par dérogation aux paragraphes 23(2) et (3) et aux paragraphes (2) et (3) du présent article, si une corporation émet des actions

a) en échange

(i) des biens d’une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance au sens de cette expression dans la *Loi de l’impôt sur le revenu*, chapitre 148 des Sta-

*Income Tax Act*, chapter 148 of the Revised Statutes of Canada, 1952, or

(ii) shares of a body corporate that, immediately before the exchange or because of the exchange, does not deal with the corporation at arm's length within the meaning of that term in the *Income Tax Act*, chapter 148 of the Revised Statutes of Canada, 1952, or

(b) pursuant to an amalgamation agreement referred to in section 121 or an arrangement referred to in section 128 or to shareholders of an amalgamating body corporate who receive the shares in addition to or instead of securities of the amalgamated body corporate,

the corporation may add to the stated capital accounts maintained for the shares of the classes or series issued the whole or any part of the amount of the consideration it received in the exchange.

**25(5)** On the issue of a share a corporation shall not add to a stated capital account in respect of the share it issues an amount greater than the amount of the consideration it received for the share.

**25(6)** If a corporation proposes to add any amount to a stated capital account it maintains in respect of a class or series of shares and

(a) the amount to be added was not received by the corporation as consideration for the issue of shares, and

(b) the corporation has issued any outstanding shares of more than one class or series,

the addition to the stated capital account must be approved by special resolution unless all the issued and outstanding shares are shares of not more than two classes of convertible shares referred to in subsection 37(3).

**25(7)** When a body corporate is continued under this Act, it may add to a stated capital account

(a) any consideration received by it for a share it issued without nominal or par value, and

tuts révisés du Canada de 1952, immédiatement avant l'échange, ou

(ii) d'actions d'un corps constitué avec lequel elle a un lien de dépendance au sens de cette expression dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*, chapitre 148 des Statuts révisés du Canada de 1952, soit immédiatement avant l'échange soit en raison de celui-ci, ou

b) à des actionnaires d'un corps constitué en voie de fusion qui reçoivent ces actions en plus ou en remplacement de valeurs mobilières du corps constitué issu de la fusion, en conformité d'une convention de fusion visée à l'article 121 ou d'un arrangement visé à l'article 128,

elle peut verser aux comptes capital déclaré afférents à la catégorie ou à la série d'actions émises, la totalité ou une partie de la contrepartie qu'elle a reçue dans l'échange.

**25(5)** Lors de l'émission d'une action, une corporation ne doit pas verser à un compte capital déclaré concernant l'action qu'elle émet un montant supérieur à la contrepartie reçue pour ladite action.

**25(6)** Le montant que la corporation se propose de verser à un compte capital déclaré afférent à une catégorie ou à une série d'actions doit, sauf si la totalité des actions émises et en circulation appartient au plus à deux catégories d'actions convertibles visées au paragraphe 37(3), être approuvé par résolution spéciale au cas où

a) le montant ne représente pas la contrepartie reçue par la corporation pour l'émission d'actions, et

b) la corporation a émis plusieurs catégories ou séries d'actions en circulation.

**25(7)** Lorsqu'un corps constitué est prorogé en vertu de la présente loi, il peut verser à un compte capital déclaré,

a) toute contrepartie qu'il reçoit pour les actions sans valeur nominale ni au pair qu'elle a émises, et

(b) any amount it credited to a retained earning account or other surplus accounts including premiums.

**25(8)** When a body corporate is continued under this Act, subsections (2) and (3) do not apply to the consideration received by it before it was so continued unless the share in respect of which the consideration is received is issued after the corporation is so continued.

**25(9)** When a body corporate is continued under this Act, any amount unpaid in respect of a share issued by the body corporate before it was so continued and paid after it was so continued shall be added to the stated capital account maintained for the shares of that class or series.

**25(10)** For the purposes of subsection 31(2), sections 35 and 41, subsection 43(1), and paragraph 124(2)(a), when a body corporate is continued under this Act, its stated capital shall be deemed to include the amount that would have been included in the stated capital of the body corporate if it had been incorporated under this Act.

**25(11)** A corporation shall not reduce its stated capital or any stated capital account except in the manner provided in this Act.

**25(12)** Subsections (1) to (11) and any other provisions of this Act relating to stated capital do not apply to an open end mutual fund.

**25(13)** For the purposes of this section, “open-end mutual fund” means a corporation that makes a distribution to the public of its shares and that carries on only the business of investing the consideration it receives for the shares it issues, and all or substantially all of those shares are redeemable upon the demand of the shareholder.

**25(14)** Repealed: 1983, c.15, s.6.

**25(15)** Repealed: 1983, c.15, s.6.

1983, c.15, s.6; 1984, c.17, s.4.

**26(1)** The articles may authorize the issue of any class of shares in one or more series and may authorize the directors to fix the number of shares in, and to determine the designation, rights, privileges, restrictions and conditions attaching to the shares of, each series, subject to the limitations set out in the articles.

b) tout montant qu’il a versé au crédit d’un compte de bénéfices non répartis ou d’autres comptes de surplus y compris les primes.

**25(8)** Les paragraphes (2) et (3) ne s’appliquent pas à la contrepartie reçue par un corps constitué lorsqu’il est prorogé en vertu de la présente loi avant sa prorogation, sauf si l’émission de l’action pour laquelle la contrepartie est reçue intervient après la prorogation.

**25(9)** Les sommes payées à un corps constitué, après sa prorogation sous le régime de la présente loi, pour des actions qu’il a émises avant sa prorogation doivent être portées au crédit du compte capital déclaré des actions de cette classe ou série.

**25(10)** Pour l’application des articles 35, 41, des paragraphes 31(2), 43(1) et de l’alinéa 124(2)a), le capital déclaré d’un corps constitué prorogé sous le régime de la présente loi est réputé comprendre le montant qui aurait été inclus dans le capital déclaré du corps constitué si celui-ci avait été constitué en corporation en vertu de la présente loi.

**25(11)** Toute réduction par une corporation de son capital déclaré ou d’un compte de capital déclaré doit se faire de la manière prévue à la présente loi.

**25(12)** Les paragraphes (1) à (11) ainsi que toute autre disposition de la présente loi relatifs au capital déclaré ne s’appliquent pas aux corporations d’investissement à capital variable.

**25(13)** Aux fins du présent article, « corporation d’investissement à capital variable » s’entend d’une corporation offrant ses actions au public et ayant pour unique objet de placer la contrepartie qu’elle reçoit pour les actions qu’elle émet lesquelles sont en totalité ou en quasi-totalité des actions rachetables sur demande de l’actionnaire.

**25(14)** Abrogé : 1983, c.15, art.6.

**25(15)** Abrogé : 1983, c.15, art.6.

1983, c.15, art.6; 1984, c.17, art.4.

**26(1)** Les statuts peuvent autoriser l’émission d’une catégorie d’actions en une série ou plusieurs séries et permettre aux administrateurs de fixer le nombre des actions de chaque série, et de déterminer les droits, privilèges, conditions et restrictions dont ces actions sont assorties, sous réserve des limites prévues aux statuts.

**26(2)** If any cumulative dividends or amounts payable on return of capital in respect of a series of shares are not paid in full, the shares of all series of the same class participate rateably in respect of accumulated dividends and return of capital.

**26(3)** No rights, privileges, restrictions or conditions attached to a series of shares authorized under this section shall confer upon a series a priority in respect of dividends or return of capital over any other series of shares of the same class that are then outstanding.

**26(4)** Before the issue of shares of a series authorized under this section, the directors shall send to the Director articles of amendment in prescribed form to designate a series of shares.

**26(5)** Upon receipt of articles of amendment designating a series of shares, the Director shall issue a certificate of amendment.

**27(1)** In this section

“equity shares” means shares of any class, whether or not preferred as to dividends or assets, which have unlimited dividend rights;

“financial institution” means any body corporate or other institution which in its ordinary course of business lends money;

“preemptive right” means the right to purchase shares or other securities to be issued or subjected to rights or options to purchase, as such right is defined in this section;

“unlimited dividend right” means the right without limitation as to the amount either to all or to a share of the balance of any dividends after the payment of dividends on any shares entitled to a preference, and includes the right to all or to a share of the balance of any surplus upon winding up after the repayment of capital;

“voting right” means the right to vote for the election of one or more directors excluding a right to vote which is dependent on the happening of an event specified in the articles or this Act;

**26(2)** Les actions de toutes les séries d’une catégorie participent au prorata au paiement des dividendes accumulés et au remboursement du capital, si les dividendes accumulés et le montant payable au titre de remboursement de capital pour une série donnée n’ont pas été payés intégralement.

**26(3)** Les droits, privilèges, conditions ou restrictions attachés à une série d’actions dont l’émission est autorisée en vertu du présent article ne peuvent lui conférer, en matière de dividendes ou de remboursement de capital, un traitement préférentiel par rapport aux séries de la même catégorie déjà en circulation.

**26(4)** Les administrateurs doivent envoyer au Directeur les statuts de modification, en la forme prescrite, donnant la description de cette série d’actions, avant d’émettre des actions d’une série conformément au présent article.

**26(5)** Sur réception des statuts de modification décrivant une série d’actions, le Directeur délivre un certificat de modification.

**27(1)** Au présent article

« actions avec droit de vote » désigne les actions de toute catégorie comportant le droit de vote tel qu’il est défini au présent article;

« actions d’équité » désigne les actions d’une catégorie quelconque, assorties ou non de privilèges à l’égard des dividendes ou de l’actif et comportant des droits illimités aux dividendes;

« droit de préemption » désigne le droit, défini au présent article, d’acheter des actions ou autres valeurs mobilières qui seront émises ou seront assorties de droits ou d’options d’achat;

« droit de vote » désigne le droit de voter à l’occasion de l’élection d’un ou de plusieurs administrateurs, mais exclut un droit de vote dont l’exercice est subordonné à la réalisation d’un événement indiqué dans les statuts ou dans la présente loi;

« droit illimité aux dividendes » désigne le droit illimité de toucher la totalité ou une partie du reliquat des dividendes après paiement des dividendes dûs sur les actions privilégiées et comprend le droit à la totalité ou à une

“voting shares” means the shares of any class which have voting rights as defined in this section.

**27(2)** Except as otherwise provided in the articles and except as provided in this section, the holders of equity shares of any class, in the case of the proposed issuance by the corporation of, or the proposed granting by the corporation of rights or options to purchase, its equity shares of any class of any shares or other securities convertible into or carrying rights or options to purchase its equity shares of any class shall, if the issuance of the equity shares proposed to be issued or issuable upon exercise of such rights or options or upon conversion of such other securities would adversely affect the unlimited dividend rights of such holders, have the right during a reasonable time and on reasonable conditions, both to be fixed by the board, to purchase such shares or other securities in such proportions as shall be determined as provided in this section.

**27(3)** Except as otherwise provided in the articles and except as provided in this section, the holders of voting shares of any class, in case of the proposed issuance by the corporation of, or the proposed granting by the corporation of rights or options to purchase, its voting shares of any class or any shares or options to purchase its voting shares of any class shall, if the issuance of the voting shares proposed to be issued or issuable upon exercise of such rights or options or upon conversion of such other securities would adversely affect the voting rights of such holders, have the right during a reasonable time and on reasonable conditions, both to be fixed by the board, to purchase such shares or other securities in such proportions as shall be determined as provided in this section.

**27(4)** The preemptive right provided for in subsections (2) and (3) shall entitle shareholders having such rights to purchase the shares or other securities to be offered or optioned for sale as nearly as practicable in such proportions as would, if such preemptive right were exercised, preserve the relative unlimited dividend rights and voting rights of such holders and at a price or prices not less favourable at which such shares or other securities are proposed to be offered for sale to others, without deduction of such reasonable expenses of and compensation for the sale, underwriting or purchase of such shares or other

partie du reliquat de l'actif après liquidation de la corporation et après remboursement du capital;

« institution financière » désigne tout corps constitué ou toute autre institution dont l'activité normale comprend les prêts d'argent.

**27(2)** Sauf s'il est autrement prévu dans les statuts et sauf s'il est prévu dans le présent article, dans le cas où la corporation projette d'émettre ou d'accorder des droits ou options d'acheter des actions d'équité d'une catégorie quelconque ou des actions ou autres valeurs mobilières qui sont convertibles en actions d'équité d'une catégorie quelconque ou qui comportent des droits ou options d'acheter de telles actions, les détenteurs d'actions d'équité de quelque catégorie que ce soit, si l'émission des actions d'équité à émettre ou qui peuvent être émises lors de l'exercice de ces droits ou options ou de la conversion des autres valeurs mobilières préjudicie à leurs droits illimités aux dividendes, ont le droit, pendant le délai et aux conditions raisonnables que le conseil d'administration fixe, d'acheter ces actions ou autres valeurs mobilières dans les proportions déterminées ainsi que le prévoit le présent article.

**27(3)** Sauf s'il est autrement prévu dans les statuts et sauf s'il est prévu dans le présent article, dans le cas où la corporation projette d'émettre ou d'accorder des droits ou options d'acheter des actions ayant droit de vote d'une catégorie quelconque ou des actions ou autres valeurs mobilières qui sont convertibles en actions ayant droit de vote d'une catégorie quelconque ou qui comportent des droits ou options d'acheter de telles actions, les détenteurs d'actions ayant droit de vote de quelque catégorie que ce soit, si l'émission des actions ayant droit de vote à émettre ou qui peuvent être émises lors de l'exercice de ces droits ou valeurs mobilières préjudicie à leurs droits de vote, ont le droit, pendant le délai et aux conditions raisonnables que fixe le conseil d'administration, d'acheter ces actions ou autres valeurs mobilières dans les proportions déterminées ainsi que le prévoit le présent article.

**27(4)** Le droit de préemption prévu aux paragraphes (2) et (3) doit conférer aux actionnaires qui en sont investis le droit d'acheter les actions ou autres valeurs mobilières offertes en vente ou assorties d'une option d'achat dans la mesure permettant autant que possible, si ce droit de préemption est exercé, de protéger la relativité des droits illimités aux dividendes et des droits de vote de ces détenteurs, à un prix qui soit au moins aussi favorable que celui auquel ces actions ou autres valeurs mobilières offertes en vente ou assorties d'une option d'achat sont proposées à des tiers, sans déduction des frais et indemnités raisonnables.

securities by underwriters or dealers as may lawfully be paid by the corporation.

**27(5)** In case each of the shares entitling the holders thereof to preemptive rights does not confer the same unlimited dividend right or voting right, the board shall apportion the shares or other securities to be offered or optioned for sale among the shareholders having the preemptive rights to purchase them in such proportions as in the opinion of the board shall preserve as far as practicable the relative unlimited dividend rights and voting rights of the holders at the time of such offering.

**27(6)** The apportionment made by the board shall, in the absence of fraud or bad faith, be binding upon all shareholders.

**27(7)** Unless the articles expressly so provide, shareholders have no preemptive right in respect of shares to be issued

- (a) as a share dividend,
- (b) pursuant to the exercise of conversion privileges, options or rights previously granted by the corporation,
- (c) pursuant to a corporate reorganization,
- (d) as a result of an amalgamation,
- (e) to a financial institution as consideration or partial consideration of a loan or the renewal of a loan from the financial institution to the corporation or as a result of an option granted to the financial institution for such consideration,
- (f) under an option granted to an employee under a stock option plan or stock purchase plan which has the approval of the shareholders, or
- (g) with the unanimous agreement of all shareholders.

**27(8)** This section does not apply to a corporation which has its shares listed on a prescribed stock exchange.

bles, que la corporation peut légalement prendre en charge, payés à l'occasion de la vente, de la souscription ou de l'achat de ces actions ou autres valeurs mobilières par des souscripteurs ou courtiers.

**27(5)** Dans le cas où les actions donnant un droit de préemption à leurs détenteurs ne leur confèrent pas les mêmes droits illimités aux dividendes ou les mêmes droits de vote, le conseil d'administration doit répartir les actions ou autres valeurs offertes en vente ou assorties d'une option d'achat entre les actionnaires bénéficiant d'un droit de préemption dans la mesure permettant autant que possible, selon l'avis du conseil, de protéger la relativité des droits illimités aux dividendes et des droits de vote des détenteurs au moment de l'offre.

**27(6)** En l'absence de fraude ou de mauvaise foi, la répartition effectuée par le conseil d'administration doit lier tous les actionnaires.

**27(7)** Sauf disposition expresse dans les statuts, les actionnaires n'ont pas de droit de préemption quant aux actions à être émises

- a) à titre de dividende,
- b) pour l'exercice de privilèges de conversion, d'options ou de droits accordés antérieurement par la corporation,
- c) conformément à une réorganisation de la corporation, ou
- d) comme conséquences d'une fusion,
- e) à une institution financière à titre de contrepartie ou de contrepartie partielle d'un prêt ou de renouvellement d'un prêt que l'institution financière a consenti à la corporation ou comme conséquences d'une option concédée à l'institution financière en vue d'une telle contrepartie,
- f) en vertu d'une option accordée à un employé en application d'un programme d'option ou d'achat d'actions ayant l'approbation des actionnaires, ou
- g) avec la convention unanime de tous les actionnaires.

**27(8)** Le présent article ne s'applique pas à une corporation dont les actions sont cotées à une bourse prescrite.

**28(1)** Subject to section 27, a corporation may issue certificates, warrants or other evidences of conversion privileges, options or rights to acquire securities of the corporation, and shall set out the conditions thereof

- (a) in the certificates, warrants or other evidence, or
- (b) in certificates evidencing the securities to which the conversion privileges, options or rights are attached.

**28(2)** Conversion privileges, options and rights to acquire securities of a corporation may be made transferable or non-transferable, and options and rights to acquire may be made separable or inseparable from any securities to which they are attached.

**28(3)** Where a corporation has granted privileges to convert any securities issued by the corporation into shares, or into shares of another class or series, or has issued or granted options or rights to acquire shares, if the articles limit the number of authorized shares, the corporation shall reserve and continue to reserve sufficient authorized shares to meet the exercise of such conversion privileges, options and rights.

**29(1)** Except as provided in subsection (2) and sections 30 to 33, a corporation

- (a) shall not hold shares in itself or in its holding body corporate, and
- (b) shall not permit any of its subsidiary bodies corporate to acquire shares of the corporation.

**29(2)** A corporation shall cause a subsidiary body corporate of the corporation that holds shares of the corporation to sell or otherwise dispose of those shares within five years from the date

- (a) the body corporate became a subsidiary of the corporation, or
- (b) the corporation was continued under this Act.

**30(1)** A corporation may in the capacity of a legal representative hold shares in itself or in its holding body corporate unless it or the holding body corporate or a subsidiary of either of them has a beneficial interest in the shares.

**28(1)** Sous réserve de l'article 27, la corporation peut délivrer des certificats, warrants et autres preuves de privilèges de conversion, d'options ou de droits d'acquérir des valeurs mobilières de celle-ci, aux conditions qu'elle énonce

- a) dans des certificats, warrants et autres preuves, ou
- b) dans les certificats constatant les valeurs mobilières assorties de ces privilèges de conversion, options ou droits.

**28(2)** Les privilèges de conversion, options et droits d'acquérir des valeurs mobilières d'une corporation sont cessibles ou non cessibles, et les options et droits d'acquérir peuvent être divisibles ou non des valeurs mobilières auxquelles ils sont rattachés.

**28(3)** Lorsqu'une corporation a accordé des privilèges de convertir toute valeur mobilière émise par elle en action ou en action d'une autre catégorie ou série ou a émis ou accordé des options ou droits d'acquérir des actions, et que ses statuts limitent le nombre des actions autorisées, la corporation doit conserver un nombre suffisant d'actions pour assurer l'exercice tant de tels privilèges de conversion que de tels droits et options.

**29(1)** Sous réserve du paragraphe (2) et des articles 30 à 33, une corporation ne doit :

- a) ni détenir ses propres actions ni celles de son corps constitué en holding,
- b) ni permettre à ses filiales d'acquérir des actions de la corporation.

**29(2)** Au cas où un corps constitué, filiale d'une corporation, détient des actions de celle-ci, la corporation doit faire vendre ou autrement aliéner par ce corps constitué lesdites actions dans les cinq ans à compter de la date où :

- a) le corps constitué est devenu sa filiale, ou
- b) la corporation est prorogée en vertu de la présente loi.

**30(1)** Une corporation peut, en qualité de représentant légal, détenir ses propres actions ou des actions de son corps constitué en holding, à l'exception de celles sur lesquelles l'un ou l'autre d'entre eux ou leurs filiales ont un droit à titre de bénéficiaire.

**30(2)** A corporation may hold shares in itself or in its holding body corporate by way of security for the purposes of a transaction entered into by it in the ordinary course of a business that includes the lending of money.

**30(3)** A corporation holding shares in itself or in its holding body corporate shall not vote or permit those shares to be voted unless the corporation holds the shares in the capacity of a legal representative.

**31(1)** Subject to subsection (2) and to its articles, a corporation may purchase or otherwise acquire shares issued by it.

**31(2)** A corporation shall not make any payment to purchase or otherwise acquire shares issued by it if there are reasonable grounds for believing that

- (a) the corporation is, or would after the payment be, unable to pay its liabilities as they become due, or
- (b) the realizable value of the corporation's assets would after the payment be less than the aggregate of its liabilities and stated capital of all classes.

**32(1)** Notwithstanding subsection 31(2), but subject to subsection (3) and to its articles, a corporation may purchase or otherwise acquire shares issued by it to

- (a) settle or compromise a debt or claim asserted by or against the corporation,
- (b) eliminate fractional shares, or
- (c) fulfill the terms of a non-assignable agreement under which the corporation has an option or is obliged to purchase shares owned by a director, an officer or an employee of the corporation.

**32(2)** Notwithstanding subsection 31(2), a corporation may purchase or otherwise acquire shares issued by it to

- (a) satisfy the claim of a shareholder who dissents under section 131, or
- (b) comply with an order under section 166.

**30(2)** Une corporation peut détenir ses propres actions, ou des actions de son corps constitué en holding, à titre de garantie, dans le cadre d'opérations conclues dans le cours ordinaire d'une activité comprenant le prêt d'argent.

**30(3)** Une corporation détenant des actions émises par elle ou par son corps constitué en holding n'exerce le droit de vote rattaché à ces actions que lorsqu'elle les détient en qualité de représentant légal.

**31(1)** Sous réserve du paragraphe (2) et de ses statuts, une corporation peut acheter ou autrement acquérir des actions qu'elle a émises.

**31(2)** Une corporation ne doit effectuer aucun paiement pour acheter ou autrement acquérir des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire

- a) qu'elle ne peut ou ne pourrait, après le paiement, acquitter son passif à échéance; ou
- b) que la valeur de réalisation de son actif serait, après le paiement, inférieure au total de son passif et du capital déclaré de toutes les catégories.

**32(1)** Nonobstant le paragraphe 31(2), mais sous réserve du paragraphe (3) et de ses statuts, une corporation peut acheter ou autrement acquérir des actions qu'elle a émises, afin :

- a) de réaliser le règlement ou la transaction d'une créance, ou d'une réclamation revendiquée par ou contre elle,
- b) d'éliminer les fractions d'actions; ou
- c) d'exécuter un contrat non cessible aux termes duquel elle a l'option ou l'obligation d'acheter des actions appartenant à l'un de ses administrateurs, dirigeants ou employés.

**32(2)** Nonobstant le paragraphe 31(2), une corporation peut acheter ou autrement acquérir des actions qu'elle a émises :

- a) pour faire droit à la réclamation d'un actionnaire dissident aux termes de l'article 131; ou
- b) pour obtempérer à une ordonnance rendue en vertu de l'article 166.

**32(3)** A corporation shall not make any payment to purchase or acquire under subsection (1) shares issued by it if there are reasonable grounds for believing that

(a) the corporation is, or would after the payment, be unable to pay its liabilities as they become due, or

(b) the realizable value of the corporation's assets would after the payment be less than the aggregate of its liabilities and the amounts required for payment on a redemption or in a liquidation of all shares the holders of which have the right to be paid prior to the holders of the shares to be purchased or acquired.

**33(1)** Notwithstanding subsection 31(2) or 32(3), but subject to subsection (2) and to its articles, a corporation may purchase or redeem any redeemable shares issued by it at prices not exceeding the redemption price of those shares stated in the articles or calculated according to a formula stated in the articles.

**33(2)** A corporation shall not make any payment to purchase or redeem any redeemable shares issued by it if there are reasonable grounds for believing that

(a) the corporation is, or would after the payment, be unable to pay its liabilities as they become due, or

(b) the realizable value of the corporation's assets would after the payment be less than the aggregate of

(i) its liabilities, and

(ii) the amount that would be required to pay the holders of shares that have a right to be paid, on a redemption or in a liquidation, rateably with or prior to the holders of the shares to be purchased or redeemed.

2000, c.9, s.5.

**34** A corporation may accept from any shareholder a share of the corporation surrendered to it as a gift.

**35(1)** Subject to subsection (3), a corporation may by special resolution reduce its stated capital for any purpose including, without limiting the generality of the foregoing, for the purpose of

(a) extinguishing or reducing a liability in respect of an amount unpaid on any share issued before a corporation is continued,

**32(3)** Une corporation ne doit effectuer aucun paiement pour acheter ou autrement acquérir, conformément au paragraphe (1), des actions qu'elle a émises s'il existe de bonnes raisons de croire,

a) qu'elle ne peut ou ne pourrait, après le paiement, acquitter son passif à échéance; ou

b) que la valeur de réalisation de son actif serait, après le paiement, inférieure au total de son passif et des sommes nécessaires au paiement, en cas de rachat ou de liquidation, de toutes les actions des détenteurs qui ont droit d'être payés avant les détenteurs des actions à acheter ou autrement à acquérir.

**33(1)** Nonobstant les paragraphes 31(2) ou 32(3), mais sous réserve du paragraphe (2) et de ses statuts, une corporation peut acheter ou racheter des actions rachetables qu'elle a émises, à un prix n'excédant pas le prix de rachat pour ces actions prévu aux statuts ou calculé selon une formule établie dans les statuts.

**33(2)** Une corporation ne doit effectuer aucun paiement pour acheter ou racheter des actions rachetables qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire

a) qu'elle ne peut ou ne pourrait, après le paiement, acquitter son passif à échéance; ou

b) la valeur de réalisation de son actif serait, après le paiement, inférieure au total

(i) de son passif, et

(ii) des sommes nécessaires, en cas de rachat ou de liquidation, à payer aux détenteurs d'actions qui, par rapport aux détenteurs d'actions à acheter ou à racheter, ont droit d'être payés par préférence ou proportionnellement.

2000, c.9, art.5.

**34** Une corporation peut accepter une action de la corporation dont un actionnaire lui a fait don.

**35(1)** Sous réserve du paragraphe (3), une corporation peut, par résolution spéciale, réduire son capital déclaré à toutes fins et notamment, sans restreindre le caractère général de ce qui précède, aux fins de :

a) limiter ou supprimer l'obligation de payer intégralement des actions émises avant sa prorogation;

(b) distributing to the holder of an issued share of any class or series of shares an amount not exceeding the stated capital of the class or series, and

(c) declaring its stated capital to be reduced by an amount that is not represented by realizable assets.

**35(2)** A special resolution under this section shall specify the stated capital account or accounts from which the reduction of stated capital effected by the special resolution will be deducted.

**35(3)** A corporation shall not reduce its stated capital under paragraph (1)(a) if there are reasonable grounds for believing that

(a) the corporation is, or would after the reduction, be unable to pay its liabilities as they become due; or

(b) the realizable value of the corporation's assets would thereby be less than the aggregate of its liabilities.

**35(4)** A creditor of a corporation is entitled to apply to the Court for an order compelling a shareholder or other recipient

(a) to pay to the corporation an amount equal to any liability of the shareholder that was extinguished or reduced contrary to this section, or

(b) to pay or deliver to the corporation any money or property that was paid or distributed to the shareholder or other recipient as a consequence of a reduction of capital made contrary to this section.

**35(5)** An action to enforce a liability imposed by this section may not be commenced after two years from the date of the action complained of.

**35(6)** This section does not affect any liability that arises under section 76.

**36(1)** Upon a purchase, redemption or other acquisition by a corporation under section 31, 32, 33, 44 or 131 or paragraph 166(3)(f), of shares or fractions thereof issued by it, the corporation shall

(a) deduct from the stated capital account maintained for the class or series of shares without par value or nominal value purchased, redeemed or otherwise acquired an amount equal to the result obtained by multi-

b) verser au détenteur d'une action émise de n'importe quelle catégorie ou série, une somme ne dépassant pas le capital déclaré afférent à ladite classe ou série; et

c) soustraire de son capital déclaré tout montant non représenté par des éléments d'actifs réalisables.

**35(2)** Une résolution spéciale prévue au présent article doit indiquer le ou les comptes capital déclaré au débit desquels sont portées les réductions.

**35(3)** Une corporation ne doit pas réduire son capital déclaré prévu à l'alinéa (1)a s'il existe des motifs raisonnables de croire

a) qu'elle ne peut ou ne pourrait, après la réduction, acquitter son passif à échéance; ou

b) que la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure à son passif.

**35(4)** Un créancier de la corporation a le droit de demander à la Cour d'ordonner qu'un actionnaire ou un autre bénéficiaire,

a) paie à la corporation une somme égale au montant de toute obligation de l'actionnaire, réduite ou supprimée en contravention au présent article; ou

b) paie ou restitue à la corporation les sommes à lui versées ou des biens à lui remis à la suite d'une réduction de capital non conforme au présent article.

**35(5)** Une action en recouvrement prévue au présent article se prescrit par deux ans à compter de l'acte en cause.

**35(6)** Le présent article ne limite en rien la responsabilité découlant de l'article 76.

**36(1)** Une corporation qui acquiert par achat, rachat ou tout autre moyen, conformément aux articles 31, 32, 33, 44, 131 ou à l'alinéa 166(3)f) des actions ou fractions d'actions qu'elle a émises, doit

a) débiter du compte du capital déclaré tenu pour la catégorie ou la série d'actions sans valeur au pair ou sans valeur nominale, achetées, rachetées ou autrement acquises une somme égale au résultat obtenu en multi-

plying the stated capital of the shares of that class or series by the number of shares of that class or series or fractions thereof purchased, redeemed or otherwise acquired, divided by the number of issued shares of that class or series immediately before the purchase, redemption or other acquisition, or

(b) deduct from the stated capital account maintained for the class or series of shares with par or nominal value, purchased, redeemed or otherwise acquired an amount equal to the par or nominal value together with any such premium allocated to such account for shares with par value or nominal value.

**36(2)** A corporation shall deduct the amount of a payment made by the corporation to a shareholder under paragraph 166(3)(g) from the stated capital account maintained for the class or series of shares in respect of which the payment was made.

**36(3)** A corporation shall adjust its stated capital account or accounts in accordance with any special resolution referred to in subsection 35(2).

**36(4)** Shares or fractions thereof issued by a corporation and purchased, redeemed or otherwise acquired by it may be cancelled or, if the articles limit the number of authorized shares, may be restored to the status of authorized but unissued shares.

**36(5)** A corporation holding shares in itself as permitted by subsections 30(1) and (2) shall be deemed not to have purchased, redeemed or otherwise acquired such shares.  
1984, c.17, s.5.

**37(1)** The articles of a corporation shall not provide for the conversion of shares with par value into shares with par value if the aggregate par value of the shares being converted is not equal to the aggregate par value of the shares into which they are converted.

**37(2)** Upon a conversion of shares or a change under section 113, 132 or 166 of issued shares of a corporation into shares of another class or series or kind,

(a) the corporation shall

(i) deduct from the stated capital account maintained for the class or series of shares without nominal or par value converted or changed an amount equal to the result obtained by multiplying the share capital of the shares of that class or series by the

pliant le capital déclaré des actions de cette catégorie ou série par le nombre d'actions ou de fractions d'actions de cette même catégorie ou série qui ont été achetées, rachetées ou autrement acquises et en divisant ce produit par le nombre d'actions de cette catégorie ou série émises immédiatement avant cet achat, rachat ou autre acquisition,

b) débiter du compte capital déclaré tenu pour la catégorie ou la série d'actions avec valeur nominale ou au pair achetées, rachetées ou autrement acquises un montant égal à la valeur nominale ou au pair avec la prime rattachée à un tel compte pour les actions avec valeur nominale ou au pair.

**36(2)** Une corporation doit débiter du compte capital déclaré tenu pour la catégorie ou série d'actions tout paiement relatif aux actions de cette catégorie ou série qu'elle a versé à un actionnaire en vertu de l'alinéa 166(3)g).

**36(3)** Une corporation doit rectifier ses comptes capital déclaré, conformément à toute résolution spéciale visée au paragraphe 35(2).

**36(4)** Les actions ou fractions d'actions d'une corporation émettrice achetées, rachetées ou autrement acquises par elle peuvent être annulées ou si les statuts limitent le nombre d'actions autorisées, peuvent reprendre le statut d'actions autorisées non émises.

**36(5)** Une corporation détenant ses propres actions conformément aux paragraphes 30(1) et (2), est réputée ne pas les avoir achetées, rachetées ou autrement acquises.  
1984, c.17, art.5.

**37(1)** Les statuts d'une corporation ne peuvent prévoir une conversion des actions avec valeur au pair en d'autres actions avec valeur au pair que dans le cas où la valeur au pair globale de ces actions à convertir est équivalente à la valeur au pair globale des autres.

**37(2)** Après avoir opéré la conversion ou le changement de catégorie ou de série ou de genre des actions émises conformément aux articles 113, 132 ou 166,

a) la corporation doit

(i) débiter du compte capital déclaré tenu pour la catégorie ou série d'actions sans valeur nominale ni au pair ayant fait l'objet d'une conversion ou d'un changement, un montant égal au résultat obtenu en multipliant le capital social des actions de cette caté-

number of shares of that class or series changed, divided by the number of issued shares of that class or series immediately before the change, and

(ii) add the result obtained under subparagraph (i) and any additional consideration received by the corporation pursuant to the change to the stated capital account maintained or to be maintained for the class or series of shares into which the shares have been changed; or

(b) the corporation shall

(i) deduct from the stated capital account maintained for the class or series of shares with nominal or par value converted or changed an amount equal to the result obtained by multiplying the number of the shares of that class or series converted or changed by the par value of that class or series, and

(ii) add the result obtained under subparagraph (i), any premiums and any additional consideration received by the corporation pursuant to the change to the stated capital account maintained or to be maintained for the class or series of shares into which the shares have been changed.

**37(3)** For the purposes of subsection (2) and subject to its articles, if a corporation issues two classes of shares without par or nominal value and there is attached to each class a right to convert a share of the one class into a share of the other class and a share of one class is converted into a share of the other class, the amount of stated capital attributable to a share of either class is the aggregate of the share capital of both classes divided by the number of issued shares of both classes immediately before the conversion.

**37(4)** Shares issued by a corporation and converted or changed under section 113, 132 or 166 into shares of another class or series shall become issued shares of the class or series of shares into which the shares have been changed.

**37(5)** Where the articles limit the number of authorized shares of a class or series of shares of a corporation and issued shares of that class or series have become, pursuant to subsection (4), issued shares of another class or series, the number of unissued shares of the first mentioned class

gorie ou série par le nombre des actions de cette même catégorie ou série ayant fait l'objet d'un changement et en divisant ce produit par le nombre des actions de cette catégorie ou série émises immédiatement avant le changement, et

(ii) créditer le résultat obtenu en vertu du sous-alinéa (i) et toute contrepartie supplémentaire reçue par la corporation au titre du changement du compte capital déclaré tenu ou à être tenu pour la catégorie ou série d'actions que sont devenues les actions ayant fait l'objet du changement, ou

b) la corporation doit

(i) déduire du compte capital déclaré tenu pour la catégorie ou série d'actions avec valeur nominale ou au pair ayant fait l'objet d'une conversion ou d'un changement un montant égal au produit obtenu en multipliant le nombre d'actions de cette catégorie ou série ayant fait l'objet du changement par la valeur de cette catégorie ou série ayant fait l'objet de la conversion, et

(ii) créditer le résultat obtenu au sous-alinéa (i) toute prime et toute contrepartie additionnelle reçues par la corporation conformément au changement du compte capital déclaré tenu ou à être tenu pour la catégorie ou série d'actions que sont devenues les actions ayant fait l'objet du changement.

**37(3)** Aux fins du paragraphe (2) et sous réserve de ses statuts, si une corporation émet deux catégories d'actions sans valeur nominale ni au pair assorties du droit de conversion réciproque, et qu'il y a, à l'égard d'une action, exercice de ce droit, le montant du capital déclaré attribuable à une action de l'une ou l'autre catégorie est égal au montant total du capital social correspondant aux deux catégories divisé par le nombre d'actions émises dans ces deux catégories avant la conversion.

**37(4)** Les actions émises par une corporation dont la catégorie ou la série fait l'objet d'une conversion ou d'un changement dans une autre catégorie ou série en vertu de l'article 113, 132 ou 166 doivent devenir des actions émises dans cette autre catégorie ou série.

**37(5)** Lorsque les statuts d'une corporation limitent le nombre d'actions autorisées d'une catégorie ou série et que les actions émises sont devenues, conformément au paragraphe (4), des actions émises d'une autre catégorie ou série, le nombre d'actions non émises de la catégorie

or series shall, unless the articles of amendment or reorganization otherwise provide, be increased by the number of shares that, pursuant to subsection (4), became shares of another class or series.

**38(1)** Repealed: 1989, c.6, s.3.

**38(2)** A condition contained in a debt obligation or in an instrument for securing a debt obligation is not invalid by reason only that the debt obligation is thereby made irredeemable or redeemable only on the happening of a contingency, however remote, or on the expiration of a period, however long.

**38(3)** Debt obligations issued, pledged, hypothecated or deposited by a corporation are not redeemed by reason only that the indebtedness evidenced by the debt obligations or in respect of which the debt obligations are issued, pledged, hypothecated or deposited is repaid.

**38(4)** Debt obligations issued by a corporation and purchased, redeemed or otherwise acquired by it may be cancelled or, subject to any applicable trust indenture or other agreement, may be re-issued, pledged or hypothecated to secure any obligation of the corporation then existing or thereafter incurred, and any such acquisition and re-issue, pledge or hypothecation is not a cancellation of the debt obligations.

1983, c.15, s.7; 1989, c.6, s.3.

**39(1)** A contract with a corporation providing for the purchase by it of shares of the corporation is specifically enforceable against the corporation except to the extent that the corporation cannot perform the contract without thereby being in breach of section 31 or 32.

**39(2)** In an action brought on a contract referred to in subsection (1), the corporation has the burden of proving that performance of the contract is prevented by section 31 or 32.

**39(3)** Until the corporation has fully performed a contract referred to in subsection (1), the other party to that contract retains the status of a claimant and is entitled to be paid as soon as the corporation is lawfully able to do so or, in liquidation, to be ranked subordinate to the rights of creditors and to the rights of any class of shareholders whose rights were in priority to the rights given to the class of shares which he contracted to sell to the corporation, but in priority to the rights of the other shareholders.

ou série mentionnées au début doit être augmenté du nombre d'actions qui sont devenues, conformément au paragraphe (4), celles d'une autre catégorie ou série, à moins que les statuts de modification ou de réorganisation n'en disposent autrement.

**38(1)** Abrogé : 1989, c.6, art.3.

**38(2)** Une condition contenue dans un titre de créance ou dans un acte de nantissement d'un titre de créance n'est pas nulle pour la seule raison que le rachat ou le non-rachat du titre de créance est fondé uniquement sur la survenance d'une éventualité, si lointaine qu'elle soit, ou sur l'échéance d'un délai, si long qu'il soit.

**38(3)** Les titres de créance émis, donnés en gage, grevés d'une charge ou déposés par une corporation ne sont pas rachetés du seul fait de l'acquittement de la dette dont les titres de créance font preuve ou relative à laquelle les titres de créance ont été émis, donnés en gage, ou grevés d'une charge ou déposés.

**38(4)** La corporation qui acquiert ses titres de créance peut, soit les annuler, soit, sous réserve de tout acte de fiducie ou convention applicable, les réémettre, les donner en gage, ou les grever d'une charge pour garantir l'exécution de ses obligations existantes ou futures; l'acquisition, la réémission ou le fait de donner en gage ne constitue pas l'annulation de ces titres.

1983, c.15, art.7; 1989, c.6, art.3.

**39(1)** Un contrat conclu avec une corporation en vue d'acheter ses actions pour son propre compte est spécialement exécutoire à son égard, sauf dans la mesure où l'exécution du contrat par la corporation a pour effet la violation de l'article 31 ou 32.

**39(2)** Lors de toute action basée sur l'exécution d'un contrat visé au paragraphe (1), il incombe à la corporation de prouver que cette exécution est prohibée par l'article 31 ou 32.

**39(3)** Jusqu'à l'exécution complète par la corporation de tout contrat visé au paragraphe (1), l'autre partie au contrat garde le statut de réclamant et a le droit d'être payé dès que la corporation peut légalement le faire ou, lors d'une liquidation, à être colloqué après les créanciers et les actionnaires dont les droits sont prioritaires aux droits attachés à la catégorie d'actions que l'autre partie au contrat s'est engagée à vendre à la corporation mais avant les autres actionnaires.

**40** The directors of a corporation may authorize the corporation to pay a reasonable commission to any person in consideration of his purchasing or agreeing to purchase shares of the corporation from the corporation or from any other person, or procuring or agreeing to procure purchasers for any such shares.

**41** A corporation may declare or pay a dividend unless there are reasonable grounds for believing that

(a) the corporation is, or would after the payment, be unable to pay its liabilities as they become due; or

(b) the realizable value of the corporation's assets would thereby be less than the aggregate of its liabilities and stated capital of all classes.

**42(1)** Subject to section 41, a corporation may pay a dividend in money or property or by issuing fully paid shares of the corporation.

**42(2)** If shares of a corporation are issued in payment of a dividend, the declared amount of the dividend stated as an amount in money shall be added to the stated capital account maintained or to be maintained for the shares of the class or series issued in payment of the dividend.

1984, c.17, s.6.

**43(1)** Except as permitted under subsection (3) or except where the articles provide, a corporation or any corporation with which it is affiliated shall not, directly or indirectly, give financial assistance by means of a loan, guarantee or otherwise

(a) to any shareholder, director, officer or employee of the corporation or of an affiliated corporation, or

(b) to any associate of a shareholder, director, officer or employee of the corporation or of an affiliated corporation,

if there are reasonable grounds for believing that

(c) the corporation is, or after giving the financial assistance would be, unable to pay its liabilities as they become due, or

(d) the realizable value of the corporation's assets, excluding the amount of any financial assistance in the form of a loan or in the form of assets pledged or encumbered to secure a guarantee, after giving the finan-

**40** Les administrateurs d'une corporation peuvent autoriser la corporation à verser une commission raisonnable à toute personne qui achète, ou s'engage à acheter de la corporation ou de toute autre personne des actions de la corporation ou recrute ou s'engage à recruter des acheteurs de telles actions.

**41** Une corporation peut déclarer ou verser un dividende sauf s'il existe des motifs raisonnables de croire,

a) qu'elle ne peut ou ne pourrait pas, après le versement, acquitter son passif à échéance; ou

b) que la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure au total de son passif et de son capital déclaré de toutes les catégories.

**42(1)** Sous réserve de l'article 41, une corporation peut verser un dividende, soit en argent comptant ou en biens, soit par l'émission des actions entièrement libérées de la corporation.

**42(2)** Le montant déclaré en numéraire des dividendes versés par la corporation sous forme d'actions doit être ajouté au compte capital déclaré tenu ou à être tenu quant aux actions de la catégorie ou série émise comme dividende.

1984, c.17, art.6.

**43(1)** Sauf dans les limites prévues au paragraphe (3) ou sauf les dispositions des statuts, il est interdit à une corporation ou à toute corporation à laquelle elle est affiliée de fournir directement ou indirectement une aide financière, sous forme de prêt, de garantie ou sous toute autre forme,

a) aux actionnaires, administrateurs, dirigeants ou employés de la corporation ou d'une corporation affiliée, ou

b) aux associés des actionnaires, administrateurs, dirigeants ou employés de la corporation ou d'une corporation affiliée,

s'il existe des motifs raisonnables de croire

c) que la corporation ne peut ou ne pourrait pas, après avoir prêté son aide financière, acquitter son passif à échéance, ou

d) que la valeur de réalisation de son actif, de ce fait, et déduction faite de l'aide consentie, soit sous forme de prêt, soit par mise en gage de biens ou de constitution de charges sur des biens en vue d'obtenir une cau-

cial assistance, would be less than the aggregate of the corporation's liabilities and stated capital of all classes.

**43(2)** Except as permitted under subsection (3), a corporation or any of its affiliates shall not, directly or indirectly,

(a) make a loan to any person that is secured by a share of the corporation, or

(b) give financial assistance to any person, by means of a loan, guarantee or otherwise, for the purpose of or in connection with a purchase of a share issued or to be issued by the corporation.

**43(3)** A corporation may give financial assistance by means of a loan, guarantee or otherwise

(a) to any person in the ordinary course of business if the lending of money is incidental to the ordinary business of the corporation,

(b) to any person on account of expenditures incurred on behalf of the corporation,

(c) to a holding body corporate if the corporation is a wholly-owned subsidiary of the holding body corporate,

(d) to a subsidiary body corporate of the corporation, or

(e) to or for the benefit of employees of the corporation or any of its affiliates

(i) to enable or assist them to purchase or erect living accommodation for their own occupation, or

(ii) in accordance with a plan for the purchase of shares of the corporation or any of its affiliates by a trustee.

**43(4)** A contract made by a corporation in contravention of this section may be enforced by the corporation or by a lender for value in good faith without notice of the contravention.

**44(1)** The shareholders of a corporation are not, as shareholders, liable for any liability, act or default of the corporation except under section 99.

tion, serait inférieure au total de son passif et du capital déclaré de toutes les catégories d'actions.

**43(2)** Sauf les cas prévus au paragraphe (3) une corporation ou l'une quelconque de ses filiales, ne doit pas, directement ou indirectement,

a) consentir à une personne un prêt garanti par les actions de la corporation, ni

b) accorder une aide financière à une personne sous forme de prêt, de garantie ou sous toute autre forme, visant ou concernant l'achat d'une action que la corporation a émise ou émettra.

**43(3)** Une corporation peut accorder une aide financière, notamment sous forme de prêt, de garantie ou sous toute autre forme,

a) à toute personne, dans le cadre de son activité normale, si le prêt d'argent en fait accessoirement partie;

b) à toute personne, à titre d'avance sur des dépenses engagées ou à engager pour le compte de la corporation; ou

c) à un corps constitué en holding si la corporation est une filiale appartenant intégralement au corps constitué en holding,

d) à une filiale de la corporation, et

e) aux employés de la corporation ou à ceux de l'un quelconque de ses affiliés ou à leur profit :

(i) pour leur permettre d'acheter ou les aider à acheter ou à construire leur propre logement, ou

(ii) dans le cadre d'un programme d'achat d'actions de la corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés réalisé par un fiduciaire.

**43(4)** La corporation peut poursuivre l'exécution des contrats qu'elle a conclus en violation du présent article; il en est de même du prêteur à titre onéreux de bonne foi qui n'a pas été avisé de la violation.

**44(1)** Les actionnaires de la corporation ne sont pas, à ce titre, responsables de ses obligations, actes ou fautes, sauf dans les cas prévus à l'article 99.

**44(2)** Subject to subsection 47(8), the articles or by-laws may provide that the corporation has a lien on a share registered in the name of a shareholder or his legal representative for a debt of that shareholder to the corporation, including an amount unpaid in respect of a share issued by a body corporate on the date it was continued under this Act.

**44(3)** A corporation may enforce a lien referred to in subsection (2) in accordance with its by-laws.

## PART VI

### SHARE CERTIFICATES, TRANSFERS, REGISTERS

**45** The shares of a corporation are personal property.

**46(1)** No transfer of shares or fractions thereof is, until entry thereof has been duly made in the share register or in a branch share register of the corporation, valid for any purpose whatsoever, save only as exhibiting the rights of the parties thereto towards each other.

**46(2)** Notwithstanding subsection (1), the delivery of any certificate for shares, with a duly executed transfer endorsed thereon or delivered therewith, constitutes a valid transfer of the shares comprised therein, if such shares are listed on any prescribed stock exchange at the time of such delivery.

**47(1)** Subject to section 51, every shareholder is entitled to a share certificate in respect of the shares held by him, signed by the proper director or officer in accordance with the corporation's by-laws in that regard.

**47(2)** A corporation may charge a fee of not more than three dollars for a share certificate issued in respect of a transfer.

**47(3)** A corporation is not required to issue more than one share certificate in respect of shares held jointly by several persons, and delivery of a certificate to one of several joint holders is sufficient delivery to all.

**47(4)** A share certificate shall be signed manually by at least one director or officer of the corporation or by or on behalf of a registrar, transfer agent or branch transfer agent of the corporation, and any additional signatures re-

**44(2)** Sous réserve du paragraphe 47(8), les statuts ou règlements administratifs peuvent grever d'une charge en faveur de la corporation les actions inscrites au nom d'un actionnaire débiteur, ou de son représentant légal, y compris celui qui n'a pas entièrement libéré des actions émises par un corps constitué avant sa prorogation sous le régime de la présente loi.

**44(3)** La corporation peut exécuter la charge visée au paragraphe (2) dans les conditions prévues par ses règlements administratifs.

## PARTIE VI

### CERTIFICATS D' ACTIONS, REGISTRES ET TRANSFERTS

**45** Les actions d'une corporation sont des biens personnels.

**46(1)** Nul transfert d'actions ou de fractions d'action n'est valable à quelque fin que ce soit tant qu'il n'a pas été dûment inscrit sur le registre d'actions de la corporation ou celui d'une succursale; sauf pour constater les droits des parties entre elles.

**46(2)** Nonobstant le paragraphe (1) la livraison de tout certificat d'actions dont le transfert a été dûment endossé ou livré, constitue un transfert valable des actions y relatives, si celles-ci sont cotées à une bourse prescrite au moment de la livraison.

**47(1)** Sous réserve de l'article 51, tout actionnaire a droit à un certificat d'actions pour les actions qu'il détient, signé par l'administrateur ou le dirigeant compétents de la corporation conformément aux règlements administratifs de la corporation à cet égard.

**47(2)** Une corporation peut prélever un droit d'au plus trois dollars par certificat d'actions émis à l'occasion d'un transfert.

**47(3)** Une corporation n'est pas requise d'émettre plus d'un certificat d'actions à l'égard des actions détenues conjointement par plusieurs personnes et la remise d'un seul certificat d'actions à l'un des codétenteurs constitue délivrance suffisante pour tous.

**47(4)** Un certificat d'actions doit être signé de la main d'au moins l'un des administrateurs ou dirigeants de la corporation, de celle, ou pour leur compte, d'un registraire, d'un agent de transfert ou d'un agent de transfert

quired on a share certificate may be printed or otherwise mechanically reproduced thereon.

**47(5)** Notwithstanding subsection (4), a manual signature is not required on a certificate representing a fractional share, an option or a right to acquire a security or on a scrip certificate.

**47(6)** If a share certificate contains a printed or mechanically reproduced signature of a person, the corporation may issue the share certificate, notwithstanding that the person has ceased to be a director or an officer of the corporation, and the share certificate is as valid as if he were a director or an officer at the date of its issue.

**47(7)** There shall be stated upon the face of each share certificate issued by a corporation

- (a) the name of the corporation;
- (b) the words “Incorporated under the Laws of New Brunswick” or words of like effect;
- (c) the name of the person to whom it was issued; and
- (d) the number and class of shares, the designation of any series that the certificate represents and whether the shares are with par value or without par value and, if with par value, the par value thereof.

**47(8)** If a share certificate issued by a corporation or by a body corporate before the body corporate was continued under this Act is or becomes subject to

- (a) a lien in favour of the corporation,
- (b) a unanimous shareholder agreement, or
- (c) an endorsement under subsection 131(10),

such restriction, lien, agreement or endorsement is ineffective against a transferee of the share who has no actual knowledge of it, unless it or a reference to it is noted conspicuously on the share certificate.

**47(9)** If a body corporate continued under this Act has outstanding share certificates, and if the words “private company” appear on the certificates, those words shall be deemed to be a notice of a restriction, lien, agreement or endorsement for the purpose of subsection (8).

d’une succursale et les signatures supplémentaires requises peuvent être reproduites mécaniquement et notamment sous forme imprimée.

**47(5)** Nonobstant le paragraphe (4), une signature manuscrite n’est pas requise sur le certificat concernant une fraction d’action, ou une option ou un droit d’acquérir des actions ou des scrips.

**47(6)** Une corporation peut émettre valablement tout certificat d’actions portant la signature, imprimée ou reproduite mécaniquement, d’administrateurs ou dirigeants même s’ils ont cessé d’occuper leurs fonctions et le certificat d’actions est valide tout comme si ces personnes étaient encore en fonctions au moment de l’émission.

**47(7)** Doivent être énoncés au recto de chaque certificat d’actions émis par une corporation,

- a) le nom de la corporation;
- b) l’expression « constituée sous l’autorité des lois du Nouveau-Brunswick » ou des mots de même effet;
- c) le nom du titulaire; et
- d) le nombre, la catégorie et la série d’actions qu’il représente, soit avec valeur au pair, soit sans valeur au pair et dans le premier cas, la valeur au pair de chaque action.

**47(8)** Si un certificat d’actions émis par la corporation ou par un corps constitué avant que ce dernier ne soit prorogé en vertu de la présente loi est ou devient soumis à

- a) un privilège en faveur de la corporation,
- b) une convention unanime des actionnaires, ou
- c) un endossement en vertu du paragraphe 131(10),

un tel privilège, convention, restriction ou endossement n’est pas opposable au cessionnaire de l’action qui ne peut pas en avoir connaissance, à moins que cela n’ait été mentionné expressément sur le certificat d’actions.

**47(9)** Si un corps constitué prorogé sous le régime de la présente loi a des certificats d’actions en circulation, et si les mots « compagnie privée » figurent sur les certificats, ces mots sont réputés être un avis de restriction, privilège, convention ou endossement prévu au paragraphe (8).

**47(10)** There shall be stated legibly on a share certificate issued by a corporation that is authorized to issue shares of more than one class or series

(a) the rights, privileges, restrictions and conditions attached to the shares of each class and series; or

(b) that the class or series of shares that it represents has rights, privileges, restrictions or conditions attached thereto and that the corporation will furnish to a shareholder, on demand and without charge, a full copy of the text of

(i) the rights, privileges, restrictions and conditions attached to each class authorized to be issued and to each series in so far as the same have been fixed by the directors, and

(ii) the authority of the directors to fix the rights, privileges, restrictions and conditions of subsequent series.

**47(11)** Where a share certificate issued by a corporation contains the statement mentioned in paragraph (10)(b), the corporation shall furnish to a shareholder on demand and without charge a full copy of the text of

(a) the rights, privileges, restrictions and conditions attached to each class authorized to be issued and to each series in so far as the same have been fixed by the directors; and

(b) the authority of the directors to fix the rights, privileges, restrictions and conditions of subsequent series.

**47(12)** A corporation may issue a certificate for a fractional share or may issue in place thereof a scrip certificate in bearer form that entitles the holder to receive a certificate for a full share by exchanging scrip certificates aggregating a full share.

**47(13)** The directors may attach conditions to any scrip certificates issued by a corporation, including conditions that

(a) the scrip certificates become void if not exchanged for a share certificate representing a full share before a specified date; and

(b) any shares for which such scrip certificates are exchangeable may, notwithstanding any preemptive

**47(10)** Les certificats d'actions émis par une corporation autorisée à émettre des actions de plusieurs catégories ou séries établissent, de manière lisible, les droits, privilèges, conditions et restrictions, dont sont assorties :

a) soit les actions de chaque catégorie et série;

b) soit la catégorie ou la série d'actions qu'ils représentent, ainsi que la remise gratuite par la corporation à tout actionnaire, sur sa demande d'un exemplaire, du texte intégral

(i) des droits, privilèges, conditions et restrictions attachés à chaque catégorie dont l'émission est autorisée et à chaque série, dans la mesure fixée par les administrateurs, et

(ii) de l'autorité qu'ont les administrateurs de fixer les droits, privilèges, conditions et restrictions des séries suivantes.

**47(11)** Une corporation, qui émet des certificats d'actions contenant les déclarations prévues à l'alinéa (10)b), doit fournir gratuitement aux actionnaires, sur leur demande, un exemplaire du texte intégral

a) des droits, privilèges, conditions et restrictions attachés à chaque catégorie dont l'émission est autorisée et à chaque série, dans la mesure fixée par les administrateurs; et

b) de l'autorité qu'ont les administrateurs de fixer les droits, privilèges, conditions et restrictions des séries suivantes.

**47(12)** Une corporation peut émettre un certificat pour une fraction d'action, ou un scrip au porteur donnant droit au détenteur de recevoir un certificat pour une action entière en échange des scrips totalisant la valeur d'une action.

**47(13)** Les administrateurs peuvent assortir les scrips de conditions, établissant entre autres :

a) qu'ils sont frappés de nullité s'ils ne sont pas échangés avant une date déterminée contre un certificat représentant l'action entière; et

b) que les actions contre lesquelles ils sont échangeables peuvent, nonobstant tout droit de préemption, faire

right, be issued by the corporation to any person and the proceeds thereof distributed rateably to the holders of the scrip certificates.

**47(14)** A holder of a fractional share issued by a corporation is not entitled to exercise voting rights or to receive a dividend in respect of the fractional share, unless

(a) the fractional share results from a consolidation of shares; or

(b) the articles of the corporation otherwise provide.

**47(15)** A holder of a scrip certificate is not entitled to exercise voting rights or to receive a dividend in respect of the scrip certificates.

**48(1)** Subject to section 51, a corporation shall maintain a share register in which it records the shares or fractions thereof issued by it showing with respect to each class or series of shares

(a) the names, alphabetically arranged, and the latest known address of each person who is or has been a shareholder;

(b) the number of shares held by each shareholder; and

(c) the date and particulars of the issue and transfer of each share.

**48(2)** A corporation may appoint an agent to maintain a central share register and branch share registers.

**48(3)** A central share register shall be maintained by a corporation at its registered office or at any other place within New Brunswick designated by the directors, and any branch share registers may be kept at any place in or out of New Brunswick designated by the directors.

**48(4)** A branch share register shall only contain particulars of shares issued or transferred at that branch.

**48(5)** Particulars of each issue or transfer of a share registered in a branch share register shall also be kept in the corresponding central share register.

l'objet, au profit de toute personne, d'une émission dont le produit est distribué, au prorata, aux détenteurs de ces scrips.

**47(14)** Un détenteur de fractions d'actions émises par la corporation n'a le droit de voter et de recevoir de dividendes que dans le cas où :

a) la fraction d'action découle d'un regroupement d'actions; ou

b) les statuts de la corporation le permettent.

**47(15)** Un détenteur de scrips n'a pas, à ce titre, le droit de voter ni de recevoir de dividendes.

**48(1)** Sous réserve de l'article 51, une corporation doit tenir un registre d'actions où elle indique les actions ou les fractions d'actions qu'elle a émises, indiquant pour chaque catégorie ou série :

a) les noms, par ordre alphabétique, et la dernière adresse connue des actionnaires ou de leurs prédécesseurs;

b) le nombre des actions que détient chaque actionnaire; et

c) la date et les détails concernant l'émission et le transfert de chaque action.

**48(2)** Une corporation peut charger un représentant de tenir un registre central d'actions et des registres d'actions de succursale.

**48(3)** Un registre central d'actions doit être tenu par la corporation à son bureau enregistré ou à tout autre lieu à l'intérieur du Nouveau-Brunswick désigné par les administrateurs, et tout registre d'actions de succursale peut être tenu, à tout lieu, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du Nouveau-Brunswick, désigné par les administrateurs.

**48(4)** Un registre d'actions de succursale ne doit comprendre que des détails relatifs aux actions émises ou transférées à cette succursale.

**48(5)** Les détails de chaque émission ou transfert d'actions enregistrés dans un registre d'actions de succursale sont également portés au registre central d'actions.

**48(6)** A corporation or its agent is not required to produce

(a) a cancelled share certificate after the date of its cancellation; or

(b) an instrument referred to in subsection 28(1) or a like instrument after the date of its expiry.

1991, c.27, s.5.

**49(1)** A corporation may, subject to sections 86, 87 and 90, treat the registered holder of a share as the person exclusively entitled to vote, to receive notices, to receive any interest, dividend or other payments in respect of the shares, and otherwise to exercise all the rights and powers of an owner of the share.

**49(2)** Notwithstanding subsection (1), a corporation whose articles restrict the right to transfer its shares shall, and any other corporation may, treat a person as a registered shareholder entitled to exercise all the rights of the shareholder he represents, if that person furnishes evidence as defined in subsection (3) to the corporation that he is

(a) the executor, administrator, heir or legal representative of the heirs, of the estate of a deceased shareholder;

(b) a guardian, committee, trustee or curator representing a registered shareholder who is a minor, an incompetent person or a missing person; or

(c) a liquidator of, or a trustee in bankruptcy for, a registered shareholder.

**49(3)** “Evidence” as described in subsection (2) means

(a) in the case of a fiduciary appointed by a court, a copy of the order certified in accordance with subsection (7); or

(b) in any other case, a copy of a document showing the appointment or other evidence believed by the corporation to be appropriate.

**49(4)** A transfer of shares made by sale under execution or under an order or judgment of a court of competent jurisdiction, upon furnishing the corporation with evidence of such sale or the order or judgment, shall be registered in the share register of the corporation.

**48(6)** Une corporation ou son représentant ne sont pas tenus de produire

a) un certificat d'action annulé après la date de son annulation; ou

b) un document visé au paragraphe 28(1) ou un document semblable après la date de son expiration.

1991, c.27, art.5.

**49(1)** Sous réserve des articles 86, 87 et 90, une corporation peut, à la présentation du certificat de transfert d'une action, considérer le détenteur inscrit de celle-ci comme la seule personne ayant qualité pour voter, recevoir des avis, recevoir des intérêts, dividendes ou autres paiements au sujet de cette action et exercer entre autres tous les droits et pouvoirs du propriétaire de l'action.

**49(2)** Nonobstant le paragraphe (1), une corporation peut, et celle dont les statuts restreignent le transfert de ses actions doit considérer comme actionnaire inscrit une personne ayant tous les droits de l'actionnaire qu'elle représente, lorsqu'en conformité avec le paragraphe (3), celle-ci fournit à la corporation la preuve qu'elle est,

a) l'exécuteur ou l'administrateur de la succession de l'actionnaire défunt ainsi que ses héritiers ou le représentant légal de ceux-ci;

b) le fiduciaire, le curateur ou le tuteur représentant un actionnaire inscrit mineur, incapable ou absent; ou

c) le liquidateur ou le syndic de faillite agissant pour un actionnaire inscrit.

**49(3)** Le mot « preuve » utilisé au paragraphe (2) désigne

a) dans le cas d'un représentant nommé judiciairement, la copie de l'ordonnance certifiée conformément au paragraphe (7); ou

b) dans tout autre cas, la copie de tout document établissant la nomination ou toute autre preuve que la corporation estime suffisante.

**49(4)** Un transfert d'actions effectué par vente forcée ou à la suite d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent, sur preuve fournie à la corporation, d'une telle vente ou de l'ordonnance ou du jugement, doit être inscrit au registre d'actions de la corporation.

**49(5)** A corporation is not required to inquire into the existence of, or see to the performance or observance of, any duty owed to a third person by a registered holder of any of its shares or by anyone whom it treats, as permitted or required by this section, as registered holder thereof.

**49(6)** A corporation may treat as holder of a share the survivors of persons to whom the share was issued as joint holders, if it receives proof satisfactory to it of the death of any such joint holder.

**49(7)** Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person referred to in paragraph (2)(a) is entitled to become a registered holder or to designate a registered holder, if he deposits with the corporation or its transfer agent

(a) the original grant of probate or of letters of administration, or a copy thereof certified to be a true copy by

(i) the court that granted the probate or letters of administration,

(ii) a trust company incorporated under the laws of Canada or a province, or

(iii) a lawyer or notary acting on behalf of the person referred to in paragraph (2)(a), or

(b) in the case of transmission by notarial will in the Province of Quebec, a copy thereof authenticated pursuant to the laws of that Province,

together with

(c) an affidavit or declaration of transmission made by a person referred to in paragraph (2)(a), stating the particulars of the transmission, and

(d) the share certificate that was owned by the deceased holder,

(i) in case of a transfer to a person referred to in paragraph (2)(a), with or without the endorsement of that person, and

**49(5)** Une corporation n'est tenue ni de rechercher s'il existe, à la charge du détenteur inscrit ou de la personne considérée par elle en vertu du présent article comme telle, des obligations envers les tiers, ni de veiller à leur exécution ou observation.

**49(6)** Lorsqu'une action a été émise au profit de codétenteurs une corporation peut, sur preuve satisfaisante du décès de l'un d'entre eux, considérer les autres comme codétenteurs de l'action.

**49(7)** Sous réserve de toute loi fiscale applicable, une personne visée à l'alinéa (2)a) est fondée à devenir détentrice inscrite, ou à la désigner, sur remise à la corporation ou à son agent de transfert, avec tout l'engagement que la corporation peut exiger,

a) de l'original du jugement, soit d'homologation du testament, soit de délivrance de lettres d'administration, le cas échéant, ou d'une copie certifiée conforme par

(i) le tribunal qui a prononcé le jugement,

(ii) une compagnie de fiducie constituée en vertu des lois du Canada ou d'une province, ou

(iii) un avocat ou un notaire agissant pour le compte de la personne visée à l'alinéa (2)a), ou

b) en cas de transmission par testament notarié dans la province de Québec, d'une copie authentique de ce testament conformément aux lois de cette province,

accompagné

c) d'une déclaration sous serment ou une déclaration de transmission établie par l'une des personnes visées à l'alinéa (2)a) et énonçant les détails de la transmission, et

d) du certificat d'actions du détenteur décédé,

(i) dans le cas d'un transfert à une personne visée à l'alinéa (2)a), endossé ou non par cette personne, et

(ii) in case of a transfer to any other person, endorsed,

and accompanied by any assurance the corporation may require.

**49(8)** Notwithstanding subsection (7), if the laws of the jurisdiction governing the transmission of a share of a deceased holder do not require a grant of probate or of letters of administration in respect of the transmission, a legal representative of the deceased holder is entitled, subject to any applicable law relating to the collection of taxes, to become a registered holder or to designate a registered holder, if he deposits with the corporation or its transfer agent

(a) the share certificate that was owned by the deceased holder; and

(b) reasonable proof of the governing laws of the deceased holder's interest in the share and of the right of the legal representative or the person he designates to become the registered holder.

**49(9)** Deposit of the documents required by subsection (7) or (8) empowers a corporation or its transfer agent to record in a register of transfer the transmission of a share from the deceased holder to a person referred to in paragraph (2)(a) or to such person as the person referred to in that paragraph may designate.

1986, c.4, s.6.

**50(1)** A corporation shall not impose restrictions on the transfer of shares except such restrictions as are authorized by the articles.

**50(2)** A corporation that has imposed restrictions on the transfer of its shares shall not offer its shares to the public unless the restrictions are necessary

(a) by or under any Act of Canada or New Brunswick as a condition of the obtaining, holding or renewal of authority to engage in any activity necessary to its undertaking; or

(b) for the purpose of achieving or preserving its status as a Canadian corporation for the purpose of any Act of Canada or New Brunswick.

**51(1)** A corporation, if so authorized by its articles may, with respect to any shares, issue a warrant stating that the

(ii) dans le cas d'un transfert à une autre personne, endossé.

**49(8)** Nonobstant le paragraphe (7), le représentant légal du détenteur d'actions décédé dont la transmission est régie par une loi n'exigeant pas de jugement d'homologation du testament ni de délivrance de lettres d'administration, est fondé, sous réserve de toute loi fiscale applicable, à devenir détenteur inscrit, ou à le désigner, sur remise à la corporation ou à son agent de transfert :

a) des certificats d'actions du détenteur décédé; et

b) d'une preuve raisonnable des lois applicables, des droits du détenteur décédé sur ces actions et du droit du mandataire ou de la personne qu'il désigne d'en devenir le détenteur inscrit.

**49(9)** Le dépôt des documents exigés aux paragraphes (7) ou (8) donne à la corporation ou à son agent de transfert le pouvoir d'inscrire au registre de transfert la transmission d'actions du détenteur décédé à l'une des personnes visées à l'alinéa (2)a) ou à la personne qu'elles peuvent désigner.

1986, c.4, art.6.

**50(1)** Une corporation ne peut imposer des restrictions au transfert des actions que si elle y est autorisée par les statuts.

**50(2)** Une corporation qui a imposé des restrictions au transfert de ses actions ne doit pas les offrir au public, à moins que les restrictions ne soient considérées nécessaires,

a) aux termes ou en vertu d'une loi du Canada ou du Nouveau-Brunswick, comme une condition pour l'obtention, le maintien ou le renouvellement de l'autorité pour exercer toute activité indispensable à son entreprise; ou

b) en vue d'atteindre ou préserver son statut de corporation canadienne pour les fins de toute loi du Canada ou du Nouveau-Brunswick.

**51(1)** Une corporation peut, si elle y est autorisée par ses statuts, émettre à l'égard de toute action, un titre énonçant

bearer of the warrant is entitled to the share or shares therein specified, and may provide by coupons or otherwise, for the payment of the future dividends on the share or shares included in the warrant, hereafter termed a share warrant.

**51(2)** A share warrant entitles the bearer thereof to the shares therein specified, and the shares may be transferred by delivery of the warrant.

**51(3)** The bearer of a share warrant is entitled, subject to the provisions and regulations respecting share warrants contained in the articles, on surrendering it for cancellation, to have his name entered on the share register of the corporation as the holder of the shares specified in the share warrant, and the corporation is responsible for any loss incurred by any person by reason of the corporation entering on the share register of the corporation the name of the bearer of a share warrant, in respect of the shares therein specified, without the warrant being surrendered and cancelled.

**51(4)** The bearer of a share warrant may, if the provisions and regulations respecting share warrants contained in the articles so provide, be deemed to be a shareholder of the corporation, either to the full extent or for any purposes defined by such regulations.

**51(5)** On the issue of a share warrant the corporation shall remove from its share register the name of the shareholder then entered therein as holding such share or shares as if he had ceased to be a shareholder, and shall enter in the share register the following particulars:

- (a) the fact of the issue of the warrant,
- (b) a statement of the shares included in the warrant, and
- (c) the date of the issue of the warrant.

**51(6)** Until the warrant is surrendered, the above particulars shall be deemed to be the particulars required by this Act to be entered in the share register of the corporation in respect of such share or shares, and, on the surrender, the date of the surrender shall be entered as if it were the date at which a person ceased to be a shareholder.

**51(7)** Notwithstanding subsection 47(1), the bearer of a share warrant is not entitled to a share certificate in respect of the share held by him until the warrant is surrendered.

que le porteur de ce titre a droit à l'action ou aux actions y désignées et peut assurer au moyen des coupons ou autrement, le paiement des dividendes futurs de l'action ou des actions visées dans le titre ci-après appelé titre au porteur.

**51(2)** Le porteur d'un titre au porteur a droit aux actions y désignées et celles-ci peuvent être transférées par simple délivrance du titre.

**51(3)** Le porteur d'un titre au porteur a droit, sous réserve des dispositions et règlements relatifs aux titres au porteur contenus dans les statuts, sur remise du titre pour annulation, de faire inscrire son nom sur le registre d'actions de la corporation en qualité de détenteur des actions mentionnées dans le titre au porteur; et la corporation est, à l'égard de ces actions, responsable de toute perte subie par toute personne en raison de cette inscription du nom du porteur d'un titre au porteur sur le registre d'actions de la corporation, sans remise ou annulation du titre.

**51(4)** Le porteur d'un titre au porteur peut, si les dispositions et règlements relatifs aux titres au porteur contenus dans les statuts le prévoient, être présumé actionnaire de la corporation, soit pleinement, soit conformément aux fins prescrites par de tels règlements.

**51(5)** Lors de l'émission d'un titre au porteur, la corporation doit rayer de son registre d'actions le nom de l'actionnaire alors inscrit en qualité de détenteur de telle ou telles actions comme s'il avait cessé d'être actionnaire, et doit inscrire sur le registre d'actions

- a) le fait de l'émission du titre,
- b) une déclaration des actions comprises dans le titre, et
- c) la date de l'émission du titre.

**51(6)** Jusqu'à la remise du titre, les détails ci-dessus sont réputés être les détails dont la présente loi exige l'inscription sur le registre d'actions de la corporation relativement à cette action ou à ces actions et lors de la remise, sa date doit être inscrite comme s'il s'agissait de la date à laquelle une personne a cessé d'être actionnaire.

**51(7)** Nonobstant le paragraphe 47(1), jusqu'à la remise du titre, le porteur d'un titre au porteur n'a pas droit à un certificat d'actions relatif aux actions qu'il détient.

**51(8)** Unless the bearer of a share warrant is entitled to attend and vote at general meetings, the shares represented by such share warrant shall not be counted as part of the capital of the corporation for the purpose of a general meeting of shareholders.

## PART VII

### RECEIVERS AND RECEIVER-MANAGERS

**52** A receiver of any property of a corporation may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property and pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom he is appointed, but, except to the extent permitted by the Court, he may not carry on the business of the corporation.

**53** A receiver of a corporation may, if he is also appointed receiver-manager of the corporation, carry on any business of the corporation to protect the security interest of those on behalf of whom he is appointed.

**54** If a receiver-manager is appointed by the Court or under an instrument, the powers of the directors of the corporation that the receiver-manager is authorized to exercise may not be exercised by the directors until the receiver-manager is discharged.

1991, c.27, s.5.

**55** A receiver or receiver-manager appointed by the Court shall act in accordance with the directions of the Court.

**56** A receiver or receiver-manager appointed under an instrument shall act in accordance with that instrument and any direction of the Court made under section 58.

**57** A receiver or receiver-manager of a corporation appointed under an instrument shall

- (a) act honestly and in good faith, and
- (b) deal with any property of the corporation in his possession or control in a commercially reasonable manner.

**58** Upon an application by a receiver or receiver-manager, whether appointed by the Court or under an instrument, or upon an application by any interested person, the Court may make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

**51(8)** À moins que le porteur d'un titre au porteur n'ait le droit d'assister et de voter aux assemblées générales, les actions représentées par semblables titre au porteur ne doivent pas être considérées comme faisant partie du capital de la corporation aux fins d'une assemblée générale des actionnaires.

## PARTIE VII

### SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS

**52** Sous réserve des droits des créanciers garantis, le séquestre des biens d'une corporation peut en recevoir les revenus, en acquitter les dettes, réaliser les sûretés de ceux pour le compte desquels il est nommé et, dans les limites permises par la Cour, en exploiter l'activité.

**53** Le séquestre d'une corporation peut, s'il a également été nommé séquestre-gérant, exploiter l'activité de la corporation afin de protéger les sûretés de ceux pour le compte desquels il est nommé.

**54** Si un séquestre-gérant est nommé par la Cour ou en vertu d'un document, les pouvoirs des administrateurs de la corporation que le séquestre-gérant est autorisé à exercer ne peuvent plus être exercés par les administrateurs tant que le séquestre-gérant n'a pas été libéré.

1991, c.27, art.5.

**55** Le séquestre ou le séquestre-gérant nommé par la Cour agit en conformité des directives de celle-ci.

**56** Le séquestre ou le séquestre-gérant nommé en vertu d'un document agit en se conformant à ce document et aux directives que lui donne la Cour en vertu de l'article 58.

**57** Un séquestre ou un séquestre-gérant d'une corporation, nommé en vertu d'un document doit

- a) agir avec honnêteté et bonne foi, et
- b) gérer conformément aux pratiques commerciales raisonnables, les biens de la corporation qui se trouvent en sa possession ou sous son contrôle.

**58** À la demande du séquestre ou du séquestre-gérant nommés par la Cour ou au moyen d'un document, ou à la demande de tout intéressé, la Cour peut rendre une ordonnance qu'elle estime pertinente et sans limiter la généralité de ce qui précède :

(a) an order appointing, replacing or discharging a receiver or receiver-manager and approving his accounts;

(b) an order determining the notice to be given to any person, or dispensing with notice to any person;

(c) an order fixing the remuneration of the receiver or receiver-manager;

(d) an order requiring the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom he is appointed, to make good any default in connection with the receiver's or receiver-manager's custody or management of the property and business of the corporation, or to relieve any such person from any default on such terms as the Court thinks fit, and to confirm any act of the receiver or receiver-manager;

(e) an order granting additional powers or restricting the exercise of any powers granted by the instrument appointing the receiver or receiver-manager or by previous order; and

(f) an order giving directions on any matter relating to the duties of the receiver or receiver-manager.

**59** A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of his appointment or discharge who shall forthwith cause to be published in *The Royal Gazette* notice of such appointment or discharge;

(b) forthwith after his appointment and from time to time thereafter file with the Director a notice designating an office in New Brunswick where accounts of his administration shall be maintained;

(c) take into his custody and control the property of the corporation in accordance with the Court order or instrument under which he is appointed;

(d) open and maintain a bank account in his name as receiver or receiver-manager of the corporation for the money of the corporation coming under his control;

(e) keep detailed accounts of all transactions carried out by him as receiver or receiver-manager;

(f) keep accounts of his administration that shall be available at the office designated in paragraph (b) dur-

a) nommer, remplacer ou libérer de ses fonctions le séquestre ou le séquestre-gérant et approuver ses comptes;

b) dispenser de donner avis ou préciser les avis à donner;

c) fixer la rémunération du séquestre ou du séquestre-gérant;

d) enjoindre au séquestre, au séquestre-gérant ainsi qu'aux personnes qui les ont nommés ou pour le compte desquelles ils l'ont été, de réparer leurs fautes ou les en dispenser, notamment en matière de gérance des biens ou de l'activité de la corporation, selon les modalités que la Cour estime pertinentes, et d'entériner les actes du séquestre ou séquestre-gérant;

e) accorder des pouvoirs additionnels ou limiter l'exercice des pouvoirs conférés au séquestre ou séquestre-gérant dans l'acte de nomination ou dans une ordonnance antérieure;

f) donner des directives concernant les fonctions du séquestre ou du séquestre-gérant.

**59** Un séquestre ou un séquestre-gérant doit

a) aviser immédiatement le Directeur tant de sa nomination que de sa libération; et il incombe à ce dernier d'en faire la publication dans la *Gazette royale*;

b) déposer lors de sa nomination et à l'occasion, auprès du Directeur un avis désignant un bureau au Nouveau-Brunswick où est tenue la comptabilité de sa gestion;

c) prendre sous sa garde et sous son contrôle les biens de la corporation conformément à l'ordonnance ou à l'acte de nomination;

d) avoir, à son nom, et en qualité de séquestre ou de séquestre-gérant, un compte bancaire pour les fonds de la corporation assujettie à son contrôle;

e) tenir une comptabilité détaillée de toutes les opérations qu'il effectue en qualité de séquestre ou séquestre-gérant;

f) tenir une comptabilité de sa gestion au bureau désigné à l'alinéa (b) et permettre pendant les heures nor-

ing usual business hours for inspection by the directors, and the directors shall have the right to make extracts therefrom;

(g) prepare at least once in every six-month period, after the date of his appointment, a financial account of his administration and, subject to any order of the Court, file a copy of it with the Director within sixty days after the end of each six month period; and

(h) upon completion of his duties,

(i) render a final account of his administration,

(ii) send a copy of the final report to the Director who shall file it, and

(iii) send a copy of the final report to each director of the corporation.

### PART VIII

#### DIRECTORS AND OFFICERS

**60(1)** Subject to the articles, the by-laws and a unanimous shareholder agreement, the business and affairs of a corporation shall be managed by one or more directors.

**60(2)** Subject to the articles, the number of directors shall be as from time to time specified by the by-laws.

**60(3)** Notwithstanding subsection (2), a corporation which has its shares listed on a prescribed stock exchange shall not have less than three directors.

1983, c.15, s.8.

**61(1)** Unless the articles, the by-laws or a unanimous shareholder agreement otherwise provide, the directors may by resolution make, amend or repeal any by-laws that regulate the business or affairs of the corporation.

**61(2)** The directors shall submit a by-law, or an amendment or a repeal of a by-law, made under subsection (1) to the shareholders at the next meeting of shareholders, and the shareholders may, by ordinary resolution, confirm or reject the by-law, amendment or repeal.

males d'ouverture, aux administrateurs de la consulter et ceux-ci doivent avoir le droit d'en faire des extraits;

g) dresser, au moins une fois tous les six mois à compter de sa nomination, les états financiers concernant sa gestion, et sous réserve d'une ordonnance de la Cour, en déposer un exemplaire auprès du Directeur dans les soixante jours de la fin de chaque période de six mois; et

h) à la fin de son mandat,

(i) rendre compte de sa gestion,

(ii) envoyer un exemplaire du rapport final au Directeur qui doit le déposer, et

(iii) envoyer un exemplaire du rapport final à chacun des administrateurs de la corporation.

### PARTIE VIII

#### ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

**60(1)** Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des actionnaires, un ou plusieurs administrateurs gèrent l'activité et les affaires internes de la corporation.

**60(2)** Sous réserve des statuts, le nombre des administrateurs doit être celui spécifié à l'occasion par les règlements administratifs.

**60(3)** Par dérogation au paragraphe (2), le nombre des administrateurs d'une corporation dont les actions sont cotées à une bourse prescrite ne doit pas être inférieur à trois.

1983, c.15, art.8.

**61(1)** Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou d'une convention unanime des actionnaires, les administrateurs peuvent, par résolution, établir, modifier ou abroger tout règlement administratif portant sur l'activité et les affaires internes de la corporation.

**61(2)** Les administrateurs doivent soumettre les règlements administratifs, leurs modifications et leur révocation établis en vertu du paragraphe (1), dès l'assemblée suivante d'actionnaires, aux actionnaires qui peuvent, par résolution ordinaire, les rejeter ou les confirmer.

**61(3)** Where a by-law is made, amended or repealed under subsection (1), the by-law, amendment or repeal is effective from the date of the resolution of the directors until it is confirmed or rejected by the shareholders under subsection (2) or until it ceases to be effective under subsection (4), and where the by-law is confirmed it continues in effect in the form in which it was so confirmed.

**61(4)** If a by-law, amendment or repeal is rejected by the shareholders, or if the directors do not submit a by-law, amendment or a repeal to the shareholders as required under subsection (2), the by-law, amendment or repeal ceases to be effective and no subsequent resolution of the directors, within two years after the date on which the by-law, amendment or repeal ceases to be effective, to enact, amend or repeal a by-law having substantially the same purpose or effect is effective until it is confirmed by the shareholders.

**61(5)** A shareholder entitled to vote at an annual meeting of the shareholders may, in accordance with section 89, make a proposal to make, amend or repeal a by-law.

**61(6)** Unless the articles, the by-laws or a unanimous shareholder agreement otherwise provide, the articles of a corporation shall be deemed to state that the directors of a corporation may, without authorization of the shareholders,

- (a) borrow money upon the credit of the corporation;
- (b) issue, reissue, sell or pledge debt obligations of the corporation;
- (c) give a guarantee on behalf of the corporation to secure performance of an obligation of any person; and
- (d) mortgage, hypothecate, pledge or otherwise create a security interest in all or any property of the corporation, owned or subsequently acquired, to secure any obligation of the corporation.

**61(7)** Notwithstanding subsection 73(2) and paragraph 78(a), unless the articles, by-laws or a unanimous shareholder agreement otherwise provide, the directors may by resolution delegate any or all of the powers referred to in

**61(3)** Lorsqu'un règlement administratif est établi, abrogé ou rejeté en vertu du paragraphe (1), ce règlement administratif, sa modification ou son abrogation ont effet à compter de la date de la résolution des administrateurs jusqu'à confirmation ou rejet par les actionnaires en vertu du paragraphe (2), ou jusqu'à ce qu'il cesse d'avoir effet en cas d'application du paragraphe (4) et lorsqu'il est confirmé, il a effet selon les termes de la confirmation.

**61(4)** Les mesures prises conformément au paragraphe (1) cessent d'avoir effet après leur rejet par les actionnaires ou en cas d'inobservation du paragraphe (2) par les administrateurs; toute résolution ultérieure des administrateurs adoptée dans les deux ans de la date du rejet, visant à établir, modifier ou abroger un règlement administratif poursuivant substantiellement le même but ou effet, ne peut entrer en vigueur qu'après sa confirmation par les actionnaires.

**61(5)** Un actionnaire, ayant qualité pour voter à une assemblée annuelle des actionnaires, peut proposer, conformément à l'article 89, l'établissement, la modification ou l'abrogation d'un règlement administratif.

**61(6)** Sauf disposition contraire des statuts, règlements ou d'une convention unanime des actionnaires, les statuts d'une corporation sont réputés établir que les administrateurs de la corporation peuvent, sans autorisation des actionnaires :

- a) emprunter de l'argent sur le crédit de la corporation;
- b) émettre, réémettre, vendre ou donner en garantie les titres de créance de la corporation;
- c) fournir au nom de la corporation une garantie quant à l'exécution d'une obligation de toute personne; et
- d) hypothéquer, grever d'une charge, donner en gage ou créer par tout autre moyen une sûreté sur tout bien que possède la corporation ou acquis postérieurement par elle, pour garantir toute obligation de la corporation.

**61(7)** Nonobstant le paragraphe 73(2) et l'alinéa 78a) et sauf disposition contraire des statuts, règlements administratifs ou d'une convention unanime des actionnaires, les administrateurs peuvent, par résolution, déléguer tout ou

subsection (6) to a director, a committee of directors or an officer.

1983, c.15, s.9; 1991, c.27, s.5.

**62(1)** After issue of the certificate of incorporation, a meeting of the first directors of the corporation shall be held at which the first directors may

- (a) make by-laws;
- (b) adopt forms of share certificates;
- (c) authorize the issue of securities;
- (d) elect or appoint officers;
- (e) appoint any auditor to hold office until the first annual meeting of shareholders;
- (f) make banking arrangements; and
- (g) transact any other business.

**62(2)** Subsection (1) does not apply to a body corporate to which a certificate of amalgamation has been issued under subsection 124(4) or to which a certificate of continuance has been issued under subsection 126(4).

**62(3)** An incorporator or a first director may call the meeting of first directors referred to in subsection (1) by giving not less than five days notice thereof by mail to each director, stating the time and place of the meeting.

**62(4)** A first director may waive notice of a meeting of first directors.

**62(5)** If there are more than two first directors, a majority of the directors shall constitute a quorum and an act of the majority of the quorum shall be deemed to be an act of the first directors.

**62(6)** A resolution in writing signed by each first director entitled to receive notice of a meeting of first directors shall be as valid as if it has been passed at a meeting of the first directors duly convened and held.

1983, c.15, s.10.

partie de leurs pouvoirs mentionnés au paragraphe (6) à un administrateur, un dirigeant ou un comité d'administrateurs.

1983, c.15, art.9; 1991, c.27, art.5.

**62(1)** Après la délivrance du certificat de constitution, les premiers administrateurs tiennent une réunion au cours de laquelle ils peuvent :

- a) établir des règlements administratifs;
- b) adopter les modèles des certificats d'actions;
- c) autoriser l'émission de valeurs mobilières;
- d) élire ou nommer des dirigeants;
- e) nommer un vérificateur dont le mandat expirera à la première assemblée annuelle des actionnaires;
- f) établir des dispositions bancaires; et
- g) traiter toute autre question.

**62(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un corps constitué qui obtient le certificat de fusion visé au paragraphe 124(4), ou le certificat de prorogation visé au paragraphe 126(4).

**62(3)** Un fondateur ou un premier administrateur peut convoquer la réunion des premiers administrateurs visée au paragraphe (1) en donnant un avis par la poste à chaque administrateur, au moins cinq jours à l'avance, des date, heure et lieu de cette réunion.

**62(4)** Un premier administrateur peut renoncer à un avis de réunion des premiers administrateurs.

**62(5)** S'il y a plus de deux premiers administrateurs, la majorité des administrateurs constitue le quorum et un acte de la majorité des administrateurs formant le quorum est réputé être un acte des premiers administrateurs.

**62(6)** Une résolution écrite et signée par chaque premier administrateur ayant le droit de recevoir avis d'une réunion des premiers administrateurs est aussi valable que si elle avait été adoptée à une réunion des premiers administrateurs dûment convoquée et tenue.

1983, c.15, art.10.

**63(1)** The following persons are disqualified from being a director of a corporation:

- (a) anyone who is less than nineteen years of age;
- (b) anyone who is of unsound mind and has been so found by a court in Canada or elsewhere;
- (c) a person who is not an individual;
- (d) a person who has the status of bankrupt; or
- (e) a person convicted of an offence under the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the criminal law of any jurisdiction outside of Canada
  - (i) in connection with the promotion, formation or management of a corporation, or
  - (ii) involving fraud,

unless three years have elapsed since the expiration of the period fixed for suspension of the passing of sentence without sentencing or since a fine was imposed, or unless the term of imprisonment and probation imposed if any, was concluded, whichever is the latest, but the disability imposed by this paragraph ceases upon a pardon being granted.

**63(2)** Unless the articles otherwise provide, a director of a corporation is not required to hold shares issued by the corporation.

**63(3)** A person who is elected or appointed a director is not a director unless

- (a) he was present at the meeting when he was elected or appointed and did not refuse to act as a director, or
- (b) if he was not present at the meeting when he was elected or appointed,
  - (i) he consented to act as a director in writing before his election or appointment or within ten days thereafter, or
  - (ii) he has acted as a director pursuant to the election or appointment.

1983, c.15, s.11.

**63(1)** Ne peuvent être administrateurs d'une corporation les personnes qui :

- a) n'ont pas dix-neuf ans révolus;
- b) sont faibles d'esprit et reconnues comme tels par un tribunal au Canada ou ailleurs;
- c) ne sont pas des personnes physiques;
- d) ont le statut de failli; ou
- e) sont déclarés coupables d'une infraction en vertu du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970 ou en vertu du droit criminel de toute autorité législative hors du Canada;
  - (i) relative au lancement, à la constitution ou à l'administration d'une corporation, ou
  - (ii) impliquant une fraude,

sauf si trois ans se sont écoulés depuis l'expiration de la période fixée pour la suspension du prononcé de la sentence sans qu'il en soit prononcé ou depuis qu'une amende a été imposée ou que la peine d'emprisonnement et de probation, le cas échéant, s'est terminé, selon la dernière éventualité; toutefois, l'incapacité prévue au présent alinéa ne s'applique pas dans le cas où le délinquant a obtenu un pardon.

**63(2)** Sauf disposition contraire des statuts, la qualité d'actionnaire n'est pas requise pour être administrateur d'une corporation.

**63(3)** L'élection ou la nomination d'une personne au poste d'administrateur ne devient effective que :

- a) si la personne était présente à la réunion au moment de son élection ou de sa nomination et n'a pas refusé d'agir en qualité d'administrateur, ou
- b) si elle était absente, lors de son élection ou de sa nomination,
  - (i) elle a consenti par écrit, avant son élection ou sa nomination ou dans les dix jours de celle-ci, à agir en qualité d'administrateur, ou
  - (ii) elle a agi en cette qualité conformément à l'élection ou la nomination.

1983, c.15, art.11.

**64(1)** At the time of sending articles of incorporation, the incorporators shall send to the Director a notice of directors in prescribed form and the Director shall file the notice.

**64(2)** Each director named in the notice referred to in subsection (1) holds office from the issue of the certificate of incorporation until the first meeting of shareholders.

**64(3)** Notwithstanding subsection (2), if directors are not elected at a meeting of shareholders the incumbent directors continue in office until their successors are elected.

**64(4)** If a meeting of shareholders fails to elect the number of directors required by the articles or under section 60 by reason of the disqualification, incapacity or death of any candidates, the directors elected at that meeting may exercise all the powers of the directors if the number of directors so elected constitutes a quorum.

**65(1)** Each shareholder entitled to vote at an election of directors has the right to cast a number of votes equal to the number of votes attached to the shares held by him multiplied by the number of directors to be elected, and he may cast all such votes in favour of one candidate or distribute them among the candidates in any manner.

**65(2)** A separate vote of shareholders shall be taken with respect to each candidate nominated for director unless a resolution is passed unanimously permitting two or more persons to be elected by a single resolution.

**65(3)** If a shareholder has voted for more than one candidate without specifying the distribution of his votes among the candidates, he shall be deemed to have distributed his votes equally among the candidates for whom he voted.

**65(4)** If the number of candidates nominated for director exceeds the number of positions to be filled, the candidates who receive the least number of votes shall be eliminated until the number of candidates remaining equals the number of positions to be filled.

**65(5)** Each director ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following his election.

**65(6)** A director may not be removed from office if the votes cast against his removal would be sufficient to elect

**64(1)** Les fondateurs doivent envoyer au Directeur, en même temps que les statuts constitutifs, une liste des administrateurs en la forme prescrite, que celui-ci enregistre.

**64(2)** Le mandat des administrateurs dont le nom figure sur la liste visée au paragraphe (1) commence à la date du certificat de constitution et se termine à la première assemblée des actionnaires.

**64(3)** Nonobstant le paragraphe (2), le mandat des administrateurs, à défaut d'élections de nouveaux administrateurs lors d'une assemblée des actionnaires, se poursuit jusqu'à l'élection de leurs remplaçants.

**64(4)** Lorsque lors d'une assemblée des actionnaires, le nombre d'administrateurs requis par les statuts ou par l'article 60 n'est pas élu en raison de l'incapacité ou du décès de certains candidats, les administrateurs élus lors de cette assemblée peuvent exercer tous les pouvoirs des administrateurs si le nombre des administrateurs ainsi élus constitue le quorum.

**65(1)** Chaque actionnaire habile à voter lors d'une élection d'administrateurs a le droit de voter un nombre de fois égal au nombre de votes attachés aux actions qu'il détient, multiplié par le nombre de postes d'administrateurs à pourvoir et il peut voter en faveur d'un seul candidat ou les répartir de toute façon parmi les candidats.

**65(2)** Chaque poste d'administrateur doit faire l'objet d'un vote distinct, sauf adoption à l'unanimité d'une résolution permettant à deux personnes ou plus d'être élues par une seule résolution.

**65(3)** L'actionnaire qui a voté pour plus d'un candidat, sans préciser la répartition de ses voix entre les candidats, est réputé les avoir réparties également parmi les candidats pour lesquels il a votés.

**65(4)** Si le nombre des candidats élus dépasse le nombre des postes à pourvoir, les candidats qui recueillent les plus petits nombres de voix doivent être éliminés jusqu'au moment où le nombre de postes à pourvoir correspond au nombre des candidats demeurant dans la course.

**65(5)** Le mandat de chaque administrateur prend fin à la clôture de la première assemblée annuelle des actionnaires qui suit son élection.

**65(6)** La révocation d'un administrateur ne peut pas intervenir si le nombre de voix contre cette mesure serait

him and such votes could be voted pursuant to subsection (1) at an election at which the same total number of votes were cast and the number of directors required by the articles or under section 60 were then being elected.

**66(1)** A director of a corporation ceases to hold office when

- (a) he dies or resigns;
- (b) he is removed in accordance with section 67; or
- (c) he becomes disqualified under subsection 63(1).

**66(2)** A resignation of a director becomes effective at the time a written resignation is sent to the corporation, or at the time specified in the resignation, whichever is later.

**67(1)** Subject to subsection 65(6), the shareholders of a corporation may by ordinary resolution at a special meeting remove any director or directors from office.

**67(2)** Where the holders of any class or series of shares of a corporation have an exclusive right to elect one or more directors, a director so elected may only be removed by an ordinary resolution at a meeting of the shareholders of that class or series.

**67(3)** Subject to subsections 65(1) to (4), a vacancy created by the removal of a director may be filled at the meeting of the shareholders at which the director is removed or, if not so filled, may be filled under section 69.

**68** A director of a corporation is entitled to receive notice of and to attend and be heard at every meeting of shareholders.

**69(1)** Subject to subsections (3) and (4), a quorum of directors may fill a vacancy among the directors, except a vacancy resulting from an increase in the number of directors or from a failure to elect the number of directors required by the articles or under section 60.

**69(2)** If there is not a quorum of directors, or if there has been a failure to elect the number of directors required by the articles or under section 60, the directors then in office shall forthwith call a special meeting of shareholders to

suffisant pour l'élire et ces voix pouvaient être comptées conformément au paragraphe (1) lors d'une élection à laquelle le même nombre de voix a été exprimé pour élire le nombre des administrateurs requis par les statuts ou par l'article 60.

**66(1)** Le mandat d'un administrateur prend fin en raison :

- a) de son décès ou de sa démission;
- b) de sa révocation aux termes de l'article 67; ou
- c) de la survenance de son inhabilité à l'exercer, aux termes du paragraphe 63(1).

**66(2)** Une démission d'un administrateur prend effet à la date de son envoi par écrit à la corporation ou à la date qui est indiquée dans la démission, selon la dernière éventualité.

**67(1)** Sous réserve du paragraphe 65(6), les actionnaires d'une corporation peuvent, par résolution ordinaire, relever le ou les administrateurs de leurs fonctions, lors d'une assemblée extraordinaire.

**67(2)** Lorsque les détenteurs d'actions d'une catégorie ou série quelconque ont le droit exclusif d'élire un ou plusieurs administrateurs, l'administrateur ainsi élu ne peut être relevé de ses fonctions que par résolution ordinaire, adoptée lors d'une assemblée des actionnaires de cette catégorie ou série.

**67(3)** Sous réserve des paragraphes 65(1) à (4), toute vacance résultant d'une révocation peut être comblée lors de l'assemblée d'actionnaires qui a prononcé la révocation ou, à défaut, elle peut l'être en vertu de l'article 69.

**68** Un administrateur a le droit de recevoir avis de toute assemblée des actionnaires et peut y assister et y prendre la parole.

**69(1)** Sous réserve des paragraphes (3) et (4), les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, combler les vacances survenues au sein du conseil à l'exception de celles qui résultent d'une augmentation du nombre d'administrateurs ou du défaut d'élire le nombre d'administrateurs requis par les statuts ou par l'article 60.

**69(2)** Les administrateurs en fonctions doivent convoquer, dans les meilleurs délais, une assemblée extraordinaire en vue de combler les vacances résultant de l'absence de quorum ou du défaut d'élire le nombre

fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors then in office, the meeting may be called by any shareholder.

**69(3)** Where the holders of any class or series of shares of a corporation have an exclusive right to elect one or more directors and a vacancy occurs among those directors,

(a) subject to subsection (4), the remaining directors elected by that class or series may fill the vacancy except a vacancy resulting from an increase in the number of directors for that class or series or from a failure to elect the number of directors for that class or series; or

(b) if there are no such remaining directors any holder of shares of that class or series may call a meeting of the holders thereof for the purpose of filling the vacancy.

**69(4)** The articles or a unanimous shareholder agreement may provide that a vacancy among the directors shall only be filled by a vote of the shareholders, or by a vote of the holders of any class or series of shares having an exclusive right to elect one or more directors if the vacancy occurs among the directors elected by that class or series.

**69(5)** A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of his predecessor.

**70(1)** The shareholders of a corporation may amend the articles or by-laws to increase or, subject to subsection (2), to decrease the number of directors, or the minimum or maximum number of directors, but no decrease shall shorten the term of an incumbent director.

**70(2)** The number of directors required by the articles or under section 60 may not be decreased if the votes cast against the motion to decrease would be sufficient to elect a director and such votes could be voted in accordance with subsection 65(1) at an election at which the same total number of votes were cast and the number of directors required by the articles or under section 60 were then being elected.

**71(1)** Within fifteen days after a change is made among its directors, a corporation shall send to the Director a no-

d'administrateurs prévu par les statuts ou par l'article 60; s'ils négligent de le faire ou s'il n'y a aucun administrateur en fonctions, tout actionnaire peut convoquer cette assemblée.

**69(3)** Lorsque les détenteurs d'une catégorie ou série quelconque d'actions d'une corporation ont un droit exclusif d'élire un ou plusieurs administrateurs et qu'une vacance survient parmi ceux-ci,

a) sous réserve du paragraphe (4), les administrateurs en fonctions qu'a élus cette catégorie ou série peuvent combler cette vacance sauf si cette vacance résulte d'une augmentation du nombre des administrateurs de cette catégorie ou série ou du défaut d'élire le nombre requis des administrateurs de cette catégorie ou série; ou

b) en l'absence de tels administrateurs en fonctions, tout détenteur d'action de cette catégorie ou série peut convoquer une assemblée des détenteurs de celles-ci aux fins de combler cette vacance.

**69(4)** Les statuts ou une convention unanime des actionnaires peuvent prévoir que les vacances au sein du conseil d'administration seront comblées uniquement à la suite d'un vote des actionnaires, ou d'un vote des détenteurs de la catégorie ou série d'actions ayant le droit exclusif de le faire dans le cas où la vacance survient parmi les administrateurs qui ont été élus par les derniers.

**69(5)** L'administrateur nommé ou élu pour combler une vacance remplit le mandat non expiré de son prédécesseur.

**70(1)** Les actionnaires peuvent modifier les statuts ou règlements administratifs en vue d'augmenter ou, sous réserve du paragraphe (2), de diminuer le nombre d'administrateurs ou le nombre minimal ou maximal d'administrateurs; toutefois aucune diminution ne doit réduire la durée du mandat d'un administrateur en fonction.

**70(2)** Le nombre des administrateurs requis par les statuts ou par l'article 60 peut ne pas être réduit si les voix contre la motion de réduction seraient suffisantes pour élire un administrateur et de telles voix pouvaient être comptées conformément au paragraphe 65(1) lors d'une élection à laquelle le même nombre de voix a été exprimé pour élire le nombre des administrateurs requis par les statuts ou par l'article 60.

**71(1)** Dans les quinze jours suivant tout changement dans la composition du conseil d'administration, la corpo-

tice in prescribed form setting out the change and the Director shall file the notice.

**71(2)** Any interested person, or the Director, may apply to the Court for an order to require a corporation to comply with subsection (1), and the Court may so order and make any further order it thinks fit.

**72(1)** Subject to subsection (2), the meetings of the board of directors shall be held at the place where the registered office of the corporation is located and upon such notice as is required by the by-laws or by subsection (4).

**72(2)** Where the by-laws of the corporation so provide, the meetings of the board of directors may be held at any place within or outside New Brunswick.

**72(3)** Subject to the articles or by-laws, a majority of the number of directors required by the articles or under section 60 constitutes a quorum at any meeting of directors, and, notwithstanding any vacancy among the directors, a quorum of directors may exercise all the powers of the directors.

**72(4)** Unless otherwise provided in the by-laws, notice of the time and place of a meeting of directors shall be sent not less than seven days before the meeting.

**72(5)** A director may in any manner waive a notice of a meeting of directors and attendance of a director at a meeting of directors is a waiver of notice of the meeting, except where a director attends a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

**72(6)** Notice of an adjourned meeting of directors is not required to be given if the time and place of the adjourned meeting is announced at the original meeting.

**72(7)** Where a corporation has only one director, that director may constitute a meeting.

**72(8)** A director may participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of telephone or other communication facilities that permit all persons participating in the meeting to hear each other if

ration doit en aviser en la forme prescrite le Directeur qui doit enregistrer cet avis.

**71(2)** À la demande de tout intéressé ou du Directeur, la Cour peut, si elle le juge utile, obliger par ordonnance, la corporation à se conformer au paragraphe (1), et prendre toute autre mesure pertinente.

**72(1)** Sous réserve du paragraphe (2), les réunions du conseil d'administration doivent être tenues au lieu où se trouve le bureau enregistré de la corporation à la suite d'un avis requis par les règlements administratifs ou par le paragraphe (4).

**72(2)** Lorsque les règlements administratifs de la corporation le prévoient, les réunions du conseil d'administration peuvent être tenues en tout lieu, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Nouveau-Brunswick.

**72(3)** Sous réserve des statuts ou des règlements administratifs, la majorité du nombre d'administrateurs requis par les statuts ou par l'article 60 constitue le quorum de toute réunion d'administrateurs et nonobstant toute vacance parmi eux, les administrateurs constituant le quorum peuvent exercer tous les pouvoirs des administrateurs.

**72(4)** Sauf disposition contraire des règlements administratifs, l'avis de convocation fixant les date, heure et lieu de la réunion des administrateurs doit être envoyé au moins sept jours avant la réunion.

**72(5)** Un administrateur peut, d'une façon quelconque, renoncer à l'avis de convocation; sa présence à la réunion équivaut à une telle renonciation, sauf lorsqu'il y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations pour le motif que la réunion n'est pas régulièrement convoquée.

**72(6)** Il n'est pas nécessaire de donner avis de la reprise d'une réunion ajournée des administrateurs si les date, heure et lieu de la reprise sont annoncés lors de la réunion initiale.

**72(7)** L'administrateur unique d'une corporation peut régulièrement constituer une réunion.

**72(8)** Un administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration ou d'un de ses comités par l'utilisation des moyens techniques, notamment le téléphone, permettant à tous les participants de communiquer verbalement entre eux, si

- (a) the by-laws so provide, or
- (b) subject to the by-laws, all the directors of the corporation consent,

and a director participating in a meeting by those means shall be deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting.

2000, c.9, s.6.

**73(1)** Directors of a corporation may appoint from their number a managing director or one or more committees of directors and delegate to such managing director or committees any of the powers of the directors.

**73(2)** Notwithstanding subsection (1), no managing director and no committee of directors has authority to

- (a) submit to the shareholders any question or matter requiring the approval of the shareholders;
- (b) fill a vacancy among the directors, or if an auditor has been appointed, in the office of auditor;
- (c) issue securities except in the manner and on the terms authorized by the directors;
- (d) declare dividends;
- (e) purchase, redeem or otherwise acquire shares issued by the corporation;
- (f) pay a commission concerning the issue of its shares;
- (g) approve any financial statements of the corporation referred to in section 100; or
- (h) adopt, amend or repeal by-laws.

**73(3)** The appointment of a managing director or committee of directors does not relieve the directors of a corporation from any liability imposed by law.

**74** An act of a director or officer is valid notwithstanding an irregularity in his election or appointment or a defect in his qualification.

- a) les règlements administratifs le prévoient, ou
- b) sous réserve des règlements administratifs, tous les administrateurs y consentent,

et dans ce cas, l'administrateur est réputé, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à cette réunion.

2000, c.9, art.6.

**73(1)** Les administrateurs peuvent nommer parmi eux un administrateur-gérant ou un ou plusieurs comités d'administrateurs et leur déléguer certains de leurs pouvoirs.

**73(2)** Nonobstant le paragraphe (1), l'administrateur-gérant ou le comité d'administrateurs ne peut :

- a) soumettre aux actionnaires toute question ou tout sujet qui requièrent l'approbation de ces derniers;
- b) combler toute vacance survenue parmi les administrateurs, ou au poste de vérificateur, s'il en est un de nommé;
- c) émettre des valeurs mobilières sauf de la manière et selon les modalités autorisées par les administrateurs;
- d) déclarer des dividendes;
- e) acheter, racheter ou autrement acquérir des actions émises par la corporation;
- f) verser une commission concernant l'émission des actions de la corporation;
- g) approuver les états financiers de la corporation mentionnés à l'article 100; ni
- h) adopter, modifier ni abroger les règlements administratifs.

**73(3)** La nomination d'un administrateur-gérant ou d'un comité d'administrateurs ne décharge pas les administrateurs d'une corporation de leur responsabilité imposée par la loi.

**74** Les actes des administrateurs ou des dirigeants sont valides nonobstant l'irrégularité de leur élection ou nomination ou leur inhabilité.

**75(1)** Subject to the articles, a resolution in writing signed by all directors or signed counterparts of such resolution by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors or a committee of directors, is as valid as if it has been passed at a meeting of directors or committee of directors duly called, constituted and held.

**75(2)** Every resolution or counterpart thereof referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the proceedings of the directors or committee of directors.

1983, c.15, s.12.

**76(1)** Subject to subsection (6), directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing the issue of a share under section 23 for a consideration other than money are jointly and severally liable to the corporation to make good any amount by which the consideration received is less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money on the date of the resolution.

**76(2)** Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing

- (a) a purchase, redemption or other acquisition of shares contrary to section 31, 32 or 33,
- (b) a commission contrary to section 40,
- (c) a payment of a dividend contrary to section 41,
- (d) financial assistance contrary to section 43,
- (e) a payment of an indemnity contrary to section 81, or
- (f) a payment to a shareholder contrary to section 131 or 166,

are jointly and severally liable to restore to the corporation any amounts so distributed or paid and not otherwise recovered by the corporation.

**76(3)** A director who has satisfied a judgment rendered under this section is entitled to contribution from the other

**75(1)** Sous réserve des statuts, une résolution écrite ou ses exemplaires, signée de tous les administrateurs habiles à voter lors des réunions des administrateurs ou d'un comité d'administrateurs, a la même valeur que si elle avait été adoptée au cours de ces réunions régulièrement convoquées, constituées et tenues.

**75(2)** Toute résolution ou ses exemplaires visée au paragraphe (1) doit être conservée avec les procès-verbaux des délibérations des administrateurs ou du comité d'administrateurs.

1983, c.15, art.12.

**76(1)** Sous réserve du paragraphe (6), les administrateurs qui, par vote ou acquiescement, approuvent l'adoption d'une résolution autorisant l'émission d'actions conformément à l'article 23, en contrepartie d'un apport autre qu'en argent comptant, sont conjointement et solidairement responsables de garantir à la corporation la différence entre la juste valeur de cet apport et celle de l'apport en argent comptant qu'elle aurait dû recevoir à la date de la résolution.

**76(2)** Les administrateurs d'une corporation qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption d'une résolution autorisant :

- a) un achat, rachat ou autre acquisition d'actions en violation de l'article 31, 32 ou 33,
- b) un versement d'une commission en violation de l'article 40,
- c) un paiement d'un dividende en violation de l'article 41,
- d) une aide financière en violation de l'article 43,
- e) un versement d'une indemnité en violation de l'article 81, ou
- f) un versement de sommes à des actionnaires en violation des articles 131 ou 166,

sont conjointement et solidairement responsables de restituer à la corporation les sommes ainsi distribuées ou versées mais non encore recouvrées par la corporation.

**76(3)** Un administrateur qui a satisfait au jugement rendu en vertu du présent article a droit à la contribution

directors who voted for or consented to the unlawful act upon which the judgment was founded.

**76(4)** A director liable under subsection (2) is entitled to apply to the Court for an order compelling a shareholder or other recipient to pay or deliver to the director any money or property that was paid or distributed to the shareholder or other recipient contrary to section 31, 32, 33, 40, 41, 43, 81, 131 or 166.

**76(5)** In connection with an application under subsection (4), the Court may, if it is satisfied that it is equitable to do so,

- (a) order a shareholder or other recipient to pay or deliver to the Director any money or property that was paid or distributed to the shareholder or other recipient;
- (b) order a corporation to return or issue shares to a person from whom the corporation has purchased, redeemed or otherwise acquired shares; or
- (c) make any further order it thinks fit.

**76(6)** A director is not liable under subsection (1) if he proves that he did not know and could not reasonably have known that the share was issued for a consideration less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money.

**76(7)** An action to enforce a liability imposed by this section may not be commenced after two years from the date of the resolution authorizing the action complained of.

**77(1)** A director or officer of a corporation who

- (a) is a party to a material contract or proposed material contract with the corporation, or
- (b) is a director or an officer of or has a material interest in any person who is a party to a material contract or proposed material contract with the corporation,

shall disclose in writing to the corporation or request to have entered in the minutes of meetings of directors the nature and extent of his interest.

des autres administrateurs qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption de la mesure illégale en cause sur laquelle le jugement a été basé.

**76(4)** Un administrateur responsable conformément au paragraphe (2) est fondé de demander à la Cour une ordonnance obligeant un actionnaire ou autre bénéficiaire, à verser ou à lui remettre les fonds ou biens reçus en violation des articles 31, 32, 33, 40, 41, 43, 81, 131 ou 166.

**76(5)** À l'occasion de la demande visée au paragraphe (4), la Cour peut, si elle estime équitable de le faire,

- a) ordonner à un actionnaire ou autre bénéficiaire de payer ou de remettre à l'administrateur les fonds ou biens qui lui ont été versés ou distribués;
- b) ordonner à la corporation de rétrocéder les actions à la personne de qui elle les a achetées, rachetées ou autrement acquises ou d'en émettre en sa faveur; ou
- c) rendre toutes autres ordonnances qu'elle estime pertinentes.

**76(6)** Un administrateur n'est pas responsable conformément au paragraphe (1) s'il prouve qu'il ne savait pas et ne pouvait pas raisonnablement savoir que l'action a été émise en contrepartie d'un apport inférieur à l'apport en argent comptant que la corporation aurait reçu si l'action avait été émise pour de l'argent.

**76(7)** Une action en responsabilité prévue au présent article se prescrit par deux ans à compter de la date de la résolution autorisant l'acte reproché.

**77(1)** Un administrateur ou un dirigeant d'une corporation,

- a) partie à un contrat ou à un projet de contrat important avec la corporation, ou
- b) également administrateur ou dirigeant d'une personne, partie à un tel contrat ou projet, ou qui possède un intérêt important dans celle-ci,

doit divulguer par écrit à la corporation ou demander que soient consignées au procès-verbal des réunions des administrateurs la nature et l'étendue de son intérêt.

**77(2)** The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of a director,

- (a) at the meeting at which a proposed contract is first considered;
- (b) if the director was not then interested in a proposed contract, at the first meeting after he becomes so interested;
- (c) if the director becomes interested after a contract is made, at the first meeting after he becomes so interested; or
- (d) if a person who is interested in a contract later becomes a director, at the first meeting after he becomes a director.

**77(3)** The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of an officer who is not a director,

- (a) forthwith after he becomes aware that the contract or proposed contract is to be considered or has been considered at a meeting of directors;
- (b) if the officer becomes interested after a contract is made, forthwith after he becomes so interested; or
- (c) if a person who is interested in a contract later becomes an officer, forthwith after he becomes an officer.

**77(4)** If a material contract or proposed material contract is one that, in the ordinary course of the corporation's business, would not require approval by the directors or shareholders, a director or officer shall disclose in writing to the corporation or request to have entered in the minutes of meetings of directors the nature and extent of his interest forthwith after the director or officer becomes aware of the contract or proposed contract.

**77(5)** A director referred to in subsection (1) shall not be counted in the quorum, shall not be present and shall not vote at any meeting on any resolution to approve the contract unless the contract is

- (a) an arrangement by way of security for money lent to or obligations undertaken by him for the benefit of the corporation or an affiliate;

**77(2)** La divulgation requise au paragraphe (1) doit se faire, dans le cas d'un administrateur,

- a) lors de la première réunion au cours de laquelle le projet de contrat est étudié;
- b) lors de la première réunion qui suit le moment où l'administrateur qui n'avait aucun intérêt dans le projet de contrat en acquiert un;
- c) lors de la première réunion qui suit le moment où l'administrateur acquiert un intérêt dans un contrat déjà conclu; ou
- d) lors de la première réunion qui suit le moment où devient administrateur toute personne ayant un intérêt dans un contrat.

**77(3)** Le dirigeant qui n'est pas administrateur doit effectuer la divulgation requise au paragraphe (1) immédiatement après :

- a) avoir appris que le contrat ou le projet a été ou sera examiné lors d'une réunion des administrateurs;
- b) avoir acquis l'intérêt, s'il l'acquiert après la conclusion du contrat; ou
- c) être devenu dirigeant, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.

**77(4)** Un administrateur ou le dirigeant doit divulguer par écrit à la corporation ou demander que soient consignées au procès-verbal de la réunion la nature et l'étendue de son intérêt dès qu'il a connaissance d'un contrat ou projet de contrat important qui, dans le cadre normal de l'activité de la corporation, ne requiert l'approbation ni des administrateurs, ni des actionnaires.

**77(5)** Un administrateur visé au paragraphe (1) ne doit pas faire partie du nombre qui constitue le quorum et ne doit voter à aucune réunion des administrateurs sur une résolution pour approuver un contrat sauf s'il s'agit d'un contrat

- a) garantissant un prêt ou des obligations qu'il a souscrits pour le bénéfice de la corporation ou d'un affilié;

(b) one relating primarily to his remuneration as a director, officer, employee or agent of the corporation or an affiliate;

(c) one for indemnity or insurance under section 81; or

(d) one with an affiliate.

**77(6)** For the purposes of this section, a general notice to the directors by a director or officer, declaring that he is a director or officer of or has a material interest in a person and is to be regarded as interested in any contract made with that person, is a sufficient declaration of interest in relation to any contract so made.

**77(7)** A director or officer referred to in subsection (1) is liable to account for any profit made on the contract, unless

(a) he disclosed his interest in accordance with subsections (2), (3) and (4);

(b) after such disclosure the contract was approved by the directors or the shareholders; and

(c) he establishes that the contract was reasonable and fair to the corporation at the time it was approved.

**77(8)** Where a director or officer of a corporation fails to comply with this section, the Court may, upon the application of the corporation or a shareholder of the corporation, set aside the contract on such terms as it thinks fit.

**77(9)** Notwithstanding anything in this section, a director or officer is not accountable to the corporation or its shareholders for any profit made on the contract

(a) if the contract is confirmed or approved by a majority of the votes cast by disinterested shareholders at a general meeting duly called for that purpose; and

(b) if the nature and extent of the director's interest are declared and disclosed in reasonable detail in the notice calling the meeting.

b) portant essentiellement sur sa rémunération en qualité d'administrateur, de dirigeant, d'employé ou de mandataire de la corporation ou d'un affilié;

c) portant sur l'indemnité ou l'assurance prévue à l'article 81; ou

d) conclu avec un affilié.

**77(6)** Aux fins du présent article, constitue une divulgation suffisante de son intérêt dans un contrat, l'avis général que donne l'administrateur ou le dirigeant d'une corporation aux autres administrateurs et selon lequel il est administrateur ou dirigeant de l'entreprise d'une personne ou y possède un intérêt important et doit être considéré comme ayant un intérêt dans tout contrat conclu avec elle.

**77(7)** Un administrateur ou un dirigeant visé au paragraphe (1) est responsable de rendre compte de tout bénéfice qu'il tire du contrat à moins

a) qu'il n'ait divulgué son intérêt conformément aux paragraphes (2), (3) et (4),

b) qu'après cette divulgation, le contrat n'ait été approuvé par les administrateurs ou les actionnaires, et

c) qu'il ne démontre que le contrat était raisonnable et juste pour la corporation au moment de son approbation.

**77(8)** Lorsqu'un administrateur ou dirigeant n'a pas obtempéré aux dispositions du présent article, la Cour peut, à la demande de la corporation ou d'un actionnaire de la corporation, annuler le contrat selon les modalités qu'elle estime pertinentes.

**77(9)** Nonobstant toute disposition du présent article, un administrateur n'est pas tenu de rendre compte à la corporation ou à ses actionnaires des bénéfices qu'il tire d'un contrat

a) si le contrat est confirmé ou approuvé à la majorité des voix, exprimées à l'assemblée générale par les actionnaires non intéressés dans l'affaire et dûment convoqués à cette fin; et

b) si la nature et l'étendue de l'intérêt de l'administrateur sont déclarées et révélées d'une manière raisonnablement détaillée dans la convocation.

**77(10)** This section does not apply to a director or officer of a corporation all of whose shares are owned by one person.

1983, c.15, s.13; 2000, c.9, s.7.

**78** Subject to the articles, the by-laws or a unanimous shareholder agreement,

(a) the directors may designate the offices of the corporation, appoint as officers persons of full capacity, specify their duties and delegate to them powers to manage the business of the corporation;

(b) a director may be appointed to any office of the corporation; and

(c) two or more offices of the corporation may be held by the same person.

**79(1)** Every director and officer of a corporation in exercising his powers and discharging his duties shall

(a) act honestly and in good faith, and

(b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances

in the best interests of the corporation.

**79(2)** Every director and officer of a corporation shall comply with this Act, the regulations, articles, by-laws and a unanimous shareholder agreement.

**79(3)** Subject to subsection 99(5), no provision in a contract, the articles, the by-laws or a resolution relieves a director or officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves him from liability for a breach thereof.

**80(1)** A director who is present at a meeting of directors or committee of directors shall be deemed to have consented to any resolution passed or action taken thereat unless

(a) he requests that his dissent be or his dissent is entered in the minutes of the meeting;

(b) he sends his written dissent to the secretary of the meeting before the meeting is adjourned; or

**77(10)** Le présent article ne s'applique pas à un administrateur ou à un dirigeant d'une corporation à actionnaire unique.

1983, c.15, art.13; 2000, c.9, art.7.

**78** Sous réserve des statuts, règlements administratifs ou d'une convention unanime des actionnaires,

a) les administrateurs peuvent déterminer les postes de la corporation, nommer comme dirigeants des personnes pleinement capables, préciser leurs fonctions et leur déléguer le pouvoir de gérer les activités de la corporation;

b) un administrateur peut être nommé à n'importe quel poste de la corporation; et

c) une personne peut occuper deux ou plusieurs postes de la corporation.

**79(1)** Les administrateurs et les dirigeants doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir

a) avec intégrité et de bonne foi, et

b) avec soin, diligence et compétence, comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnablement prudente

au mieux des intérêts de la corporation.

**79(2)** Les administrateurs et les dirigeants doivent observer la présente loi, les règlements, les statuts, les règlements administratifs ainsi que la convention unanime des actionnaires.

**79(3)** Sous réserve du paragraphe 99(5), aucune disposition d'un contrat, des statuts, des règlements administratifs ou d'une résolution ne peut libérer un administrateur ou un dirigeant de l'obligation d'agir conformément à la présente loi et aux règlements, ni des responsabilités découlant de l'inobservation de cette obligation.

**80(1)** Un administrateur présent à une réunion du conseil des administrateurs ou d'un comité d'administrateurs est réputé avoir acquiescé à toutes les résolutions adoptées ou à toutes les mesures prises, sauf si sa dissidence :

a) est consignée au procès-verbal de cette réunion ou s'il demande qu'elle y soit;

b) fait l'objet d'un avis écrit envoyé par lui au secrétaire de la réunion avant l'ajournement de celle-ci; ou

(c) he sends his dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting is adjourned.

**80(2)** A director who votes for or consents to a resolution is not entitled to dissent under subsection (1).

**80(3)** A director is not liable under section 76 or 79 if he reasonably relies in good faith upon

(a) financial statements of the corporation represented to him by an officer of the corporation or in a written report of the auditor, if any, of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a lawyer, accountant, engineer, appraiser or other person whose profession lends credibility to a statement made by him.

1983, c.15, s.14.

**81(1)** Except in respect of an action by or on behalf of the corporation or a body corporate to procure a judgment in its favour, a corporation may indemnify a director or officer of the corporation, a former director or officer of the corporation or other person who acts or acted at the corporation's request as a director or officer of a body corporate of which the corporation is or was a shareholder or creditor, and that person's heirs and legal representatives, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by that person in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which that person is made a party by reason of being or having been a director or officer of that corporation or body corporate, if

(a) that person acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation, and

(b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, that person had reasonable grounds for believing that that person's conduct was lawful.

**81(2)** A corporation may with the approval of the Court indemnify a person referred to in subsection (1) in respect of an action by or on behalf of the corporation or body corporate to procure a judgment in its favour, to which he is made a party by reason of being or having been a director

c) est remise, ou fait l'objet d'un avis écrit envoyé par courrier recommandé, au bureau enregistré de la corporation, immédiatement après l'ajournement de la réunion.

**80(2)** Un administrateur qui, par vote ou acquiescement, approuve l'adoption d'une résolution ne peut faire valoir sa dissidence aux termes du paragraphe (1).

**80(3)** Un administrateur n'est pas responsable en vertu de l'article 76 ou 79, s'il s'appuie raisonnablement de bonne foi sur :

a) des états financiers de la corporation reflétant équitablement sa situation, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur de la corporation, le cas échéant; ou

b) un rapport d'un avocat, comptable, ingénieur estimateur ou d'autre personne dont la profession permet d'accorder foi à leur déclaration.

1983, c.15, art.14.

**81(1)** Une corporation peut indemniser un de ses administrateurs ou de ses dirigeants, leurs prédécesseurs ou d'autres personnes qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette qualité pour un corps constitué dont la corporation est ou a été actionnaire ou créancière, ainsi que leurs héritiers et représentants légaux, de tous leurs frais et dépenses raisonnables, y compris les sommes versées pour régler une action ou exécuter un jugement, occasionnés lors de poursuites ou procédures civiles, criminelles ou administratives auxquelles ils ont été parties en cette qualité, à l'exception des actions intentées par la corporation ou le corps constitué, ou pour leur compte, en vue d'obtenir un jugement favorable,

a) s'ils ont agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la corporation, et

b) dans les cas de poursuites ou procédures criminelles ou administratives aboutissant au paiement d'une amende, s'ils avaient des motifs raisonnables de croire que leur conduite était conforme à la loi.

**81(2)** Une corporation peut, avec l'approbation de la Cour, indemniser les personnes visées au paragraphe (1) des frais et dépenses raisonnables résultant du fait qu'elles ont été parties à des actions intentées par la corporation ou par un corps constitué, ou pour leur compte, en vue d'ob-

or an officer of the corporation or body corporate, against all costs, charges and expenses reasonably incurred by him in connection with such action if he fulfills the conditions set out in paragraphs (1)(a) and (b).

**81(3)** Notwithstanding anything in this section, a person referred to in subsection (1) is entitled to indemnity from the corporation in respect of all costs, charges and expenses reasonably incurred by him in connection with the defence of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which he is made a party by reason of being or having been a director or officer of the corporation or body corporate, if the person seeking indemnity

(a) was substantially successful on the merits of his defence of the action or proceeding,

(b) fulfills the conditions set out in paragraphs (1)(a) and (b), and

(c) is fairly and reasonably entitled to indemnity.

**81(4)** A corporation may purchase and maintain insurance for the benefit of any person referred to in subsection (1) against any liability incurred by him

(a) in his capacity as a director or officer of the corporation, except where the liability relates to his failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation; or

(b) in his capacity as a director or officer of another body corporate if he acts or acted in that capacity at the corporation's request, except where the liability relates to his failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of that body corporate.

**81(5)** A corporation or a person referred to in subsection (1) may apply to the Court for an order approving an indemnity under this section and the Court may so order and make any further order it thinks fit.

**81(6)** An applicant under subsection (5) shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

**81(7)** Upon an application under subsection (5), the Court may order notice to be given to any interested per-

tenir un jugement favorable si elles remplissent les conditions énoncées aux alinéas (1)a) et b).

**81(3)** Nonobstant le présent article, une personne visée au paragraphe (1) est fondée de demander à la corporation de l'indemniser de ses frais et dépenses raisonnables à l'occasion des actions ou procédures civiles, criminelles ou administratives auxquelles elle était partie en raison de ses fonctions, dans la mesure où :

a) elle a obtenu essentiellement gain de cause sur le bien-fondé de sa défense à l'action ou aux procédures,

b) elle remplit les conditions énoncées aux alinéas (1)a) et b), et

c) elle a raisonnablement et à juste titre droit à l'indemnisation.

**81(4)** Une corporation peut souscrire et maintenir en vigueur au profit des personnes visées au paragraphe (1) une assurance couvrant la responsabilité encourue par elles :

(a) pour avoir agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant de la corporation à l'exception de la responsabilité découlant du défaut d'agir avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la corporation; ou

b) pour avoir, sur demande de la corporation, agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant d'un autre corps constitué, à l'exception de la responsabilité découlant du défaut d'agir avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de ce corps constitué.

**81(5)** La Cour peut approuver par ordonnance, à la demande de la corporation ou de l'une des personnes visées au paragraphe (1), toute indemnisation prévue au présent article, et rendre toute autre ordonnance qu'elle estime pertinente.

**81(6)** Le demandeur prévu au paragraphe (5) doit en aviser le Directeur qui est en droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat.

**81(7)** Sur demande présentée en vertu du paragraphe (5), la Cour peut ordonner qu'avis soit donné à toute per-

son and that person is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

1994, c.64, s.1.

**82** Subject to the articles, the by-laws or a unanimous shareholder agreement, the directors of a corporation may fix the remuneration of the directors, officers and employees of the corporation.

**83(1)** In this section, “insider” means

- (a) a director or an officer of a corporation;
- (b) a corporation that purchases or otherwise acquires shares issued by it or by any of its affiliates;
- (c) a person employed or retained by a corporation;
- (d) an associate or affiliate of any person mentioned in paragraphs (a) to (c); or
- (e) a person who receives specific confidential information from any person described in this subsection, including a person described in this paragraph, and who has knowledge that the person giving the information is a person described in this subsection or a person described in this paragraph.

**83(2)** For the purposes of this section,

- (a) a director or an officer of a body corporate that is an insider of a corporation is deemed to be an insider of the corporation;
- (b) a director or an officer of a body corporate that is a subsidiary is deemed to be an insider of its holding corporation;
- (c) a person is deemed to own beneficially shares beneficially owned by a body corporate controlled by him directly or indirectly; and
- (d) a body corporate is deemed to own beneficially shares beneficially owned by its affiliates.

sonne ayant un intérêt; celle-ci est en droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat.

1994, c.64, art.1.

**82** Sous réserve des statuts, règlements administratifs ou d’une convention unanime des actionnaires, les administrateurs d’une corporation peuvent fixer leur propre rémunération ainsi que celle des dirigeants et des employés de la corporation.

**83(1)** Dans le présent article, « initié » désigne

- a) un administrateur ou un dirigeant d’une corporation,
- b) une corporation qui achète ou qui acquiert par tout autre moyen, ses propres actions ou celles de l’un de ses affiliés;
- c) un employé d’une corporation ou une personne dont les services sont retenus par une corporation;
- d) un associé ou un affilié de toute personne mentionnée aux alinéas a) à c); ou
- e) une personne qui reçoit des renseignements confidentiels précis de toute personne décrite au présent paragraphe, y compris le présent alinéa, et qui sait que la personne qui lui donne les renseignements est une personne décrite au présent paragraphe ou au présent alinéa.

**83(2)** Aux fins du présent article,

- a) un administrateur ou un dirigeant d’un corps constitué qui est un initié d’une corporation, est réputé être un initié de la corporation;
- b) un administrateur ou un dirigeant d’un corps constitué qui est une filiale, est réputé être un initié de la corporation en holding de la filiale;
- c) une personne est réputée être propriétaire à titre bénéficiaire des actions appartenant à titre bénéficiaire à un corps constitué qu’elle contrôle directement ou indirectement, et
- d) un corps constitué est réputé être propriétaire à titre bénéficiaire des actions qui appartiennent à titre bénéficiaire à ses affiliés.

**83(3)** For the purposes of this section,

(a) if a body corporate becomes an insider of a corporation, or enters into a business combination with a corporation, a director or an officer of the body corporate is deemed to have been an insider of the corporation for the previous six months or for such shorter period as he was a director or an officer of the body corporate; and

(b) if a corporation becomes an insider of a body corporate, or enters into a business combination with a body corporate, a director or an officer of the body corporate is deemed to have been an insider of the corporation for the

previous six months or for such shorter period as he was a director or an officer of the body corporate.

**83(4)** In subsection (3), “business combination” means an acquisition of all or substantially all the property of one body corporate by another or an amalgamation of two or more bodies corporate.

**83(5)** An insider who, in connection with a transaction in a security of the corporation or any of its affiliates, makes use of any specific confidential information for his own benefit or advantage that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of the security is liable to compensate any person for any direct loss suffered by that person as a result of the transaction, unless the information was known or in the exercise of reasonable diligence could have been known to that person at the time of the transaction.

**83(6)** For the purposes of the *Limitation of Actions Act*, an action under subsection (5) shall be deemed to be an action grounded on fraudulent misrepresentation.

1983, c.15, s.15.

## PART IX SHAREHOLDERS

**84(1)** Meetings of shareholders of a corporation shall be held at the place within New Brunswick provided in the by-laws, or, in the absence of such provision, at the place within New Brunswick that the directors determine.

**84(2)** Notwithstanding subsection (1), a meeting of shareholders of a corporation may be held outside New

**83(3)** Aux fins du présent article,

a) si un corps constitué devient un initié d’une corporation ou se joint à un regroupement d’entreprises avec une corporation, et

b) si une corporation devient un initié d’un corps constitué ou se joint à un regroupement d’entreprises avec un corps constitué,

les administrateurs ou dirigeants du corps constitué sont réputés avoir été les initiés de la corporation pour la période de six mois précédant l’opération ou pour une période plus courte durant laquelle ils ont exercé ces fonctions.

**83(4)** Au paragraphe (3), l’expression « regroupement d’entreprises » désigne une acquisition de la totalité ou d’une partie importante des biens d’un corps constitué par un autre ou une fusion de deux ou de plusieurs corps constitués.

**83(5)** Un initié qui, lors d’une transaction d’une valeur mobilière de la corporation ou d’un de ses affiliés, utilise à son propre profit ou avantage quelque renseignement confidentiel précis qui aurait raisonnablement pu, si connu du public, influencer considérablement le prix de cette valeur, est tenu d’indemniser toute personne qui a subi un dommage direct résultant de cette transaction, sauf si le renseignement était connu ou si la personne lésée aurait pu, en exerçant une diligence raisonnable, en avoir eu connaissance au moment de la transaction.

**83(6)** Aux fins de la *Loi sur la prescription*, l’action en application du paragraphe (5) est réputée être une action fondée sur une déclaration volontairement fausse.

1983, c.15, art.15.

## PARTIE IX ACTIONNAIRES

**84(1)** Les assemblées d’actionnaires d’une corporation doivent être tenues au Nouveau-Brunswick, au lieu que prévoient les règlements administratifs, ou à défaut, que fixent les administrateurs.

**84(2)** Nonobstant le paragraphe (1), les assemblées d’actionnaires d’une corporation peuvent, avec le consen-

Brunswick if all the shareholders entitled to vote at that meeting so agree, and a shareholder who attends a meeting of shareholders held outside New Brunswick shall be deemed to have so agreed except when he attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully held.

**84(3)** Notwithstanding subsections (1) and (2), if the articles so provide, meetings of shareholders may be held outside New Brunswick at one or more places specified in the articles.

**85(1)** The directors of a corporation

(a) shall call an annual meeting of shareholders to be held not later than eighteen months after

(i) the date of its incorporation, or

(ii) the date of its certificate of amalgamation, in the case of an amalgamated corporation,

and subsequently not later than fifteen months after holding the last preceding annual meeting; and

(b) may at any time call a special meeting of shareholders.

**85(2)** Notwithstanding subsection (1), the corporation may apply to the Court for an order extending the time in which the first or a subsequent annual meeting of the corporation shall be held.

**85(3)** A shareholder or any other person entitled to attend a meeting of shareholders may participate in the meeting by means of telephone or other communication facilities that permit all persons participating in the meeting to hear each other if

(a) the by-laws so provide, or

(b) subject to the by-laws, all the shareholders entitled to vote at the meeting consent,

and a person participating in such a meeting by those means shall be deemed for the purposes of this Act to be present at the meeting.

tement de tous les actionnaires habiles à y voter, se tenir à l'extérieur du Nouveau-Brunswick; l'actionnaire qui assiste à une assemblée tenue à l'extérieur du Nouveau-Brunswick est présumé y avoir consenti sauf si l'actionnaire y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement tenue.

**84(3)** Nonobstant les paragraphes (1) et (2), les assemblées d'actionnaires peuvent être tenues à un ou des lieux hors du Nouveau-Brunswick lorsque les statuts le prévoient.

**85(1)** Les administrateurs d'une corporation

a) doivent convoquer une assemblée annuelle au plus tard dans les dix-huit mois de la date

(i) de la constitution de la corporation, ou

(ii) du certificat de fusion, lorsqu'il s'agit d'une corporation fusionnée

et par la suite, dans les quinze mois de l'assemblée générale annuelle précédente; et

b) peuvent convoquer à tout moment une assemblée extraordinaire des actionnaires.

**85(2)** Nonobstant le paragraphe (1), la corporation peut demander à la Cour d'ordonner la prorogation du délai prévu pour la première assemblée annuelle ou pour les assemblées annuelles suivantes.

**85(3)** Un actionnaire ou toute personne ayant droit à assister à une assemblée d'actionnaires peut y participer au moyen du téléphone ou d'autres moyens techniques, permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux si

a) les règlements administratifs le prévoient, ou

b) sous réserve des règlements administratifs, tous les actionnaires ayant droit de vote à l'assemblée y consentent,

et une personne participant ainsi à une assemblée est alors réputée, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à l'assemblée.

**86(1)** For the purpose of determining shareholders

- (a) entitled to receive payment of a dividend, or
- (b) entitled to participate in a liquidation distribution,

or for any other purpose except the right to receive notice of or to vote at a meeting the directors may fix in advance a date as the record date for such determination of shareholders, but such record date shall not precede by more than fifty days the particular action to be taken.

**86(2)** For the purpose of determining shareholders entitled to receive notice of a meeting of shareholders, the directors may fix in advance a date as the record date for such determination of shareholders, but such record date shall not precede by more than fifty days or by less than twenty-one days the date on which the meeting is to be held.

**86(3)** If no record date is fixed,

(a) the record date for the determination of shareholders entitled to receive notice of a meeting of shareholders shall be

- (i) at the close of business on the day immediately preceding the day on which the notice is given, or
- (ii) if no notice is given, the day on which the meeting is held; and

(b) the record date for the determination of shareholders for any purpose other than to establish a shareholder's right to receive notice of a meeting or to vote shall be at the close of business on the day on which the directors pass the resolution relating thereto.

**87(1)** Subject to the articles or a unanimous shareholder agreement, notice of the time and place of a meeting of shareholders shall be sent not less than twenty-one days nor more than fifty days before the meeting

- (a) to each shareholder entitled to vote at the meeting,
- (b) to each director, and
- (c) to the auditor, if any.

**86(1)** Les administrateurs peuvent choisir d'avance, une date d'inscription appelée date de référence, pour déterminer les actionnaires habiles

- a) à recevoir paiement d'un dividende, ou
- b) à participer au partage consécutif à la liquidation,

ou à toute autre fin, sauf en matière du droit de recevoir avis d'une assemblée ou d'y voter, mais cette date de référence ne doit pas précéder plus de cinquante jours l'opération en cause.

**86(2)** Aux fins de déterminer les actionnaires habiles à recevoir avis d'une assemblée d'actionnaires, les administrateurs peuvent fixer d'avance une date comme date de référence; néanmoins, cette date de référence doit se situer entre le cinquantième et le vingt-et-unième jour précédant le jour où l'assemblée des actionnaires aura lieu.

**86(3)** À défaut de fixation,

a) la date de référence pour déterminer les actionnaires habiles à recevoir avis d'une assemblée d'actionnaires doit être

- (i) la veille du jour où cet avis est donné, à l'heure de fermeture des bureaux, ou
- (ii) le jour même de l'assemblée, en cas d'absence d'avis; et

b) la date de référence pour déterminer les actionnaires ayant qualité à toute autre fin sauf en ce qui concerne les droits de vote ou de recevoir avis d'une assemblée, doit être le jour d'adoption par les administrateurs de la résolution à ce sujet, à l'heure de fermeture des bureaux.

**87(1)** Sous réserve des statuts ou d'une convention unanime des actionnaires, l'avis des date, heure et lieu d'une assemblée d'actionnaires doit être envoyé, entre le cinquantième et vingt-et-unième jour qui la précèdent,

- a) à chaque actionnaire habile à y voter,
- b) à chaque administrateur, et
- c) au vérificateur, s'il y a.

**87(2)** A notice of a meeting is not required to be sent to shareholders who were not registered on the records of the corporation or its transfer agent on the record date determined under subsection 86(2) or (3), but failure to receive a notice does not deprive a shareholder of the right to vote at the meeting.

**87(3)** If a meeting of shareholders is adjourned by one or more adjournments for an aggregate of sixty days or more, notice of the adjourned meeting shall be given as for an original meeting.

**87(4)** All business transacted at a special meeting of shareholders and all business transacted at an annual meeting of shareholders, except consideration of the financial statements, auditor's report, election of directors and reappointment of the incumbent auditor, if any, shall be deemed to be special business.

**87(5)** Notice of a meeting of shareholders at which special business is to be transacted shall state

(a) the nature of that business in sufficient detail to permit the shareholder to form a reasoned judgment thereon, and

(b) the text of any special resolution to be submitted to the meeting.

**88** A shareholder and any other person entitled to attend a meeting of shareholders may in any manner either before or after the meeting waive notice of a meeting of shareholders, and attendance of any such person at a meeting of shareholders is a waiver of notice of the meeting, except where he attends a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

**89(1)** A shareholder entitled to vote at an annual meeting of shareholders may

(a) submit to the corporation notice of any matter that he proposes to raise at the meeting, hereinafter referred to as a "proposal"; and

(b) discuss at the meeting any matter in respect of which he would have been entitled to submit a proposal.

**89(2)** A corporation shall set out the proposal in the notice of meeting required by section 87 or attach the proposal thereto.

**87(2)** Il n'est pas nécessaire d'envoyer l'avis aux actionnaires non inscrits sur les registres de la corporation ou de son agent de transfert à la date de référence fixée en vertu des paragraphes 86(2) ou (3), mais le défaut de recevoir un avis ne prive pas l'actionnaire de son droit de vote.

**87(3)** Si une assemblée est ajournée, en une ou plusieurs fois, pour au moins soixante jours, avis de la reprise doit être donné comme pour une nouvelle assemblée.

**87(4)** Toutes les affaires traitées durant les assemblées extraordinaires et annuelles d'actionnaires sont réputés être des affaires spéciales, sauf, lors de l'assemblée annuelle d'actionnaires, l'examen des états financiers, du rapport du vérificateur, ou le cas échéant, le renouvellement de son mandat et l'élection des administrateurs.

**87(5)** L'avis d'une assemblée d'actionnaires à laquelle les affaires spéciales seront traitées doit énoncer

a) leur nature, avec suffisamment de détails pour permettre aux actionnaires de se former un jugement éclairé sur ces questions, et

b) le texte de toute résolution spéciale à soumettre à l'assemblée.

**88** Un actionnaire ou toute autre personne habile à assister à une assemblée peuvent avant ou après l'assemblée, de quelque façon que ce soit, renoncer à l'avis de convocation; leur présence à l'assemblée équivaut à une telle renonciation, sauf lorsqu'ils y assistent spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas convoquée conformément à la loi.

**89(1)** Un actionnaire habile à voter lors d'une assemblée annuelle d'actionnaires peut :

a) donner avis à la corporation des questions qu'il se propose de soulever, cet avis étant ci-après appelé « proposition »; et

b) discuter, au cours de cette assemblée, des questions qui auraient pu faire l'objet de propositions de leur part.

**89(2)** Une corporation doit faire figurer les propositions dans l'avis de convocation, exigée à l'article 87 ou les y annexer.

**89(3)** If so requested by the shareholder, the corporation shall include in the notice of meeting or attach thereto a statement by the shareholder of not more than two hundred words in support of the proposal, and the name and address of the shareholder.

**89(4)** A proposal may include nominations for the election of directors if the proposal is signed by one or more holders of shares representing in the aggregate not less than ten percent of the shares or ten percent of the shares of a class of shares of the corporation entitled to vote at the meeting to which the proposal is to be presented, but this subsection does not preclude nominations made at a meeting of shareholders.

**89(5)** A corporation is not required to comply with subsections (2) and (3)

(a) if the proposal is not submitted to the corporation at least ninety days before the anniversary date of the previous annual meeting of shareholders;

(b) if it appears to the directors that the proposal is submitted by the shareholder primarily for the purpose of enforcing a personal claim or redressing a personal grievance against the corporation or its directors, officers or shareholders, or for a purpose that is not related in any significant way to the business or affairs of the corporation;

(c) if the corporation, at the shareholder's request, included a proposal in a notice of meeting relating to a meeting of shareholders held within two years preceding the receipt of such request, and the shareholder failed to present the proposal, in person or by proxy, at the meeting;

(d) if substantially the same proposal was submitted to shareholders in a notice of meeting relating to a meeting of shareholders held within two years preceding the receipt of the shareholder's request and the proposal was defeated; or

(e) if the rights conferred by this section are being abused to secure publicity.

**89(6)** No corporation or person acting on its behalf incurs any liability by reason only of circulating a proposal or statement in compliance with this section.

**89(7)** If a corporation refuses to include a proposal in a notice of meeting, the corporation shall, within ten days

**89(3)** La corporation doit, à la demande de l'actionnaire, inclure à l'avis de convocation ou y annexer un exposé de deux cents mots au plus, préparé par l'actionnaire à l'appui de sa proposition, ainsi que les nom et adresse de l'actionnaire.

**89(4)** Une proposition peut inclure des mises en candidature en vue de l'élection des administrateurs si elle est signée par un ou plusieurs actionnaires détenant au total dix pour cent au moins des actions ou de celles d'une catégorie assorties du droit de vote lors de l'assemblée à laquelle la proposition doit être présentée; le présent paragraphe n'empêche pas les mises en candidature au cours d'une assemblée d'actionnaires.

**89(5)** La corporation n'est pas tenue de se conformer aux paragraphes (2) et (3),

a) si la proposition ne lui a pas été soumise au moins quatre-vingt-dix jours avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la dernière assemblée annuelle des actionnaires;

b) s'il apparaît aux administrateurs que la proposition a pour objet principal soit de faire valoir, contre la corporation ou ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires, une réclamation personnelle ou d'obtenir d'eux la réparation d'un grief personnel, soit de servir des fins non reliées d'une façon importante aux activités et affaires internes de la corporation.

c) si, à la requête d'un actionnaire, la corporation avait fait figurer la proposition dans un avis de convocation à l'occasion d'une assemblée d'actionnaires tenue dans les deux ans précédant la réception de cette requête, et l'actionnaire ou son fondé de pouvoir y avait omis d'y présenter la proposition;

d) si, une proposition à peu près identique figurant dans l'avis de convocation, a été soumise aux actionnaires et rejetée dans les deux ans précédant la réception de la requête de l'actionnaire; ou

e) si, dans un but de publicité, il y a abus des droits que confère le présent article.

**89(6)** La corporation ou ses mandataires n'engagent pas leur responsabilité en diffusant une proposition ou un exposé en conformité du présent article.

**89(7)** La corporation qui refuse de joindre une proposition à l'avis de convocation doit, dans les dix jours de la

after receiving the proposal, notify the shareholder submitting the proposal of its intention to omit the proposal from the notice of meeting and send to him a statement of the reasons for the refusal.

**89(8)** Upon the application of a shareholder claiming to be aggrieved by a corporation's refusal under subsection (7), the Court may restrain the holding of the meeting to which the proposal is sought to be presented and make any other or further order it thinks fit.

**89(9)** The corporation or any person claiming to be aggrieved by a proposal may apply to the Court for an order permitting the corporation to omit the proposal from the notice of meeting, and the Court, if it is satisfied that subsection (5) applies, may make such order as it thinks fit.

**89(10)** An applicant under subsection (8) or (9) shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

**90(1)** A corporation shall prepare a list of shareholders entitled to receive notice of a meeting, arranged in alphabetical order and showing the number of shares held by each shareholder,

(a) if a record date is fixed under subsection 86(2) not later than ten days after that date; or

(b) if no record date is fixed,

(i) at the close of business on the day immediately preceding the day on which the notice is given, or

(ii) where no notice is given, on the day on which the meeting is held.

**90(2)** Where a corporation fixes a record date under subsection 86(2), a person named in the list prepared under paragraph (1)(a) is entitled to vote the shares shown opposite his name at the meeting to which the list relates, except to the extent that

(a) the person has transferred the ownership of any of his shares after the record date, and

réception de cette proposition, signifier un avis exposant les motifs de son refus à l'actionnaire qui l'a soumise.

**89(8)** Sur demande de l'actionnaire qui prétend avoir subi un préjudice suite au refus de la corporation exprimé conformément au paragraphe (7), la Cour peut empêcher la tenue de l'assemblée à laquelle la proposition devrait être présentée et rendre toute autre ordonnance qu'elle estime pertinente.

**89(9)** La corporation ou toute personne qui prétend qu'une proposition lui cause un préjudice peut demander à la Cour une ordonnance autorisant la corporation à ne pas joindre la proposition à l'avis de convocation; la Cour, si elle est convaincue que le paragraphe (5) s'applique, peut rendre toute ordonnance qu'elle estime pertinente.

**89(10)** L'auteur de la requête en vertu des paragraphes (8) ou (9) doit donner avis au Directeur et celui-ci a le droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat.

**90(1)** La corporation doit dresser une liste alphabétique des actionnaires habiles à recevoir avis des assemblées, en y mentionnant le nombre d'actions détenues par chacun,

a) dans les dix jours suivant la date de référence si elle est fixée en vertu du paragraphe 86(2); ou

b) à défaut de fixation d'une date de référence,

(i) à l'heure de fermeture des bureaux, la veille de la date de l'avis, ou

(ii) en l'absence d'avis, à la date de l'assemblée.

**90(2)** En cas de fixation par la corporation d'une date de référence conformément au paragraphe 86(2), une personne inscrite sur la liste établie en vertu de l'alinéa (1)a) est habile à exercer les droits de vote dont sont assorties les actions figurant en regard de son nom; cependant ces droits sont exercés par le cessionnaire :

a) si la cession est postérieure à la date de référence, et

(b) the transferee of those shares

(i) produces a certificate in his name or properly endorsed share certificates, or

(ii) otherwise establishes that he owns the shares,

and demands, not later than ten days before the meeting or such shorter period before the meeting as the by-laws of the corporation may provide, that his name be included in the list before the meeting,

in which case the transferee is entitled to vote his shares at the meeting.

**90(3)** Where a corporation does not fix a record date under subsection 86(2), a person named in a list prepared under paragraph (1)(b) is entitled to vote the shares shown opposite his name at the meeting to which the list relates except to the extent that

(a) the person has transferred the ownership of any of his shares after the date on which a list referred to in subparagraph (1)(b)(i) is prepared, and

(b) the transferee of those shares

(i) produces a share certificate in his name or properly endorsed share certificates, or

(ii) otherwise establishes that he owns the shares,

and demands, not later than ten days before the meeting or such shorter period before the meeting as the by-laws of the corporation may provide, that his name be included in the list before the meeting,

in which case the transferee is entitled to vote his shares at the meeting.

**90(4)** A shareholder may examine the list of shareholders

(a) during usual business hours at the registered office of the corporation or at the place where its central share register is maintained; and

b) si le cessionnaire exige, au moins dix jours avant l'assemblée ou dans un délai plus court établi par les règlements administratifs de la corporation, l'inscription de son nom sur la liste et

(i) exhibe un certificat en son nom ou les certificats d'actions régulièrement endossés, ou

(ii) établit qu'il possède les actions.

**90(3)** En l'absence de fixation par la corporation d'une date de référence conformément au paragraphe (2), une personne inscrite sur la liste établie en vertu de l'alinéa (1)b) est habile à exercer les droits de vote dont sont assorties les actions figurant en regard de son nom; cependant ces droits sont exercés par le cessionnaire :

a) si la cession est postérieure à la date à laquelle la liste a été dressée en application du sous-alinéa (1)b)(i), et

b) si le cessionnaire exige, au moins dix jours avant l'assemblée ou dans un délai plus court établi par les règlements administratifs de la corporation, l'inscription de son nom sur la liste et

(i) exhibe un certificat en son nom ou les certificats d'actions régulièrement endossés, ou

(ii) établit qu'il possède les actions.

**90(4)** Un actionnaire peut prendre connaissance de la liste des actionnaires :

a) au bureau enregistré de la corporation ou au lieu où est tenu son registre central d'actions pendant les heures normales d'ouverture; et

(b) at the meeting of shareholders for which the list was prepared.

2000, c.9, s.8.

**91(1)** A shareholder entitled to vote at a meeting of shareholders may by means of a proxy appoint a proxyholder or one or more alternate proxyholders who are not required to be shareholders, which proxyholders shall have all the rights of the shareholder to attend and act at the meeting in the place and stead of the shareholder except to the extent limited by the proxy.

**91(2)** A proxy shall be executed by the shareholder or by his attorney authorized in writing.

**91(3)** A proxy is valid

(a) at the meeting in respect of which it is given or any adjournment thereof, or

(b) at any meeting held during the period specified in a proxy which period shall not exceed fourteen months but a proxy shall be valid for only one annual meeting during that period.

**91(4)** A shareholder may revoke a proxy

(a) by depositing a written instrument of revocation or a proxy of later date executed by him or by his attorney authorized in writing

(i) at a registered office of the corporation at any time up to and including the last business day preceding the day of the meeting, or an adjournment thereof, at which the proxy is to be used, or

(ii) with the chairman of the meeting on the day of the meeting or an adjournment thereof; or

(b) in any other manner permitted by law.

**91(5)** The directors may specify in a notice calling a meeting of shareholders a time not exceeding forty-eight hours, excluding Saturdays and holidays, preceding the meeting or adjournment thereof before which time proxies to be used at the meeting must be deposited with the corporation or its agent.

1983, c.15, s.16.

b) lors de l'assemblée d'actionnaires pour laquelle elle a été dressée.

2000, c.9, art.8.

**91(1)** Un actionnaire ayant droit de vote lors d'une assemblée d'actionnaires peut, au moyen d'une procuration, nommer un fondé de pouvoir ou un ou plusieurs fondés de pouvoir suppléants, qui ne sont pas tenus d'être des actionnaires; ces fondés de pouvoir ont tous les droits de l'actionnaire pour assister à l'assemblée et y agir tout en respectant les limites établies par la procuration.

**91(2)** Une procuration doit être faite par l'actionnaire ou son procureur autorisé par écrit.

**91(3)** Une procuration est valable

a) pour l'assemblée en vue de laquelle elle est donnée ou pour l'un de ses ajournements, ou

b) pour toute assemblée tenue durant la période mentionnée dans la procuration, laquelle période est limitée à quatorze mois et à une seule assemblée annuelle.

**91(4)** Un actionnaire peut révoquer une procuration

a) en déposant un acte écrit portant sa signature ou une procuration d'une date ultérieure, faite par lui ou par son procureur autorisé par écrit

(i) à un bureau enregistré de la corporation, à tout moment, y compris le dernier jour ouvrable précédant le jour de l'assemblée ou de celle qui en est la continuation en cas d'ajournement, à laquelle cette procuration sera utilisée, ou

(ii) entre les mains du président de l'assemblée, le jour de l'assemblée ou de celle qui en est la continuation en cas d'ajournement; ou

b) de toute autre manière conforme à la loi.

**91(5)** Les administrateurs peuvent préciser dans l'avis de convocation d'une assemblée d'actionnaires une date pour le dépôt des procurations auprès de la corporation ou de son agent. Cette date ne doit pas dépasser les quarante-huit heures, non compris les samedis et les jours fériés, précédant l'assemblée ou celle qui en est la continuation en cas d'ajournement à laquelle ces procurations seront utilisées.

1983, c.15, art.16.

**92(1)** Unless the articles, by-laws or a unanimous shareholder agreement otherwise provide, the holder or holders of the majority of the shares entitled to vote at a meeting of shareholders present in person or by proxy constitute a quorum.

**92(2)** If a quorum is present at the opening of a meeting of shareholders, the shareholders present in person or represented by proxy may, unless the articles, by-laws or a unanimous shareholder agreement otherwise provide, proceed with the business of the meeting, notwithstanding that a quorum is not present throughout the meeting.

**92(3)** If a quorum is not present at the opening of a meeting of shareholders, the shareholders present in person or represented in proxy may adjourn the meeting to a fixed time and place but not transact any other business.

**92(4)** If a corporation has only one shareholder, or only one holder of any class or series of shares, or if only one person is present at a meeting holding or representing sufficient shares to constitute a quorum, the shareholder present in person or by proxy constitutes a meeting.

**93(1)** Unless the articles otherwise provide, each share of a corporation entitles the holder thereof to one vote at a meeting of shareholders.

**93(2)** If a body corporate or association is a shareholder of a corporation, the corporation shall recognize any individual authorized by a resolution of the directors or governing body of the body corporate or association to represent it at meetings of shareholders of the corporation.

**93(3)** An individual authorized under subsection (2) may exercise on behalf of the body corporate or association he represents all the powers it could exercise if it were an individual shareholder.

**93(4)** Unless the by-laws otherwise provide, if two or more persons hold shares jointly, one of those holders present at a meeting of shareholders may in the absence of the others vote the shares, but if two or more of those persons who are present, in person or by proxy, vote, they shall vote as one on the shares jointly held by them.

**94(1)** Unless the by-laws otherwise provide, voting at a meeting of shareholders shall be by show of hands except

**92(1)** Sauf disposition contraire prévue aux statuts, règlements administratifs ou à une convention unanime des actionnaires, le quorum est atteint lorsque le ou les détenteurs de la majorité des actions ayant droit de vote à une assemblée d'actionnaires, sont présents ou représentés par procuration.

**92(2)** Sauf disposition contraire prévue aux statuts, règlements administratifs ou à une convention unanime des actionnaires, il suffit que le quorum soit atteint à l'ouverture de l'assemblée pour que les actionnaires présents ou représentés par procuration puissent délibérer nonobstant l'absence de certains membres constituant le quorum, au cours de l'assemblée.

**92(3)** En l'absence de quorum à l'ouverture de l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés par procuration ne peuvent délibérer que sur son ajournement à une date, une heure et en un lieu précis.

**92(4)** L'assemblée peut être tenue par le seul actionnaire de la corporation, par le seul titulaire d'une catégorie ou série d'actions ou par son fondé de pouvoir, ou par la seule personne présente à l'assemblée lorsque cette personne détient ou représente par procuration assez d'actions pour que le quorum soit atteint.

**93(1)** Sauf disposition contraire des statuts, l'actionnaire dispose, lors de l'assemblée, d'une voix par action.

**93(2)** La corporation doit permettre à tout particulier autorisé par résolution des administrateurs, ou de la direction d'un corps constitué ou d'une association faisant partie de ses actionnaires, de les représenter aux assemblées d'actionnaires de la corporation.

**93(3)** Un particulier autorisé en vertu du paragraphe (2) peut exercer, pour le compte du corps constitué ou de l'association qu'il représente, tous les pouvoirs qu'il pourrait exercer s'il était un particulier actionnaire.

**93(4)** Sauf disposition contraire des règlements administratifs, si plusieurs personnes détiennent des actions conjointement, un des détenteurs présent à une assemblée d'actionnaires peut, en l'absence des autres, exercer le droit de vote attaché aux actions; au cas où plusieurs de ces détenteurs sont présents en personne ou représentés par procuration, ils doivent voter comme un seul actionnaire.

**94(1)** Sauf disposition contraire des règlements administratifs, le vote lors d'une assemblée d'actionnaires se

where a ballot is demanded by a shareholder or proxyholder entitled to vote at the meeting.

**94(2)** A shareholder or proxyholder may demand a ballot either before or after any vote by show of hands.

**95(1)** A resolution in writing signed by all the shareholders entitled to vote on that resolution at a meeting of shareholders is as valid as if it had been passed at a meeting of the shareholders.

**95(2)** A resolution in writing dealing with all matters required by this Act to be dealt with at a meeting of shareholders, and signed by all the shareholders or signed counterparts of such resolution by all the shareholders entitled to vote at that meeting, satisfies all the requirements of this Act relating to meetings of shareholders duly called, constituted and held.

**95(3)** A copy of every resolution or counterpart thereof referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the meetings of shareholders.

1983, c.15, s.17; 2000, c.9, s.9.

**96(1)** The holders of not less than ten per cent of the issued shares of a corporation that carry the right to vote at a meeting sought to be held may requisition the directors to call a meeting of shareholders for the purposes stated in the requisition.

**96(2)** The requisition referred to in subsection (1), which may consist of several documents of like form each signed by one or more shareholders, shall state the business to be transacted at the meeting and shall be sent to each director and to the registered office of the corporation.

**96(3)** Upon receiving the requisition referred to in subsection (1), the directors shall call a meeting of shareholders to transact the business stated in the requisition, unless

(a) a record date has been fixed under subsection 86(2);

(b) the directors have called a meeting of shareholders and have given notice thereof under section 87; or

fait à main levée ou, à la demande de tout actionnaire ou fondé de pouvoir habile à voter à l'assemblée, au scrutin secret.

**94(2)** Un actionnaire ou un fondé de pouvoir peut demander un vote au scrutin secret avant ou après tout vote à main levée.

**95(1)** Une résolution écrite signée de tous les actionnaires habiles à voter en l'occurrence lors de l'assemblée d'actionnaires, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors d'une assemblée d'actionnaires.

**95(2)** Une résolution écrite, portant sur toutes les questions qui doivent être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée selon la présente loi et signée par tous les actionnaires, ou les doubles de cette résolution signés par tous les actionnaires, lorsqu'ils sont habiles à y voter, répondent aux conditions de la présente loi relatives aux assemblées d'actionnaires régulièrement convoquées, constituées et tenues.

**95(3)** Un exemplaire des résolutions ou de leurs doubles visés au paragraphe (1) doit être conservé avec les procès-verbaux des assemblées.

1983, c.15, art.17; 2000, c.9, art.9.

**96(1)** Les détenteurs de dix pour cent au moins des actions émises par la corporation et ayant le droit de vote à l'assemblée dont la tenue est demandée peuvent exiger des administrateurs la convocation d'une assemblée aux fins énoncées dans leur requête.

**96(2)** La requête visée au paragraphe (1), qui peut consister en plusieurs documents de forme analogue signés par au moins l'un des actionnaires, doit énoncer les points inscrits à l'ordre du jour de la future assemblée et est envoyée à chaque administrateur ainsi qu'au bureau enregistré de la corporation.

**96(3)** Les administrateurs doivent convoquer une assemblée d'actionnaires dès réception de la requête visée au paragraphe (1), pour délibérer des questions qui y sont énoncées sauf :

a) si une date de référence a été fixée en vertu du paragraphe 86(2);

b) s'ils ont convoqué une assemblée d'actionnaires et donné l'avis prévu à l'article 87; ou

(c) the business of the meeting as stated in the requisition includes matters described in paragraphs 89(5)(b) to (e).

**96(4)** Except where subsection (3) applies, if the directors do not within twenty-one days after receiving the requisition referred to in subsection (1) call a meeting, any shareholder who signed the requisition may call the meeting.

**96(5)** A meeting called under this section shall be called as nearly as possible in the manner in which meetings are to be called pursuant to the by-laws and this Part.

**96(6)** Unless the shareholders otherwise resolve at a meeting called by requisitionists under subsection (4), the corporation shall

(a) reimburse the requisitionists the expenses reasonably incurred by them in requisitioning, calling and holding the meeting, and

(b) withhold rateably the amount the requisitionists were reimbursed from money due or to become due by way of fees or other remuneration to each director who was in default in not calling the meeting.

**97(1)** If for any reason it is impracticable to call a meeting of shareholders of a corporation in the manner in which meetings of those shareholders may be called, or to conduct the meeting in the manner prescribed by the by-laws or by this Act, or if for any other reason the Court thinks fit, the Court, upon the application of a director, a shareholder entitled to vote at the meeting or the Director, may order a meeting to be called, held and conducted in such manner as the Court directs.

**97(2)** Without restricting the generality of subsection (1), the Court may order that the quorum required by the by-laws or this Act be varied or dispensed with at a meeting called, held and conducted pursuant to this section.

**97(3)** A meeting called, held and conducted pursuant to this section is for all purposes a meeting of shareholders of the corporation duly called, held and conducted.

**98(1)** A corporation or a shareholder or director may apply to the Court to determine any controversy with respect

c) si les questions à l'ordre du jour énoncées dans la requête portent sur les cas visés aux alinéas 89(5)b) à e).

**96(4)** À l'exception des cas où le paragraphe (3) s'applique, si les administrateurs ne convoquent pas une assemblée dans les vingt-et-un jours suivant la réception de la requête visée au paragraphe (1), tout signataire actionnaire de ladite requête peut le faire.

**96(5)** Une assemblée prévue au présent article doit être convoquée autant que possible d'une manière conforme aux règlements administratifs et à la présente Partie.

**96(6)** Sauf adoption par les actionnaires d'une résolution à l'effet contraire lors d'une assemblée convoquée par les signataires d'une requête basée sur les dispositions du paragraphes (4), la corporation doit

a) rembourser à ces signataires les dépenses normales qu'ils ont engagés pour demander, convoquer et tenir l'assemblée, et

b) retenir proportionnellement le montant remboursé aux signataires de la requête, sur les sommes qui sont ou seront dues à titre d'honoraires ou de toute autre rémunération à tout administrateur qui a fait défaut de convoquer l'assemblée.

**97(1)** Si, pour une raison quelconque, il n'est pas pratique de convoquer une assemblée d'actionnaires d'une corporation de façon régulière ou de la tenir selon les règlements administratifs ou la présente loi, ou si pour toute autre raison que la Cour estime pertinente, celle-ci peut, à la demande d'un administrateur, d'un actionnaire habile à voter ou du Directeur, ordonner la convocation et la tenue de l'assemblée conformément aux directives de la Cour.

**97(2)** La Cour peut, sans restreindre la généralité du paragraphe (1), à l'occasion d'une assemblée convoquée et tenue en application du présent article, ordonner la modification ou la dispense du quorum exigé par les règlements administratifs ou la présente loi.

**97(3)** Une assemblée convoquée, tenue et dirigée conformément au présent article est, à toutes fins, une assemblée d'actionnaires de la corporation régulièrement convoquée, tenue et dirigée.

**98(1)** Une corporation, ainsi que tout actionnaire ou administrateur, peut demander à la Cour de trancher tout dif-

to an election or appointment of a director or auditor of the corporation.

**98(2)** Upon an application under this section, the Court may make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) an order restraining a director or auditor, if any, whose election or appointment is challenged from acting pending determination of the dispute;
- (b) an order declaring the result of the disputed election or appointment;
- (c) an order requiring a new election or appointment, and including in the order directions for the management of the business and affairs of the corporation until a new election is held or appointment made; and
- (d) an order determining the voting rights of shareholders and of persons claiming to own shares.

**99(1)** A written agreement between two or more shareholders may provide that in exercising voting rights the shares held by them shall be voted as therein provided.

**99(2)** An otherwise lawful written agreement among all the shareholders of a corporation, or among all the shareholders and a person who is not a shareholder, that restricts, in whole or in part, the powers of the directors to manage the business and affairs of the corporation is valid.

**99(3)** Where a person who is the beneficial owner of all the issued shares of a corporation makes a written declaration that restricts in whole or part the powers of the directors to manage the business and affairs of a corporation, the declaration shall be deemed to be a unanimous shareholder agreement.

**99(4)** A transferee of shares subject to a unanimous shareholder agreement shall be deemed to be a party to the agreement.

**99(5)** A shareholder who is a party to a unanimous shareholder agreement has all the rights, powers and duties of a director of the corporation and incurs all the liabilities of the directors of the corporation to which the agreement relates to the extent that the agreement restricts the powers of the directors to manage the business and affairs of the corporation, and the directors are thereby relieved of their duties and liabilities to the same extent.

férend relatif à l'élection d'un administrateur ou à la nomination d'un vérificateur.

**98(2)** Sur demande présentée en vertu du présent article, la Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime pertinente et sans limiter la généralité de ce qui suit,

- a) ordonner à un administrateur ou vérificateur, s'il y en a, et dont l'élection ou la nomination est contestée, de s'abstenir d'agir jusqu'au règlement du litige;
- b) proclamer le résultat de l'élection ou de la nomination litigieuse;
- c) ordonner une nouvelle élection ou une nouvelle nomination en donnant des directives sur la conduite de l'activité et des affaires internes de la corporation en attendant l'élection ou la nomination; et
- d) établir les droits de vote des actionnaires et des personnes prétendant être propriétaires d'actions.

**99(1)** Les actionnaires peuvent conclure entre eux une convention écrite régissant l'exercice de leur droit de vote sur les actions qu'ils détiennent.

**99(2)** Est valide, si elle est par ailleurs légale, la convention écrite à laquelle sont parties tous les actionnaires ou tous les actionnaires et une personne qui n'est pas actionnaire, qui restreint en tout ou en partie les pouvoirs des administrateurs de gérer tant l'activité que les affaires internes de la corporation.

**99(3)** Est réputée une convention unanime des actionnaires, la déclaration écrite du propriétaire à titre de bénéficiaire de la totalité des actions émises de la corporation, qui restreint, même partiellement, les pouvoirs de gestion des administrateurs tant dans l'activité de la corporation que dans ses affaires internes.

**99(4)** Un cessionnaire d'actions subordonnées à une convention unanime des actionnaires est réputé être partie à la convention.

**99(5)** Un actionnaire qui est partie à une convention unanime d'actionnaires assume tous les droits, pouvoirs et obligations d'un administrateur de la corporation et encourt toutes les responsabilités des administrateurs de la corporation dans la mesure où la convention restreint les pouvoirs des administrateurs dans la gérance de l'activité et des affaires internes de la corporation et les administrateurs sont, par la même occasion, déchargés de leurs obligations et responsabilités dans la même mesure.

**99(6)** A close corporation by-law pursuant to section 78 of the *Companies Act* shall be deemed to be a unanimous shareholder agreement for purposes of this Act.

2000, c.9, s.10.

**99(6)** Aux fins d'application de la présente loi, tout règlement administratif d'une corporation fermée est réputé, conformément à l'article 78, être une convention unanime des actionnaires.

2000, c.9, art.10.

## PART X FINANCIAL REPORTING

**100(1)** The directors of a corporation shall place before the shareholders at every annual meeting

(a) comparative financial statements relating separately to

(i) the period that began on the date the corporation came into existence and ended not more than six months before the annual meeting or, if the corporation has completed a financial year, the period that began immediately after the end of the last completed financial year and ended not more than six months before the annual meeting, and

(ii) the immediately preceding financial year;

(b) the report of the auditor, if any has been appointed; and

(c) any further information respecting the financial position of the corporation and the results of its operations required by the articles, the by-laws or any unanimous shareholder agreement.

**100(2)** Notwithstanding paragraph (1)(a), the financial statements referred to in subparagraph (1)(a)(ii) may be omitted if the reason for the omission is set out in the financial statements, or in a note thereto, to be placed before the shareholders at an annual meeting.

**100(3)** The financial statements described in subsection (1) shall be prepared in accordance with generally accepted accounting principles.

**101(1)** A corporation may prepare the financial statements referred to in section 100 in consolidated form, and in any case the corporation shall keep at its registered office copies of the financial statements of each subsidiary body corporate.

**101(2)** Shareholders of a corporation and their agents and legal representatives may upon request therefor examine the statements referred to in subsection (1) during

## PARTIE X RAPPORTS FINANCIERS

**100(1)** Les administrateurs d'une corporation doivent présenter aux actionnaires, à chaque assemblée annuelle,

a) des états financiers comparatifs prescrits couvrant séparément :

(i) la période qui a commencé à la date de sa constitution en corporation et qui s'est terminée dans les six mois avant l'assemblée annuelle ou, si la corporation a déjà fonctionné durant un exercice financier complet, la période qui a commencé immédiatement à la fin de cet exercice et qui s'est terminée dans les six mois avant l'assemblée annuelle, et

(ii) l'exercice financier précédent;

b) le rapport du vérificateur, s'il a été nommé; et

c) tous renseignements additionnels sur la situation financière de la corporation et le résultat de ses activités qu'exigent les statuts, les règlements administratifs ou toute convention unanime des actionnaires.

**100(2)** Nonobstant l'alinéa (1)a), il n'est pas nécessaire de présenter les états financiers visés au sous-alinéa (1)a)(ii) si le motif en est donné dans les états financiers, ou dans une note y annexée, à présenter aux actionnaires à l'assemblée annuelle.

**100(3)** Les états financiers mentionnés au paragraphe (1) doivent être préparés conformément aux principes de comptabilité communément admis.

**101(1)** Une corporation peut préparer les états financiers visés à l'article 100 en la forme consolidée et en toutes circonstances, elle doit conserver à son bureau enregistré des exemplaires des états financiers de chacune de ses filiales.

**101(2)** Les actionnaires, ainsi que leurs mandataires et représentants légaux peuvent, sur demande, examiner gratuitement les états financiers visés au paragraphe (1) pen-

the usual business hours of the corporation and may make extracts therefrom free of charge.

**101(3)** A corporation may, within fifteen days of a request to examine under subsection (2), apply to the Court for an order barring the right of any person to so examine, and the Court may, if it is satisfied that such examination would be detrimental to the corporation or a subsidiary body corporate, bar such right and make any further order it thinks fit.

**102(1)** The directors of a corporation shall approve the financial statements referred to in section 100 and the approval shall be evidenced by the signature of one or more directors.

**102(2)** A corporation shall not issue, publish or circulate copies of the financial statements referred to in section 100 unless the financial statements are

(a) approved and signed in accordance with subsection (1), and

(b) accompanied by a report, if available, of the auditor of the corporation, if any auditor has been appointed.

**103(1)** A corporation shall, not less than twenty-one days or such shorter period as may be consented to by a shareholder or such period as may be provided in the articles or in a unanimous shareholder agreement before each annual meeting of shareholders or before the signing of a resolution under section 95 in lieu of the annual meeting, send a copy of the documents referred to in section 100 to each shareholder, except to a shareholder who has informed the corporation in writing that he does not want a copy of these documents.

**103(2)** A corporation that, without reasonable cause, fails to comply with subsection (1) commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

1984, c.17, s.7.

**104(1)** Subject to subsection (5), a person is disqualified from being an auditor of a corporation if he is not independent of the corporation, any of its affiliates, or the directors or officers of any such corporation or its affiliates.

dant les heures normales d'ouverture des bureaux de la corporation et en tirer copie.

**101(3)** La corporation peut, dans les quinze jours d'une demande d'examen faite en vertu du paragraphe (2), demander à la Cour une ordonnance interdisant à toute personne de procéder à un tel examen et la Cour peut, si elle est convaincue qu'un tel examen serait préjudiciable à la corporation ou à un corps constitué qui est sa filiale, interdire l'exercice de ce droit et rendre toute autre ordonnance qu'elle estime pertinente.

**102(1)** Les administrateurs doivent approuver les états financiers visés à l'article 100; l'approbation est attestée par la signature d'au moins l'un d'entre eux.

**102(2)** Une corporation ne doit délivrer, publier ou diffuser les exemplaires des états financiers visés à l'article 100, que s'ils :

a) ont été approuvés et signés conformément au paragraphe (1), et

b) sont accompagnés d'un rapport, s'il est disponible, du vérificateur de la corporation si celui-ci a été nommé.

**103(1)** Une corporation doit, vingt-et-un jours au moins ou dans un délai plus court auquel peut consentir un actionnaire ou encore, dans le délai que les statuts ou une convention unanime des actionnaires peuvent prévoir avant chaque assemblée annuelle ou avant la signature de la résolution qui en tient lieu en vertu de l'article 95, envoyer un exemplaire des documents visés à l'article 100 à chaque actionnaire, sauf à ceux qui l'ont informée par écrit de leur désir de ne pas les recevoir.

**103(2)** Une corporation qui, sans motif raisonnable, enfreint le paragraphe (1) commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

1984, c.17, art.7.

**104(1)** Sous réserve du paragraphe (5), une personne n'a plus les qualités requises pour être vérificateur, si elle n'est pas indépendante de la corporation, de l'un quelconque de ses affiliés ou de leurs administrateurs ou dirigeants.

**104(2)** For the purposes of this section,

- (a) independence is a question of fact; and
- (b) a person shall be deemed not to be independent if he or his business partner
  - (i) is a business partner, a director, an officer or an employee of the corporation or any of its affiliates, or a business partner of any director, officer or employee of any such corporation or any of its affiliates,
  - (ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the securities or security interests of the corporation or any of its affiliates, or
  - (iii) has been a liquidator or trustee in bankruptcy of the corporation or any of its affiliates within two years of his proposed appointment as auditor of the corporation.

**104(3)** An auditor who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (5), resign forthwith after becoming aware of his disqualification.

**104(4)** An interested person may apply to the Court for an order declaring an auditor to be disqualified under this section and the office of auditor to be vacant.

**104(5)** An interested person may apply to the Court for an order exempting an auditor from disqualification under this section and the Court may, if it is satisfied that an exemption would not unfairly prejudice the shareholders, make an exemption order on such terms as it thinks fit, which order may have retrospective effect.

**105(1)** Shareholders of a corporation may by ordinary resolution at the first meeting of shareholders and at each succeeding annual meeting appoint an auditor to hold office until the close of the next annual meeting.

**105(2)** An auditor appointed under section 62 is eligible for appointment under subsection (1).

**105(3)** A resolution under subsection (1) is valid only until the next succeeding annual meeting of shareholders.

**104(2)** Aux fins du présent article,

- a) l'indépendance est une question de fait; et
- b) une personne est réputée ne pas être indépendante si elle ou son associé,
  - (i) est associé, administrateur, dirigeant ou employé de la corporation, de l'un quelconque de ses affiliés ou de leurs administrateurs, dirigeants ou employés,
  - (ii) est le bénéficiaire à titre de propriétaire ou détenteur, directement ou indirectement, le contrôle d'une partie importante des valeurs mobilières ou des sûretés de la corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés, ou
  - (iii) a été liquidateur ou syndic de faillite de la corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés dans les deux ans précédant la proposition de sa nomination au poste de vérificateur.

**104(3)** Un vérificateur doit, sous réserve du paragraphe (5), se démettre dès qu'à sa connaissance il ne possède plus les qualités requises par le présent article.

**104(4)** Toute personne ayant un intérêt peut demander à la Cour de rendre une ordonnance déclarant qu'un vérificateur n'a pas les qualités requises aux termes du présent article et que son poste est vacant.

**104(5)** La Cour, si elle est convaincue de ne causer aucun préjudice aux actionnaires, peut, à la demande de toute personne ayant un intérêt, rendre une ordonnance dispensant, même rétroactivement, le vérificateur de l'application du présent article, aux conditions qu'elle estime pertinentes.

**105(1)** Les actionnaires d'une corporation peuvent, par voie de résolution ordinaire, à la première assemblée annuelle des actionnaires et à chaque assemblée annuelle subséquente, nommer un vérificateur dont le mandat expire à la clôture de l'assemblée annuelle suivante.

**105(2)** Le vérificateur nommé en vertu de l'article 62 peut également l'être conformément au paragraphe (1).

**105(3)** La résolution mentionnée au paragraphe (1) n'est valide que jusqu'à l'assemblée annuelle suivante d'actionnaires.

**105(4)** The remuneration of an auditor may be fixed by ordinary resolution of the shareholders or, if not so fixed, may be fixed by the directors.

**105(5)** If an auditor is not appointed at a meeting, then the incumbent auditor continues in office until his successor is appointed unless a resolution is passed not to appoint an auditor for the ensuing year.

**106(1)** An auditor of a corporation ceases to hold office when

(a) he dies or resigns; or

(b) he is removed pursuant to section 107.

**106(2)** A resignation of an auditor becomes effective at the time a written resignation is sent to the corporation, or at the time specified in the resignation, whichever is later.

**107(1)** The shareholders of a corporation may by ordinary resolution at a special meeting remove from office an auditor appointed by resolution under section 105.

**107(2)** A vacancy created by the removal of an auditor may be filled at the meeting at which the auditor is removed.

**108(1)** Subject to subsection (3), the directors shall forthwith fill a vacancy in the office of auditor.

**108(2)** If there is not a quorum of directors, the directors then in office shall, within twenty-one days after a vacancy in the office of auditor occurs, call a special meeting of shareholders to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors, the meeting may be called by any shareholder.

**108(3)** The articles of a corporation may provide that a vacancy in the office of auditor shall only be filled by vote of the shareholders.

**108(4)** An auditor appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of his predecessor.

2000, c.9, s.11.

**105(4)** La rémunération du vérificateur peut être fixée par voie de résolution ordinaire des actionnaires ou, à défaut, par les administrateurs.

**105(5)** À défaut de nomination d'un vérificateur lors d'une assemblée, le vérificateur en fonctions poursuit son mandat jusqu'à la nomination de son successeur, sauf si une résolution est adoptée à l'effet de ne pas nommer un vérificateur pour l'année suivante.

**106(1)** Le mandat d'un vérificateur prend fin à :

a) son décès ou sa démission; ou

b) sa révocation conformément à l'article 107.

**106(2)** Une démission d'un vérificateur prend effet à la date de son envoi par écrit à la corporation ou, à celle que précise cette démission, selon la dernière éventualité.

**107(1)** Les actionnaires peuvent, par résolution ordinaire adoptée lors d'une assemblée extraordinaire, relever de ses fonctions le vérificateur nommé par résolution en vertu de l'article 105.

**107(2)** Une vacance créée par la révocation d'un vérificateur peut être comblée lors de l'assemblée où la révocation a lieu.

**108(1)** Sous réserve du paragraphe (3), les administrateurs doivent immédiatement combler toute vacance au poste de vérificateur.

**108(2)** En cas d'absence de quorum au conseil d'administration, les administrateurs en fonctions doivent, dans les vingt et un jours de la vacance du poste de vérificateur, convoquer une assemblée extraordinaire d'actionnaires en vue de combler cette vacance; à défaut de cette convocation par les administrateurs, ou en l'absence d'administrateurs, tout actionnaire peut convoquer l'assemblée.

**108(3)** Les statuts d'une corporation peuvent prévoir que la vacance ne peut être comblée que par un vote des actionnaires.

**108(4)** Un vérificateur nommé afin de combler une vacance poursuit, jusqu'à son expiration, le mandat de son prédécesseur.

2000, c.9, art.11.

**109(1)** The auditor of a corporation shall receive notice of the annual meeting of shareholders and is entitled to attend thereat.

**109(2)** If a director or shareholder of a corporation, whether or not the shareholder is entitled to vote at the meeting, gives written notice not less than ten days before a meeting of shareholders to the auditor or a former auditor of the corporation, the auditor or former auditor shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer questions relating to his duties as auditor.

**109(3)** A director or shareholder who sends a notice referred to in subsection (2) shall send concurrently a copy of the notice to the registered office of the corporation.

**109(4)** An auditor or former auditor of a corporation who fails without reasonable cause to comply with subsection (2) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both and in default of payment of a fine is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.

**109(5)** An auditor who

- (a) resigns,
- (b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing him from office,
- (c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed to fill the office of auditor, whether because of the resignation or removal of the incumbent auditor or because his term of office has expired or is about to expire, or
- (d) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders at which a resolution referred to in section 105 is to be proposed,

is entitled to submit to the corporation a written statement giving the reasons for his resignation or the reasons why he opposes any proposed action or resolution.

**109(1)** Le vérificateur d'une corporation doit recevoir avis de l'assemblée annuelle d'actionnaires et a droit d'y assister.

**109(2)** Le vérificateur de la corporation ou son prédécesseur, à qui un administrateur ou un actionnaire habile ou non à voter à l'assemblée donne avis écrit, au moins dix jours avant l'assemblée, de la tenue d'une assemblée d'actionnaires, doit assister à cette assemblée aux frais de la corporation et répondre à toute question relevant de ses fonctions.

**109(3)** Un administrateur ou un actionnaire qui envoie l'avis visé au paragraphe (2) doit en envoyer simultanément copie au bureau enregistré de la corporation.

**109(4)** Un vérificateur ou ancien vérificateur d'une corporation qui, sans motif raisonnable, n'observe pas le paragraphe (2), se rend coupable d'une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus six mois ou des deux peines et à, défaut du paiement de l'amende, d'un emprisonnement conformément au paragraphe 31(1) de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

**109(5)** Un vérificateur qui

- a) démissionne,
- b) reçoit avis ou apprend par toute autre source, la convocation d'une assemblée d'actionnaires pour le lever de ses fonctions,
- c) reçoit avis ou apprend par toute autre source, l'existence d'une assemblée d'actionnaires ou d'une réunion d'administrateurs au cours de laquelle une autre personne doit être nommée au poste de vérificateur, soit en raison de la démission ou révocation du vérificateur en fonction, soit en raison de l'expiration ou de l'expiration imminente de son mandat, ou
- d) reçoit avis d'une assemblée d'actionnaires au cours de laquelle une résolution visée à l'article 105 doit être proposée ou est autrement informée d'une telle assemblée,

est fondé à soumettre à la corporation une déclaration écrite donnant les motifs de sa démission ou les motifs pour lesquels il s'oppose à toute mesure ou résolution envisagées.

**109(6)** The corporation shall forthwith send a copy of the statement referred to in subsection (5) to every shareholder entitled to receive notice of any meeting referred to in subsection (1) and to the Director.

**109(7)** No person shall accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation if he is replacing an auditor who has resigned, been removed or whose term of office has expired or is about to expire until he has requested and received from that auditor a written statement of the circumstances and the reasons why, in that auditor's opinion, he is to be replaced.

**109(8)** Notwithstanding subsection (7), a person otherwise qualified may accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation if, within fifteen days after making the request referred to in that subsection, he does not receive a reply.

**109(9)** Unless subsection (8) applies, an appointment as auditor of a corporation of a person who has not complied with subsection (7) is void.

2000, c.9, s.12.

**110(1)** An auditor of a corporation shall make the examination that is in his opinion necessary to enable him to report on the financial statements required by this Act to be placed before the shareholders, except such financial statements or part thereof that relate to the period referred to in subparagraph 100(1)(a)(ii).

**110(2)** Notwithstanding section 111, an auditor of a corporation may reasonably rely upon the report of an auditor of a body corporate or an unincorporated business the accounts of which are included in whole or in part in the financial statements of the corporation.

**110(3)** For the purpose of subsection (2), reasonableness is a question of fact.

**110(4)** Subsection (2) applies whether or not the financial statements of the holding corporation reported upon by the auditor are in consolidated form.

1991, c.27, s.5.

**111(1)** Upon the demand of an auditor of a corporation, the present or former directors, officers, employees or

**109(6)** La corporation doit transmettre sans délai une copie de la déclaration visée au paragraphe (5) à chaque actionnaire habile à recevoir avis de toute assemblée visée au paragraphe (1) et au Directeur.

**109(7)** Une personne ne doit accepter la nomination au poste de vérificateur d'une corporation pour remplacer un vérificateur à la suite soit de sa démission ou révocation, soit de l'expiration ou de l'expiration imminente de son mandat, qu'après avoir demandé à celui-ci et obtenu de lui, une déclaration écrite sur les circonstances et les motifs qui entraînent, de l'avis même de ce vérificateur, son remplacement.

**109(8)** Nonobstant le paragraphe (7), une personne ayant par ailleurs les qualités requises peut accepter la nomination au poste de vérificateur d'une corporation ou y consentir si, au terme des quinze jours de la demande visée à ce paragraphe, elle ne reçoit pas de réponse.

**109(9)** À défaut de l'application du paragraphe (8), une nomination au poste de vérificateur d'une corporation d'une personne qui ne s'est pas conformée au paragraphe (7) est nulle.

2000, c.9, art.12.

**110(1)** Un vérificateur d'une corporation doit procéder à l'examen qu'il estime nécessaire pour faire rapport sur les états financiers que la présente loi ordonne de présenter aux actionnaires, à l'exception des états financiers ou de leur partie, relatifs à la période mentionnée au sous-alinéa 100(1)a)(ii).

**110(2)** Nonobstant l'article 111, un vérificateur d'une corporation peut, d'une manière raisonnable, se fonder sur le rapport du vérificateur d'un corps constitué ou d'une entreprise non constituée en corporation, dont les comptes sont entièrement ou partiellement inclus dans les états financiers de la corporation.

**110(3)** Aux fins du paragraphe (2), la manière raisonnable est une question de fait.

**110(4)** Le paragraphe (2) s'applique indépendamment du fait que les états financiers de la corporation en holding figurant dans le rapport du vérificateur soient consolidés ou non.

1991, c.27, art.5.

**111(1)** À la demande d'un vérificateur d'une corporation, les administrateurs, dirigeants, employés ou repré-

agents of the corporation and the former auditors of the corporation shall furnish such

- (a) information and explanations, and
- (b) access to records, documents, books, accounts and vouchers of the corporation or any of its subsidiaries,

as are, in the opinion of the auditor, necessary to enable him to make the examination and report required under section 110 and as the directors, officers, employees, agents or former auditors are reasonably able to furnish.

**111(2)** Upon the demand of an auditor of a corporation, the directors of a corporation shall obtain from and furnish to the auditor such information and explanations from the present or former directors, officers, employees or agents of any subsidiary of the corporation as are, in the opinion of the auditor, necessary to enable him to make the examination and report required under section 110 and as the directors, officers, employees or agents are reasonably able to furnish.

**112** Any oral or written statement or report made under this Act by the auditor or former auditor of a corporation has qualified privilege.

## PART XI

### FUNDAMENTAL CHANGES

**113(1)** Subject to sections 115 and 116, a corporation may by special resolution from time to time amend its articles to add, change or remove any provision that is permitted by this Act to be, or that is, set out in its articles, including, without limiting the generality of the foregoing, to

- (a) change its name;
- (b) Repealed: 1993, c.52, s.5.
- (c) add, change or remove any restriction upon the business or businesses that the corporation may carry on;
- (d) add, change or remove any maximum number of shares that the corporation is authorized to issue or any maximum consideration for which any shares of the corporation are authorized to be issued;

sentants de la corporation ou leurs prédécesseurs et les vérificateurs précédents de la corporation doivent fournir

- a) des renseignements et des explications, et
- b) accès à tous les registres, documents, livres, comptes et pièces justificatives de la corporation ou de l'une quelconque de ses filiales,

dans la mesure où le vérificateur l'estime nécessaire pour procéder à l'examen et faire rapport conformément à l'article 110 et où il est raisonnable pour ces personnes d'accéder à cette demande.

**111(2)** À la demande d'un vérificateur d'une corporation, les administrateurs de celle-ci doivent obtenir des administrateurs, dirigeants, employés ou représentants de l'une quelconque de ses filiales ou de leurs prédécesseurs, les renseignements et éclaircissements que ces personnes peuvent raisonnablement fournir et que le vérificateur estime nécessaires à l'examen et au rapport requis qu'il doit faire en vertu de l'article 110.

**112** Toute déclaration orale ou écrite ou tout rapport que fait en vertu de la présente loi le vérificateur ou l'ancien vérificateur d'une corporation bénéficie d'une immunité relative.

## PARTIE XI

### MODIFICATIONS DE STRUCTURE

**113(1)** Sous réserve des articles 115 et 116, une corporation peut, à l'occasion, par résolution spéciale, modifier ses statuts afin d'y ajouter, modifier ou supprimer toute disposition autorisée par la présente loi ou énoncée dans ses statuts, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, visant

- a) le changement de sa raison sociale;
- b) Abrogé : 1993, c.52, art.5.
- c) l'addition, la modification ou la suppression de toute restriction relative à son ou ses activités;
- d) l'addition, la modification ou la suppression de tout nombre maximum d'actions qu'elle est autorisée à émettre ou de toute contrepartie maximum en vertu de laquelle l'émission des actions de la corporation a été autorisée;

- (e) create new classes of shares;
- (f) Repealed: 1983, c.15, s.18.
- (g) change the designation of all or any of its shares, and add, change or remove any rights, privileges, restrictions and conditions, including rights to accrued dividends, in respect of all or any of its shares, whether issued or unissued;
- (h) change the kind of shares of any class or series whether issued or unissued to another kind of shares of any class or series;
- (i) change the shares of any class or series, whether issued or unissued, into a different number of shares of the same class or series or into the same or a different number of shares of other classes or series;
- (j) divide a class of shares, whether issued or unissued, into series and fix the number of shares in each series and the rights, privileges, restrictions and conditions thereof;
- (k) authorize the directors to divide any class of unissued shares into series and fix the number of shares in each series and the rights, privileges, restrictions and conditions thereof;
- (l) authorize the directors to change the rights, privileges, restrictions and conditions attached to unissued shares of any series;
- (m) revoke, diminish or enlarge any authority conferred under paragraphs (k) and (l);
- (n) subject to section 70, increase or decrease the number, or minimum or maximum number, of directors; and
- (o) add, change or remove restrictions on the issue or transfer of shares of any class or series.

**113(2)** The directors of a corporation may, if authorized by the shareholders in a special resolution to that effect, revoke a special resolution authorizing an amendment under this section without further approval of the shareholders at any time prior to the issuance by the Director of a certificate of amendment of articles in respect of such amendment.

- e) la création de nouvelles catégories d'actions;
- f) Abrogé : 1983, c.15, art.18.
- g) le changement de la désignation de tout ou partie de ses actions et à l'addition, la modification ou la suppression de tous droits, privilèges, restrictions et conditions, y compris le droit à des dividendes accumulés, concernant tout ou partie de ses actions émises ou non;
- h) le changement du genre d'actions émises ou non de toute catégorie ou série en d'autre genre d'actions de toute catégorie ou série;
- i) le changement des actions, émises ou non, de toute catégorie ou série en un nombre différent d'actions de la même catégorie ou série ou en un même ou différent nombre d'actions d'autres catégories ou séries;
- j) la division d'une catégorie d'actions, émises ou non, en séries ainsi que l'indication du nombre d'actions par série et l'indication des droits, privilèges, restrictions et conditions dont elles sont assorties;
- k) l'autorisation des administrateurs à diviser en séries une catégorie d'actions non émises, en indiquant le nombre d'actions par série, ainsi que les droits, privilèges, restrictions et conditions dont elles sont assorties;
- l) l'autorisation des administrateurs à changer les droits, privilèges, restrictions et conditions dont sont assorties les actions non émises de toute série;
- m) la révocation, la diminution ou l'accroissement des autorisations conférées en vertu des alinéas k) et l);
- n) l'augmentation ou la diminution du nombre fixe, minimum ou maximum d'administrateurs, sous réserve de l'article 70; et
- o) l'addition, le changement ou la suppression des restrictions relatives à l'émission ou au transfert des actions de toute catégorie ou série.

**113(2)** Lorsque les actionnaires les y autorisent par une résolution spéciale, les administrateurs peuvent annuler, sans leur approbation supplémentaire, une résolution spéciale autorisant une modification en vertu du présent article; toutefois une telle annulation doit être effectuée avant l'émission du certificat de modification des statuts par le Directeur.

**113(3)** Notwithstanding subsection (1), where a corporation has a designated number name, the directors may amend its articles to change that name to a name that is not a number name.

1983, c.15, s.18; 1993, c.52, s.5.

**114(1)** The directors or any shareholder who is entitled to vote at an annual meeting of shareholders may, in accordance with section 89, make a proposal to amend the articles.

**114(2)** Notice of a meeting of shareholders at which a proposal to amend the articles is to be considered shall set out the proposed amendment and, where applicable, shall state that a dissenting shareholder may be entitled to be paid the fair value of his shares in accordance with section 131, but failure to make that statement does not invalidate an amendment.

1984, c.17, s.8.

**115(1)** The holders of shares of a class or, subject to subsection (2), of a series are, unless the articles otherwise provide in the case of an amendment referred to in paragraph (a), (b) or (e), entitled to vote separately as a class or series upon a proposal to amend the articles to

(a) increase or decrease any maximum number of authorized shares of such class or series or increase any maximum number of authorized shares of a class or series, having rights or privileges equal or superior to the shares of such class or series;

(b) effect an exchange, reclassification or cancellation of all or part of the shares of such class or series;

(c) add, change or remove the rights, privileges, restrictions or conditions attached to the shares of such class or series and, without limiting the generality of the foregoing,

(i) remove or change prejudicially rights to accrued dividends or rights to cumulative dividends,

(ii) add, remove or change prejudicially redemption rights,

(iii) reduce or remove a dividend preference or a liquidation preference, or

**113(3)** Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'une raison sociale numérique est attribuée à une corporation, ses administrateurs peuvent en modifier les statuts pour adopter une raison sociale non numérique.

1983, c.15, art.18; 1993, c.52, art.5.

**114(1)** Tout administrateur ou tout actionnaire ayant le droit de voter à une assemblée annuelle d'actionnaires, peut, conformément à l'article 89, présenter une proposition de modification des statuts.

**114(2)** La proposition de modification doit figurer dans l'avis de convocation de l'assemblée d'actionnaires où elle sera examinée; elle doit préciser, s'il y a lieu, qu'un actionnaire dissident peut avoir le droit de se faire verser la juste valeur de ses actions conformément à l'article 131; cependant, le défaut de cette précision ne rend pas nulle la modification.

1984, c.17, art.8.

**115(1)** Sauf disposition contraire des statuts relative aux modifications visées à l'alinéa a), b) ou e), les détenteurs d'actions d'une catégorie ou, sous réserve du paragraphe (2), d'une série, sont fondés à voter séparément sur les propositions de modification des statuts tendant à :

a) augmenter ou diminuer tout nombre maximal d'actions autorisées de telle catégorie ou série ou à augmenter tout nombre maximal d'actions autorisées d'une autre catégorie ou série ayant des droits ou des privilèges égaux ou supérieurs aux actions de telle catégorie ou série;

b) faire échanger, reclasser ou annuler tout ou partie des actions de telle catégorie ou série;

c) ajouter, changer ou supprimer les droits, privilèges, restrictions ou conditions dont sont assorties les actions de telle catégorie ou série, et sans limiter la généralité de ce qui précède,

(i) supprimer ou changer, de manière préjudiciable, les droits aux dividendes accumulés ou cumulatifs,

(ii) ajouter, supprimer ou changer, de manière préjudiciable, les droits de rachat,

(iii) réduire ou supprimer une préférence en matière de dividende ou de liquidation, ou

(iv) add, remove or change prejudicially conversion privileges, options, voting rights, or rights to acquire securities of a corporation, or sinking fund provisions;

(d) increase the rights or privileges of any class or series of shares having rights or privileges equal or superior to the shares of such class or series;

(e) create a new class or series of shares equal or superior to the shares of such class or series;

(f) make any class or series of shares having rights or privileges inferior to the shares of such class or series equal or superior to the shares of such class or series;

(g) effect an exchange or create a right of exchange of the shares of another class or series into the shares of such class or series; or

(h) add, change or remove restrictions on the transfer of such class or series.

**115(2)** The holders of a series of shares of a class are entitled to vote separately as a series under subsection (1) only if such series is affected by an amendment in a manner different from other shares of the same class.

**115(3)** Subsection (1) applies whether or not shares of a class or series otherwise carry the right to vote.

**115(4)** A proposed amendment to the articles referred to in subsection (1) is adopted when the holders of the shares of each class or series entitled to vote separately thereon as a class or series have approved the amendment by special resolution.

1983, c.15, s.19.

**116(1)** Subject to any revocation under subsection 113(2), after an amendment has been adopted under section 113 or 115, articles of amendment in prescribed form shall be sent to the Director within three months after the confirmation.

**116(2)** If an amendment effects or requires a reduction of stated capital, subsections 35(3) and (4) apply.

(iv) ajouter, supprimer ou changer, de manière préjudiciable, les privilèges de conversion, options, droits de vote, ou droits d'acquisition des valeurs mobilières ou des réserves des fonds d'amortissement;

d) accroître les droits ou privilèges des actions de toute catégorie ou série, ayant des droits ou des privilèges égaux ou supérieurs aux actions de telle catégorie ou série;

e) créer une catégorie ou série nouvelle d'actions égales ou supérieures aux actions de telle catégorie ou série;

f) rendre toute classe ou série d'actions ayant des droits ou privilèges inférieurs aux actions de telle catégorie ou série égale ou supérieure aux actions de telle catégorie ou série;

g) faire échanger tout ou partie des actions d'une autre catégorie ou série contre celles de telle catégorie ou série ou créer un droit à cette fin; ou

h) ajouter, changer ou supprimer les restrictions sur le transfert de telle catégorie ou série.

**115(2)** Les détenteurs d'une série d'actions d'une catégorie ne sont fondés à voter séparément, comme prévu au paragraphe (1), que sur les modifications visant la série et non l'ensemble de la catégorie.

**115(3)** Le paragraphe (1) s'applique même si les actions d'une catégorie ou série confèrent ou non le droit de vote.

**115(4)** La modification proposée aux statuts mentionnée au paragraphe (1) est adoptée lorsque les détenteurs des actions de chaque catégorie ou série ayant droit de voter séparément en tant que catégorie ou série, ont approuvé la modification par résolution spéciale.

1983, c.15, art.19.

**116(1)** Sous réserve de toute révocation en vertu du paragraphe 113(2) après qu'une modification a été adoptée en vertu de l'article 113 ou 115, les statuts de modification doivent être envoyés en la forme prescrite au Directeur dans les trois mois de la confirmation.

**116(2)** En cas de modification exigeant ou donnant lieu à une réduction du capital déclaré, les paragraphes 35(3) et (4) s'appliquent.

**117** Upon receipt of articles of amendment, the Director shall issue a certificate of amendment.

**118(1)** An amendment becomes effective on the date shown in the certificate of amendment and the articles are amended accordingly.

**118(2)** No amendment to the articles affects an existing cause of action or claim or liability to prosecution in favour of or against the corporation or any of its directors or officers, or any civil, criminal or administrative action or proceeding to which a corporation or any of its directors or officers is a party.

**119(1)** The corporation may at any time, and shall when reasonably so directed by the Director, restate by special resolution the articles of incorporation as amended.

**119(2)** Restated articles of incorporation in prescribed form shall be sent to the Director.

**119(3)** Upon receipt of restated articles of incorporation, the Director shall issue a restated certificate of incorporation.

**119(4)** Restated articles of incorporation are effective on the date shown in the restated certificate of incorporation and supersede the original articles of incorporation and all amendments to them.

**120** Two or more corporations, including holding or subsidiary corporations, may amalgamate and continue as one corporation.

**121(1)** Where corporations propose to amalgamate, each such corporation shall enter into an agreement setting out the terms and means of effecting the amalgamation and, in particular, setting out

(a) the provisions that are required to be included in articles of incorporation under section 4;

(b) subject to subsection (2), the basis upon which and manner in which the holders of the issued shares of each amalgamating corporation are to receive

(i) securities of the amalgamated corporation,

(ii) money, and

**117** Sur réception des statuts de modification, le Directeur doit délivrer un certificat de modification.

**118(1)** La modification prend effet à la date figurant sur le certificat de modification et les statuts sont modifiés en conséquence.

**118(2)** Nulle modification ne porte atteinte à une cause d'actions déjà née ou à une réclamation ou à la possibilité de poursuites par ou contre la corporation, ou l'un quelconque de ses administrateurs ou dirigeants ni aux poursuites ou procédures civiles, criminelles ou administratives auxquelles la corporation ou l'un quelconque de ses administrateurs ou dirigeants est une partie.

**119(1)** La corporation peut à l'occasion, et doit, si le Directeur a de bonnes raisons de le lui ordonner, mettre à jour les statuts constitutifs par résolution spéciale.

**119(2)** Les statuts mis à jour en la forme prescrite doivent être envoyés au Directeur.

**119(3)** Sur réception des statuts mis à jour, le Directeur doit délivrer un certificat de constitution mis à jour.

**119(4)** Les statuts mis à jour prennent effet à la date figurant sur le certificat de mise à jour et se substituent aux statuts constitutifs d'origine ainsi qu'à leurs modifications.

**120** Deux ou plusieurs corporations, y compris une corporation en holding ou les corporations filiales, peuvent fusionner et subsister en une seule corporation.

**121(1)** Les corporations qui se proposent de fusionner doivent conclure une convention qui énonce les conditions et moyens pour réaliser la fusion, notamment :

a) les dispositions dont l'article 4 exige l'insertion dans les statuts constitutifs;

b) sous réserve du paragraphe (2), la base de calcul et les modalités en vertu desquels les détenteurs des actions de chaque corporation fusionnante recevront à l'occasion de cette fusion

(i) des valeurs mobilières de la corporation issue de la fusion,

(ii) une somme d'argent, et

(iii) securities of any body corporate other than the amalgamated corporation,

in the amalgamation;

(c) the manner of payment of money instead of the issue of fractional shares of the amalgamated corporation or of any other body corporate the securities of which are to be received in the amalgamation;

(d) whether the by-laws of the amalgamated corporation are to be those of one of the amalgamating corporations and if not, a copy of the proposed by-laws; and

(e) such other details as may be necessary to perfect the amalgamation and to provide for the subsequent management and operation of the amalgamated corporation.

**121(2)** Where shares of one of the amalgamating corporations are held by or on behalf of another of the amalgamating corporations, the amalgamation agreement shall provide for the cancellation of such shares upon the amalgamation becoming effective without any repayment of capital in respect thereof, and no provision shall be made in the agreement for the conversion of such shares into shares of the amalgamated corporation.

**122(1)** The directors of each amalgamating corporation shall submit the amalgamation agreement for approval at a meeting of the holders of shares of the amalgamating corporation of which they are directors and, subject to subsection (4), of the holders of each class or series of such shares.

**122(2)** A notice of a meeting of shareholders complying with section 87 shall be sent in accordance with that section to each shareholder of each amalgamating corporation, and shall

(a) include or be accompanied by a copy or summary of the amalgamation agreement; and

(b) state that a dissenting shareholder may be entitled to be paid the fair value of his shares in accordance with section 131, but failure to make that statement does not invalidate an amalgamation.

**122(3)** Each share of an amalgamating corporation carries the right to vote in respect of an amalgamation whether or not it otherwise carries the right to vote.

(iii) des valeurs mobilières de tout corps constitué autre que la corporation issue de la fusion;

c) le mode du paiement en argent remplaçant l'émission de fractions d'actions de la corporation issue de la fusion ou de tout autre corps constitué dont les valeurs mobilières doivent être reçues en échange à l'occasion de la fusion;

d) les règlements administratifs envisagés pour la corporation issue de la fusion qui peuvent être ceux de l'une des corporations fusionnantes; ou à défaut, un exemplaire des règlements administratifs proposés; et

e) tels autres détails des dispositions nécessaires pour parfaire la fusion et pour assurer subséquemment la gestion et l'exploitation de la corporation issue de la fusion.

**121(2)** La convention de fusion doit prévoir, au moment où la fusion prend effet, l'annulation, sans remboursement du capital qu'elles représentent, des actions de l'une des corporations fusionnantes, détenues par une autre de ces corporations ou pour son compte, mais aucune de ses dispositions ne doit prévoir la conversion de ces actions en celles de la corporation issue de la fusion.

**122(1)** Les administrateurs de chacune des corporations fusionnantes doivent respectivement soumettre la convention de fusion, pour approbation, à l'assemblée d'actionnaires de la corporation dont ils sont administrateurs et, sous réserve du paragraphe (3), aux actionnaires de chaque catégorie ou de chaque série.

**122(2)** Doit être envoyé, conformément à l'article 87, à chaque actionnaire de chaque corporation fusionnante un avis d'une assemblée d'actionnaires :

a) assorti d'un exemplaire ou d'un résumé de la convention de fusion; et

b) précisant qu'un actionnaire dissident peut avoir droit de se faire verser la juste valeur de ses actions conformément à l'article 131, mais le défaut de cette mention ne rend pas nulle la fusion.

**122(3)** Chaque action d'une corporation fusionnante, assortie ou non du droit de vote, emporte droit de vote quant à la fusion.

**122(4)** The holders of shares of a class or series of shares of an amalgamating corporation are entitled to vote separately as a class or series in respect of an amalgamation if the amalgamation agreement contains a provision that, if contained in a proposed amendment to the articles, would entitle those holders to vote as a class or series under section 115.

**122(5)** Subject to subsection (4), an amalgamation agreement is adopted when the shareholders of each amalgamating corporation have approved of the amalgamation by special resolution.

**122(6)** An amalgamation agreement may provide that at any time before the issue of a certificate of amalgamation the agreement may be terminated by the directors of an amalgamating corporation, notwithstanding approval of the agreement by the shareholders of all or any of the amalgamating corporations.

2000, c.9, s.13.

**123(1)** A holding corporation and one or more of its wholly owned subsidiary corporations may amalgamate and continue as one corporation without complying with sections 121 and 122,

(a) if the amalgamation is approved by a resolution of the directors of each amalgamating corporation; and

(b) if the resolutions provide that,

(i) the shares of each amalgamating subsidiary corporation shall be cancelled without any repayment of capital in respect thereof,

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of incorporation of the amalgamating holding corporation, and

(iii) no securities shall be issued and no assets shall be distributed by the amalgamated corporation in connection with the amalgamation.

**123(2)** Two or more wholly owned subsidiary corporations of the same holding body corporate may amalgamate and continue as one corporation without complying with sections 121 and 122,

(a) if the amalgamation is approved by a resolution of the directors of each amalgamating corporation; and

**122(4)** Les détenteurs d'actions d'une catégorie ou d'une série sont habiles à voter séparément en tant que catégorie ou série sur la convention de fusion si celle-ci contient une clause qui, dans une proposition de modification des statuts, leur aurait conféré ce droit en vertu de l'article 115.

**122(5)** Sous réserve du paragraphe (4), la convention de fusion est adoptée lorsque les actionnaires de chaque corporation fusionnante ont approuvé la fusion par résolution spéciale.

**122(6)** La convention de fusion peut prévoir qu'à tout moment, avant la délivrance du certificat de fusion, les administrateurs de l'une des corporations fusionnantes peuvent résilier la convention de fusion, malgré son approbation par les actionnaires de toutes les corporations fusionnantes ou de l'une d'elles.

2000, c.9, art.13.

**123(1)** Une corporation en holding et l'une ou plusieurs de ses filiales dont elle est entièrement propriétaire peuvent fusionner en une seule et même corporation et subsister comme telle sans se conformer aux articles 121 et 122,

a) si leurs administrateurs respectifs approuvent la fusion par voie de résolution; et

b) si ces résolutions prévoient que :

(i) les actions des filiales fusionnantes seront annulées sans remboursement de capital,

(ii) sous réserve des dispositions prescrites, les statuts de fusion sont les mêmes que les statuts constitutifs de la corporation fusionnante en holding, et

(iii) la corporation issue de la fusion n'émettra aucune valeur mobilière et ne répartira aucun actif à cette occasion.

**123(2)** Plusieurs filiales dont est entièrement propriétaire le même corps constitué en holding peuvent fusionner et subsister en une seule et même corporation sans se conformer aux articles 121 et 122 :

a) si leurs administrateurs respectifs approuvent la fusion par voie de résolution; et

- (b) if the resolutions provide that,
- (i) the shares of all but one of the amalgamating subsidiary corporations shall be cancelled without any repayment of capital in respect thereof,
  - (ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of incorporation of the amalgamating subsidiary corporation whose shares are not cancelled, and
  - (iii) the stated capital of the amalgamating subsidiary corporations whose shares are cancelled shall be added to the stated capital of the amalgamating subsidiary corporation whose shares are not cancelled.

**124(1)** Subject to subsection 122(6), after an amalgamation has been adopted under section 122 or approved under section 123, articles of amalgamation in prescribed form shall be sent to the Director together with the documents required by sections 17 and 64.

**124(2)** The articles of amalgamation shall have attached thereto a statement of a director or an officer of each amalgamating corporation that

- (a) there are reasonable grounds for believing that,
- (i) each amalgamating corporation is and the amalgamated corporation will be able to pay its liabilities as they become due, and
  - (ii) the realizable value of the amalgamated corporation's assets will not be less than the aggregate of its liabilities and stated capital of all classes; and

- (b) there are reasonable grounds for believing that
- (i) no creditor will be prejudiced by the amalgamation, or
  - (ii) adequate notice has been given to all known creditors of the amalgamating corporations and no creditor objects except on grounds that are frivolous or vexatious.

**124(3)** For the purposes of subsection (2), adequate notice is given if

- (a) a notice in writing is sent to each known creditor having a claim against the corporation that exceeds one thousand dollars at the last address of the creditor known to the corporation;

- b) si ces résolutions prévoient que :
- (i) les actions de toutes les filiales, sauf celles de l'une d'entre elles, seront annulées sans remboursement de capital,
  - (ii) sous réserve des dispositions prescrites, les statuts de fusion seront les mêmes que ceux de la filiale dont les actions ne sont pas annulées, et
  - (iii) le capital déclaré de toutes les filiales fusionnantes dont les actions seront annulées sera ajouté à celui de la corporation dont les actions ne sont pas annulées.

**124(1)** Sous réserve du paragraphe 122(6), les statuts de fusion en la forme prescrite, doivent, après l'approbation de la fusion en vertu des articles 122 ou 123, être envoyés au Directeur avec tous les documents exigés aux articles 17 et 64.

**124(2)** Les statuts de fusion doivent comporter en annexe une déclaration d'un administrateur ou d'un dirigeant de chaque corporation fusionnante établissant

- a) l'existence de motifs raisonnables de croire que :
- (i) chaque corporation fusionnante peut et la corporation issue de la fusion pourra acquitter son passif à échéance, et
  - (ii) la valeur de réalisation de l'actif de la corporation issue de la fusion, déduction faite des frais, ne sera pas inférieure au total de son passif et du capital déclaré de toutes les catégories; et

- b) l'existence de motifs raisonnables de croire que :
- (i) la fusion ne portera préjudice à aucun créancier, ou
  - (ii) un avis adéquat est donné à tous les créanciers connus des corporations fusionnantes, et aucun créancier ne s'oppose à la fusion, sauf pour des motifs futiles ou vexatoires.

**124(3)** Aux fins du paragraphe (2), l'avis adéquat est donné si

- a) l'avis écrit est envoyé à la dernière adresse connue de chaque créancier de la corporation dont la créance est supérieure à mille dollars;

(b) a notice of the proposed amalgamation is published once in a newspaper published or distributed in the place where each amalgamating corporation has its registered office;

(c) a notice is published in *The Royal Gazette*; and

(d) each notice states that the corporation intends to amalgamate with one or more specified corporations in accordance with this Act unless a creditor of the corporation objects to the amalgamation within thirty days from the date of the notice.

**124(4)** Upon receipt of articles of amalgamation and the statement, the Director shall issue a certificate of amalgamation.

2004, c.6, s.1.

**125** Upon the date set forth in the certificate of amalgamation,

(a) the amalgamation becomes effective and the amalgamating corporations are amalgamated and continue as one corporation under the terms and conditions prescribed in the amalgamation agreement;

(b) the amalgamated corporation possesses all the property, rights, privileges and franchises and is subject to all liabilities, including civil, criminal and administrative, all contracts, disabilities and debts of each of the amalgamating corporations;

(c) a conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against an amalgamating corporation may be enforced by or against the amalgamated corporation;

(d) the articles of amalgamation shall be deemed to be the articles of incorporation of the amalgamated corporation and, except for the purposes of subsection 4(1), the certificate of amalgamation shall be deemed to be the certificate of incorporation of the amalgamated corporation; and

(e) the amalgamated corporation shall be deemed to be the party plaintiff or the party defendant, as the case may be, in any civil action commenced by or against an amalgamating corporation before the amalgamation has become effective.

2000, c.9, s.14.

b) l'avis de la fusion envisagée est inséré une fois dans un journal publié ou diffusé au lieu du bureau enregistré de chaque corporation fusionnante;

c) l'avis est publié dans la *Gazette royale*; et

d) chaque avis indique l'intention de la corporation de fusionner, en conformité de la présente loi, avec l'une ou plusieurs corporations qu'il mentionne à moins qu'un créancier de cette corporation ne s'oppose à la fusion dans les trente jours de la date de l'avis.

**124(4)** Sur réception des statuts de fusion et de la déclaration, le Directeur doit délivrer le certificat de fusion.

2004, c.6, art.1.

**125** À la date figurant sur le certificat de fusion,

a) la fusion prend effet et les corporations fusionnantes sont fusionnées et subsistent en une seule corporation selon les conditions prévues dans la convention de fusion;

b) la corporation issue de la fusion possède tous les biens, droits, privilèges et concessions et est soumise à toutes les responsabilités civiles, criminelles ou administratives, à tous les contrats, incapacités et dettes de chacune des corporations fusionnantes;

c) toute déclaration de culpabilité contre une corporation fusionnante ou toute décision, ordonnance ou jugement en faveur d'une corporation ou contre elle est exécutoire à l'encontre ou en faveur de la corporation issue de la fusion; et

d) les statuts de fusion sont réputés être les statuts constitutifs de la corporation issue de la fusion, et sauf aux fins d'application du paragraphe 4(1), le certificat de fusion est réputé être le certificat de constitution de la corporation issue de la fusion; et

e) la corporation issue de la fusion est réputée être la partie demanderesse ou défenderesse, selon le cas, dans toute action civile intentée par ou contre une corporation fusionnante avant que la fusion ne prenne effet.

2000, c.9, art.14.

**126(1)** A body corporate

(a) incorporated under the laws of any jurisdiction other than New Brunswick may, if so authorized by the laws of the jurisdiction in which it is incorporated, or

(b) incorporated or continued under the laws of the Province may,

apply to the Director for a certificate of continuance.

**126(2)** Articles of continuance in prescribed form shall be sent to the Director together with the documents prescribed by sections 17 and 64.

**126(3)** The articles of continuance shall make any amendments to the original or restated articles of incorporation, articles of amalgamation, letters patent or supplementary letters patent, special Act or any other instrument by which the body corporate was incorporated, and any amendments thereto, necessary to make the articles of continuance conform to the laws of New Brunswick, and may make such other amendments as would be permitted under this Act if the body corporate were incorporated under the laws of New Brunswick, if the same shareholder approval has been obtained for such other amendments as would have been required under this Part if the body corporate were incorporated under the laws of New Brunswick.

**126(4)** Upon receipt of articles of continuance and any other prescribed documents, the Director shall issue a certificate of continuance.

**126(5)** On the date shown in the certificate of continuance,

(a) the body corporate becomes a corporation to which this Act applies as if it has been incorporated under this Act;

(b) the articles of continuance shall be deemed to be the articles of incorporation of the continued corporation; and

(c) the certificate of continuance shall be deemed to be the certificate of incorporation of the continued corporation.

**126(6)** The Director shall send a copy of the certificate of continuance to the appropriate official or public body in

**126(1)** Tout corps constitué peut demander un certificat de prorogation au Directeur, s'il est

a) constitué en corporation en vertu des lois d'une autorité législative autre que le Nouveau-Brunswick et s'il est autorisé à le faire en vertu des lois de son lieu de constitution, ou

b) constitué en corporation ou prorogé en vertu des lois de la province.

**126(2)** Les statuts de prorogation en la forme prescrite doivent être envoyés au Directeur avec les autres documents exigés aux articles 17 et 64.

**126(3)** Les statuts de prorogation doivent effectuer toute modification aux statuts constitutifs originaux ou mis à jour, statuts de fusion, lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, loi spéciale ou tout autre document en vertu desquels le corps constitué a été constitué en corporation, ainsi que toutes modifications nécessaires pour se conformer aux lois du Nouveau-Brunswick; ils peuvent également, si le corps constitué a été constitué en corporation sous le régime des lois du Nouveau-Brunswick, effectuer des modifications autorisées par la présente loi, pourvu que l'approbation des actionnaires, la même que celle requise pour d'autres modifications prévue à la Partie XI concernant les corps constitués en corporation en vertu des lois du Nouveau-Brunswick, ait été obtenue.

**126(4)** Sur réception des statuts de prorogation et d'autres documents prescrits, le Directeur doit délivrer un certificat de prorogation.

**126(5)** À la date figurant sur le certificat de prorogation :

a) la présente loi s'applique au corps constitué comme s'il avait été constitué en corporation en vertu de celle-ci;

b) les statuts de prorogation sont réputés être les statuts constitutifs de la corporation prorogée; et

c) le certificat de prorogation est réputé être le certificat de constitution de la corporation prorogée.

**126(6)** Le Directeur doit immédiatement envoyer un exemplaire du certificat de prorogation au fonctionnaire

the jurisdiction in which continuation under the Act was authorized, but this does not apply with respect to a body corporate continued in accordance with section 192.

**126(7)** When a body corporate is continued as a corporation under this Act,

(a) the corporation possesses all the property, rights, privileges and franchises and is subject to all the liabilities, including civil, criminal and administrative, and all contracts, disabilities and debts of the body corporate;

(b) a conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, the body corporate may be enforced by or against the corporation; and

(c) the corporation shall be deemed to be the party plaintiff or the party defendant, as the case may be, in any civil action commenced by or against the body corporate.

**126(8)** Subject to subsection 47(8), a share of a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act shall be deemed to have been issued in compliance with this Act and with the provisions of the articles of continuance, irrespective of whether the share is fully paid, and of any designation, rights, privileges, restrictions or conditions set out on or referred to in the certificate representing the share, and continuance under this section does not deprive a holder of any right or privilege that he claims under, or relieve him of any liability in respect of, an issued share.

**126(9)** For the purposes of subsection (8), “share” includes an instrument referred to in subsection 28(1), a share warrant as defined in the *Companies Act* or a like instrument.

1983, c.15, s.20; 2000, c.9, s.15.

**127(1)** Subject to subsection (8), a corporation may, if it is authorized by the shareholders in accordance with this section, and it establishes to the satisfaction of the Director that its proposed continuance in another jurisdiction will not adversely affect creditors or shareholders of the corporation, apply to the appropriate official or public body of another jurisdiction requesting that the corporation be continued as if it had been incorporated under the laws of that other jurisdiction.

ou à l’organisme public compétents relevant de l’autorité législative où la prorogation a été autorisée en vertu de la loi, à l’exception du cas d’un corps constitué prorogé conformément à l’article 192.

**126(7)** En cas de prorogation d’un corps constitué sous forme de corporation régie par la présente loi,

a) la corporation possède tous les biens, droits, privilèges et concessions et est soumise à toutes les responsabilités civiles, criminelles ou administratives ainsi qu’à tous les contrats, incapacités et dettes du corps constitué;

b) toute déclaration de culpabilité contre un corps constitué ou toute décision, ordonnance ou jugement en faveur ou à l’encontre du corps constitué est exécutoire à l’encontre ou en faveur de la corporation; et

c) la corporation est réputée être la partie demanderesse ou défenderesse, selon le cas, dans toute action civile intentée par ou contre le corps constitué.

**126(8)** Sous réserve du paragraphe 47(8), une action d’un corps constitué émise avant sa prorogation en vertu de la présente loi est réputée l’avoir été en conformité de la présente loi et des statuts de prorogation, qu’elle ait été ou non entièrement libérée et indépendamment de toute désignation et des droits, privilèges, restrictions ou conditions mentionnés dans les certificats représentant cette action; la prorogation, en vertu du présent article, ne prive pas un détenteur de tout droit ou privilège qu’il réclame, ni le relève de toute obligation relative à une action déjà émise.

**126(9)** Aux fins du paragraphe (8), « action » s’entend également d’un document visé au paragraphe 28(1), d’un titre au porteur défini dans la *Loi sur les compagnies* ou de tout document analogue.

1983, c.15, art.20; 2000, c.9, art.15.

**127(1)** Sous réserve du paragraphe (8), une corporation peut, si elle est autorisée par ses actionnaires conformément au présent article et si elle établit, à la satisfaction du Directeur, que ni ses créanciers ni ses actionnaires ne subiront de préjudice en raison de sa prorogation envisagée sous une autre autorité législative, demander sa prorogation au fonctionnaire ou à l’organisme compétents de l’autre autorité législative, comme si elle avait été constituée en corporation sous le régime des lois de celle-ci.

**127(2)** A notice of a meeting of shareholders complying with section 87 shall be sent in accordance with that section to each shareholder and shall state that a dissenting shareholder may be entitled to be paid the fair value of his shares in accordance with section 131, but failure to make that statement does not invalidate a discontinuance under this Act.

**127(3)** Each share of the corporation carries the right to vote in respect of a continuance whether or not it otherwise carries the right to vote.

**127(4)** An application for continuance under subsection (1) becomes authorized when the shareholders voting thereon have approved of the continuance by a special resolution.

**127(5)** The directors of a corporation may, if authorized by the shareholders at the time of approving an application for continuance under this section, abandon the application without further approval of the shareholders.

**127(6)** Subject to subsection (1), upon receipt of notice satisfactory to him that the corporation has been continued under the laws of another jurisdiction, the Director shall file the notice and issue a certificate of discontinuance.

**127(7)** This Act ceases to apply to the corporation on the date shown in the certificate of discontinuance, which shall be dated the date upon which the corporation is continued under the laws of another jurisdiction.

**127(8)** A corporation shall not apply under subsection (1) to be continued as a body corporate under the laws of another jurisdiction unless those laws provide in effect that

- (a) the property of the corporation continues to be the property of the body corporate;
- (b) the body corporate continues to be liable for the obligations of the corporation;
- (c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected;
- (d) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the corporation may be continued to be prosecuted by or against the body corporate; and

**127(2)** Doit être envoyé à chaque actionnaire conformément à l'article 87, un avis d'une assemblée d'actionnaires mentionnant qu'un actionnaire dissident peut avoir droit de se faire verser la juste valeur de ses actions conformément à l'article 131, toutefois, le défaut de cette mention ne rend pas nulle la prorogation en vertu de la présente loi.

**127(3)** Chaque action de la corporation, assortie ou non du droit de vote, emporte droit de vote quant à la prorogation.

**127(4)** La demande de prorogation en vertu du paragraphe (1) est autorisée lorsque les actionnaires habiles à voter l'approuvent par voie de résolution spéciale.

**127(5)** Les administrateurs d'une corporation, munis de l'autorisation des actionnaires lors de l'approbation de la demande de prorogation en vertu du présent article, peuvent renoncer à la demande sans qu'une nouvelle approbation des actionnaires soit nécessaire.

**127(6)** Sous réserve du paragraphe (1), sur réception d'un avis attestant à sa satisfaction que la corporation a été prorogée sous le régime d'une autre autorité législative, le Directeur doit enregistrer l'avis et délivrer un certificat de cessation.

**127(7)** La présente loi cesse de s'appliquer à la corporation à la date figurant sur le certificat de cessation qui est celle de la prorogation de la corporation sous les lois de l'autre autorité législative.

**127(8)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la corporation qui désire être prorogée sous forme de corps constitué sous les lois d'une autre autorité législative à moins que celles-ci ne prévoient :

- a) que le corps constitué continue d'être propriétaire des biens de cette corporation;
- b) que le corps constitué continue d'être responsable des obligations de cette corporation;
- c) qu'aucune atteinte n'est portée à une cause d'action, réclamation ou responsabilité déjà existante;
- d) que le corps constitué remplace la corporation dans les poursuites civiles, criminelles ou administratives engagées par ou contre celle-ci; et

(e) a conviction against the corporation may be enforced against the body corporate or a ruling, order or judgment in favour of or against the corporation may be enforced by or against the body corporate.

2000, c.9, s.16.

**128(1)** In this section “arrangement”, with respect to a corporation, includes

(a) the addition to, change or removal from the articles of the corporation of any provision that is permitted by this Act to be, or that is, set out in the articles;

(b) an amalgamation of the corporation with another corporation;

(c) an amalgamation of a body corporate with a corporation that results in an amalgamated corporation subject to this Act;

(d) a transfer of all or substantially all the property of the corporation to another body corporate in exchange for securities, money or other property of the body corporate;

(e) an exchange of securities of the corporation held by security holders for other securities, money or other property of the corporation or securities, money or other property of another body corporate that is not a takeover bid under section 133;

(f) a liquidation and dissolution of the corporation;

(g) a compromise between a corporation and its creditors or any class of its creditors or between a corporation and the holders of its shares or debt obligations or any class of those holders; or

(h) any combination of the foregoing.

**128(2)** An application may be made to the Court by a corporation or a security holder or creditor of a corporation for an order approving an arrangement in respect of the corporation.

**128(3)** If an arrangement can be effected under any other provision of this Act, an application may not be

e) que toute déclaration de culpabilité contre la corporation et toute décision, ordonnance ou jugement en faveur ou à l’encontre de la corporation sont exécutoires à l’égard du corps constitué.

2000, c.9, art.16.

**128(1)** Dans le présent article, « arrangement » concernant une corporation, s’entend également :

a) d’une addition, d’une modification ou d’une suppression de toute disposition des statuts de la corporation autorisée par la présente loi ou énoncée dans les statuts;

b) d’une fusion de la corporation avec une autre;

c) d’une fusion d’un corps constitué et d’une corporation pour former une corporation fusionnée régie par la présente loi;

d) d’un transfert de la totalité ou de la quasi-totalité des biens d’une corporation à un autre corps constitué moyennant de l’argent, des valeurs mobilières ou d’autres biens du corps constitué;

e) d’un échange de valeurs mobilières de la corporation, entre les mains d’un détenteur de garantie contre d’autres valeurs mobilières, de l’argent ou d’autres biens soit de la corporation, soit d’un autre corps constitué, pourvu que l’opération ne réponde pas à une offre d’achat visant à la mainmise définie à l’article 133;

f) d’une liquidation ou d’une dissolution de la corporation;

g) d’un compromis entre la corporation et ses créanciers ou une catégorie quelconque de ses créanciers ou entre la corporation et les détenteurs de ses actions ou de ses titres de créance ou toute catégorie de ces détenteurs; ou

h) d’une combinaison des opérations visées plus haut.

**128(2)** Une corporation, un détenteur des valeurs mobilières ou un créancier d’une corporation peut demander à la Cour une ordonnance approuvant un arrangement avec la corporation.

**128(3)** Si un arrangement peut se faire en vertu de toute autre disposition de la présente loi, une demande faite en

made under this section unless it is impracticable to effect the arrangement under that other provision.

**128(4)** In connection with an application under this section, the Court may make one or more of the following orders:

- (a) an order determining the notice to be given to any interested person or dispensing with notice to any person;
- (b) an order appointing counsel, at the expense of the corporation, to represent the interests of the shareholders;
- (c) an order requiring a corporation to call, hold and conduct a meeting of all or any particular group of holders of any securities or options or rights to acquire securities of the corporation or creditors in such manner as the Court directs;
- (d) an order permitting a shareholder to dissent under section 131 if the arrangement is adopted;
- (e) an order that the arrangement or proposed arrangement shall be deemed not to have been adopted unless it has been approved by such majority, which majority may be
  - (i) in the case of a vote of shareholders or a class of shareholders, a majority of at least two-thirds of the votes cast by the shareholders voting on the resolution,
  - (ii) in the case of a vote of creditors or a class of creditors, a majority in number representing at least two-thirds of the amount of their claims,
  - (iii) in the case of a vote of the holders of debt obligations or a class of those holders, a majority in number representing at least two-thirds of their claims, and
  - (iv) in the case of a vote of holders of options or rights to acquire securities, the majority that would be required under paragraphs (i) and (iii) if those holders had acquired ownership of the securities; or

vertu du présent article n'est pas nécessaire, à moins que l'arrangement conclu en vertu de l'autre disposition ne se révèle impraticable.

**128(4)** La Cour, saisie d'une demande en vertu du présent article, peut rendre une ou plusieurs des ordonnances suivantes en vue de :

- a) prévoir l'avis à donner aux intéressés ou dispenser de donner avis à toute personne;
- b) nommer, aux frais de la corporation, un avocat pour défendre les intérêts des actionnaires;
- c) enjoindre à une corporation, selon les modalités qu'elle fixe, de convoquer et de tenir une assemblée de créanciers ou d'un groupe particulier de détenteurs ou de tous les détenteurs de valeurs mobilières, d'options ou de droits d'acquérir des valeurs mobilières de la corporation;
- d) autoriser un actionnaire à faire valoir sa dissidence en vertu de l'article 131 si l'arrangement a été adopté;
- e) décider que l'arrangement ou l'arrangement proposé est réputé être rejeté à moins qu'il n'ait été approuvé par la majorité qui peut être
  - (i) une majorité d'au moins de deux tiers des voix exprimées lors du vote sur la résolution par les actionnaires, en cas de vote des actionnaires ou d'une catégorie d'actionnaires,
  - (ii) une majorité en nombre représentant au moins deux tiers du montant de leurs réclamations, en cas de vote des créanciers ou d'une catégorie de créanciers,
  - (iii) une majorité en nombre représentant au moins deux tiers de leurs réclamations, en cas de vote des détenteurs de titres de créance ou d'une catégorie de ces détenteurs, et
  - (iv) une majorité exigée aux sous-alinéas (i) et (iii) en cas de vote des détenteurs d'options ou de droits d'acquérir des valeurs mobilières si ces détenteurs ont acquis la propriété de ces valeurs mobilières; ou

(f) an order approving the arrangement as proposed by the corporation or as amended in any manner the Court may direct.

**128(5)** An applicant under this section shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

**129(1)** After an order referred to in paragraph 128(4)(f) has been made, articles of arrangement in prescribed form shall be sent to the Director together with the documents required by sections 17 and 64, if applicable.

**129(2)** Upon receipt of articles of arrangement, the Director shall issue a certificate of arrangement.

**130(1)** A sale, lease or exchange of all or substantially all the property of a corporation other than in the ordinary course of business of the corporation requires the approval of the shareholders in accordance with subsections (3) to (7).

**130(2)** Where a sale, lease or exchange of all or substantially all the property of a corporation is proposed, a meeting of the shareholders shall be called and a notice of a meeting of shareholders complying with section 87 shall be sent in accordance with that section to each shareholder and shall

(a) include or be accompanied by a copy or summary of the agreement of sale, lease or exchange; and

(b) state that a dissenting shareholder may be entitled to be paid the fair value of his shares in accordance with section 131, but failure to make that statement does not invalidate a sale, lease or exchange referred to in subsection (1).

**130(3)** At the meeting referred to in subsection (2), the shareholders may approve the sale, lease or exchange and may fix or authorize the directors to fix any of the terms and conditions thereof.

**130(4)** Each share of the corporation carries the right to vote in respect of a sale, lease or exchange referred to in subsection (1) whether or not it otherwise carries the right to vote.

**130(5)** If sale, lease or exchange by a corporation referred to in subsection (1) would affect a particular class or series of shares of the corporation in a manner different from the shares of another class or series of the corpora-

f) approuver ou modifier selon ses directives, l'arrangement proposé par la corporation.

**128(5)** La personne qui présente une demande en vertu du présent article doit en donner avis au Directeur et celui-ci a droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat.

**129(1)** Dès le prononcé de l'ordonnance visée à l'alinéa 128(4)f), les statuts d'arrangement doivent être envoyés au Directeur en la forme prescrite, ainsi que, le cas échéant, les documents exigés par les articles 17 et 64.

**129(2)** Dès réception des statuts d'arrangement, le Directeur doit délivrer un certificat d'arrangement.

**130(1)** Une vente, un bail ou un échange de la totalité ou la quasi-totalité des biens de la corporation, qui n'intervient pas dans le cours normal de son activité, est soumis à l'approbation des actionnaires conformément aux paragraphes (3) à (7).

**130(2)** Lorsqu'une vente, un bail ou un échange de la totalité ou quasi-totalité des biens de la corporation est proposé, une assemblée des actionnaires doit être convoquée, et l'avis doit en être envoyé à chaque actionnaire conformément à l'article 87

a) assorti d'un exemplaire ou d'un résumé de l'acte de vente, de bail ou d'échange; et

b) précisant qu'un actionnaire dissident peut avoir droit de se faire verser la juste valeur de ses actions conformément à l'article 131, mais le défaut de cette mention ne rend pas nulle la fusion.

**130(3)** Lors de l'assemblée visée au paragraphe (2), les actionnaires peuvent approuver la vente, le bail ou l'échange et en fixer les modalités, ou autoriser les administrateurs à le faire.

**130(4)** Chaque action de la corporation, assortie ou non du droit de vote, emporte droit de vote quant à la vente, le bail ou l'échange visé au paragraphe (1).

**130(5)** Si la vente, le bail ou l'échange visé au paragraphe (1) a sur une catégorie ou série particulière d'actions de la corporation, un effet différent de celui qu'il a sur une catégorie ou série d'actions de la corporation alors que ces

tion entitled to vote on the sale, lease or exchange referred to in subsection (1), the holders of such first mentioned class or series of shares, whether or not they are otherwise entitled to vote, are entitled to vote separately as a class or series in respect to such sale, lease or exchange.

**130(6)** The approval of the shareholders of a corporation of a sale, lease or exchange referred to in subsection (1) is not effective until the holders of the shares of each class or series of shares of the corporation entitled to vote separately on the sale, lease or exchange have, in each case by special resolution, approved the sale, lease or exchange.

**130(7)** The directors of a corporation may, if authorized by the shareholders approving a proposed sale, lease or exchange, and subject to the rights of third parties, abandon the sale, lease or exchange without further approval of the shareholders.

**131(1)** Subject to sections 132 and 166, a holder of shares of any class of a corporation may dissent if the corporation is subject to an order under paragraph 128(4)(d) that affects the holder or if the corporation resolves to

(a) amend its articles under section 113 to add, change or remove restrictions on the transfer of shares of a class or series of the shares of the corporation;

(b) amend its articles under section 113 to add, change or remove any restriction upon the business or businesses that the corporation may carry on;

(c) amend its articles under section 113 to provide that meetings of the shareholders may be held outside New Brunswick at one or more specified places;

(d) amalgamate with another corporation, otherwise than under section 123;

(e) be continued under the laws of another jurisdiction under section 127; or

(f) sell, lease or exchange all or substantially all its property under subsection 130(1).

**131(2)** A holder of shares of any class or series of shares entitled to vote under section 115 may dissent if the cor-

nières ont droit de vote sur la vente, le bail ou l'échange visé au paragraphe (1), les détenteurs des actions de la catégorie ou série premièrement mentionnée, qu'ils aient ou non le droit de vote, sont fondés à voter séparément en tant que catégorie ou série sur cette vente, ce bail ou cet échange.

**130(6)** La ratification de la vente, du bail ou de l'échange visés au paragraphe (1) est subordonnée à l'approbation des actionnaires de chaque catégorie ou série d'actions de la corporation, fondés à voter séparément à cet effet dans chaque cas, par résolution spéciale.

**130(7)** Sous réserve des droits des tiers, les administrateurs d'une corporation autorisés par les actionnaires à approuver une vente, un bail ou un échange proposé, peuvent renoncer à la vente, au bail ou à l'échange sans qu'une nouvelle approbation des actionnaires soit nécessaire.

**131(1)** Sous réserve des articles 132 et 166, un détenteur d'actions de toute catégorie d'une corporation peut faire valoir sa dissidence si la corporation est assujettie à une ordonnance visée à l'alinéa 128(4)d) le concernant ou si la corporation décide

a) de modifier ses statuts conformément à l'article 113, afin d'y ajouter, modifier ou supprimer toute restriction relative au transfert d'actions d'une catégorie ou série de la corporation;

b) de modifier ses statuts, conformément à l'article 113, afin d'y ajouter, modifier ou supprimer certaines restrictions à son ou ses activités;

c) de modifier ses statuts conformément à l'article 113 afin de prévoir que les assemblées d'actionnaires puissent se tenir à un ou plusieurs lieux spécifiques hors du Nouveau-Brunswick;

d) de fusionner avec une autre corporation autrement qu'en vertu de l'article 123;

e) d'être prorogée sous les lois d'une autre autorité législative conformément à l'article 127; ou

f) de vendre, louer ou échanger la totalité ou la quasi-totalité de ses biens en vertu du paragraphe 130(1).

**131(2)** Un détenteur d'actions d'une catégorie ou série, habile à voter en vertu de l'article 115, peut faire valoir sa

poration resolves to amend its articles in a manner described in that section.

**131(3)** In addition to any other right he may have, but subject to subsection (26), a shareholder who complies with this section is entitled, when the action approved by the resolution from which he dissents becomes effective, or an order is made under subsection 128(5), to be paid by the corporation the fair value of the shares held by him in respect of which he dissents, determined as of the close of business on the day before the resolution is adopted or an order is made, but in determining the fair value of the shares any change in value reasonably attributable to the anticipated adoption of the resolution shall be excluded.

**131(4)** A dissenting shareholder may only claim under this section with respect to all the shares of a class held by him on behalf of any one beneficial owner and registered in the name of the dissenting shareholder.

**131(5)** A dissenting shareholder shall send to the registered office of the corporation, at or before any meeting of shareholders at which a resolution referred to in subsection (1) or (2) is to be voted on, a written objection to the resolution, unless the corporation did not give notice to the shareholder of the purpose of the meeting or of his right to dissent.

**131(6)** The corporation shall, within ten days after the shareholders adopt the resolution, send to each shareholder who has sent the objection referred to in subsection (5) notice that the resolution has been adopted, but such notice is not required to be sent to any shareholder who voted for the resolution or who has withdrawn his objection.

**131(7)** A dissenting shareholder shall, within twenty days after he receives a notice under subsection (6), or, if he does not receive such notice, within twenty days after he learns that the resolution has been adopted, send to the corporation a written notice containing

- (a) his name and address;
- (b) the number and class of shares in respect of which he dissents; and
- (c) a demand for payment of the fair value of such shares.

**131(8)** Not later than the thirtieth day after the sending of a notice under subsection (7), a dissenting shareholder

dissidence si la corporation décide d'apporter à ses statuts une modification visée à cet article.

**131(3)** Outre les autres droits qu'il peut avoir, mais sous réserve du paragraphe (26), un actionnaire qui se conforme au présent article est fondé, à l'entrée en vigueur des mesures approuvées par la résolution à propos de laquelle il a fait valoir sa dissidence ou à la date de prise d'effet de l'ordonnance visée au paragraphe 128(5), à se faire verser par la corporation la juste valeur des actions en cause fixée à l'heure de fermeture des bureaux la veille de la date de la résolution ou de l'ordonnance; mais dans l'évaluation de la juste valeur, tout changement de prix raisonnablement attribuable à l'adoption anticipée de la résolution doit en être exclu.

**131(4)** Un actionnaire dissident ne peut se prévaloir du présent article que pour la totalité des actions d'une catégorie, inscrites à son nom et détenues pour le compte d'un bénéficiaire à titre de propriétaire.

**131(5)** Avant ou durant toute assemblée d'actionnaires dont l'objet consiste à voter sur la résolution visée au paragraphe (1) ou (2), un actionnaire dissident doit envoyer au bureau enregistré de la corporation son opposition écrite à cette résolution, sauf si la corporation a manqué à lui donner avis sur l'objet de cette assemblée, ou sur son droit à la dissidence.

**131(6)** La corporation doit, dans les dix jours de l'adoption de la résolution par les actionnaires, aviser chaque actionnaire qui a envoyé son opposition mentionnée au paragraphe (5) que la résolution a été adoptée, mais l'envoi d'un tel avis n'est pas requis à l'égard de tout actionnaire qui a voté pour la résolution ou qui a retiré son opposition.

**131(7)** Un actionnaire dissident doit, dans les vingt jours de la réception de l'avis prévu au paragraphe (6) ou, à défaut de le recevoir, de la date où il prend connaissance de l'adoption de la résolution, envoyer un avis écrit à la corporation indiquant :

- a) ses nom et adresse;
- b) le nombre et la catégorie des actions sur lesquelles est fondée sa dissidence; et
- c) une demande de versement de la juste valeur de ces actions.

**131(8)** Un actionnaire dissident doit au plus tard, dans les trente jours de l'envoi de l'avis prévu au paragra-

shall send the certificates representing the shares in respect of which he dissents to the corporation or its transfer agent.

**131(9)** A dissenting shareholder who fails to comply with subsection (8) has no right to make a claim under this section.

**131(10)** A corporation or its transfer agent shall endorse on any share certificate received under subsection (8) a notice that the holder is a dissenting shareholder under this section and shall return forthwith the share certificates to the dissenting shareholder.

**131(11)** On sending a notice under subsection (7), a dissenting shareholder ceases to have any rights as a shareholder other than the right to be paid the fair value of his shares as determined under this section except where

(a) the dissenting shareholder withdraws his notice before the corporation makes an offer under subsection (12),

(b) the corporation fails to make an offer in accordance with subsection (12) and the dissenting shareholder withdraws his notice, or

(c) the directors revoke a resolution to amend the articles under subsection 113(2), terminate an amalgamation agreement under subsection 122(6), abandon an application for continuance under subsection 127(5), or abandon a sale, lease or exchange under subsection 130(7),

in which case his rights as the holder of the shares in respect of which he had dissented are reinstated as of the date he sent the notice referred to in subsection (7), and he is entitled, upon presentation and surrender to the corporation or its transfer agent of any certificate representing the shares that have been endorsed in accordance with subsection (10), to be issued a new certificate representing the same number of shares as the certificate so presented, without payment of any fee.

**131(12)** A corporation shall, not later than fourteen days after the later of the day on which the action approved by the resolution is effective or the day the corporation received the notice referred to in subsection (7), send to each dissenting shareholder who has sent such notice

phe (7), envoyer à la corporation ou à son agent de transfert les certificats des actions sur lesquelles est fondée sa dissidence.

**131(9)** Pour réclamer en vertu du présent article, un actionnaire dissident doit se conformer au paragraphe (8).

**131(10)** Une corporation ou son agent de transfert doit immédiatement renvoyer à l'actionnaire dissident les certificats, reçus conformément au paragraphe (8), munis à l'endos d'une mention, dûment signée, attestant que l'actionnaire est un dissident conformément au présent article.

**131(11)** Dès l'envoi de l'avis visé au paragraphe (7), un actionnaire dissident perd tous ses droits en qualité d'actionnaire sauf celui de se faire rembourser la juste valeur de ses actions conformément au présent article; cependant, il recouvre ses droits rétroactivement à compter de la date d'envoi de l'avis visé au paragraphe (7) :

a) s'il retire l'avis avant que la corporation fasse l'offre visée au paragraphe (12),

b) si la corporation n'ayant pas fait l'offre conformément au paragraphe (12), il retire son avis, ou

c) si les administrateurs annulent, en vertu du paragraphe 113(2), la résolution visant la modification des statuts, mettent fin à la convention de fusion en vertu du paragraphe 122(6), renoncent à la demande de prorogation en vertu du paragraphe 127(5), ou renoncent à la vente, au bail ou à l'échange en vertu du paragraphe 130(7),

et dès cet instant, sur présentation ou remise à la corporation ou à son agent de transfert de tout certificat représentant les actions et endossé conformément au paragraphe (10), il a droit à un nouveau certificat représentant le même nombre d'actions, sans avoir à payer aucun frais.

**131(12)** Une corporation doit, dans les quatorze jours au plus tard de la date d'entrée en vigueur des mesures approuvées dans la résolution ou, de celle de réception de l'avis visé au paragraphe (7), envoyer à chaque actionnaire dissident qui a envoyé son avis,

(a) a written offer to pay for his shares in an amount considered by the directors of the corporation to be the fair value thereof, accompanied by a statement showing how the fair value was determined; or

(b) if subsection (26) applies, a notification that it is unable lawfully to pay dissenting shareholders for their shares.

**131(13)** Every offer made under subsection (12) for shares of the same class or series shall be on the same terms.

**131(14)** Subject to subsection (26), a corporation shall pay for the shares of a dissenting shareholder within ten days after an offer made under subsection (12) has been accepted, but any such offer lapses if the corporation does not receive an acceptance thereof within thirty days after the offer has been made.

**131(15)** Where a corporation fails to make an offer under subsection (12) or if a dissenting shareholder fails to accept an offer, the corporation may, within fifty days after the action approved by the resolution is effective or within such further period as the Court may allow, apply to the Court to fix a fair value for the shares of any dissenting shareholder.

**131(16)** If a corporation fails to apply to the Court under subsection (15), a dissenting shareholder may apply to the Court for the same purpose within a further period of twenty days or within such further period as the Court may allow.

**131(17)** If a corporation fails to comply with subsection (12), then the costs of a shareholder application under subsection (16) are to be borne by the corporation unless the Court otherwise orders.

**131(18)** Before making application to the Court under subsection (15) or not later than seven days after receiving notice of an application to the Court under subsection (16), as the case may be, a corporation shall give notice to each dissenting shareholder who, at the date upon which the notice is given,

(a) has sent to the corporation the notice referred to in subsection (7), and

(b) has not accepted an offer made by the corporation under subsection (12), if such offer was made,

a) une offre écrite de remboursement de ses actions à leur juste valeur, avec une déclaration précisant le mode de calcul retenu par les administrateurs; ou

b) en cas d'application du paragraphe (26), un avis informant les actionnaires dissidents qu'il est légalement impossible à la corporation de les rembourser.

**131(13)** Les offres prévues au paragraphe (12) doivent être faites selon les mêmes modalités si elles visent des actions de la même catégorie ou série.

**131(14)** Sous réserve du paragraphe (26), une corporation doit procéder au remboursement des actions d'un actionnaire dissident dans les dix jours de l'acceptation de l'offre faite en vertu du paragraphe (12); l'offre devient caduque si l'acceptation ne parvient pas à la corporation dans les trente jours de l'offre.

**131(15)** Faute par une corporation de faire l'offre prévue au paragraphe (12), ou par l'actionnaire dissident de l'accepter, la corporation peut, dans les cinquante jours de l'entrée en vigueur des mesures approuvées dans la résolution ou dans tel délai supplémentaire accordé par la Cour, demander à la Cour de fixer la juste valeur des actions de tout actionnaire dissident.

**131(16)** Faute par une corporation de demander à la Cour conformément au paragraphe (15), un actionnaire dissident peut le faire dans un délai supplémentaire de vingt jours ou dans un autre délai supplémentaire qui peut être accordé par la Cour.

**131(17)** Faute par une corporation d'obtempérer au paragraphe (12), les frais de la demande en application du paragraphe (16) sont à la charge de la corporation, à moins que la Cour n'en décide autrement.

**131(18)** Avant de demander à la Cour en vertu du paragraphe (15) ou sept jours au plus tard après avoir reçu l'avis de la demande faite à la Cour en vertu du paragraphe (16) selon le cas, une corporation doit donner avis à chaque actionnaire dissident qui, à la date d'envoi de l'avis

a) a envoyé à la corporation l'avis mentionné au paragraphe (7), et

b) n'a pas accepté l'offre faite par la corporation en vertu du paragraphe (12), dans le cas où une telle offre fut faite,

of the date, place and consequences of the application and of his right to appear and be heard in person or by counsel, and a similar notice shall be given to each dissenting shareholder who, after the date of such first mentioned notice and before termination of the proceedings commenced by the application, satisfies the conditions set out in paragraphs (a) and (b), within three days after he satisfies such conditions.

**131(19)** All dissenting shareholders who satisfy the conditions set out in paragraphs (18)(a) and (b) shall be deemed to be joined as parties to an application under subsection (15) or (16) on the later of the date upon which the application is brought and the date upon which they satisfy the conditions, and shall be bound by the decision rendered by the Court in the proceedings commenced by the application.

**131(20)** Upon an application to the Court under subsection (15) or (16), the Court may determine whether any other person is a dissenting shareholder who should be joined as a party, and the Court shall then fix a fair value for the shares of all dissenting shareholders.

**131(21)** The Court may in its discretion appoint one or more appraisers to assist the Court to fix a fair value for the shares of the dissenting shareholders.

**131(22)** The final order of the Court in the proceedings commenced by an application under subsection (15) or (16) shall be rendered against the corporation and in favour of each dissenting shareholder who, whether before or after the date of the order, complies with the conditions set out in paragraphs (18)(a) and (b).

**131(23)** The Court may in its discretion allow a reasonable rate of interest on the amount payable to each dissenting shareholder from the date the action approved by the resolution is effective until the date of payment.

**131(24)** Where subsection (26) applies, the corporation shall, within ten days after the pronouncement of an order under subsection (22), notify each dissenting shareholder that it is unable lawfully to pay dissenting shareholders for their shares.

**131(25)** Where subsection (26) applies, a dissenting shareholder, by written notice delivered to the registered office of the corporation within thirty days after receiving a notice under subsection (24), may

de la date, du lieu et des conséquences de la demande ainsi que de son droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat et un avis similaire doit être donné à chaque actionnaire dissident qui, après la date de l'avis premièrement mentionné et avant la fin des procédures commencées par la demande, répond aux conditions énoncées aux alinéas a) et b) dans les trois jours du moment où il a obtenu à ces conditions.

**131(19)** Tous les actionnaires dissidents répondant aux conditions énoncées aux alinéas 18a) et b) sont réputés être mis en cause dans la demande faite en vertu des paragraphes (15) ou (16) à la date du dépôt de la demande ou à celle de l'exécution de ces conditions selon la dernière éventualité, et ils sont liés par la décision de la Cour relative à la demande.

**131(20)** Sur présentation à la Cour de la demande prévue au paragraphe (15) ou (16), la Cour peut décider s'il existe d'autres actionnaires dissidents à mettre en cause et elle doit alors fixer la juste valeur des actions de tous les actionnaires dissidents.

**131(21)** La Cour peut, à sa discrétion, nommer des estimateurs pour l'aider dans le calcul de la juste valeur des actions des actionnaires dissidents.

**131(22)** L'ordonnance définitive de la Cour relative à la demande faite en vertu du paragraphe (15) ou (16) doit être rendue contre la corporation et en faveur de chaque actionnaire dissident qui se conforme aux conditions énoncées aux alinéas (18)a) et b), que ce soit avant ou après la date de l'ordonnance.

**131(23)** La Cour peut à sa discrétion, accorder sur la somme à verser à chaque actionnaire dissident, des intérêts à un taux raisonnable pour la période comprise entre la date d'entrée en vigueur des mesures approuvées dans la résolution et celle du versement.

**131(24)** Dans les cas prévus au paragraphe (26), la corporation doit, dans les dix jours du prononcé de l'ordonnance prévue au paragraphe (22), aviser chaque actionnaire dissident qu'il lui est légalement impossible de le rembourser pour ses actions.

**131(25)** Dans les cas prévus au paragraphe (26), un actionnaire dissident peut, par avis écrit remis au bureau enregistré de la corporation dans les trente jours de la réception de l'avis prévu au paragraphe (24) :

(a) withdraw his notice of dissent, in which case the corporation shall be deemed to consent to the withdrawal and the shareholder is reinstated to his full rights as a shareholder, or

(b) retain a status as a claimant against the corporation, to be paid as soon as the corporation is lawfully able to do so or, in a liquidation, to be ranked subordinate to the rights of creditors of the corporation but in priority to its shareholders.

**131(26)** A corporation shall not make a payment to a dissenting shareholder under this section if there are reasonable grounds for believing that

(a) the corporation is or would after the payment be unable to pay its liabilities as they become due; or

(b) the realizable value of the corporation's assets would thereby be less than the aggregate of its liabilities.

**131(27)** Upon application by a corporation that proposes to take any of the actions referred to in subsection (1), the Court may, if satisfied that the proposed action is not in all the circumstances one that should give rise to the rights arising under subsection (3), by order declare that those rights will not arise upon the taking of the proposed action, and the order may be subject to compliance with such terms and conditions as the Court thinks fit and notice of any such application and a copy of any order made by the Court upon such application shall be served upon the Director.

**131(28)** The Director may appoint counsel to assist the Court upon the hearing of an application under subsection (27).

1991, c.27, s.5.

**132(1)** In this section, "reorganization" means a court order made under

(a) section 166;

(b) the *Bankruptcy Act*, Chapter B-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, approving a proposal; or

(c) any other Act that affects the rights among the corporation, its shareholders and creditors.

**132(2)** If a corporation is subject to a reorganization, its articles may be amended by such order to effect any

a) retirer son avis de dissidence et recouvrer pleinement ses droits en tant qu'actionnaire, la corporation étant réputée consentir à ce retrait, ou

b) conserver la qualité de réclamant contre la corporation pour être remboursé par la corporation dès qu'elle sera légalement en mesure de le faire ou, en cas de liquidation, pour être colloqué après les créanciers de la corporation mais par préférence aux actionnaires.

**131(26)** Il est interdit à une corporation d'effectuer un paiement à un actionnaire dissident en vertu du présent article, s'il existe des motifs raisonnables de croire

a) qu'elle ne peut ou ne pourrait, après le paiement, acquitter son passif à échéance; ou

b) que la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure à la somme totale de son passif.

**131(27)** À la demande de la corporation qui se propose de prendre l'une des mesures prévues au paragraphe (1), la Cour peut, si elle est convaincue qu'en toutes circonstances aucun des droits mentionnés au paragraphe (3) ne découle de la mesure proposée, déclarer par ordonnance que ces droits ne découleront pas de l'adoption de la mesure proposée et assujettir l'ordonnance à certaines conditions qu'elle estime justes et un avis de cette demande ainsi qu'un double de toute ordonnance de la Cour la concernant doivent être signifiés au Directeur.

**131(28)** Le Directeur peut nommer un avocat pour assister la Cour lors de l'audition de la demande faite en vertu du paragraphe (27).

1991, c.27, art.5.

**132(1)** Dans le présent article, la « réorganisation » d'une corporation signifie une ordonnance de la Cour rendue en vertu de :

a) l'article 166;

b) la *Loi sur la faillite*, chapitre B-3 des Statuts révisés du Canada de 1970, approuvant une proposition; ou

c) toute autre loi touchant les rapports de droit entre la corporation, ses actionnaires et créanciers.

**132(2)** Une corporation qui fait objet d'une réorganisation peut faire modifier ses statuts par ordonnance pour ef-

change that might lawfully be made by an amendment under section 113.

**132(3)** Where a reorganization is made, the Court may also

(a) authorize the issue of debt obligations of the corporation, whether or not convertible into shares of any class or having attached any rights or options to acquire shares of any class, and fix the terms thereof; and

(b) appoint directors in place of or in addition to all or any of the directors then in office.

**132(4)** After a reorganization has been made, articles of reorganization in prescribed form shall be sent to the Director together with the documents required by sections 17 and 71, if applicable.

**132(5)** Upon receipt of articles of reorganization, the Director shall issue a certificate of amendment.

**132(6)** A reorganization becomes effective on the date shown in the certificate of amendment and the articles of incorporation are amended accordingly.

**132(7)** A shareholder is not entitled to dissent under section 131 if an amendment to the articles of incorporation is effected under this section.

## PART XII

### TAKE OVER BIDS

**133(1)** In this section “dissenting offeree” means, where an offer is made for all the shares of a class of shares of a corporation, a holder of a share of that class who does not accept the offer and includes a subsequent holder of that share who acquires it from the first mentioned holder.

**133(2)** If within one hundred and twenty days after the date of an offer to purchase shares the offer is accepted by the holders of not less than ninety percent of the shares of any class of shares to which the offer relates, other than shares held at the date of the offer by or on behalf of the offeror or an affiliate or associate of the offeror, the offeror is entitled, upon complying with this section, to acquire the shares held by the dissenting offerees.

**133(3)** An offeror may acquire shares held by a dissenting offeree by sending by registered mail within sixty days after the date of termination of the offer, and in any event within one hundred and eighty days after the date of

fectuer tout changement pouvant être réalisé légalement par une modification prévue à l’article 113.

**132(3)** La Cour peut également, en cas de réorganisation :

a) autoriser, en en fixant les modalités, l’émission de titres de créance de la corporation, convertibles ou non en actions de toute catégorie ou assortis du droit ou de l’option d’acquies de telles actions; et

b) nommer des administrateurs à la place de ceux qui sont en fonction ou en plus de ceux-ci.

**132(4)** Une fois la réorganisation faite, les statuts de réorganisation en la forme prescrite, ainsi que, le cas échéant, les documents requis par les articles 17 et 71, doivent être envoyés au Directeur.

**132(5)** Sur réception des statuts de réorganisation, le Directeur doit délivrer un certificat de modification.

**132(6)** Une réorganisation prend effet à la date figurant sur le certificat de modification; les statuts constitutifs sont modifiés en conséquence.

**132(7)** Un actionnaire ne peut être dissident en vertu de l’article 131 si une modification des statuts constitutifs se réalise conformément au présent article.

## PARTIE XII

### OFFRES D’ACHAT VISANT À LA MAINMISE

**133(1)** Dans le présent article, « pollicité dissident » désigne, dans le cas d’une offre d’achat visant la totalité des actions d’une catégorie d’une corporation, le détenteur d’une action de cette catégorie qui refuse l’offre ainsi que le détenteur subséquent d’une telle action qui l’a acquise du premier détenteur mentionné.

**133(2)** En cas d’acceptation d’une offre d’achat dans les cent vingt jours de la date où elle est faite, par les détenteurs de quatre-vingt-dix pour cent au moins des actions de la catégorie en cause, sans tenir compte des actions détenues, même indirectement, par le pollicitant, son affilié ou associé à la date de l’offre, le pollicitant a le droit, en se conformant au présent article, d’acquies les actions des pollicités dissidents.

**133(3)** Un pollicitant peut acquies les actions des pollicités dissidents en envoyant à chacun d’eux ainsi qu’au Directeur, par courrier recommandé, dans les soixante jours de la date d’expiration de l’offre d’achat et, en tout

the offer, an offeror's notice to each dissenting offeree and to the Director stating that

- (a) the offerees holding more than ninety per cent of the shares to which the offer relates accepted the offer;
- (b) the offeror is bound to take up and pay for or has taken up and paid for the shares of the offerees who accepted the offer;
- (c) a dissenting offeree is required to elect
  - (i) to transfer his shares to the offeror on the terms on which the offeror acquired the shares of the offerees who accepted the offer, or
  - (ii) to demand payment of the fair value of his shares in accordance with subsections (9) to (16) by notifying the offeror within twenty days after he receives the offeror's notice;
- (d) a dissenting offeree who does not notify the offeror in accordance with subparagraph (c)(ii) shall be deemed to have elected to transfer his shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the offer; and
- (e) a dissenting offeree must send his shares to which the offer relates to the offeree corporation within twenty days after he receives the offeror's notice.

**133(4)** Concurrently with sending the offeror's notice under subsection (3), the offeror shall send to the offeree corporation a notice of adverse claim with respect to each share held by a dissenting offeree.

**133(5)** A dissenting offeree to whom an offeror's notice is sent under subsection (3) shall, within twenty days after he receives that notice, send his share certificates of the class of shares to which the offer relates to the offeree corporation.

**133(6)** Within twenty days after the offeror sends an offeror's notice under subsection (3), the offeror shall pay or transfer to the offeree corporation the amount of money or other consideration that the offeror would have had to pay or transfer to a dissenting offeree if the dissenting offeree had elected to transfer his shares under subparagraph (3)(c)(i).

**133(7)** The offeree corporation shall be deemed to hold in trust for the dissenting shareholders the money or other consideration it receives under subsection (6), and the of-

cas, dans les cent quatre-vingts jours de la date de l'offre, un avis précisant :

- a) que les pollicités détenant plus de quatre-vingt-dix pour cent des actions en cause ont accepté l'offre;
- b) que le pollicitant est tenu de prendre livraison, contre paiement, des actions des pollicités acceptants, ou qu'il l'a déjà fait;
- c) qu'un pollicité dissident doit choisir
  - (i) soit de lui céder ses actions selon les conditions offertes aux pollicités acceptants,
  - (ii) soit d'exiger le paiement de la juste valeur de ses actions en conformité des paragraphes (9) à (16), en l'avisant dans les vingt jours de la réception de l'avis;
- d) qu'à défaut de donner avis conformément au sous-alinéa c)(ii), le pollicité dissident est réputé avoir choisi de céder au pollicitant ses actions aux conditions faites aux pollicités acceptants; et
- e) que le pollicité dissident doit envoyer ses actions en cause à la corporation pollicitée dans les vingt jours de la réception de l'avis.

**133(4)** Le pollicitant doit envoyer à la corporation pollicitée, simultanément, l'avis mentionné au paragraphe (3) et l'avis d'opposition relatif à chaque action détenue par un pollicité dissident.

**133(5)** Un pollicité dissident doit envoyer, dans les vingt jours de la réception de l'avis mentionné au paragraphe (3), à la corporation pollicitée les certificats d'actions visés par l'offre.

**133(6)** Dans les vingt jours de l'envoi de l'avis mentionné au paragraphe (3), le pollicitant doit verser ou transférer à la corporation pollicitée les fonds ou toute autre contrepartie, qu'il aurait eu à verser ou transférer à un pollicité dissident si celui-ci avait choisi de transférer ses actions en vertu du sous-alinéa (3)(c)(i).

**133(7)** La corporation pollicitée est réputée détenir en fiducie, pour le compte des actionnaires dissidents, les fonds ou toute autre contrepartie reçus en vertu du para-

offeree corporation shall deposit the money in a separate account in a bank or other body corporate any of whose deposits are insured under the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*, Chapter C-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and shall place the other consideration in the custody of a bank or such other body corporate.

**133(8)** Within thirty days after the offeror sends an offeror's notice under subsection (3), the offeree corporation shall

(a) issue to the offeror a share certificate in respect of the shares that were held by dissenting offerees;

(b) give to each dissenting offeree who elects to transfer his shares under subparagraph (3)(c)(i) and who sends his share certificates as required under subsection (5), the money or other consideration to which he is entitled, disregarding fractional shares, which may be paid for in money; and

(c) send to each dissenting shareholder who has not sent his share certificates as required under subsection (5) a notice stating that

(i) his shares have been cancelled,

(ii) the offeree corporation or some designated person holds in trust for him the money or other consideration to which he is entitled as payment for or in exchange for his shares, and

(iii) the offeree corporation will, subject to subsections (9) to (16), send that money or other consideration to him forthwith after receiving his shares.

**133(9)** If a dissenting offeree has elected to demand payment of the fair value of his shares under subparagraph (3)(c)(ii), the offeror may, within twenty days after it has paid the money or transferred the other consideration under subsection (6), apply to the Court to fix the fair value of the shares of that dissenting offeree.

**133(10)** If an offeror fails to apply to the Court under subsection (9), a dissenting offeree may apply to the Court for the same purpose within a further period of twenty days.

graphe (6); elle doit déposer les fonds dans un compte distinct ouvert auprès d'une banque ou d'un autre corps constitué dont les dépôts sont assurés en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* chapitre C-3 des Statuts révisés du Canada de 1970 et confier toute autre contrepartie à la garde d'une banque ou d'un autre corps constitué semblable.

**133(8)** Dans les trente jours de l'envoi par le pollicitant de l'avis mentionné au paragraphe (3), la corporation pollicitée doit :

a) délivrer au pollicitant un certificat d'actions concernant les actions que détenaient les pollicités dissidents;

b) remettre à chaque pollicité dissident qui accepte de transférer ses actions conformément au sous-alinéa (3)c)(i) et qui envoie ses certificats d'actions conformément au paragraphe (5) les fonds ou toute autre contrepartie auxquels il a droit, sans tenir compte des fractions d'actions qui peuvent être remboursées en argent; et

c) envoyer à chaque pollicité dissident qui n'a pas envoyé ses certificats d'actions requis en vertu du paragraphe (5) un avis déclarant que :

(i) ses actions ont été annulées,

(ii) la corporation pollicitée ou quelque autre personne désignée détient pour lui en fiducie les fonds ou toute autre contrepartie auxquels il a droit, et

(iii) la corporation pollicitée lui enverra sans délai, sous réserve des paragraphes (9) à (16), les fonds ou toute autre contrepartie dès réception de ses actions.

**133(9)** Si le pollicité dissident a choisi d'exiger la juste valeur de ses actions en vertu du sous-alinéa 3(c)(ii), le pollicitant peut, dans les vingt jours du paiement de l'argent ou du transfert de l'autre contrepartie prévue au paragraphe (6), demander à la Cour de fixer la juste valeur des actions de ce pollicité dissident.

**133(10)** Faute par le pollicitant de demander à la Cour conformément au paragraphe (9), un pollicité dissident bénéficie d'un délai supplémentaire de vingt jours pour le faire.

**133(11)** A dissenting offeree is not required to give security for costs in an application made under subsection (9) or (10).

**133(12)** Upon an application under subsection (9) or (10)

(a) all dissenting offerees referred to in subparagraph (3)(c)(ii) whose shares have not been acquired by the offeror shall be joined as parties and are bound by the decision of the Court; and

(b) the offeror shall notify each affected dissenting offeree of the date, place and consequences of the application and of his right to appear and be heard in person or by counsel.

**133(13)** Upon an application to the Court under subsection (9) or (10) the Court may determine whether any other person is a dissenting offeree who should be joined as a party, and the Court shall then fix a fair value for the shares of all dissenting offerees.

**133(14)** The Court may in its discretion appoint one or more appraisers to assist the Court to fix a fair value for the shares of a dissenting offeree.

**133(15)** The final order of the Court shall be made against the offeror in favour of each dissenting offeree and for the amount for his shares as fixed by the Court.

**133(16)** In connection with proceedings under this section, the Court may make any order it thinks fit and, without limiting the generality of the foregoing, it may

(a) fix the amount of money or other consideration that is deemed to be held in trust under subsection (7);

(b) order that that money or other consideration be held in trust by a person other than the offeree corporation;

(c) allow a reasonable rate of interest on the amount payable to each dissenting offeree from the date he sends or delivers his share certificates under subsection (5) until the date of payment; and

**133(11)** Un pollicité dissident, qui présente une demande conformément au paragraphe (9) ou (10), n'est pas tenu de fournir garantie pour les frais.

**133(12)** Sur demande présentée conformément au paragraphe (9) ou (10),

a) tous les pollicités dissidents visés au sous-alinéa (3)c(ii), dont les actions n'ont pas été acquises par le pollicitant, sont mis en cause et liés par la décision de la Cour; et

b) le pollicitant doit aviser chaque pollicité dissident concerné de la date, du lieu et des conséquences de la demande, ainsi que de son droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat.

**133(13)** Avant de fixer la juste valeur des actions de tous les pollicités dissidents, la Cour peut, sur demande présentée conformément au paragraphe (9) ou (10), décider s'il existe toute autre personne en tant que pollicité dissident à mettre en cause.

**133(14)** La Cour peut, à sa discrétion, nommer un ou plusieurs estimateurs experts pour l'aider à fixer la juste valeur des actions d'un pollicité dissident.

**133(15)** L'ordonnance définitive de la Cour doit être rendue contre le pollicitant, en faveur de chaque pollicité dissident et ce au montant des actions de ce dernier fixé par la Cour.

**133(16)** À l'occasion des procédures en vertu du présent article, la Cour peut rendre toute ordonnance qu'elle estime pertinente et sans limiter la généralité de ce qui précède, elle peut

a) fixer la somme d'argent ou toute autre contrepartie, à être gardée en fiducie conformément au paragraphe (7);

b) ordonner que cette somme d'argent ou toute autre contrepartie soit gardée en fiducie par une personne autre que la corporation pollicitée;

c) accorder, sur la somme à payer à chaque pollicité dissident, des intérêts à un taux raisonnable pour la période comprise entre la date d'envoi des certificats d'actions conformément au paragraphe (5) et celle du paiement; et

(d) order that any money or other consideration payable to a shareholder who cannot be found be disposed of in accordance with subsection 153(1).

**133(17)** Where an offeror has not exercised the right conferred by subsection (2), a dissenting shareholder may, within thirty days after the date on which the notice referred to in subsection (3) could be sent, require the offeror to acquire the shares held by the dissenting shareholder and subsections (3) to (16) shall apply *mutatis mutandis*.

1991, c.27, s.5.

**134** Where an offer is made for less than all the shares of any class which, together with any other shares of the offeror, his affiliates or associates would constitute fifty per cent of the outstanding voting securities of a corporation,

(a) the offer shall be made to all security holders of that class, and

(b) where a greater number of securities is offered than the offeror is bound or willing to accept, the securities taken up by the offeror shall be taken up as nearly as may be *pro rata*, disregarding fractions, according to the number of securities sent by each offeree.

2000, c.9, s.17.

### PART XIII

#### LIQUIDATION AND DISSOLUTION

**135(1)** This Part does not apply to a corporation that is bankrupt within the meaning of the *Bankruptcy Act*, chapter B-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

**135(2)** Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a corporation shall be stayed if at any time a corporation becomes subject to or takes a proceeding under the *Bankruptcy Act*, chapter B-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

**136(1)** Where a corporation is dissolved under section 139, any interested person may apply to the Director to have the corporation revived.

**136(2)** Where a body corporate has had its charter forfeited under the *Companies Act*, any interested person may apply to the Director to have the body corporate revived.

d) ordonner qu'il soit disposé conformément au paragraphe 153(1) de toute somme d'argent ou autre contrepartie payable à un actionnaire introuvable.

**133(17)** Lorsqu'un pollicitant n'a pas exercé le droit que lui confère le paragraphe (2), un actionnaire dissident peut, dans les trente jours de la date à laquelle l'avis prévu au paragraphe (3) pouvait être envoyé, exiger du pollicitant qu'il acquière les actions que détient l'actionnaire dissident et les paragraphes (3) à (16) s'appliquent *mutatis mutandis*.

1991, c.27, art.5.

**134** Lorsqu'une offre ne porte pas sur la totalité des actions d'une catégorie qui, si elles étaient jointes à n'importe quelles autres actions que le pollicitant, ses affiliés ou associés détiennent, constitueraient cinquante pour cent des valeurs mobilières de la corporation avec droit de vote en circulation,

a) l'offre est adressée à tous les détenteurs de valeurs mobilières de cette catégorie, et

b) le pollicitant acquiert, lorsque le nombre de valeurs qui lui sont offertes dépasse celui qu'il doit ou veut accepter, les valeurs que les pollicités lui ont offertes au *pro rata* de leurs offres en négligeant les fractions, et en arrondissant à l'unité la plus proche.

2000, c.9, art.17.

### PARTIE XIII

#### LIQUIDATION ET DISSOLUTION

**135(1)** La présente Partie ne s'applique pas aux corporations en faillite au sens de la *Loi sur la faillite*, chapitre B-3 des Statuts révisés du Canada de 1970.

**135(2)** Toute procédure soit de dissolution, soit de liquidation et de dissolution, intentée en vertu de la présente partie, doit être suspendue dès que la corporation intente des procédures en vertu de la *Loi sur la faillite*, chapitre B-3 des Statuts révisés du Canada de 1970 ou y est soumise.

**136(1)** Lorsqu'une corporation est dissoute en vertu de l'article 139, toute personne ayant un intérêt dans l'affaire peut demander au Directeur sa reconstitution.

**136(2)** Lorsqu'en vertu de la *Loi sur les compagnies*, la charte d'un corps constitué est frappée de déchéance, toute personne ayant un intérêt peut demander au Directeur sa reconstitution.

**136(3)** Articles of revival in prescribed form shall be sent to the Director.

**136(4)** Upon receipt of articles of revival, the Director may issue a certificate of revival.

**136(4.1)** Where a corporation is dissolved under section 139 or where a body corporate has had its charter forfeited under the *Companies Act*, the Lieutenant-Governor in Council may, in writing, direct the Director to revive the corporation or body corporate, as the case may be.

**136(4.2)** Where the Director receives a direction from the Lieutenant-Governor in Council under subsection (4.1), the Director shall issue a certificate of revival.

**136(5)** Subject to subsection (6), a corporation or body corporate is revived on the date shown on the certificate of revival and thereafter the corporation or body corporate, subject to the rights acquired by any person after its dissolution, has all the rights and privileges and is liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved or had its charter forfeited.

**136(6)** The Director may

(a) impose any terms upon the issuance of the certificate of revival, or

(b) direct a body corporate to apply for a certificate of continuance under section 126.

1997, c.22, s.1; 2000, c.46, s.1.

**137(1)** A corporation that has not issued any shares may be dissolved at any time by resolution of all the directors.

**137(2)** A corporation that has no property and no liabilities may be dissolved by special resolution of the shareholders or, where it has issued more than one class of shares, by special resolutions of the holders of each class whether or not they are otherwise entitled to vote.

**137(3)** A corporation that has property or liabilities or both may be dissolved by special resolution of the shareholders or, where it has issued more than one class of shares, by special resolutions of the holders of each class whether or not they are otherwise entitled to vote, if

**136(3)** Les statuts de reconstitution, en la forme prescrite doivent être envoyés au Directeur.

**136(4)** Sur réception des statuts de reconstitution, le Directeur peut délivrer un certificat de reconstitution.

**136(4.1)** Lorsqu'une corporation est dissoute en vertu de l'article 139 ou lorsqu'en vertu de la *Loi sur les compagnies*, la charte d'un corps constitué est frappée de déchéance, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par écrit, ordonner au Directeur de reconstituer la corporation ou le corps constitué, selon le cas.

**136(4.2)** Lorsqu'il reçoit un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (4.1), le Directeur doit délivrer un certificat de reconstitution.

**136(5)** Sous réserve du paragraphe (6), une corporation ou un corps constitué est reconstitué à la date figurant sur le certificat de reconstitution et recouvre dès lors, sous réserve des droits acquis après sa dissolution par toute personne, tous ses droits et privilèges ainsi que ses obligations comme s'il n'avait pas été dissout ni déchu.

**136(6)** Le directeur peut

a) imposer toutes conditions relatives à la délivrance du certificat de reconstitution, ou

b) obliger le corps constitué à demander un certificat de prorogation en vertu de l'article 126.

1997, c.22, art.1; 2000, c.46, art.1.

**137(1)** Une corporation n'ayant émis aucune action peut être dissoute en tout temps par résolution de tous les administrateurs.

**137(2)** La corporation sans biens ni dettes peut être dissoute par résolution spéciale des actionnaires ou lorsqu'elle a émis plusieurs catégories d'actions par résolution spéciale des détenteurs d'actions de chaque catégorie assorties ou non du droit de vote.

**137(3)** La corporation, qui a des biens ou des dettes ou les deux à la fois, peut être dissoute par résolution spéciale des actionnaires ou lorsqu'elle a émis, plusieurs catégories d'actions, par résolutions spéciales des détenteurs d'actions de chaque catégorie assorties ou non du droit de vote pourvu que

(a) by the special resolution or resolutions the shareholders authorize the directors to cause the corporation to distribute any property and discharge any liabilities; and

(b) the corporation has distributed any property and discharged any liabilities before it sends articles of dissolution to the Director pursuant to subsection (4).

**137(4)** Articles of dissolution in prescribed form shall be sent to the Director.

**137(5)** Upon receipt of articles of dissolution, the Director shall issue a certificate of dissolution.

**137(6)** The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

**138(1)** The directors may propose the voluntary liquidation and dissolution of a corporation.

**138(2)** Notice of any meeting of shareholders at which voluntary liquidation and dissolution is to be proposed shall set out the terms thereof.

**138(3)** A corporation may be liquidated and dissolved by special resolution of the shareholders ratifying a proposal by the directors, and, where the corporation has issued more than one class of shares, special resolutions of the holders of each class, whether or not they are otherwise entitled to vote, shall be required ratifying such directors' proposal.

**138(4)** A statement of intent to dissolve in prescribed form shall be sent to the Director.

**138(5)** Upon receipt of a statement of intent to dissolve, the Director shall issue a certificate of intent to dissolve.

**138(6)** Upon issue of a certificate of intent to dissolve, the corporation shall cease to carry on business except to the extent necessary for the liquidation, but its corporate existence continues until the Director issues a certificate of dissolution.

**138(7)** After issue of a certificate of intent to dissolve, the corporation shall

(a) immediately cause notice thereof to be sent or delivered to each known creditor of the corporation;

a) par résolution spéciale ou résolutions spéciales, les actionnaires autorisent les administrateurs à effectuer une répartition de biens et un règlement de dettes; et

b) la corporation ait effectué une répartition de biens ou un règlement de dettes avant d'envoyer les statuts de dissolution au Directeur conformément au paragraphe (4).

**137(4)** Les statuts de dissolution, en la forme prescrite, doivent être envoyés au Directeur.

**137(5)** Sur réception des statuts de dissolution, le Directeur doit délivrer un certificat de dissolution.

**137(6)** La corporation cesse d'exister à la date figurant sur le certificat de dissolution.

**138(1)** Les administrateurs peuvent proposer la liquidation et la dissolution volontaires d'une corporation.

**138(2)** L'avis de convocation d'une assemblée d'actionnaires qui doit statuer sur la proposition de liquidation et de dissolution volontaires doit en exposer les modalités.

**138(3)** Une corporation peut être liquidée ou dissoute par résolution spéciale des actionnaires ratifiant une proposition des administrateurs ou lorsqu'il s'agit d'une corporation qui a émis plusieurs catégories d'actions, par résolutions spéciales des détenteurs de chaque catégorie d'actions assorties ou non du droit de vote, ratifiant la proposition des administrateurs de telles actions.

**138(4)** Une déclaration d'intention de dissolution, en la forme prescrite, doit être envoyée au Directeur.

**138(5)** Sur réception d'une déclaration d'intention de dissolution, le Directeur délivre un certificat d'intention de dissolution.

**138(6)** Dès la délivrance d'un certificat d'intention de dissolution, la corporation doit cesser toute activité, sauf dans la mesure nécessaire à la liquidation, mais l'existence même de la corporation ne cesse qu'au moment où le Directeur délivre le certificat de dissolution.

**138(7)** À la suite de la délivrance du certificat d'intention de dissolution, la corporation doit :

a) immédiatement en faire envoyer ou délivrer avis à chaque créancier connu de la corporation;

(b) forthwith publish notice thereof once a week for four consecutive weeks in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office and take reasonable steps to give notice thereof in each province in Canada where the corporation was carrying on business at the time it sent the statement of intent to dissolve to the Director;

(c) proceed to collect its property, to dispose of properties that are not to be distributed in kind to its shareholders, to discharge all its obligations and to do all other acts required to liquidate its business; and

(d) after giving the notice required under paragraphs (a) and (b) and adequately providing for the payment or discharge of all its obligations, distribute its remaining property, either in money or in kind, among its shareholders according to their respective rights.

**138(8)** The Director or any interested person may, at any time during the liquidation of a corporation, apply to the Court for an order that the liquidation be continued under the supervision of the Court as provided in this Part, and upon such application the Court may so order and make any further order it thinks fit.

**138(9)** An applicant under this section shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

**138(10)** At any time after issue of a certificate of intent to dissolve and before issue of a certificate of dissolution, a certificate of intent to dissolve may be revoked by sending to the Director a statement of revocation of intent to dissolve in prescribed form, if such revocation is approved in the same manner as the resolution under subsection (3).

**138(11)** Upon receipt of a statement of revocation of intent to dissolve, the Director shall issue a certificate of revocation of intent to dissolve.

**138(12)** On the date shown in the certificate of revocation of intent to dissolve, the revocation is effective and the corporation may again carry on its business or businesses.

**138(13)** If a certificate of intent to dissolve has not been revoked and the corporation has complied with subsection (7), the corporation shall prepare articles of dissolution.

b) publier sans délai un avis, une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives, dans un journal publié ou diffusé au lieu de son bureau enregistré et prendre toute disposition raisonnable pour en donner avis dans chaque province du Canada où la corporation exerçait son activité au moment de l'envoi au Directeur de la déclaration d'intention de dissolution;

c) procéder à recouvrer ses biens, à disposer des biens non destinés à être répartis en nature entre ses actionnaires et à honorer ses obligations et à accomplir tous autres actes requis pour liquider son activité; et

d) après avoir donné les avis exigés aux alinéas a) et b) et constitué une provision suffisante pour honorer toutes ses obligations ou s'en acquitter, répartir le reliquat de l'actif, en argent ou en nature, entre les actionnaires, selon leurs droits respectifs.

**138(8)** Le Directeur ou toute personne intéressée peut, à tout moment, au cours de la liquidation de la corporation, demander à la Cour de rendre une ordonnance décidant que la liquidation sera poursuivie sous la surveillance de la Cour conformément à la présente Partie, et sur telle demande, la Cour peut l'ordonner et rendre toute autre ordonnance pertinente.

**138(9)** Une personne qui fait la demande en vertu du présent article doit en donner avis au Directeur et celui-ci a le droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat.

**138(10)** Un certificat d'intention de dissolution peut, à tout moment, entre la date de son émission et la date de celle du certificat de dissolution, être révoqué sur envoi au Directeur d'une déclaration de renonciation d'intention de dissolution en la forme prescrite, si une telle révocation est approuvée de la même manière que la résolution prévue au paragraphe (3).

**138(11)** Sur réception de la déclaration de renonciation d'intention de dissolution, le Directeur doit délivrer un certificat de renonciation d'intention de dissolution.

**138(12)** Le certificat de renonciation d'intention de dissolution prend effet à la date qui y figure et la corporation peut dès lors continuer à exercer son ou ses activités.

**138(13)** En l'absence de renonciation d'intention de dissolution, la corporation, après avoir observé le paragraphe (7), doit rédiger les statuts de dissolution.

**138(14)** Articles of dissolution in prescribed form shall be sent to the Director.

**138(15)** Upon receipt of articles of dissolution, the Director shall issue a certificate of dissolution.

**138(16)** The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

**139(1)** Subject to subsections (2) and (3), where a corporation

(a) has not commenced business within three years after the date shown in its certificate of incorporation,

(b) has not carried on its business for three consecutive years, or

(c) is in default in sending to the Director any fee, notice or document required by this Act,

the Director may dissolve the corporation by issuing a certificate of dissolution under this section or he may apply to the Court for an order dissolving the corporation, in which case section 144 applies.

**139(2)** The Director shall not dissolve a corporation under this section unless he has

(a) sent by ordinary mail notice of his decision to dissolve the corporation to the corporation at its registered office or to its mailing address as indicated in the records of the Director, and

(b) published notice of his decision to dissolve the corporation in *The Royal Gazette*.

**139(2.1)** Publication in *The Royal Gazette* of the notice of the Director's decision to dissolve a corporation shall be deemed to be notice to the corporation.

**139(2.2)** Sixty days after the notice of the Director's decision to dissolve a corporation is published in *The Royal Gazette*, the Director may dissolve the corporation.

**139(3)** Unless cause to the contrary has been shown or an order has been made by the Court under section 144, the Director may, after the expiry of the period referred to in subsection (2.2), issue a certificate of dissolution.

**138(14)** Les statuts de dissolution, en la forme prescrite, doivent être envoyés au Directeur.

**138(15)** Sur réception des statuts de dissolution, le Directeur doit délivrer un certificat de dissolution.

**138(16)** La corporation cesse d'exister à la date figurant sur le certificat de dissolution.

**139(1)** Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le Directeur peut, par l'émission du certificat de dissolution prévu au présent article, dissoudre la corporation ou demander à la Cour d'ordonner sa dissolution auquel cas l'article 144 s'applique, lorsqu'une corporation

a) n'a pas commencé son activité dans les trois ans de la date figurant sur son certificat de constitution,

b) n'a pas exercé son activité pendant trois ans consécutifs, ou

c) fait défaut d'envoyer au Directeur tous droits, avis ou documents exigés par la présente loi.

**139(2)** Le Directeur ne peut dissoudre, en vertu du présent article, une corporation avant

a) de lui avoir envoyé par courrier ordinaire à son bureau enregistré ou à son adresse postale figurant aux dossiers du Directeur un avis de sa décision de dissoudre la corporation, et

b) d'avoir publié un avis de sa décision de dissoudre la corporation dans la *Gazette royale*.

**139(2.1)** La publication dans la *Gazette royale* de l'avis de la décision du Directeur de dissoudre la corporation est réputée constituer un avis à la corporation.

**139(2.2)** Le Directeur peut, soixante jours après la publication dans la *Gazette royale* de l'avis de sa décision de dissoudre la corporation, dissoudre la corporation.

**139(3)** En l'absence d'opposition justifiée ou d'ordonnance rendue par la Cour en vertu de l'article 144, le Directeur peut, à l'expiration du délai visé au paragraphe (2.2), délivrer un certificat de dissolution.

**139(4)** The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

1983, c.15, s.21; 1984, c.17, s.9; 1997, c.22, s.2.

**140(1)** The Director or any interested person may apply to the Court for an order dissolving a corporation if the corporation has

(a) failed for two or more consecutive years to comply with the requirements of this Act with respect to the holding of annual meetings of shareholders;

(b) contravened subsection 14(2), or section 19, 101 or 103; or

(c) procured any certificate under this Act by misrepresentation.

**140(2)** An applicant under this section other than the Director shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

**140(3)** Upon an application under this section or section 139, the Court may

(a) order that the corporation be dissolved;

(b) order that the corporation be liquidated and dissolved under the supervision of the Court; or

(c) make any other order it thinks fit.

**140(4)** Upon receipt of an order under this section, section 139 or section 141, the Director shall,

(a) if the order is to dissolve the corporation, issue a certificate of dissolution in prescribed form; or

(b) if the order is to liquidate and dissolve the corporation under the supervision of the Court, issue a certificate of intent to dissolve in prescribed form and publish notice of such order in *The Royal Gazette*.

**140(5)** The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

**141(1)** The Court may order the liquidation and dissolution of a corporation upon the application of a shareholder,

**139(4)** La corporation cesse d'exister à la date figurant sur le certificat de dissolution.

1983, c.15, art.21; 1984, c.17, art.9; 1997, c.22, art.2.

**140(1)** Le Directeur ou toute personne ayant un intérêt peut demander à la Cour d'ordonner la dissolution d'une corporation qui :

a) n'a pas observé pendant au moins deux ans consécutifs les dispositions de la présente loi en matière de tenue des assemblées annuelles des actionnaires;

b) a enfreint les dispositions du paragraphe 14(2) ou de l'article 19, 101 ou 103; ou

c) a obtenu un certificat sur fausses représentations.

**140(2)** Sous le régime du présent article, un demandeur autre que le Directeur doit donner avis de la demande au Directeur, et celui-ci a le droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat.

**140(3)** Sur demande présentée en vertu du présent article ou de l'article 139, la Cour peut

a) ordonner la dissolution de la corporation;

b) ordonner la liquidation et la dissolution de la corporation sous la surveillance de la Cour; ou

c) rendre toute autre ordonnance qu'elle estime pertinente.

**140(4)** Sur réception d'une ordonnance visée au présent article, à l'article 139 ou 141, le Directeur doit délivrer

a) un certificat de dissolution, en la forme prescrite, s'il s'agit d'une ordonnance à cet effet; ou

b) un certificat d'intention de dissolution, en la forme prescrite, s'il s'agit d'une ordonnance de liquidation et de dissolution sous la surveillance de la Cour; et il doit publier avis d'une telle ordonnance dans la *Gazette royale*.

**140(5)** La corporation cesse d'exister à la date figurant sur le certificat de dissolution.

**141(1)** À la demande d'un actionnaire, la Cour peut ordonner la liquidation et dissolution d'une corporation

(a) if the Court is satisfied that in respect of a corporation

(i) any act or omission of the corporation effects a result, or

(ii) the business or the affairs of the corporation are or have been exercised in a manner,

that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interest of any shareholder, creditor, director or officer; or

(b) if the Court is satisfied that

(i) a unanimous shareholder agreement entitles a complaining shareholder to demand dissolution of the corporation after the occurrence of a specified event and that event has occurred, or

(ii) it is just and equitable that the corporation should be liquidated and dissolved.

**141(2)** In an application under this section, the Court may make such order under this section or section 166 as it thinks fit.

**141(3)** Section 167 applies to an application under this section.

1991, c.27, s.5.

**142(1)** An application to the Court to supervise a voluntary liquidation and dissolution under subsection 138(8) shall state the reasons, verified by an affidavit of the applicant, why the Court should supervise the liquidation and dissolution.

**142(2)** If the Court makes an order applied for under subsection 138(8), the liquidation and dissolution of the corporation shall continue under the supervision of the Court in accordance with this Act.

**143(1)** An application under subsection 141(1) shall state the reasons, verified by an affidavit of the applicant, why the corporation should be liquidated and dissolved.

**143(2)** Upon an application under subsection 141(1), the Court may make an order requiring the corporation

a) si la Cour est convaincue que la corporation abuse des droits des actionnaires, créanciers, administrateurs ou dirigeants, et porte atteinte à leurs intérêts ou n'en tient pas compte :

(i) en raison de tout acte ou omission de la corporation, ou

(ii) par la façon dont la corporation conduit ou a conduit ses activités et affaires internes; ou

b) si la Cour est convaincue

(i) qu'une convention unanime des actionnaires donne droit à un actionnaire mécontent d'exiger la dissolution lors de la survenance d'un événement précis et que cet événement s'est produit, ou

(ii) qu'il est juste et équitable que la corporation soit liquidée et dissoute.

**141(2)** Sur demande présentée en vertu du présent article, la Cour peut rendre, conformément à cet article ou à l'article 166, toute ordonnance qu'elle estime pertinente.

**141(3)** L'article 167 s'applique à une demande visée au présent article.

1991, c.27, art.5.

**142(1)** Une demande de surveillance de la liquidation volontaire ou dissolution présentée à la Cour conformément au paragraphe 133(8) doit être motivée, appuyée d'une déclaration sous serment du demandeur expliquant pourquoi la Cour devrait surveiller la liquidation et la dissolution.

**142(2)** La liquidation et la dissolution de la corporation doivent se poursuivre sous la surveillance de la Cour, conformément à la présente loi, si la Cour rend une ordonnance en vertu du paragraphe 133(8).

**143(1)** Une demande visée au paragraphe 141(1) doit être motivée, appuyée par une déclaration sous serment du demandeur expliquant les motifs pour lesquels la corporation devrait être liquidée et dissoute.

**143(2)** Lors d'une demande visée au paragraphe 141(1), la Cour peut, par ordonnance, requérir la corporation ainsi

and any person having an interest in the corporation or claim against it to show cause, at a time and place therein specified, not less than four weeks after the date of the order, why the corporation should not be liquidated and dissolved.

**143(3)** Upon an application under subsection 141(1) the Court may order the directors and officers of the corporation to furnish to the Court all material information known to or reasonably ascertainable by them, including

- (a) a financial statement of the corporation;
- (b) the name and address of each shareholder of the corporation; and
- (c) the name and address of each creditor or claimant, including any creditor or claimant with unliquidated, future or contingent claims, and any person with whom the corporation has a contract.

**143(4)** A copy of an order made under subsection (2) shall be

- (a) published as directed in the order, at least once in each week before the time appointed for the hearing, in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office; and
- (b) served upon the Director and each person named in the order.

**143(5)** Publication and service of an order under this section shall be effected by the corporation or by such other person and in such manner as the Court may order.  
2000, c.9, s.18.

**144(1)** In connection with the dissolution or the liquidation and dissolution of a corporation, the Court may, if it is satisfied that the corporation is able to pay or adequately provide for the discharge of all its obligations, make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) an order to liquidate;
- (b) an order appointing a liquidator, with or without security, fixing his remuneration or replacing a liquidator;

que toute personne ayant un intérêt dans la corporation ou une réclamation contre elle d'expliquer, dans les quatre semaines de l'ordonnance et aux lieu, date et heure indiqués, pourquoi la corporation ne devrait pas être liquidée et dissoute.

**143(3)** Lors d'une demande visée au paragraphe 141(1), la Cour peut ordonner aux administrateurs et dirigeants de la corporation de lui fournir tous les renseignements pertinents qu'ils connaissent ou qu'ils peuvent raisonnablement attester, y compris :

- a) des états financiers de la corporation;
- b) le nom et l'adresse de chaque actionnaire de la corporation; et
- c) le nom et l'adresse de chaque créancier ou réclamant, y compris tout créancier ou réclamant ayant des créances non liquides, futures ou éventuelles, et toute personne avec qui la corporation a conclu un contrat.

**143(4)** Une copie de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) doit être :

- a) publiée de la manière indiquée dans l'ordonnance, une fois au moins chaque semaine précédant la date de l'audition, dans un journal publié ou diffusé au lieu du bureau enregistré de la corporation; et
- b) signifiée au Directeur et à chaque personne nommée dans l'ordonnance.

**143(5)** La publication et la signification d'une ordonnance en vertu du présent article doivent être faites par la corporation ou toute autre personne que la Cour désigne, de la manière qu'elle prescrit.  
2000, c.9, art.18.

**144(1)** À l'occasion de la dissolution ou de la liquidation et dissolution d'une corporation, la Cour peut, si elle est convaincue de la capacité de la corporation de payer ou de constituer une provision pour honorer ses obligations, rendre toute ordonnance qu'elle estime pertinente et sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment une ordonnance

- a) de liquidation;
- b) nommant un liquidateur, avec ou sans garantie, fixant sa rémunération ou remplaçant un liquidateur;

(c) an order appointing inspectors or referees, specifying their powers, fixing their remuneration or replacing inspectors or referees;

(d) an order determining the notice to be given to any interested person, or dispensing with notice to any person;

(e) an order determining the validity of any claims made against the corporation;

(f) an order at any stage of the proceedings, restraining the directors and officers from

(i) exercising any of their powers, or

(ii) collecting or receiving any debt or other property of the corporation, and from paying out or transferring any property of the corporation, except as permitted by the Court;

(g) an order determining and enforcing the duty or liability of any director, officer or shareholder

(i) to the corporation, or

(ii) for an obligation of the corporation;

(h) an order approving the payment, satisfaction or compromise of claims against the corporation and the retention of assets for such purpose, and determining the adequacy of provisions for the payment or discharge of obligations of the corporation, whether liquidated, unliquidated, future or contingent;

(i) an order disposing of or destroying the documents and records of the corporation;

(j) upon the application of a creditor, the inspectors or the liquidator, an order giving directions on any matter arising in the liquidation;

(k) after notice has been given to all interested parties, an order relieving a liquidator from any omission or default on such terms as the Court thinks fit and confirming any act of the liquidator;

(l) subject to subsection 149(2), an order approving any proposed interim or final distribution to shareholders in money or in property;

c) nommant des inspecteurs ou des arbitres, précisant leurs pouvoirs, fixant leur rémunération ou remplaçant des inspecteurs ou des arbitres;

d) décidant s'il y a lieu de donner avis aux intéressés ou à toute autre personne, ou dispensant de le faire;

e) établissant la validité des réclamations faites contre la corporation;

f) interdisant, à tout stage des procédures, aux administrateurs et aux dirigeants :

(i) d'exercer tout ou partie de leurs pouvoirs, ou

(ii) de recouvrer ou de recevoir toute créance ou tout autre bien de la corporation ou de payer à même les biens de celle-ci ou de transférer tous biens de celle-ci, sauf de la manière autorisée par la Cour;

g) précisant et exigeant l'exécution des devoirs et obligations des administrateurs, dirigeants ou actionnaires :

(i) envers la corporation, ou

(ii) au sujet d'une obligation de la corporation;

h) approuvant le paiement, l'extinction ou le compromis au sujet des réclamations contre la corporation, ou la rétention d'éléments d'actif à cette fin, et de juger la suffisance des provisions constituées pour acquitter les obligations de la corporation, qu'elles soient liquides ou non, futures ou éventuelles;

i) fixant la disposition ou la destruction des documents et registres de la corporation;

j) sur demande d'un créancier, des inspecteurs ou du liquidateur, donnant des instructions sur toute question touchant à la liquidation;

k) après avis à tous ceux qui ont un intérêt, relevant le liquidateur en raison de ses omissions ou de ses défauts, selon les modalités que la Cour estime pertinentes, et de confirmer tout acte du liquidateur;

l) sous réserve du paragraphe 149(2), approuvant tout projet de répartition provisoire ou définitive entre les actionnaires en argent ou en biens;

(m) an order disposing of any property belonging to creditors or shareholders who cannot be found;

(n) upon the application of any director, officer, shareholder, creditor or the liquidator,

(i) an order staying the liquidation on such terms and conditions as the Court thinks fit,

(ii) an order continuing or discontinuing the liquidation proceedings, or

(iii) an order to the liquidator to restore to the corporation all its remaining property; and

(o) after the liquidator has rendered his final account to the Court, an order dissolving the corporation.

**144(2)** The liquidation of a corporation commences when the Court makes an order therefor.

1991, c.27, s.5.

**145(1)** If the Court makes an order for liquidation of a corporation,

(a) the corporation continues in existence but shall cease to carry on business, except the business that is, in the opinion of the liquidator, required for an orderly liquidation; and

(b) the powers of the officers, directors and shareholders cease and vest in the liquidator, except as specifically authorized by the Court.

**145(2)** The liquidator may delegate any of the powers vested in him by paragraph (1)(b) to the officers, directors or shareholders.

2000, c.9, s.19.

**146(1)** When making an order for the liquidation of a corporation or at any time thereafter, the Court may appoint any person, including a director, an officer or a shareholder or any other corporation, as liquidator of the corporation.

**146(2)** Where an order for the liquidation of a corporation has been made and the office of liquidator is or becomes vacant, the property of the corporation is under the control of the Court until the office of liquidator is filled.

m) fixant la disposition des biens appartenant aux créanciers ou actionnaires introuvables;

n) sur demande de tout administrateur, dirigeant, actionnaire, créancier ou du liquidateur,

(i) suspendant la liquidation, selon les modalités que la Cour estime pertinentes,

(ii) poursuivant ou interrompant la procédure de liquidation, ou

(iii) enjoignant au liquidateur de restituer à la corporation le reliquat des biens de celle-ci; et

o) après la reddition de comptes définitive du liquidateur devant la Cour, dissolvant la corporation.

**144(2)** La liquidation de la corporation commence dès que la Cour rend une ordonnance à cet effet.

1991, c.27, art.5.

**145(1)** Si la Cour ordonne la liquidation d'une corporation,

a) la corporation, tout en continuant à exister, doit cesser d'exercer son activité, à l'exception de celle que le liquidateur estime nécessaire au déroulement ordonné des opérations de la liquidation; et

b) les pouvoirs des administrateurs, dirigeants et actionnaires expirent et sont dévolus au liquidateur sauf indication contraire et expresse de la Cour.

**145(2)** Le liquidateur peut déléguer aux dirigeants, administrateurs ou actionnaires tout ou partie des pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de l'alinéa (1)b).

2000, c.9, art.19.

**146(1)** La Cour peut, lorsqu'elle rend l'ordonnance de liquidation ou par la suite, nommer en qualité de liquidateur de la corporation, toute autre corporation ou toute personne y compris un administrateur, dirigeant ou actionnaire.

**146(2)** Les biens de la corporation sont placés sous la garde de la Cour durant toute vacance du poste de liquidateur survenant après le prononcé de l'ordonnance de liquidation.

**147** A liquidator shall

- (a) forthwith after his appointment give notice thereof to the Director and to each claimant and creditor known to the liquidator;
- (b) forthwith publish notice in *The Royal Gazette* and by insertion once a week for two consecutive weeks in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office and in such other places and manner as the Court may direct, requiring any person
- (i) indebted to the corporation, to render an account and pay to the liquidator at the time and place specified any amount owing,
- (ii) possessing property of the corporation, to deliver it to the liquidator at the time and place specified, and
- (iii) having a claim against the corporation, whether liquidated, unliquidated, future or contingent, to present particulars thereof in writing to the liquidator not later than two months after the first publication of the notice;
- (c) take into his custody and control the property of the corporation;
- (d) open and maintain a trust account for the money of the corporation;
- (e) keep accounts of the money of the corporation received and paid out by him;
- (f) maintain separate lists of the shareholders, creditors and other persons having claims against the corporation;
- (g) if at any time the liquidator determines that the corporation is unable to pay or adequately provide for the discharge of its obligations, apply to the Court for directions;
- (h) deliver to the Court and to the Director, at least once in every twelve-month period after his appointment or more often as the Court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 100 or in such other form as the liquidator may think proper or as the Court may require; and

**147** Un liquidateur doit

- a) donner avis, sans délai, de sa nomination au Directeur et à chaque réclamant et créancier connus de lui;
- b) publier sans délai, un avis dans la *Gazette royale* et, une fois par semaine pendant deux semaines consécutives, dans un journal publié ou diffusé au lieu où la corporation a son bureau enregistré ou en tout autre lieu et de toute autre manière, selon les directives de la Cour, requérant de toute personne,
- (i) débitrice de la corporation de lui rendre compte et de lui payer ses dettes, aux date et lieu précisés,
- (ii) possédant des biens de la corporation de les lui remettre aux date et lieu précisés, et
- (iii) ayant une réclamation contre la corporation de lui fournir par écrit un relevé détaillé de sa réclamation, qu'elle soit ou non liquide, future ou éventuelle, dans les deux mois de la première publication de l'avis, au plus tard;
- c) prendre sous sa garde et sous son contrôle tous les biens de la corporation;
- d) ouvrir un compte en fiducie pour l'argent de la corporation;
- e) tenir une comptabilité des recettes et déboursés de la corporation;
- f) tenir des listes distinctes des actionnaires, créanciers et de ceux qui réclament de la corporation;
- g) demander des instructions à la Cour, si à tout moment, le liquidateur décide que la corporation ne peut pas honorer ses obligations ou constituer une provision suffisante à cette fin;
- h) remettre à la Cour ainsi qu'au Directeur, au moins une fois tous les douze mois à compter de sa nomination et chaque fois que la Cour l'ordonne, les états financiers de la corporation en la forme exigée à l'article 100 ou en telle autre forme jugée pertinente par le liquidateur ou exigée par la Cour; et

(i) after his final accounts are approved by the Court, distribute any remaining property of the corporation among the shareholders according to their respective rights.

**148(1)** A liquidator may

(a) retain lawyers, accountants, engineers, appraisers and other professional advisers;

(b) bring, defend or take part in any civil, criminal or administrative action or proceeding in the name and on behalf of the corporation;

(c) carry on the business of the corporation as required for an orderly liquidation;

(d) sell by public auction or private sale any property of the corporation;

(e) do all acts and execute any documents in the name and on behalf of the corporation;

(f) borrow money on the security of the property of the corporation;

(g) settle or compromise any claims by or against the corporation; and

(h) do all other things necessary for the liquidation of the corporation and distribution of its property.

**148(2)** A liquidator is not liable if he relies in good faith upon

(a) financial statements of the corporation represented to him by an officer of the corporation or in a written report of an auditor, if any, of the corporation to reflect fairly the financial condition of the corporation; or

(b) an opinion, a report or a statement of a lawyer, an accountant, an engineer, an appraiser or other professional adviser retained by the liquidator.

**148(3)** If a liquidator has reason to believe that any person has in his possession or under his control, or has concealed, withheld or misappropriated any property of the corporation, he may apply to the Court for an order requir-

i) après l'approbation par la Cour de ses comptes définitifs, répartir le reliquat des biens de la corporation entre les actionnaires selon leurs droits respectifs.

**148(1)** Le liquidateur peut :

a) retenir les services d'avocats, de comptables, d'ingénieurs, d'estimateurs et d'autres conseillers professionnels;

b) intenter, défendre ou joindre toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative, pour le compte de la corporation;

c) exercer l'activité de la corporation dans la mesure nécessaire à une liquidation ordonnée;

d) vendre aux enchères publiques ou de gré à gré tout bien de la corporation;

e) agir et signer des documents au nom de la corporation et pour son compte;

f) contracter des emprunts garantis par les biens de la corporation;

g) régler ou en arriver à un compromis sur toutes réclamations par ou contre la corporation; et

h) faire tout ce qui est par ailleurs nécessaire à la liquidation et à la répartition des biens de la corporation.

**148(2)** Un liquidateur n'est pas responsable s'il s'appuie de bonne foi sur :

a) les états financiers de la corporation reflétant équitablement sa situation, présentés comme tels par l'un de ses dirigeants ou d'après rapport écrit du vérificateur le cas échéant; ou

b) une opinion, un rapport ou une déclaration d'un avocat, comptable, ingénieur ou estimateur ou de tout autre conseiller professionnel, dont il a retenu les services.

**148(3)** Lorsqu'un liquidateur a de bonnes raisons de croire qu'une personne a en sa possession ou sous son contrôle ou a dissimulé, retenu ou détourné des biens de la corporation, il peut demander à la Cour de rendre une or-

ing that person to appear before the Court at the time and place designated in the order and to be examined.

**148(4)** If the examination referred to in subsection (3) discloses that a person has concealed, withheld or misappropriated property of the corporation, the Court may order that person to restore it or pay compensation to the liquidator.

**149(1)** A liquidator shall pay the costs of liquidation out of the property of the corporation and shall pay or make adequate provision for all claims against the corporation.

**149(2)** Within one year after his appointment, and after paying or making adequate provision for all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the Court

(a) for approval of his final accounts and for an order permitting him to distribute in money or in kind the remaining property of the corporation to its shareholders according to their respective rights; or

(b) for an extension of time, setting out the reasons therefor.

**149(3)** If a liquidator fails to make the application required by subsection (2), a shareholder of the corporation may apply to the Court for an order for the liquidator to show cause why a final accounting and distribution should not be made.

**149(4)** A liquidator shall give notice of his intention to make an application under subsection (2) to the Director, each inspector appointed under section 144, each shareholder and any person who provided a security or fidelity bond for the liquidation, and he shall publish the notice in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office or as otherwise directed by the Court.

**149(5)** If the Court approves the final accounts rendered by a liquidator, the Court shall make an order

(a) directing the Director to issue a certificate of dissolution;

(b) directing the custody or disposal of the documents and records of the corporation; and

donnance obligeant cette personne à comparaître pour interrogatoire aux date, heure et lieu fixés dans l'ordonnance.

**148(4)** La Cour peut ordonner à la personne dont l'interrogatoire visé au paragraphe (3) révèle qu'elle a dissimulé, retenu ou détourné des biens de la corporation de les restituer au liquidateur ou de lui verser une indemnité compensatoire.

**149(1)** Un liquidateur doit acquitter les frais de liquidation sur les biens de la corporation; il doit également acquitter toutes les réclamations contre la corporation ou constituer une provision suffisante à cette fin.

**149(2)** Dans l'année de sa nomination et après avoir acquitté toutes les réclamations contre la corporation ou constitué une provision suffisante à cette fin, le liquidateur doit demander à la Cour :

a) soit d'approuver ses comptes définitifs et de l'autoriser, par ordonnance, à répartir en argent ou en nature le reliquat des biens entre les actionnaires selon leurs droits respectifs;

b) soit, avec motifs à l'appui, de proroger son mandat.

**149(3)** Tout actionnaire peut demander à la Cour d'obliger, par ordonnance, le liquidateur qui néglige de présenter la demande exigée par le paragraphe (2) à expliquer pourquoi un compte définitif ne peut être dressé et une répartition effectuée.

**149(4)** Un liquidateur doit donner avis de son intention de demander en vertu du paragraphe (2) au Directeur, à chaque inspecteur nommé en vertu de l'article 144, à chaque actionnaire et aux personnes ayant fourni une sûreté ou un cautionnement pour les besoins de la liquidation, et doit publier cet avis dans un journal publié ou diffusé au lieu du bureau enregistré de la corporation ou par tout autre moyen prescrit par la Cour.

**149(5)** La Cour, si elle approuve les comptes définitifs du liquidateur, rend une ordonnance

a) prescrivant au Directeur de délivrer un certificat de dissolution;

b) prescrivant la garde ou la disposition des documents et registres de la corporation; et

(c) subject to subsection (6), discharging the liquidator.

**149(6)** The liquidator shall forthwith send or deliver a certified copy of the order referred to in subsection (5) to the Director.

**149(7)** Upon receipt of the order referred to in subsection (5), the Director shall issue a certificate of dissolution.

**149(8)** The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

**150(1)** If in the course of liquidation of a corporation the shareholders resolve or the liquidator proposes to

(a) exchange all or substantially all of the property of the corporation for securities of another body corporate that are to be distributed to the shareholders, or

(b) distribute all or part of the property of the corporation to the shareholders in kind,

a shareholder may apply to the Court for an order requiring the distribution of the property of the corporation to be in money.

**150(2)** Upon an application under subsection (1), the Court may order

(a) all the property of the corporation to be converted into and distributed in money; or

(b) the claims of any shareholder applying under this section to be satisfied by a distribution in money or in such manner as the Court may direct.

**151(1)** A person who has been granted custody of the documents and records of a dissolved corporation remains liable to produce such documents and records for six years following the date of its dissolution or until the expiry of such other shorter period as may be ordered under subsection 149(5).

**151(2)** A person who, without reasonable cause, contravenes subsection (1) commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both and in default of payment of a fine is li-

c) sous réserve du paragraphe (6), libérant le liquidateur.

**149(6)** Le liquidateur doit envoyer ou remettre sans délai au Directeur une copie certifiée de l'ordonnance visée au paragraphe (5).

**149(7)** Sur réception de l'ordonnance visée au paragraphe (5), le Directeur doit délivrer un certificat de dissolution.

**149(8)** La corporation cesse d'exister à la date figurant sur le certificat de dissolution.

**150(1)** Si, au cours de la liquidation d'une corporation, les actionnaires décident, par résolution, ou si le liquidateur propose :

a) d'échanger la totalité ou la quasi-totalité des biens de la corporation contre des valeurs mobilières d'un autre corps constitué à répartir entre les actionnaires, ou

b) de répartir tout ou partie des biens de la corporation, en nature, entre les actionnaires,

un actionnaire peut demander à la Cour d'imposer, par ordonnance, la répartition en argent des biens de la corporation.

**150(2)** Sur demande présentée en vertu du paragraphe (1), la Cour peut ordonner :

a) la réalisation de tous les biens de la corporation et la répartition du produit; ou

b) le règlement en argent des réclamations des actionnaires qui en font la demande en vertu du présent article, ou le règlement autrement selon ses instructions.

**151(1)** Une personne qui s'est vue confier la garde des documents et livres d'une corporation dissoute reste tenue de les produire jusqu'à la date fixée dans l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 149(5) et, au maximum, dans les six ans suivant la date de la dissolution.

**151(2)** Une personne qui, sans motif raisonnable, enfreint le paragraphe (1) commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus six mois ou de ces deux peines et à défaut

able to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.

**152(1)** In this section “shareholder” includes the heirs and legal representatives of a shareholder.

**152(2)** Notwithstanding the dissolution of a corporation under this Act,

(a) a civil, criminal or administrative action or proceeding commenced by or against the corporation before its dissolution may be continued as if the corporation had not been dissolved;

(b) a civil, criminal or administrative action or proceeding may be brought against the corporation within two years after its dissolution as if the corporation had not been dissolved; and

(c) any property distributed to shareholders that would otherwise have been available to satisfy any judgment or order if the corporation had not been dissolved remains available for such purpose.

**152(3)** Service of a document on a corporation after its dissolution may be effected by serving the document upon a person shown in the last notice filed under section 64 or 71.

**152(4)** Notwithstanding the dissolution of a corporation, a shareholder to whom any of its property has been distributed is liable to any person claiming under subsection (2) to the extent of the amount received by that shareholder upon such distribution, and an action to enforce such liability may be brought within two years after the date of the dissolution of the corporation.

**152(5)** A Court may order an action referred to in subsection (4) to be brought against the persons who were shareholders as a class, subject to such conditions as the Court thinks fit and, if the plaintiff establishes his claim, the Court may refer the proceedings to a referee or other officer of the Court who may

(a) add as a party to the proceedings before him each person found by the plaintiff who was a shareholder;

(b) determine, subject to a subsection (4), the amount that each person who was a shareholder shall contribute towards satisfaction of the plaintiff’s claim; and

du paiement de l’amende, est passible d’un emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

**152(1)** Dans le présent article, le terme « actionnaire » s’entend également des héritiers et des représentants légaux d’un actionnaire.

**152(2)** Nonobstant la dissolution d’une corporation conformément à la présente loi,

a) une action ou procédure civile, criminelle ou administrative intentée pour ou contre la corporation avant sa dissolution peut être poursuivie comme si la corporation n’avait pas été dissoute;

b) dans les deux ans suivant la dissolution, une action ou procédure civile, criminelle ou administrative peut être intentée contre la corporation comme si elle n’avait pas été dissoute; et

c) tout bien réparti aux actionnaires qui aurait autrement servi à satisfaire tout jugement ou ordonnance, à défaut de la dissolution, demeure disponible à cette fin.

**152(3)** La signification d’un document à une corporation après sa dissolution peut se faire à toute personne figurant sur la dernière liste déposée conformément aux articles 64 ou 71.

**152(4)** Nonobstant la dissolution d’une corporation, un actionnaire à qui les biens ont été répartis est responsable, jusqu’à concurrence de la somme reçue, envers toute personne réclamant en vertu du paragraphe (2), et une action en exécution de cette responsabilité peut être intentée dans les deux ans de la dissolution.

**152(5)** La Cour peut ordonner que soit intentée, collectivement contre les personnes qui étaient actionnaires, l’action visée au paragraphe (4), sous réserve des conditions qu’elle juge pertinentes, et peut, si le demandeur établit le bien-fondé de sa réclamation, renvoyer l’affaire devant un arbitre ou un autre officier de la Cour qui a le pouvoir :

a) de mettre en cause dans la procédure devant lui chaque ancien actionnaire retrouvé par le demandeur;

b) de déterminer, sous réserve du paragraphe (4), la part que chaque ancien actionnaire doit contribuer pour le règlement de la réclamation du demandeur; et

(c) direct payment of the amounts so determined.

**153(1)** Upon the dissolution of a corporation, the portion of the property distributable to a creditor or shareholder who cannot be found shall be either converted into money and paid to the Minister of Finance or transferred, delivered or conveyed to Her Majesty in right of New Brunswick.

**153(2)** A payment under subsection (1) shall be deemed to be in satisfaction of a debt or claim of such creditor or shareholder.

**153(3)** If at any time a person establishes that he is entitled to any money paid to the Minister of Finance under this section, the Minister of Finance shall pay an equivalent amount to him out of the Consolidated Fund.

1991, c.27, s.5.

**154(1)** Subject to subsection 152(2) and section 153, property of a corporation that has not been disposed of at the date of its dissolution vests in Her Majesty in right of New Brunswick.

**154(2)** If a corporation is revived under section 136, any property other than money that vested in Her Majesty pursuant to subsection (1) and that has not been disposed of shall be returned to the corporation and there shall be paid to the corporation out of the Consolidated Fund

(a) an amount equal to any money received by Her Majesty pursuant to subsection (1); and

(b) where property other than money vested in Her Majesty pursuant to subsection (1) and that property has been disposed of, an amount equal to the lesser of

(i) the value of any such property at the date it vested in Her Majesty, and

(ii) the amount realized by Her Majesty from the disposition of that property.

**154(3)** When a corporation is revived under section 136, any property other than money to be returned to the corporation in accordance with subsection (2) shall vest in the corporation without any deed, bill of sale or other document from the Crown or any action by the Crown.

2000, c.46, s.2.

c) d'ordonner le versement des sommes ainsi déterminées.

**153(1)** La partie des biens à remettre, lors de la dissolution d'une corporation à tout créancier ou actionnaire introuvable doit être réalisée en argent et le produit versé au ministre des Finances ou transféré, délivré ou envoyé à Sa Majesté du chef du Nouveau-Brunswick.

**153(2)** Un versement en vertu du paragraphe (1) est réputé régler une dette ou une réclamation d'un tel créancier ou actionnaire.

**153(3)** Le ministre des Finances doit verser, sur le Fonds consolidé, une somme égale à celle qu'il a reçue en vertu du présent article, à toute personne qui établit y avoir droit.

1991, c.27, art.5.

**154(1)** Sous réserve du paragraphe 152(2) et de l'article 153, les biens d'une corporation dont il n'a pas été disposé à la date de sa dissolution en vertu de la présente loi, sont dévolus à Sa Majesté du chef du Nouveau-Brunswick.

**154(2)** Les biens dévolus à Sa Majesté conformément au paragraphe (1) et dont il n'a pas été disposé, à l'exclusion des sommes d'argent, doivent être restitués à la corporation lorsqu'elle est reconstituée en vertu de l'article 136; lui sont également versées, sur le Fonds consolidé :

a) une somme égale à celles qu'a reçues Sa Majesté conformément au paragraphe (1); et

b) en cas de disposition de biens autres qu'en argent dévolus à Sa Majesté conformément au paragraphe (1), une somme égale au moins élevé des montants suivants, à savoir :

(i) la valeur de ces biens à la date de leur dévolution à Sa Majesté, ou

(ii) le produit réalisé par Sa Majesté lors de cette disposition.

**154(3)** Lorsqu'une corporation est reconstituée en vertu de l'article 136, les biens à restituer à la corporation conformément au paragraphe (2), à l'exclusion des sommes d'argent, lui sont dévolus sans acte de transfert, acte de vente ou autre document de la Couronne ni la prise de mesures par la Couronne.

2000, c.46, art.2.

**PART XIV**  
**INVESTIGATIONS**

**155(1)** The holders of not less than ten per cent of the issued shares of any class of the corporation or the Director may apply, *ex parte* or upon such notice as the Court may require, to the Court for an order directing an investigation to be made of the corporation and any of its affiliated corporations.

**155(2)** If, upon an application under subsection (1), it appears that

(a) the business of the corporation or any of its affiliates is or has been carried on with intent to defraud any person,

(b) the business or affairs of the corporation or any of its affiliates are or have been carried on or conducted, or the powers of the directors are or have been exercised in a manner that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interests of a security holder,

(c) the corporation or any of its affiliates was formed for a fraudulent or unlawful purpose or is to be dissolved for a fraudulent or unlawful purpose, or

(d) persons concerned with the formation, business or affairs of the corporation or any of its affiliates have in connection therewith acted fraudulently or dishonestly,

the Court may order an investigation to be made of the corporation and any of its affiliated corporations.

**155(3)** If a security holder makes an application under subsection (1) he shall give the Director reasonable notice thereof, and with leave of the Court the Director may appear and be heard in person or by counsel.

**155(4)** An applicant under this section shall provide such security for costs as the Court may order.

**155(5)** An application under this section shall be heard *in camera*.

**155(6)** No person shall publish anything relating to *ex parte* proceedings under this section except with the au-

**PARTIE XIV**  
**ENQUÊTES**

**155(1)** Les détenteurs d'au moins dix pour cent des actions émises de toute catégorie d'une corporation ou le Directeur peuvent demander à la Cour *ex parte*, ou après avoir donné l'avis que celle-ci peut exiger, d'ordonner la tenue d'une enquête sur la corporation et sur l'un quelconque de ses affiliés.

**155(2)** La Cour peut ordonner la tenue de l'enquête demandée conformément au paragraphe (1) s'il lui paraît établi que :

a) l'activité de la corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés est exercée ou a été exercée avec une intention de fraude;

b) l'activité ou les affaires internes de la corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés sont conduites ou ont été conduites ou les pouvoirs des administrateurs sont exercés ou ont été exercés de façon abusive à l'égard des droits des détenteurs de valeurs mobilières, et portent atteinte à leurs intérêts ou n'en tiennent pas compte;

c) la corporation ou l'un quelconque de ses affiliés ont été constitués ou dissous dans un but frauduleux ou illégal; ou

d) des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes en participant à la constitution soit de la corporation soit de l'un quelconque de ses affiliés, ou dans la conduite de leurs activité ou affaires internes.

**155(3)** Le détenteur de valeurs mobilières qui présente une demande conformément au paragraphe (1), doit en donner un avis raisonnable au Directeur; celui-ci avec la permission de la Cour peut comparaître et se faire entendre en personne ou par avocat.

**155(4)** Un demandeur en vertu du présent article doit fournir garantie pour les frais selon l'ordonnance de la Cour.

**155(5)** Une demande en vertu du présent article doit être entendue à huis clos.

**155(6)** Il est interdit à toute personne de publier quoi que ce soit relatif aux procédures *ex parte* en vertu du pré-

thorization of the Court or the written consent of the corporation being investigated.

1987, c.6, s.5; 2000, c.9, s.20.

**156(1)** In connection with an investigation under this Part, the Court may make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) an order to investigate;
- (b) an order appointing an inspector, who may be the Director, fixing the remuneration of an inspector, and replacing an inspector;
- (c) an order determining the notice to be given to any interested person, or dispensing with notice to any person;
- (d) an order authorizing an inspector to enter any premises in which the Court is satisfied there might be relevant information, and to examine anything and make copies of any document or record found on the premises;
- (e) an order requiring any person to produce documents or records to the inspector;
- (f) an order authorizing an inspector to conduct a hearing, administer oaths and examine any person upon oath, and prescribing rules for the conduct of the hearing;
- (g) an order requiring any person to attend a hearing conducted by an inspector and to give evidence upon oath;
- (h) an order giving directions to an inspector or any interested person on any matter arising in the investigation;
- (i) an order requiring an inspector to make an interim or final report to the Court;
- (j) an order determining whether a report of an inspector should be published and, if so, ordering the Director to publish the report in whole or in part or to send copies to any person the Court designates;
- (k) an order requiring an inspector to discontinue an investigation; and

sent article sauf si elle a obtenu l'autorisation de la Cour ou le consentement écrit de la corporation faisant l'objet de l'enquête.

1987, c.6, art.5; 2000, c.9, art.20.

**156(1)** Dans le cadre de l'enquête en vertu de la présente Partie, la Cour peut rendre toute ordonnance qu'elle estime pertinente et sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment une ordonnance

- a) d'enquête;
- b) nommant un inspecteur, qui peut être le Directeur, fixant la rémunération d'un inspecteur et remplaçant un inspecteur;
- c) décidant de l'avis à donner à toute personne intéressée ou dispensant de donner avis à toute personne;
- d) autorisant l'inspecteur à entrer dans les lieux où, selon la Cour, il peut se trouver des renseignements pertinents, ainsi qu'à examiner toute chose et prendre copie de tout document ou livre qui s'y trouve;
- e) requérant toute personne à produire à l'inspecteur de documents ou de livres;
- f) autorisant un inspecteur à tenir une audition, à faire prêter serment et à interroger toute personne sous serment et établissant les règles régissant l'audition;
- g) citant toute personne à l'audition tenue par l'inspecteur, pour y déposer sous serment;
- h) donnant des instructions à l'inspecteur ou à toute personne intéressée sur toute question relevant de l'enquête;
- i) demandant à l'inspecteur de faire à la Cour un rapport provisoire ou définitif;
- j) statuant sur l'opportunité de la publication du rapport de l'inspecteur et, dans l'affirmative, ordonnant au Directeur de publier intégralement ou en partie ou d'envoyer des copies à toute personne désignée par la Cour;
- k) demandant à un inspecteur de cesser une enquête; et

(l) an order requiring any person, other than the Director, to pay all or part of the costs of the investigation.

**156(2)** An inspector shall send to the Director a copy of every report made by the inspector under this Part.

**157(1)** An inspector under this Part has the powers set out in the order appointing him.

**157(2)** In addition to the powers set out in the order appointing him, an inspector appointed to investigate a corporation may furnish to, or exchange information and otherwise cooperate with, any public official in Canada or elsewhere who is authorized to exercise investigatory powers and who is investigating, in respect of the corporation, any allegation of improper conduct that is the same as or similar to the conduct described in subsection 155(2).

**157(3)** An inspector shall upon request produce to an interested person a copy of any order made under subsection 156(1).

**158(1)** Any interested person may apply to the Court for an order that a hearing conducted by an inspector under this Part be heard *in camera* and for directions on any matter arising in the investigation.

**158(2)** An individual who is being examined at a hearing conducted by an inspector under this Part has a right to be represented by counsel during the examination.

**159** No person is excused from attending and giving evidence and producing documents and records to an inspector under this Part by reason only that the evidence tends to criminate him or subject him to any proceeding or penalty, but no such evidence shall be used or is receivable against him in any proceeding thereafter instituted against him under any Act of New Brunswick.

**160** Any oral or written statement or report made in good faith by an inspector or any other person in an investigation under this Part has absolute privilege.

**161** Nothing in this Part shall be construed to affect the privilege that exists in respect of a solicitor and his client.

l) enjoignant à toute personne, autre que le Directeur, de payer la totalité ou une partie des frais de l'enquête.

**156(2)** Un inspecteur doit envoyer au Directeur une copie de tout rapport qu'il a établi en vertu de la présente Partie.

**157(1)** Un inspecteur visé par la présente Partie a les pouvoirs précisés dans l'ordonnance concernant sa nomination.

**157(2)** Outre les pouvoirs précisés dans l'ordonnance concernant sa nomination, un inspecteur nommé pour enquêter sur une corporation peut fournir à tout fonctionnaire au Canada ou ailleurs ou échanger des renseignements et collaborer de toute autre manière avec eux qui sont investis de pouvoirs d'enquête et qui mènent, sur la corporation, une enquête à propos de toute allégation faisant état d'une conduite répréhensible analogue à celle visée au paragraphe 155(2).

**157(3)** Un inspecteur doit, sur demande, remettre à tout intéressé copie de toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe 156(1).

**158(1)** Toute personne ayant un intérêt peut demander à la Cour d'ordonner que l'audition conduite par un inspecteur en vertu de la présente Partie se déroule à huis clos, ainsi que de donner des directives sur toute question relevant de l'enquête.

**158(2)** Un particulier a le droit de se faire représenter par avocat, lors de l'audition tenue par un inspecteur en vertu de la présente Partie.

**159** Nulle personne, tenue par la présente Partie de se présenter, de témoigner devant un inspecteur ou de produire des documents et des livres ne peut en être dispensée pour le seul motif que son témoignage peut l'incriminer ou la rendre passible de poursuites ou de sanctions; cependant, ce témoignage ne peut être utilisé et n'est pas recevable contre elle dans toute procédure ultérieure intentée en vertu de toute loi du Nouveau-Brunswick.

**160** Toute déclaration orale ou écrite ou tout rapport que fait un inspecteur ou toute autre personne au cours d'une enquête que prévoit la présente Partie jouit d'une immunité absolue.

**161** Aucune disposition de la présente Partie ne peut s'interpréter comme portant atteinte au secret professionnel de l'avocat.

**162** The Director may make inquiries of any person relating to compliance with this Act.

**162** Le Directeur peut, à l'égard de toute personne, procéder à des enquêtes relatives à l'observation de la présente loi.

### PART XV

#### REMEDIES, OFFENCES AND PENALTIES

**163** In this Part,

“action” means an action under this Act;

“complainant” means

(a) a registered holder or beneficial owner, or a former registered holder or beneficial owner, of a share of a corporation or any of its affiliates,

(b) a director or an officer or a former director or officer of a corporation or of any of its affiliates,

(c) a creditor of the corporation,

(d) the Director, or

(e) any other person who, in the discretion of the Court, is a proper person to make an application under this Part.

**164(1)** Subject to subsection (2), a complainant may apply to the Court for leave to bring an action in the name and on behalf of a corporation or any of its subsidiaries, or for leave to intervene in an action to which any such body corporate is a party, for the purpose of prosecuting, defending or discontinuing the action on behalf of the body corporate.

**164(2)** No action may be brought and no intervention in any action may be made under subsection (1) unless the Court is satisfied that

(a) the complainant has given reasonable notice to the directors of the corporation or its subsidiary of his intention to apply to the Court under subsection (1) if the directors of the corporation or its subsidiary do not bring, diligently prosecute or defend or discontinue the action;

(b) the complainant is acting in good faith; and

### PARTIE XV

#### RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES

**163** Dans la présente Partie,

« action » désigne toute action intentée en vertu de la présente loi;

« plaignant » désigne :

a) un actionnaire inscrit ou propriétaire à titre de bénéficiaire, ancien ou actuel, d'une corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés,

b) un administrateur ou un dirigeant, ancien ou actuel, d'une corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés,

c) un créancier de la corporation,

d) le Directeur, ou

e) toute autre personne qui, à la discrétion de la Cour, a qualité pour présenter une demande visée à la présente Partie.

**164(1)** Sous réserve du paragraphe (2), le plaignant peut demander à la Cour la permission soit d'intenter une action au nom et pour le compte d'une corporation ou de l'une de ses filiales, soit d'intervenir dans une action à laquelle est partie un tel corps constitué, afin de poursuivre, défendre ou arrêter l'action pour le compte de ce corps constitué.

**164(2)** L'action ou l'intervention visée au paragraphe (1), n'est recevable que si la Cour est convaincue :

a) que le plaignant a donné un avis raisonnable aux administrateurs de la corporation ou de sa filiale de son intention de présenter une demande à la Cour, conformément au paragraphe (1), au cas où ces administrateurs n'ont pas intenté l'action, ou ne l'ont pas poursuivie, défendue ou arrêtée avec diligence;

b) que le plaignant agit de bonne foi; et

(c) it appears to be in the interests of the corporation or its subsidiary that the action be brought, prosecuted, defended or discontinued.

2000, c.9, s.21.

**165** In connection with an action brought or intervened in under section 164, the Court may at any time make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

(a) an order authorizing the complainant or any other person to control the conduct of the action;

(b) an order giving directions for the conduct of the action;

(c) an order directing that any amount adjudged payable by a defendant in the action shall be paid, in whole or in part, directly to former and present shareholders or to a present creditor of the corporation or its subsidiary instead of to the corporation or its subsidiary; and

(d) an order requiring the corporation or its subsidiary to pay reasonable legal fees incurred by the complainant in connection with the action.

**166(1)** A complainant may apply to the Court for an order under this section.

**166(2)** If, upon an application under subsection (1), the Court is satisfied that in respect of a corporation or any of its affiliates

(a) any act or omission of the corporation or any of its affiliates effects a result,

(b) the business or affairs of the corporation or any of its affiliates are or have been carried on or conducted in a manner, or

(c) the powers of the directors of the corporation or any of its affiliates are or have been exercised in a manner,

that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interests of any shareholder, creditor, director or officer, the Court may make an order to rectify the matters complained of.

c) qu'il semble être de l'intérêt de la corporation ou de sa filiale que l'action, soit intentée, poursuivie, défendue ou arrêtée.

2000, c.9, art.21.

**165** La Cour peut en tout temps, suite à l'action ou à l'intervention visée à l'article 164, rendre toute ordonnance qu'elle estime pertinente et, sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment une ordonnance,

a) autorisant le plaignant ou toute autre personne à diriger la conduite de l'action;

b) donnant des instructions sur la conduite de l'action;

c) précisant que tout montant mis à la charge du défendeur de l'action doit être payé, en tout ou partie, directement aux anciens ou actuels actionnaires ou à un actuel créancier de la corporation ou de sa filiale et non pas à la corporation ou à sa filiale;

d) mettant à la charge de la corporation ou de sa filiale les honoraires légaux raisonnables supportés par le plaignant à propos de l'action.

**166(1)** Un plaignant peut demander à la Cour de rendre une ordonnance en vertu du présent article.

**166(2)** La Cour, saisie d'une demande visée au paragraphe (1), peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la corporation ou l'un quelconque de ses affiliés qui, à son avis, abuse des droits des actionnaires, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou porte atteinte à leurs intérêts ou n'en tient pas compte,

a) en raison des actes ou omissions de la corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés,

b) par la façon dont l'activité ou les affaires internes de la corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés sont ou ont été exercées,

c) par la façon dont les pouvoirs des administrateurs de la corporation ou de l'un quelconque de ses affiliés sont exercés ou ont été exercés.

**166(3)** In connection with an application under this section the Court may make any interim or final order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) an order restraining the conduct complained of;
- (b) an order appointing a receiver or receiver-manager;
- (c) an order to regulate a corporation's affairs by amending the articles or by-laws or creating or amending a unanimous shareholder agreement;
- (d) an order directing an issue or exchange of securities;
- (e) an order directing changes in the directors as permitted by subsection 132(3);
- (f) an order directing a corporation, subject to subsection (6), or any other person, to purchase shares of a shareholder;
- (g) an order directing a corporation, subject to subsection (6), or any other person, to pay to a shareholder any part of the moneys paid by him for shares;
- (h) an order varying or setting aside a transaction or contract to which a corporation is a party and compensating the corporation or any other party to the transaction or contract;
- (i) an order requiring a corporation, within a time specified by the Court, to produce to the Court or an interested person financial statements in the form required by section 100 or an accounting in such other form as the Court may determine;
- (j) an order compensating an aggrieved person;
- (k) an order directing rectification of the registers or other records of a corporation under section 168;
- (l) an order liquidating and dissolving the corporation;
- (m) an order directing an investigation under Part XIV to be made; and
- (n) an order requiring the trial of any issue.

**166(3)** La Cour peut, en donnant suite à une demande visée au présent article, rendre toute ordonnance provisoire ou définitive qu'elle estime pertinente et sans limiter la généralité de ce qui précède, en vue notamment

- a) d'empêcher le comportement contesté;
- b) de nommer un séquestre ou un séquestre-gérant;
- c) de régler les affaires internes de la corporation en modifiant les statuts ou les règlements administratifs ou en établissant ou en modifiant une convention unanime des actionnaires;
- d) de prescrire l'émission ou l'échange de valeurs mobilières;
- e) de prescrire le changement des administrateurs prévu au paragraphe 132(3);
- f) d'enjoindre à la corporation, sous réserve du paragraphe (6), ou à toute autre personne, d'acheter des actions d'un actionnaire;
- g) d'enjoindre à la corporation, sous réserve du paragraphe (6), ou à toute autre personne, de rembourser à un actionnaire une partie de l'argent qu'il a versé pour ses actions;
- h) de modifier une transaction ou un contrat auquel la corporation est partie ou de les résilier, avec indemnisation à la corporation ou à toute autre partie à la transaction ou au contrat;
- i) d'enjoindre à la corporation de produire à la Cour, ainsi qu'à toute personne ayant un intérêt, dans le délai prescrit, ses états financiers en la forme exigée à l'article 100, ou de rendre compte en telle autre forme que la Cour peut fixer;
- j) d'indemniser une personne qui a subi un préjudice;
- k) de prescrire la rectification des registres ou autres livres de la corporation, conformément à l'article 168;
- l) de prononcer la liquidation et la dissolution de la corporation;
- m) de prescrire la tenue d'une enquête conformément à la partie XIV; et
- n) d'exiger la tenue d'un procès sur toute question.

**166(4)** If an order made under this section directs amendments of the articles or by-laws of a corporation,

(a) the directors shall forthwith comply with subsection 132(4); and

(b) no other amendment to the articles or by-laws shall be made without the consent of the Court, until the Court otherwise orders.

**166(5)** A shareholder is not entitled to dissent under section 131 if an amendment to the articles is effected under this section.

**166(6)** A corporation shall not be ordered to make a payment to a shareholder under paragraph (3)(f) or (g) if

(a) the corporation is or would after that payment be unable to pay its liabilities as they become due; or

(b) the realizable value of the corporation's assets would thereby be less than the aggregate of its liabilities.

**166(7)** An applicant under this section may apply in the alternative for an order under section 141.

1984, c.17, s.10.

**167(1)** An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not be stayed or dismissed by reason only that it is shown that an alleged breach of a right or duty owed to the corporation or its subsidiary has been or may be approved by the shareholders of such body corporate, but evidence of approval by the shareholders may be taken into account by the Court in making an order under section 141, 165 or 166.

**167(2)** An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not be stayed, discontinued, settled or dismissed for want of prosecution without the approval of the Court given upon such terms as the Court thinks fit and, if the Court determines that the interests of any complainant may be substantially affected by such stay, discontinuance, settlement or dismissal, the Court may order any party to the application or action to give notice to the complainant.

**166(4)** Si une ordonnance rendue en vertu du présent article ordonne des modifications aux statuts ou aux règlements administratifs de la corporation :

a) les administrateurs doivent se conformer sans délai au paragraphe 132(4); et

b) toute autre modification des statuts ou des règlements ne peut se faire qu'avec l'autorisation de la Cour, jusqu'à ce que la Cour rende une autre ordonnance.

**166(5)** Un actionnaire n'est pas fondé à faire valoir sa dissidence en vertu de l'article 131, si une modification des statuts a été effectuée conformément au présent article.

**166(6)** Il est interdit d'enjoindre à une corporation d'effectuer un paiement à un actionnaire en vertu des alinéas (3)f) ou g),

a) si elle ne peut ou ne pourrait, après le paiement, acquitter son passif à échéance; ou

b) si la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure à son passif.

**166(7)** Un demandeur, agissant en vertu du présent article, peut autrement demander à la Cour de rendre une ordonnance prévue à l'article 141.

1984, c.17, art.10.

**167(1)** Une demande, action ou intervention visée à la présente Partie ne peut être suspendue ni rejetée pour le seul motif qu'il est prouvé que les actionnaires ont approuvé, ou peuvent approuver, la prétendue inexécution d'obligations envers la corporation ou sa filiale; toutefois la Cour peut tenir compte de cette preuve en rendant une ordonnance prévue à l'article 141, 165 ou 166.

**167(2)** Une demande, action ou intervention prévue à la présente Partie ne doit pas être suspendue, abandonnée, réglée ou rejetée pour défaut de poursuite sans l'approbation de la Cour selon les modalités qu'elle estime pertinentes; elle peut également ordonner à toute partie d'en donner avis aux plaignants si elle décide que leurs droits peuvent être sérieusement atteints.

**167(3)** A complainant shall give such security for costs in any application made or action brought or intervened in under this Part as may be ordered by the Court.

**167(4)** In an application made or an action brought or intervened in under this Part, the Court may at any time order the corporation or its subsidiary to pay to the complainant interim costs, including legal fees and disbursements, but the complainant is accountable for such interim costs upon final disposition of the application or action.

**168(1)** If the name of a person is alleged to be or to have been wrongly entered or retained in, or wrongly deleted or omitted from, the registers or other records of a corporation, the corporation, a shareholder of the corporation or any aggrieved person may apply to the Court for an order that the registers or records be rectified.

**168(2)** An applicant under this section shall give the Director notice of the application and the Director, with leave of the Court, may appear and be heard in person or by counsel.

**168(3)** In connection with an application under this section, the Court may make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

(a) an order requiring the registers or records of the corporation to be rectified;

(b) an order restraining the corporation from calling or holding a meeting of shareholders or paying a dividend before rectification;

(c) an order determining the right of a party to the proceedings to have his name entered or retained in, or deleted or omitted from, the registers or records of the corporation, whether the issue arises between two or more shareholders or alleged shareholders, or between the corporation and any shareholders or alleged shareholders; and

(d) an order compensating a party who has incurred a loss.

2000, c.9, s.22.

**169** The Director may apply to the Court for directions in respect of any matter concerning his duties under this Act, and on such application the Court may give such directions and make such further order as it thinks fit.

**167(3)** Un plaignant est tenu de fournir garantie pour les frais lors de toute demande, action ou intervention en application de la présente Partie, selon les instructions de la Cour.

**167(4)** En donnant suite à une demande, action ou intervention prévue à la présente Partie, la Cour peut ordonner à la corporation ou à sa filiale de verser aux plaignants des frais provisoires, y compris les honoraires légaux et les déboursés, dont ils rendront compte lors du règlement définitif de la demande ou de l'action.

**168(1)** La corporation ainsi que ses actionnaires ou toute personne qui subit un préjudice, peut demander à la Cour d'ordonner la rectification des registres ou livres, si le nom d'une personne y a été inscrit, supprimé ou omis prétendument à tort.

**168(2)** Le demandeur qui agit en vertu du présent article doit donner avis de sa demande au Directeur; et celui-ci, avec la permission de la Cour, peut comparaître et se faire entendre en personne ou par avocat.

**168(3)** En donnant suite à une demande en vertu du présent article, la Cour peut rendre toute ordonnance qu'elle estime pertinente et, sans limiter la généralité de ce qui précède, en vue notamment

a) d'ordonner la rectification des registres ou autres livres de la corporation;

b) d'empêcher la corporation de convoquer, ou de tenir une assemblée d'actionnaires, ou de verser le paiement d'un dividende avant cette rectification;

c) de déterminer le droit d'une partie aux procédures, à l'inscription, au maintien, à la suppression ou à l'omission de son nom, dans les registres ou livres de la corporation, que le litige survienne entre deux ou plusieurs actionnaires ou prétendus actionnaires ou entre eux et la corporation; et

d) d'indemniser toute partie qui a subi une perte.

2000, c.9, art.22.

**169** Le Directeur peut demander à la Cour de lui donner des instructions concernant les devoirs que lui impose la présente loi et rendre toute autre ordonnance qu'elle estime pertinente.

**170(1)** If the Director refuses to file any articles or other document required by this Act to be filed by him before the articles or other document become effective, he shall, within twenty days after receipt thereof by him or twenty days after he receives any approval that may be required under any other Act, whichever is later, give written notice of his refusal to the person who sent the articles or document, giving reasons therefor.

**170(2)** If the Director does not file or give written notice of his refusal to file any articles or document within the time limited therefor in subsection (1), he shall be deemed to have filed the articles or document.

**171** A person who is aggrieved by a decision of the Director

(a) to refuse to file in the form submitted to him any articles or other document required by this Act to be filed by him,

(b) to give a name, to change or revoke a name, or to refuse to reserve, accept, change or revoke a name under section 10,

(c) to refuse to grant an exemption under subsection 8(2), and any regulations thereunder,

(d) to refuse to issue a certificate of discontinuance under section 127,

(e) to refuse to revive a corporation under section 136, or

(f) to dissolve a corporation under section 139,

may apply to the Court for an order requiring the Director to change his decision, and upon such application the Court may so order and make any further order it thinks fit.

**172** If a corporation or any director, officer, employee, agent, auditor, trustee, receiver, receiver-manager or liquidator of a corporation does not comply with this Act, the regulations, articles, by-laws, or a unanimous shareholder agreement a complainant may, in addition to any other right he has, apply to the Court for an order directing any such person to comply with, or restraining any such person from acting in breach of, any provisions thereof, and

**170(1)** Le Directeur, s'il refuse de procéder au dépôt de tout statut ou autre document exigé par la présente loi pour qu'ils deviennent en vigueur, doit donner par écrit, dans les vingt jours de la réception de ces documents ou de l'approbation requise par toute autre loi, selon la dernière éventualité, à la personne qui a envoyé ces statuts ou documents, un avis motivé de son refus.

**170(2)** À défaut du dépôt par le Directeur des statuts ou documents ou de l'envoi d'un avis de refus par le Directeur dans le délai prévu au paragraphe (1), le Directeur est réputé avoir déposé les statuts ou documents en cause.

**171** Une personne qui subit un préjudice en raison de la décision du Directeur :

a) de refuser de déposer, en la forme qui lui est soumise, des statuts ou documents comme l'exige la présente loi,

b) de donner, de modifier ou d'annuler une raison sociale ou de refuser de la réserver, de l'accepter, de la modifier ou de l'annuler en vertu de l'article 10,

c) de refuser la dispense prévue au paragraphe 8(2) et aux règlements d'application de ce paragraphe,

d) de refuser de délivrer le certificat de cessation en vertu de l'article 127,

e) de refuser la reconstitution de la corporation en vertu de l'article 136, ou

f) de dissoudre la corporation en vertu de l'article 139,

peut demander à la Cour une ordonnance prescrivant au Directeur de modifier sa décision et sur réception d'une telle demande, la Cour peut le lui accorder et rendre toute autre ordonnance qu'elle estime pertinente.

**172** En cas d'inobservation par la corporation ou l'un quelconque de ses administrateurs, dirigeants, employés, mandataires, vérificateurs, fiduciaires, séquestres, séquestres-gérants ou liquidateurs de la présente loi, des règlements, statuts, règlements administratifs de la corporation ou d'une convention unanime des actionnaires, un plaignant peut, en plus de ses autres droits, demander à la Cour d'ordonner à telle personne de s'y conformer, ou

upon such application the Court may so order and make any further order it thinks fit.

**173** Where this Act states that a person may apply to the Court, the application may be made in a summary manner as the Rules of Court provide, and subject to any order respecting notice to interested parties or costs, or any other order the Court thinks fit.

1983, c.15, s.22.

**174** An appeal lies to the Court of Appeal from any order made by The Court of Queen's Bench of New Brunswick under this Act.

1987, c.6, s.5.

**175(1)** A person who knowingly makes or assists in making a report, return, notice or other document required by this Act or the regulations to be sent to the Director or to any other person that

(a) contains an untrue statement of a material fact, or

(b) omits to state a material fact required therein or necessary to make a statement contained therein not misleading in the light of the circumstances in which it was made,

commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both and in default of payment of a fine is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.

**175(2)** If the person who commits an offence under subsection (1) is a body corporate, then, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted, any director or officer of the body corporate who knowingly authorizes, permits or acquiesces in such failure commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both and in default of payment of a fine is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.

**175(3)** No person commits an offence under subsection (1) or (2) if the untrue statement or omission was un-

d'empêcher telle personne de violer l'une quelconque des dispositions des textes de loi ou documents précités et sur réception d'une telle demande, la Cour peut le lui accorder et rendre toute autre ordonnance qu'elle estime pertinente.

**173** Les demandes autorisées par la présente loi peuvent être présentées par voie sommaire selon les Règles de procédure et sous réserve de toute ordonnance concernant les avis aux parties ayant un intérêt ou les frais ou toute autre ordonnance que la Cour estime pertinente.

1983, c.15, art.22.

**174** Il y a appel devant la Cour d'appel au sujet de toute ordonnance rendue par la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick en vertu de la présente loi.

1987, c.6, art.5.

**175(1)** Une personne qui sciemment rédige ou aide à rédiger un rapport, une déclaration, un avis ou autre document devant être envoyé au Directeur ou à toute autre personne, aux termes de la présente loi ou des règlements

a) contenant de faux renseignements sur un fait important, ou

b) omettant d'énoncer un fait important requis ou nécessaire pour éviter que la déclaration ne soit pas de nature à induire en erreur, eu égard des circonstances,

commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus six mois ou des deux peines et à défaut du paiement de l'amende, est passible d'un emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

**175(2)** Si l'auteur d'une infraction visée au paragraphe (1) est un corps constitué, qu'il ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable, tout administrateur ou dirigeant qui sciemment donne son autorisation, sa permission ou son acquiescement, commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus six mois ou des deux peines, et à défaut du paiement de l'amende, est passible d'un emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

**175(3)** Nul n'est coupable d'une infraction prévue au paragraphe (1) ou (2) si, même en faisant preuve d'une di-

known to him and in the exercise of reasonable diligence could not have been known to him.

**176(1)** Where a person commits an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person to comply with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which he has been convicted.

**176(2)** Every person who contravenes a provision of this Act or the regulations for which no punishment is provided commits an offence punishable on summary conviction.

**176(3)** Where an offence under this Act is committed on more than one day or is continued for more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

**176(4)** Any prosecution for an offence under this Act may be instituted at any time within two years from the time when the subject matter of the complaint arose.

**176(5)** No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason that the act or omission is an offence under this Act.

2000, c.9, s.23.

## PART XVI GENERAL

**177(1)** A notice or document required by this Act, the regulations, the articles or the by-laws to be sent to a shareholder or director of a corporation may be sent by prepaid mail addressed to, or may be delivered personally to,

(a) the shareholder at his latest address as shown in the records of the corporation or its transfer agent; or

(b) the director at his latest address as shown in the records of the corporation or in the last notice filed under section 64 or 71.

**177(2)** A director named in a notice sent by a corporation to the Director under section 64 or 71 and filed by the Director shall be deemed for the purposes of the service of

ligence raisonnable, elle ne pouvait avoir connaissance du faux renseignement ou de l'omission.

**176(1)** Tout tribunal saisi des poursuites relatives à l'infraction peut, en plus des peines prévues, ordonner à toute personne qui a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements, de se conformer aux dispositions de la présente loi dont la violation l'a fait condamner.

**176(2)** Toute personne qui enfreint la présente loi ou des règlements commet, en l'absence de peines précises, une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

**176(3)** La personne qui commet ou continue de commettre une infraction prévue par la présente loi durant plusieurs journées, est réputée commettre une infraction distincte pour chacune de ces journées.

**176(4)** Toute poursuite relative à une infraction prévue à la présente loi se prescrit par deux ans à compter de la date où se produit l'événement qui fait l'objet de la plainte.

**176(5)** Le fait qu'une action ou omission constitue une infraction aux termes de la présente loi, n'entraîne pas la suspension des recours civils prévus à cette fin ni ne leur porte atteinte.

2000, c.9, art.23.

## PARTIE XVI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**177(1)** Un avis ou un document dont la présente loi, les règlements, les statuts ou règlements administratifs de la corporation exigent l'envoi aux actionnaires ou aux administrateurs peuvent être adressés par courrier affranchi ou remis en personne :

a) aux actionnaires, à la dernière adresse figurant dans les livres de la corporation ou de son agent de transfert; et

b) aux administrateurs, à la dernière adresse figurant dans les livres de la corporation ou dans l'avis le plus récent déposé en vertu des articles 64 ou 71.

**177(2)** Un administrateur dont la nomination a été signalée par la corporation dans l'avis envoyé au Directeur en vertu de l'article 64 ou 71 et déposé par celui-ci, est

the notice or document referred to in subsection (1) to be a director of the corporation referred to in the notice.

**177(3)** A notice or document sent in accordance with subsection (1) to a shareholder or director of a corporation shall be deemed to be received by him at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the shareholder or director did not receive the notice or document at that time or at all.

**177(4)** If a corporation sends a notice or document to a shareholder in accordance with subsection (1) and the notice or document is returned on three consecutive occasions because the shareholder cannot be found, the corporation is not required to send any further notices or documents to the shareholder until he informs the corporation in writing of his new address.

**178(1)** A notice or document required to be sent to or served upon a corporation may be sent by registered mail to the registered office of the corporation shown in the last notice filed under section 17 and, if so sent, shall be deemed to be received or served at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the corporation did not receive the notice or document at that time or at all.

**178(2)** If there are reasonable grounds for believing that a corporation will not receive a notice or document, then a notice or document required to be sent to or served upon a corporation may be sent by registered mail to or served upon any director of the corporation as shown in the last notice filed under subsection 64(1) or 71(1), and, if so sent, shall be deemed to be received or served on the corporation at the time it would be delivered in the ordinary course of mail to such director or served upon such director, unless there are reasonable grounds for believing that the director did not receive the notice or document at the time or at all.

1983, c.15, s.23.

**179** Where a notice or document is required by this Act or the regulations to be sent, the notice may be waived or the time for the notice may be waived or abridged at any time, either before or after the event, with the consent in writing of the person entitled thereto.

censé, aux fins de la signification de l'avis ou du document visés au paragraphe (1), être un administrateur de la corporation mentionné dans l'avis.

**177(3)** Un avis ou document envoyé conformément au paragraphe (1) à un actionnaire ou administrateur d'une corporation est réputé être reçu par celui-ci à la date normale de livraison par la poste, sauf s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il ne l'a pas reçu à ce moment, ni plus tard.

**177(4)** Si une corporation envoie un avis ou document à un actionnaire conformément au paragraphe (1) et si cet avis ou document lui est retourné trois fois de suite parce que l'actionnaire est introuvable, la corporation n'est plus tenue d'envoyer à l'actionnaire de nouveaux avis ou documents jusqu'au moment où l'actionnaire lui fait connaître par écrit sa nouvelle adresse.

**178(1)** Un avis ou document à envoyer ou à signifier à une corporation peut l'être par courrier recommandé au bureau enregistré indiqué dans le dernier avis déposé en vertu de l'article 17, et s'il est ainsi envoyé il est réputé avoir été reçu ou avoir été signifié à la date normale de livraison par la poste, sauf s'il existe des motifs raisonnables de croire que la corporation ne l'a pas reçu à ce moment, ni plus tard.

**178(2)** S'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une corporation ne recevra pas un avis ou document alors que l'envoi ou la signification de l'avis ou du document à la corporation est requis, il est alors possible d'envoyer par courrier recommandé ou de signifier l'avis ou le document requis à l'un des administrateurs de la corporation de la manière indiquée dans le dernier avis déposé conformément au paragraphe 64(1) ou 71(2), auquel cas l'avis ou le document requis est réputé avoir été signifié à la corporation ou reçu par elle, à la date de la signification ou à la date normale de livraison du courrier à cet administrateur, sauf s'il existe des motifs raisonnables de croire que l'administrateur ne l'a pas reçu à ce moment, ni plus tard.

1983, c.15, art.23.

**179** Lorsque la présente loi ou les règlements exigent l'envoi d'un avis, il est possible de renoncer par écrit, avant ou après l'événement, à l'avis ou au délai d'avis, ou de consentir à l'abrégement de celui-ci.

**180(1)** Where this Act requires or authorizes the Director to issue a certificate or to certify any fact, the certificate shall be signed by the Director.

**180(1.1)** For the purposes of subsection (1), any signature of the Director may be printed, stamped or otherwise mechanically reproduced.

**180(2)** Except in a proceeding under section 140 to dissolve a corporation, a certificate referred to in subsection (1) or a certified copy of such certificate, when introduced as evidence in any civil, criminal or administrative action or proceeding or for any other purpose, is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts so certified without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.

1987, c.4, s.2; 2004, c.6, s.1.

**181(1)** A certificate issued on behalf of a corporation stating any fact that is set out in the articles, the by-laws, a unanimous shareholder agreement, the minutes of the meetings of the directors, a committee of directors or the shareholders, or in a trust indenture or other contract to which the corporation is a party may be signed by a director or an officer of the corporation.

**181(2)** When introduced as evidence in any civil, criminal or administrative action or proceeding,

- (a) a certificate referred to in subsection (1),
- (b) a certified extract from any register of a corporation, or
- (c) a certified copy of minutes or extracts from minutes of a meeting of shareholders, directors or a committee of directors of a corporation,

is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts so certified without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.

**181(3)** An entry in a share register of, or a share certificate issued by, a corporation is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the registered holder is owner of the share described in the register or in the certificate.

**180(1)** Le Directeur doit signer tout certificat chaque fois que la présente loi l'exige ou l'autorise à délivrer un certificat ou à attester un fait.

**180(1.1)** Aux fins du paragraphe (1), la signature du Directeur peut être imprimée, estampillée ou reproduite mécaniquement.

**180(2)** Sauf dans le cas de la procédure de dissolution prévue à l'article 140, un certificat visé au paragraphe (1) ou une copie certifiée conforme de ce certificat font foi, en l'absence de preuve du contraire, de leur contenu dans toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative, ou à tout autre fin, sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de la signature, ni de la qualité officielle du présumé signataire.

1987, c.4, art.2; 2004, c.6, art.1.

**181(1)** Tout administrateur ou dirigeant de la corporation peut signer un certificat délivré pour le compte d'une corporation énonçant tout fait établi dans les statuts, dans les règlements administratifs, dans une convention unanime des actionnaires, dans les procès verbaux d'une assemblée d'actionnaires ou d'un comité d'administrateurs ou d'une réunion d'administrateurs ainsi que dans les actes de fiducie ou autres contrats auxquels la corporation est une partie.

**181(2)** Lorsqu'ils sont déposés en preuve dans toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative,

- a) un certificat visé au paragraphe (1),
- b) un extrait certifié conforme de tout registre de la corporation, ou
- c) une copie certifiée conforme des procès-verbaux ou un extrait des procès-verbaux des assemblées d'actionnaires ou des réunions d'administrateurs ou d'un comité d'administrateurs d'une corporation,

font foi, à défaut de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature, ni la qualité officielle du présumé signataire.

**181(3)** Une mention dans le registre d'actions ou un certificat d'actions délivré par la corporation établit, à défaut de preuve contraire, que la personne au nom de laquelle l'action est inscrite, est propriétaire de l'action mentionnée dans le registre ou sur le certificat.

**182** Where a notice or document is required to be sent to the Director under this Act, the Director may accept a photostatic or photographic copy thereof.

**183(1)** The Director may require that a document or a fact stated in a document required by this Act or the regulations to be sent to him shall be verified in accordance with subsection (2).

**183(2)** A document or fact required by this Act or by the Director to be verified may be verified by affidavit made under oath or by statutory declaration under the *Evidence Act* before any commissioner for taking affidavits to be read in The Court of Queen's Bench of New Brunswick or a Notary Public or in any such other manner as may be prescribed or permitted by the *Evidence Act*.

**184(1)** The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Director to carry out the purposes of this Act.

**184(1.1)** Service New Brunswick may appoint one or more deputy directors to carry out the purposes of this Act.

**184(2)** Service New Brunswick or the Director may authorize a deputy director to carry out or to exercise any duties or any powers that may be carried out or exercised by the Director under this Act.

**184(3)** A document in writing signed by a proper officer of Service New Brunswick or the Director authorizing a deputy director to carry out the duties or to exercise the powers that may be carried out or exercised by the Director under this Act shall, without proof of the signature or appointment of the officer or Director, be accepted by all courts in the Province as conclusive proof of the authority stated in the document.

**184(4)** The deputy director in possession of a written authority referred to in subsection (3) shall, upon proof that his name is the same as the deputy director named therein, be deemed to be the deputy director named therein.

**184(5)** A written authority issued by the officer or the Director under subsection (3) shall be effective until revoked.

2002, c.29, s.1.

**182** Le Directeur peut accepter une photocopie de tout avis ou document qui, aux termes de la présente loi, doit lui être envoyé.

**183(1)** Le Directeur peut exiger l'attestation conformément au paragraphe (2) de l'authenticité d'un document dont la présente loi ou les règlements requiert l'envoi ou de l'exactitude d'un fait relaté dans un tel document.

**183(2)** L'attestation de tout document ou fait, exigée par la présente loi ou par le Directeur, peut s'effectuer, par voie de déclaration sous serment ou de déclaration statutaire faite en vertu de la *Loi sur la preuve*, devant tout commissaire à la prestation des serments auprès de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick ou un notaire public ou de toute autre manière que la *Loi sur la preuve* prescrit ou autorise.

**184(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un Directeur pour réaliser les fins de la présente loi.

**184(1.1)** Services Nouveau-Brunswick peut nommer un ou plusieurs directeurs adjoints pour réaliser les fins de la présente loi.

**184(2)** Services Nouveau-Brunswick ou le Directeur peut autoriser un directeur adjoint à exécuter toute obligation ou à exercer tous pouvoirs qui sont attribuables au Directeur en vertu de la présente loi.

**184(3)** Un document écrit signé par un dirigeant compétent de Services Nouveau-Brunswick ou le Directeur permettant à un directeur adjoint d'exécuter toute obligation ou d'exercer tous pouvoirs qui sont attribuables au Directeur en vertu de la présente loi, constitue une preuve décisive de l'autorité y déclarée et doit être accepté par tous les tribunaux de la province, sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de la signature ou de l'authenticité de la nomination du dirigeant ou du Directeur.

**184(4)** Le directeur adjoint qui possède une autorisation écrite mentionnée au paragraphe (3) est réputé être le directeur adjoint mentionné sur l'autorisation, dès qu'il prouve qu'il porte le même nom que le directeur adjoint mentionné.

**184(5)** Une autorisation écrite signée par le dirigeant ou le Directeur conformément au paragraphe (3) est valable jusqu'à sa révocation.

2002, c.29, art.1.

**185(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing any matter required or authorized by this Act to be prescribed;
- (b) requiring the payment of a fee in respect of the filing, examination or copying of any document, or in respect of any action that the Director is required or authorized to take under this Act;
- (c) prescribing the amount of any fee required to be paid under this Act or the regulations;
- (c.1) waiving, in whole or in part, any fee required to be paid under this Act or the regulations subject to such terms and conditions as the Lieutenant-Governor in Council considers appropriate;
- (c.2) setting terms and conditions relating to the payment of fees;
- (d) respecting the format and contents of annual returns, notices and other documents required to be sent to the Director or to be issued by him;
- (e) prescribing rules with respect to exemptions permitted by this Act;
- (e.1) defining “bank” for the purposes of paragraph 195(d);
- (f) prescribing recognized stock exchanges for the purpose of this Act;
- (g) prescribing rules with respect to names prohibited by this Act; or
- (h) exempting from any provision of this Act a shareholder dividend re-investment plan which was in force on or before December 31, 1979.

**185(2)** For the purposes of this section, “dividend re-investment plan” means any plan whereby a shareholder of a corporation, while a member of such plan, may subscribe for and purchase shares of that corporation by assignment of dividends paid on shares of that corporation owned by him or held on his behalf or by making additional cash payments, all in accordance with the provisions of such plan.

1997, c.22, s.3; 2000, c.9, s.24.

**185(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement,

- a) prescrire tout ce qui doit être prescrit ou peut l’être en vertu de la présente loi;
- b) exiger le versement d’un droit, pour le dépôt, l’examen ou la reproduction de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le Directeur aux termes de la présente loi;
- c) prescrire le montant des droits à payer en vertu de la présente loi ou des règlements;
- c.1) renoncer à percevoir la totalité ou une partie de tout droit dont la présente loi ou les règlements exige le paiement sous réserve des modalités et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil considère appropriées;
- c.2) fixer les modalités et conditions relatives au paiement des droits;
- d) prévoir le format et la teneur des rapports annuels, avis et autres documents que le Directeur doit délivrer ou qui doivent lui être envoyés;
- e) prescrire les règles relatives aux exemptions permises par la présente loi;
- e.1) définir le mot « banque » aux fins de l’alinéa 195d);
- f) prescrire les bourses reconnues aux fins de la présente loi;
- g) prescrire les règles relatives aux raisons sociales prohibées par la présente loi; ou
- h) dispenser de toutes dispositions de la présente loi un plan de nouveau placement des dividendes d’un actionnaire en vigueur le ou avant le 31 décembre 1979.

**185(2)** Aux fins du présent article, « plan de nouveau placement des dividendes » signifie tout plan par lequel l’actionnaire d’une corporation, alors qu’il en est membre, peut, au moyen de cession des dividendes payés pour des actions de cette corporation lui appartenant ou détenues en son nom ou au moyen des versements au comptant, souscrire et acheter des actions de cette corporation conformément aux dispositions d’un tel plan.

1997, c.22, art.3; 2000, c.9, art.24.

**186(1)** In this section, “statement” means a statement of intent to dissolve and a statement of revocation of intent to dissolve referred to in section 138.

**186(2)** Where articles or a statement relating to a corporation are required to be sent to the Director, the Director shall, upon receipt of the articles or statement, any other required documents and the prescribed fee, unless otherwise specifically provided,

- (a) record the date of filing,
- (b) issue the appropriate certificate,
- (c) file a copy of the certificate and relevant articles or statement,
- (d) send to the corporation or its representative a copy of the certificate and relevant articles or statement, and
- (e) publish in *The Royal Gazette* notice of the issue of the certificate, and the cost of the publication shall be paid by the incorporators or corporation.

**186(2.1)** The articles or statement referred to in subsection (1) shall be signed by a director or officer of the corporation or, in the case of articles of incorporation, by the incorporators.

**186(2.2)** Where articles or a statement referred to in subsection (2) are submitted in paper form, the person submitting the articles or statement shall, at the request of the Director, submit two copies of the articles or statement.

**186(3)** A certificate referred to in subsection (2) issued by the Director may be dated the day he receives the articles, statement or Court order pursuant to which the certificate is issued or any later day specified by the Court or person who signed the articles or statement.

**186(4)** Repealed: 2004, c.6, s.1.  
1985, c.39, s.1; 2004, c.6, art.1.

**187(1)** A corporation shall, on or before the last day of the month following the anniversary month of the corporation, send to the Director without notice an annual return in the prescribed form signed by a director or an officer of the corporation and the Director shall file it.

**186(1)** Dans le présent article, « déclaration » désigne les déclarations mentionnées à l’article 138 constatant soit l’intention de dissolution, soit la révocation de cette intention de dissolution.

**186(2)** Lorsque des statuts ou une déclaration relatifs à une corporation doivent être envoyés au Directeur, celui-ci doit, sur réception des statuts ou de la déclaration, de tous autres documents requis et des droits prescrits, sauf disposition expresse contraire,

- a) enregistrer la date du dépôt,
- b) délivrer le certificat approprié,
- c) enregistrer un exemplaire du certificat ainsi que des statuts et de la déclaration pertinents,
- d) envoyer à la corporation ou à son représentant un exemplaire du certificat ainsi que des statuts et de la déclaration pertinents, et
- e) publier dans la *Gazette royale* un avis de la délivrance du certificat et les frais de publication sont payés par les fondateurs ou la corporation.

**186(2.1)** Les statuts ou la déclaration visés au paragraphe (1) doivent être signés par un administrateur ou un dirigeant de la corporation ou, dans le cas des statuts constitutifs, par les fondateurs.

**186(2.2)** Lorsque les statuts ou la déclaration visés au paragraphe (2) sont soumis sur papier, la personne qui les soumet doit, à la demande du Directeur, soumettre deux exemplaires des statuts ou de la déclaration.

**186(3)** Un certificat visé au paragraphe (2) délivré par le Directeur peut être daté du jour de la réception des statuts ou déclaration ou ordonnance de la Cour ou de tout autre jour ultérieur que précise la Cour ou le signataire des statuts ou de la déclaration.

**186(4)** Abrogé : 2004, c.6, art.1.  
1985, c.39, art.1; 2004, c.6, art.1.

**187(1)** Une corporation doit, au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois anniversaire de la corporation, envoyer sans avis au Directeur un rapport annuel signé par un administrateur ou un dirigeant de la corporation, en la forme prescrite, et le Directeur doit le déposer.

**187(2)** The Director shall furnish any person with a certificate certifying that a corporation has sent to the Director a document required to be sent to him under this Act.

1989, c.6, s.4.

**188** The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if so authorized by the person who sent the document or by his representative.

**189(1)** If a certificate containing an error is issued to a corporation by the Director, the directors or shareholders of the corporation shall, upon the request of the Director, pass the resolutions and send to him the documents required to comply with this Act, and shall take such other steps as the Director may reasonably require, and the Director may demand the surrender of the certificate and issue a correct certificate.

**189(2)** A certificate issued under subsection (1) may bear the date of the certificate it replaces.

**189(3)** If a certificate issued under subsection (1) materially amends the terms of the original certificate, the Director shall forthwith give notice of the correction in *The Royal Gazette*.

1990, c.45, s.1.

**190(1)** A person is entitled during usual business hours to examine a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent to him under subsection 156(2), and upon payment of the prescribed fee, to make copies of or extracts therefrom.

**190(2)** The Director shall furnish any person with a copy or a certified copy of a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent to him under subsection 156(2).

**191(1)** All documents filed with the Director may be in bound or loose-leaf form or in photographic film form, or may be entered or recorded by any system of mechanical or electronic data processing or by any other information storage device that is capable of reproducing any required information in intelligible written form within a reasonable time.

**191(2)** Documents required by this Act to be filed and records required by this Act to be prepared and main-

**187(2)** Le Directeur doit fournir, à toute personne, un certificat attestant qu'une corporation lui a envoyé des documents dont l'envoi est requis par la présente loi.

1989, c.6, art.4.

**188** Le Directeur peut modifier un avis ou document autre qu'une déclaration sous serment ou déclaration statutaire, s'il y est autorisé par l'expéditeur ou son représentant.

**189(1)** En cas d'erreur dans un certificat délivré à une corporation par le Directeur, les administrateurs ou actionnaires de la corporation doivent, à la demande du Directeur, adopter des résolutions et lui envoyer les documents requis pour se conformer à la présente loi et prendre toute autre mesure que le Directeur peut raisonnablement requérir, et le Directeur peut exiger la restitution du certificat et délivrer un certificat correct.

**189(2)** Un certificat délivré conformément au paragraphe (1) peut porter la date de celui qu'il remplace.

**189(3)** Le Directeur doit donner sans délai avis dans la *Gazette royale* si des corrections substantielles sont apportées au certificat original délivré en vertu du paragraphe (1).

1990, c.45, art.1.

**190(1)** Une personne a le droit, pendant les heures normales d'ouverture, de consulter les documents dont l'envoi au Directeur est requis par la présente loi ou les règlements, à l'exception d'un rapport envoyé en vertu du paragraphe 156(2), et après avoir payé les droits prescrits, en prendre des copies ou extraits.

**190(2)** Le Directeur doit fournir à toute personne, copie ou copie certifiée conforme des documents dont l'envoi au Directeur est requis par la présente loi ou les règlements, à l'exception d'un rapport envoyé en vertu du paragraphe 156(2).

**191(1)** Tous les documents déposés auprès du Directeur peuvent être liés ou conservés soit sous forme de feuilles mobiles ou de films ou être inscrits ou transposés, soit à l'aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de tout système d'entreposage de renseignements susceptibles de donner, dans un délai raisonnable, les renseignements demandés sous une forme écrite et compréhensible.

**191(2)** Les documents dont la présente loi requiert le dépôt et les livres que le Directeur est tenu d'établir et de

tained by the Director may be in bound or loose-leaf form or in photographic film form, or may be entered or recorded by any system of mechanical or electronic data processing or by any other information storage device that is capable of reproducing any required information in intelligible written form within a reasonable time.

**191(3)** Where documents filed with the Director or records maintained by the Director are maintained other than in written form,

(a) the Director shall furnish any copy required to be furnished under subsection 190(2) in intelligible written form; and

(b) a report reproduced from such documents or records, if it is certified as correct by the Director, is, without proof of the office or signature thereof, admissible in evidence to the same extent as the original written documents or records would have been.

**191(4)** The Director is not required to produce any document or record where a copy of that document or record is furnished in compliance with paragraph (3)(a).

**191(5)** The Director is not required to produce any document or record, other than a certificate and relevant articles or statement filed under section 186, after six years from the date he receives it.

1987, c.6, s.5; 2004, c.6, s.1.

**192(1)** In this section

“charter” includes

(a) an Act of incorporation and any amendments thereto; and

(b) letters patent of incorporation and any letters patent supplementary thereto.

**192(2)** The shareholders of any body corporate incorporated or continued by or under the laws of the Province who are entitled to vote at annual meetings of shareholders may, notwithstanding any provision in any other Act or any provision in the charter of the body corporate,

(a) by special resolution, authorize the directors of the body corporate to apply under section 126 for a certificate of continuance; and

tenir en vertu de la présente loi, peuvent être liés ou conservés soit sous forme de feuilles mobiles ou de films, ou être inscrits ou transposés, soit à l’aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de tout système d’entreposage de renseignements susceptibles de donner, dans un délai raisonnable, les renseignements demandés sous une forme écrite et compréhensible.

**191(3)** Au cas où ces documents et livres sont tenus sous une forme autre qu’écrite

a) le Directeur doit fournir les copies exigées aux termes du paragraphe 190(2) sous une forme écrite compréhensible; et

b) un rapport extrait de ces documents ou livres s’il est certifié conforme par le Directeur est admissible en preuve ayant la même valeur que les originaux écrits, sans qu’il soit nécessaire de prouver l’existence de la fonction ou de l’authenticité de la signature du Directeur.

**191(4)** Le Directeur n’est pas tenu de produire tout document ou livre lorsqu’une copie de ce document ou livre est fournie conformément à l’alinéa 3a).

**191(5)** Le Directeur n’est pas tenu de produire un document ou livre autre qu’un certificat et les statuts ou déclarations pertinents, déposés en vertu de l’article 186, six ans après la date de leur réception.

1987, c.6, art.5; 2004, c.6, art.1.

**192(1)** Dans le présent article, « charte » s’entend également :

a) d’une loi constituant une corporation ainsi que de ses modifications; et

b) des lettres patentes constituant en corporation et de toutes lettres patentes supplémentaires s’y rattachant.

**192(2)** Les actionnaires d’un corps constitué ou prorogé par ou en vertu des lois de la province qui ont droit de vote aux assemblées annuelles d’actionnaires peuvent, notwithstanding toute disposition de toute autre loi ou de la charte du corps constitué,

a) par résolution spéciale, autoriser les administrateurs du corps constitué à demander un certificat de prorogation en vertu de l’article 126; et

(b) by the same resolution, make any amendment to the charter of the body corporate that a corporation incorporated under this Act may make to its articles.

**192(3)** Notwithstanding subsection (2), the shareholders of a body corporate may not, by a special resolution under that subsection, make any change of the nature referred to in subsection 113(1) that affects a class or series of shares unless

(a) the charter of the body corporate otherwise provides for an amendment of the nature referred to in paragraph 113(1)(e); or

(b) the holders of the class or series of shares approve the change in accordance with section 115.

**192(4)** The directors of a body corporate incorporated or continued under the laws of the Province, notwithstanding any provision in the charter of the body corporate, may apply under section 126 for a certificate of continuance where the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to conform to this Act.

**192(5)** A shareholder is not entitled to dissent under section 131 in respect of an amendment made under subsection (2), (3) or (4).

**192(6)** Upon the coming into force of this Act, no body corporate, the incorporation or continuation of which is provided for in this Act, shall be incorporated or continued under the *Companies Act*.

1983, c.15, s.24.

## PART XVII

### EXTRA-PROVINCIAL CORPORATIONS

**193** In this Part,

“anniversary month”, with reference to a registered extra-provincial corporation, means the month of each year that is the same as the month in which its certificate of registration was issued or the month of each year it elects under subsection 209(3), or, in the case of an extra-provincial corporation deemed to have been registered under section 196,

(a) the month of each year that is the same as the month in which the extra-provincial corporation first filed a statement under section 126 of the *Companies Act*, or

b) par la même résolution, effectuer tout changement à la charte du corps constitué qu’une corporation constituée en vertu de la présente loi peut faire à ses statuts.

**192(3)** Nonobstant le paragraphe (2), les actionnaires d’un corps constitué ne peuvent, par résolution spéciale prévue à ce paragraphe, effectuer tout changement de la nature visée au paragraphe 113(1) touchant une catégorie ou série d’actions, à moins que,

a) la charte du corps constitué prévoit autrement quant à un changement de la nature visée à l’alinéa 113(1)e); ou

b) les détenteurs des actions de cette catégorie ou série approuvent le changement conformément à l’article 115.

**192(4)** Les administrateurs d’un corps constitué en corporation ou prorogé en vertu des lois de la province, nonobstant toute disposition de sa charte, peuvent demander un certificat de prorogation en vertu de l’article 126, lorsque les statuts de prorogation n’apportent pas à la charte du corps constitué une autre modification que celle requise pour être conforme à la présente loi.

**192(5)** Un actionnaire n’est pas habile à être dissident en vertu de l’article 131 quant à la modification faite en conformité des paragraphes (2), (3) ou (4).

**192(6)** Lors de l’entrée en vigueur de la présente loi, aucun corps constitué dont la constitution ou la prorogation est prévue à la présente loi, ne doit être constitué ou prorogé en vertu de la *Loi sur les compagnies*.

1983, c.15, art.24.

## PARTIE XVII

### CORPORATIONS EXTRAPROVINCIALES

**193** Dans la présente Partie,

« bureau enregistré » désigne le bureau d’une corporation extraprovinciale situé dans le ressort de l’autorité législative du lieu de constitution de cette corporation à l’adresse précisée dans sa charte ou dans son autre document ou ses autres documents constitutifs dont le dépôt est requis selon les lois de l’autorité législative du lieu des fondateurs de la corporation et s’entend également du siège social.

« charte » s’entend également

(b) the month of each year that the extra-provincial corporation elects under subsection 196(4);

“attorney for service” or “attorney” means the individual resident in New Brunswick who, or the corporation incorporated or continued under this Act that, according to the Director’s records,

(a) consents to act as an extra-provincial corporation’s attorney for service, and

(b) is appointed under this Part;

“charter” includes

(a) a statute, ordinance or other law incorporating an extra-provincial corporation, as amended from time to time,

(b) letters patent of incorporation and any supplementary letters patent,

(c) a memorandum of association, as amended from time to time,

(d) any other instrument of incorporation, as amended from time to time, and

(e) any certificate, licence or other instrument evidencing incorporation;

“internal regulations” includes by-laws, articles of association, rules or regulations relating to the management of the business and affairs of an extra-provincial corporation, by whatever name they are called, if they are made by the members or a class of members of, or the board of directors, board of management or other governing body of, the extra-provincial corporation;

“registered” means registered under this Part;

“registered office” means the office of an extra-provincial corporation which is located in the jurisdiction of incorporation of that extra-provincial corporation at the address specified in the charter or other incorporation document or documents of the extra-provincial required to be filed by the laws of the incorporator’s jurisdiction and includes head office.

1983, c.15, s.25; 1985, c.5, s.1.

a) d’une loi, d’une ordonnance ou d’une autre législation constituant en corporation une corporation extra-provinciale, telle que modifiée à l’occasion,

b) des lettres patentes constituant en corporation et de toutes lettres patentes supplémentaires,

c) d’un mémoire d’association, tel que modifié à l’occasion,

d) de tout autre document de constitution en corporation, tel que modifié à l’occasion, et

e) de tout certificat, permis ou autre document prouvant la constitution en corporation;

« enregistré » signifie enregistré en vertu de la présente Partie;

« mois anniversaire » désigne, en ce qui concerne une corporation extraprovinciale enregistrée, le mois de chaque année qui est le même que celui de la délivrance de son certificat d’enregistrement ou le mois de chaque année désigné en vertu du paragraphe 209(3) ou, s’il s’agit d’une corporation extraprovinciale réputée avoir été enregistrée en vertu de l’article 196,

a) le mois de chaque année qui est le même que celui du premier dépôt d’un état prévu à l’article 126 de la *Loi sur les compagnies*, ou

b) le mois de chaque année qu’elle désigne en vertu du paragraphe 196(4);

« procureur pour fin de signification » ou « procureur » désigne le particulier résident du Nouveau-Brunswick, ou la corporation constituée ou prorogée en vertu de la présente loi, qui, conformément aux livres du Directeur,

a) consent à agir à titre de procureur pour fin de signification de la corporation extraprovinciale, et

b) est nommé en vertu de la présente Partie;

« règlements internes » s’entend également de règlements administratifs, statuts d’association, règles ou règlements relatifs à la direction des activités et affaires internes d’une corporation extraprovinciale, quelle que soit leur appellation, lorsqu’ils sont établis par les membres ou par une catégorie de membres ou par le conseil d’administration, conseil de direction ou autre corps dirigeant de la corporation extraprovinciale.

1983, c.15, art.25; 1985, c.5, art.1.

**194(1)** For the purposes of this Part, an extra-provincial corporation carries on business in New Brunswick if

- (a) its name, or any name under which it carries on business, appears or is announced in any advertisement in which an address in New Brunswick is given for the extra-provincial corporation;
- (b) it has a resident agent or representative or a warehouse, office or place of business in New Brunswick;
- (c) it solicits business in New Brunswick;
- (d) it is the owner of any estate or interest in land in New Brunswick;
- (e) it is licensed or registered or required to be licensed or registered under any Act of New Brunswick entitling it to do business;
- (f) it is the holder of a certificate of registration under the *Motor Vehicle Act*;
- (g) it is the holder of a licence issued under the *Motor Carrier Act*; or
- (h) it otherwise carries on business in New Brunswick.

**194(2)** Where an extra-provincial corporation has its name or any name under which it carries on business listed in a telephone directory for any part of New Brunswick, that corporation shall be deemed, in the absence of evidence to the contrary, to be carrying on business in New Brunswick.

**194(2.1)** An extra-provincial corporation is not carrying on business in New Brunswick by reason only that it is a general or limited partner in a limited partnership or an extra-provincial limited partnership that has filed a declaration under the *Limited Partnership Act*.

**194(3)** The Director may exempt an extra-provincial corporation from the operation of this Part except subsection (4) if he is satisfied that it does not carry on business for the purpose of gain.

**194(4)** An extra-provincial corporation exempted under subsection (3) shall

**194(1)** Aux fins de la présente Partie, une corporation extraprovinciale exerce son activité au Nouveau-Brunswick si

- a) sa raison sociale ou toute appellation sous laquelle elle exerce son activité apparaît ou est annoncée dans toute publicité où son adresse au Nouveau-Brunswick est figurée;
- b) elle a un mandataire ou représentant résidant ou un entrepôt, bureau ou établissement au Nouveau-Brunswick;
- c) elle sollicite une activité au Nouveau-Brunswick;
- d) elle est propriétaire de biens ou titulaire d'un droit dans un bien-fonds au Nouveau-Brunswick;
- e) elle est titulaire d'un permis ou enregistrée ou requise d'être l'une ou l'autre en vertu de toute loi du Nouveau-Brunswick l'autorisant à exercer son activité;
- f) elle est titulaire d'un certificat d'immatriculation en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur*;
- g) elle est titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les transports routiers*; ou
- h) elle exerce par tout autre moyen son activité au Nouveau-Brunswick.

**194(2)** Lorsqu'une corporation extraprovinciale est inscrite à un annuaire téléphonique du Nouveau-Brunswick, que ce soit sous sa raison sociale ou sous une appellation quelconque sous laquelle elle exerce son activité, elle est réputée, jusqu'à preuve contraire, exercer son activité au Nouveau-Brunswick.

**194(2.1)** Une corporation extraprovinciale n'exerce pas son activité au Nouveau-Brunswick pour le seul motif qu'elle est un commandité ou un commanditaire d'une société en commandite ou d'une société en commandite extraprovinciale qui a déposé une déclaration en vertu de la *Loi sur les sociétés en commandite*.

**194(3)** Le Directeur peut dispenser une corporation extraprovinciale de l'application de la présente Partie sauf du paragraphe (4), s'il est convaincu que celle-ci ne poursuit pas un but lucratif.

**194(4)** Une corporation extraprovinciale dispensée en vertu du paragraphe (3) doit

(a) send to the Director the appointment of its attorney for service in the prescribed form, and

(b) in each year on or before the last day of the month that is the same as the month in which it was incorporated, send to the Director an annual return in the prescribed form or in the form required by the laws of the jurisdiction in which it was incorporated.

1985, c.5, s.2; 1989, c.6, s.5; 1994, c.86, s.23.

**195** This Part does not apply to

(a) an extra-provincial corporation required to be licensed as an insurer under the *Insurance Act*,

(b) an extra-provincial corporation to which the *Foreign Resident Corporations Act* applies,

(c) a licensed extra-provincial company as defined in the *Loan and Trust Companies Act*, or

(d) a bank incorporated under the laws of Canada or any other bank as defined in the regulations.

1987, c.L-11.2, s.279; 2000, c.9, s.25.

**195.1** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations exempting, from this Part or such provisions of this Part as may be specified in the regulations and on such terms and conditions as may be specified in the regulations, the extra-provincial corporations incorporated under the laws of such jurisdictions as may be specified in the regulations.

1993, c.52, s.6.

**196(1)** An extra-provincial corporation shall apply to be registered under this Part not later than thirty days after it commences to carry on business in New Brunswick.

**196(2)** An extra-provincial corporation that has filed all statements as required under section 126 of the *Companies Act* shall be deemed to be registered under this Part, but shall, not later than ninety days after the coming into force of this Act, send to the Director the appointment of an individual who is a resident of New Brunswick as its attorney for service, in the prescribed form.

a) envoyer au Directeur la nomination en la forme prescrite de son procureur pour fin de signification, et

b) envoyer au Directeur chaque année au plus tard le dernier jour du mois qui est le même que celui de sa constitution en corporation, un rapport annuel en la forme prescrite ou en la forme prévue par les lois de l'autorité législative régissant sa constitution.

1985, c.5, art.2; 1989, c.6, art.5; 1994, c.86, art.23.

**195** La présente Partie ne s'applique pas

a) à une corporation extraprovinciale dont la licence d'assureur est requise selon la *Loi sur les assurances*,

b) à une corporation extraprovinciale soumise à la *Loi sur les corporations étrangères résidentes*,

c) à une compagnie extraprovinciale titulaire d'un permis telle que définie dans la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie*, ou

d) une banque constituée en corporation en vertu des lois du Canada ou toute autre banque telle que définie dans les règlements.

1987, c.L-11.2, art.279; 2000, c.9, art.25.

**195.1** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements exemptant les corporations extraprovinciales constituées sous le régime des lois des autorités législatives que les règlements peuvent préciser, de la présente partie ou de ses dispositions que les règlements peuvent préciser, selon les modalités et conditions que les règlements peuvent préciser.

1993, c.52, art.6.

**196(1)** Une corporation extraprovinciale doit demander d'être enregistrée en conformité avec la présente Partie au plus tard dans les trente jours du début de son activité au Nouveau-Brunswick.

**196(2)** Une corporation extraprovinciale qui a déposé toutes les déclarations requises visées à l'article 126 de la *Loi sur les compagnies*, est réputée être enregistrée en vertu de la présente Partie; mais elle doit envoyer au Directeur, en la forme prescrite, la nomination d'un particulier, résident du Nouveau-Brunswick comme son procureur pour fin de signification, au plus tard dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**196(3)** An extra-provincial corporation may apply to be registered under this Part notwithstanding that it does not carry on business in New Brunswick.

**196(4)** Where an extra-provincial corporation is

(a) deemed to be registered under this section, and

(b) incorporated under the laws of Canada or a province or territory of Canada,

it may elect as its anniversary month the month of each year that is the same as the month in which it was incorporated by sending a notice in the prescribed form to the Director.

1985, c.5, s.3.

**197(1)** An extra-provincial corporation shall apply to the Director for registration by sending a copy of a statement in the prescribed form.

**197(1.1)** A statement referred to in subsection (1) shall be signed by a director or officer of the extra-provincial corporation.

**197(1.2)** Where the statement referred to in subsection (1) is submitted in paper form, the person submitting the statement shall, at the request of the Director, submit two copies of the statement.

**197(2)** The statement shall be accompanied by

(a) the appointment of its attorney for service, in prescribed form;

(b) the prescribed fee; and

(c) such other material or information as the Director may require.

**197(3)** If all or any part of any material or information required by the Director is not in the English or French language, the Director may require the submission to him of a translation of the material or information, verified in accordance with section 210.1, before he registers the extra-provincial corporation.

1983, c.15, s.26; 1985, c.5, s.4; 2000, c.9, s.26; 2004, c.6, s.1.

**196(3)** Une corporation extraprovinciale peut demander d'être enregistrée en application de la présente partie, même si elle n'exerce aucune activité au Nouveau-Brunswick.

**196(4)** Lorsqu'une corporation extraprovinciale est

a) réputée être enregistrée en vertu du présent article, et

b) constituée en corporation en vertu des lois du Canada, d'une province ou d'un territoire du Canada,

elle peut, en envoyant un avis en la forme prescrite au Directeur, désigner comme étant chaque année son mois anniversaire le mois qui est le même que celui de sa constitution en corporation.

1985, c.5, art.3.

**197(1)** Une corporation extraprovinciale fait sa demande d'enregistrement au Directeur en lui envoyant un exemplaire d'une déclaration en la forme prescrite.

**197(1.1)** La déclaration visée au paragraphe (1) doit être signée par un administrateur ou un dirigeant de la corporation extraprovinciale.

**197(1.2)** Lorsque la déclaration visée au paragraphe (1) est soumise sur papier, la personne qui la soumet doit, à la demande du Directeur, soumettre deux exemplaires de la déclaration.

**197(2)** Sont joints à la déclaration :

a) la nomination de son procureur pour fin de signification, en la forme prescrite;

b) les droits prescrits; et

c) tout autre document ou renseignement que le Directeur peut exiger.

**197(3)** Si la totalité ou une partie d'un document ou d'une information quelconque est écrite dans une langue autre que le français ou l'anglais, le Directeur peut, avant d'effectuer l'enregistrement de la corporation extraprovinciale, exiger que celle-ci lui soumette une traduction du document ou de l'information en question, attestée conformément à l'article 210.1.

1983, c.15, art.26; 1985, c.5, art.4; 2000, c.9, art.26; 2004, c.6, art.1.

**198** The Director may, upon request, reserve for ninety days a name for an extra-provincial corporation that

- (a) is about to change its name, or
- (b) is intended to result from an amalgamation of one or more bodies corporate.

**199(1)** An extra-provincial corporation shall not be registered in its own name if that name is

- (a) the name of or deceptively similar to the name of a corporation, a body corporate registered under this Part, a company under the *Companies Act*, a limited partnership formed or continued under the *Limited Partnership Act*, an extra-provincial limited partnership that has filed a declaration under the *Limited Partnership Act*, or a firm or person that has registered under the *Partnerships and Business Names Registration Act*, except if such corporation, body corporate, company, partnership, firm or person consents,
- (b) prohibited by regulation or is deceptively misdescriptive,
- (c) reserved for a corporation or an intended corporation under section 9,
- (d) reserved for an extra-provincial corporation or an intended extra-provincial corporation under section 198, or
- (e) reserved for a body corporate, firm or person under any other Act,

unless the extra-provincial corporation registers a business name in accordance with the *Partnerships and Business Names Registration Act*, under which the corporation will carry on business in New Brunswick.

**199(2)** If, through inadvertence or otherwise, an extra-provincial corporation is registered in contravention of subsection (1), the Director may, after giving the extra-provincial corporation an opportunity to be heard, require the extra-provincial corporation to register, in accordance with the *Partnerships and Business Names Registration Act*, a business name that he approves within sixty days

**198** Le Directeur peut, sur demande, réserver durant quatre-vingt-dix jours une raison sociale à une corporation extraprovinciale qui

- a) est sur le point de changer sa raison sociale, ou
- b) se propose de changer de raison sociale à la suite de sa fusion avec un ou plusieurs corps constitués.

**199(1)** Une corporation extraprovinciale ne peut pas être enregistrée sous sa raison sociale si elle est

- a) la raison sociale ou celle abusivement similaire d'une corporation ou d'un corps constitué enregistrées en vertu de la présente Partie, ou d'une compagnie en vertu de la *Loi sur les compagnies*, d'une société en commandite formée ou prorogée en vertu de la *Loi sur les sociétés en commandite*, d'une société extraprovinciale qui a déposé une déclaration conformément à la *Loi sur les sociétés en commandite*, ou d'une firme ou d'une personne qui a procédé à l'enregistrement en vertu de la *Loi sur l'enregistrement des sociétés en nom collectif et des appellations commerciales* sauf si un tel corps constitué, une telle corporation, une telle compagnie, une telle société, une telle firme ou une telle personne y consent,
- b) interdite par règlement ou abusivement non descriptive,
- c) réservée à une corporation existante ou projetée en vertu de l'article 9,
- d) réservée à une corporation extraprovinciale existante ou projetée en vertu de l'article 198, ou
- e) réservée à un corps constitué, firme ou personne en vertu de toute autre loi,

à moins que la corporation extraprovinciale, conformément à la *Loi sur l'enregistrement des sociétés en nom collectif et des appellations commerciales*, n'enregistre une appellation commerciale sous laquelle elle exercera son activité au Nouveau-Brunswick.

**199(2)** Si par inadvertance ou autrement, une corporation extraprovinciale est enregistrée en violation du paragraphe (1), le Directeur peut, après avoir donné à la corporation extraprovinciale l'occasion de se faire entendre, exiger que celle-ci enregistre dans les soixante jours de la prescription une appellation commerciale ayant son approbation en conformité avec la *Loi sur l'enregistrement*

after he so requires; and the extra-provincial corporation shall comply with any such requirement.

1984, c.L-9.1, s.48; 1986, c.62, s.22.

**200(1)** Where an extra-provincial corporation applies for registration, the Director shall, upon receipt of the statement in the prescribed form, any other documents required by section 197 and the prescribed fee, unless otherwise specifically provided,

- (a) record the date of filing,
- (b) issue the appropriate certificate,
- (c) file a copy of the certificate and relevant statement,
- (d) send to the corporation or its representative a copy of the certificate and relevant statement, and
- (e) publish in *The Royal Gazette* notice of the issue of the certificate, and the cost of the publication shall be paid by the extra-provincial corporation.

**200(2)** A certificate of registration issued under this section to an extra-provincial corporation is conclusive proof for the purposes of this Act and for all other purposes that the provisions of this Act in respect of registration of the extra-provincial corporation and all requirements precedent and incidental to registration have been complied with, and that the extra-provincial corporation has been registered under this Part as of the date shown in the certificate of registration.

**200(3)** If the Director refuses to register an extra-provincial corporation or file any documents required by this Part to be filed by him before the documents become effective, he shall, within twenty days after receipt thereof by him or twenty days after he receives any approval that may be required under any other Act, whichever is later, give written notice of his refusal to the person who sent the statement or document, giving reasons therefor.

**200(4)** A person who is aggrieved by the decision of the Director may apply to the Court for an order requiring the

*des sociétés en nom collectif et des appellations commerciales*; et la corporation extraprovinciale doit se conformer à cette exigence.

1984, c.L-9.1, art.48; 1986, c.62, art.22.

**200(1)** Lors de la demande d'enregistrement qu'introduit une corporation extraprovinciale, le Directeur doit, sur réception de la déclaration en la forme prescrite, de tous autres documents requis par l'article 197 et des droits prescrits, sauf disposition expresse contraire,

- a) enregistrer la date du dépôt,
- b) délivrer le certificat approprié,
- c) enregistrer un exemplaire du certificat ainsi que de la déclaration pertinente,
- d) envoyer à la corporation ou à son représentant un exemplaire du certificat et de la déclaration pertinente, et
- e) publier dans la *Gazette royale* un avis de la délivrance du certificat et les frais de publication sont payés par la corporation extraprovinciale.

**200(2)** Aux fins de la présente loi et pour toutes autres fins, le certificat d'enregistrement délivré à une corporation extraprovinciale en vertu du présent article est une preuve décisive que toutes les dispositions de la présente loi relatives à l'enregistrement d'une corporation extraprovinciale et toutes les exigences antérieures et incidentes à l'enregistrement ont été observées et que l'enregistrement de la corporation extraprovinciale a été effectué en vertu de la présente Partie à la date figurée au certificat d'enregistrement.

**200(3)** Si le Directeur refuse d'enregistrer la corporation extraprovinciale ou de déposer tout autre document dont le dépôt est exigé par la présente Partie pour que le document devienne valable, il doit donner, dans les vingt jours de la réception du document ou dans les vingt jours de l'approbation qu'il a reçue si cette approbation est requise en vertu de toute loi, selon la dernière éventualité, un avis écrit de son refus à la personne qui a envoyé la déclaration ou le document, ainsi que les motifs de son refus.

**200(4)** La Cour, sur demande de la personne lésée par la décision du Directeur, peut, par ordonnance, obliger le Di-

Director to change his decision, and upon such application the Court may so order and make any further order it sees fit.

1983, c.15, s.27; 1984, c.17, s.11; 1985, c.5, s.5; 2004, c.6, s.1.

**201(1)** Subject to subsection (2), the Director may cancel the registration of an extra-provincial corporation if

(a) the extra-provincial corporation is in default in sending to the Director any fee, notice or document required by this Part;

(a.1) in the opinion of the Director, the extra-provincial corporation ceases to carry on business in New Brunswick;

(b) the extra-provincial corporation has sent a notice to the Director under subsection (4) or (5);

(c) the extra-provincial corporation is dissolved;

(d) the extra-provincial corporation does not comply with a directive of the Director under section 199(2); or

(f) the extra-provincial corporation has otherwise contravened this Part.

**201(2)** The Director shall not cancel the registration of an extra-provincial corporation under subsection (1) until

(a) he has sent by ordinary mail notice of his decision to cancel the registration with his reasons for it

(i) to the extra-provincial corporation at its registered office or to its mailing address as indicated in the records of the Director, and

(ii) to its attorney for service, and

(b) he has published a notice of his decision to cancel the registration in *The Royal Gazette*.

**201(2.1)** Publication in *The Royal Gazette* of the Director's notice of his decision to cancel the registration of an extra-provincial corporation shall be deemed to be notice to the extra-provincial corporation.

**201(2.2)** Sixty days after the notice of the Director's decision to cancel the registration of the extra-provincial

recteur à changer sa décision et rendre toute ordonnance complémentaire qu'elle estime pertinente.

1983, c.15, art.27; 1984, c.17, art.11; 1985, c.5, art.5; 2004, c.6, art.1.

**201(1)** Sous réserve du paragraphe (2), le Directeur peut annuler l'enregistrement d'une corporation extraprovinciale si

a) la corporation extraprovinciale fait défaut d'envoyer au Directeur les droits, avis ou documents exigés par la présente Partie;

a.1) la corporation extraprovinciale cesse, selon l'avis du Directeur, d'exercer son activité au Nouveau-Brunswick;

b) la corporation extraprovinciale a envoyé un avis au Directeur en vertu du paragraphe (4) ou (5);

c) la corporation extraprovinciale est dissoute;

d) la corporation extraprovinciale n'obtempère pas aux directives du Directeur conformément à l'article 199(2); ou

e) la corporation extraprovinciale a autrement enfreint la présente Partie.

**201(2)** Le Directeur ne doit pas annuler l'enregistrement d'une corporation extraprovinciale en vertu du paragraphe (1) à moins

a) qu'il ait envoyé par courrier ordinaire un avis de sa décision d'annuler l'enregistrement avec ses motifs

(i) à la corporation extraprovinciale à l'adresse de son bureau enregistré ou à son adresse postale figurant aux dossiers du Directeur, et

(ii) à son procureur pour fin de signification, et

b) qu'il ait publié un avis de sa décision d'annuler l'enregistrement dans la *Gazette royale*.

**201(2.1)** La publication dans la *Gazette royale* de l'avis de la décision du Directeur d'annuler l'enregistrement d'une corporation extraprovinciale est réputée constituer un avis à la corporation extraprovinciale.

**201(2.2)** Le Directeur peut, soixante jours après la publication dans la *Gazette royale* de l'avis de sa décision

corporation is published in *The Royal Gazette*, the Director may cancel the registration.

**201(3)** The Director may reinstate the registration of an extra-provincial corporation that was cancelled under paragraph (1)(a) upon the receipt by the Director of the fees, notices and documents required to be sent to him and of the prescribed reinstatement fee.

**201(3.1)** Where the Director reinstates the registration of an extra-provincial corporation, he shall issue a certificate of reinstatement of registration in the prescribed form.

**201(3.2)** Where the Director issues a certificate of reinstatement of registration, he shall publish in *The Royal Gazette* notice of the certificate of reinstatement of registration and the cost of the publication shall be paid by the extra-provincial corporation.

**201(3.3)** The cancellation of the registration of an extra-provincial corporation does not affect its liability for its obligations.

**201(3.4)** A certificate of reinstatement of registration issued under this Part to an extra-provincial corporation is conclusive proof for the purposes of this Act and for all other purposes that the provisions of this Act in respect of reinstatement of registration of the extra-provincial corporation and all requirements precedent and incidental to reinstatement of registration have been complied with, and that the extra-provincial corporation has been reinstated under this Part as of the date shown in the certificate of reinstatement of registration.

**201(3.5)** If the Director refuses to reinstate the registration of an extra-provincial corporation, he shall, within twenty days of receipt of any fee, notice or document required to be sent to him, give written notice of his refusal to the person who sent the fee, notice or document.

**201(4)** An extra-provincial corporation that ceases to carry on business in New Brunswick shall send a notice to that effect to the Director.

**201(5)** An extra-provincial corporation registered under subsection 196(3) may send a notice to the Director that it wishes to cancel its registration.

1983, c.15, s.28; 1985, c.5, s.6; 1987, c.6, s.5; 1997, c.22, s.4; 2000, c.9, s.27.

d'annuler l'enregistrement de la corporation extraprovinciale, annuler l'enregistrement.

**201(3)** Le Directeur peut rétablir l'enregistrement d'une corporation extraprovinciale qui a été annulé en vertu de l'alinéa (1)a lorsque le Directeur a reçu les droits, avis et documents qui doivent lui être envoyés ainsi que les droits prescrits pour le rétablissement.

**201(3.1)** Lorsque le Directeur rétablit l'enregistrement d'une corporation extraprovinciale, il doit délivrer en la forme prescrite un certificat de rétablissement de l'enregistrement.

**201(3.2)** Lorsque le Directeur délivre un certificat de rétablissement d'enregistrement, il doit publier dans la *Gazette royale* un avis du certificat de rétablissement de l'enregistrement et les frais de publication sont à la charge de la corporation extraprovinciale.

**201(3.3)** La corporation extraprovinciale continue d'être responsable de ses obligations malgré l'annulation de son enregistrement.

**201(3.4)** Aux fins de la présente loi et pour toutes autres fins, le certificat de rétablissement de l'enregistrement délivré à une corporation extraprovinciale en vertu de la présente Partie est une preuve décisive que les dispositions de la présente loi relatives au rétablissement de l'enregistrement d'une corporation extraprovinciale et toutes les exigences antérieures et incidentes au rétablissement de l'enregistrement ont été observées et que le rétablissement de l'enregistrement de la corporation extraprovinciale a été effectué en vertu de la présente Partie à la date figurant au certificat de rétablissement de l'enregistrement.

**201(3.5)** Si le Directeur refuse de rétablir l'enregistrement d'une corporation extraprovinciale, il doit donner, dans les vingt jours de la réception des droits, avis ou documents dont l'envoi est exigé, un avis écrit de son refus à la personne qui a envoyé les droits, avis ou documents.

**201(4)** Une corporation extraprovinciale qui cesse d'exercer son activité au Nouveau-Brunswick doit envoyer au Directeur un avis à cette fin.

**201(5)** Une corporation extraprovinciale enregistrée en vertu de l'article 196(3) peut envoyer un avis au Directeur pour faire annuler son enregistrement.

1983, c.15, art.28; 1985, c.5, art.6; 1987, c.6, art.5; 1997, c.22, art.4; 2000, c.9, art.27.

**201.1** The registration of an extra-provincial corporation is reinstated on the date shown in the certificate of reinstatement of registration and thereafter the extra-provincial corporation has all the rights and privileges that it would have had if its registration had not been cancelled.

1985, c.5, s.7; 1987, c.6, s.5.

**202(1)** An extra-provincial corporation shall set out its name or the name under which it carries on business in the Province in legible characters in all contracts, invoices, negotiable instruments and orders for goods or services issued or made by or on behalf of that corporation.

**202(2)** Whenever an extra-provincial corporation which is required to register a business name under the *Partnerships and Business Names Registration Act* pursuant to section 199, sets out its corporate name in contracts, invoices, negotiable instruments or orders for goods or services issued or made by or on behalf of the corporation, the extra-provincial corporation shall set out as well in legible characters that business name.

2000, c.9, s.28.

**203(1)** If an individual appointed as an attorney dies or if an attorney resigns or the appointment is revoked, the extra-provincial corporation shall forthwith send to the Director an appointment of its attorney for service in the prescribed form and the Director shall file the appointment.

**203(2)** Where the attorney for an extra-provincial corporation intends to resign, the attorney shall

(a) give not less than sixty days notice to the extra-provincial corporation at its registered office, and

(b) send a copy of the notice to the Director who shall file it.

**203(3)** An attorney shall forthwith send to the Director a notice in prescribed form of any change of the attorney's address and the Director shall file the notice.

**203(4)** The address of an attorney shown in the attorney's appointment or in a notice under subsection (3) shall be an office that is accessible to the public during normal business hours.

1983, c.15, s.29; 1985, c.5, s.8; 1991, c.27, s.5.

**201.1** Le rétablissement de l'enregistrement d'une corporation extraprovinciale se fait à la date figurant au certificat de rétablissement de l'enregistrement; dès lors, la corporation extraprovinciale a tous les droits et privilèges qu'elle aurait eus sans l'annulation de son enregistrement.

1985, c.5, art.7; 1987, c.6, art.5.

**202(1)** La raison sociale d'une corporation extraprovinciale ou l'appellation sous laquelle elle exerce son activité dans la Province doit apparaître en caractères lisibles sur tous les contrats, factures, instruments négociables et commandes de marchandises ou de services provenant d'elle ou faits par elle ou en son nom.

**202(2)** Lorsqu'une corporation extraprovinciale qui est tenue d'enregistrer une appellation commerciale en vertu de la *Loi sur l'enregistrement des sociétés en nom collectif et des appellations commerciales* conformément à l'article 199 fait apparaître sa raison sociale sur les contrats, factures, instruments négociables et commandes de marchandises ou de services provenant d'elle ou faits par elle ou en son nom doit également le faire en caractères lisibles pour son appellation commerciale.

2000, c.9, art.28.

**203(1)** Advenant le décès d'un particulier nommé procureur ou la démission ou révocation d'un procureur, la corporation extraprovinciale doit envoyer immédiatement au Directeur une nomination en la forme prescrite de son procureur pour fin de signification, laquelle doit être ensuite déposée par le Directeur.

**203(2)** Lorsqu'un procureur d'une corporation extraprovinciale se propose de démissionner, il doit

a) donner un avis de soixante jours au moins à la corporation extraprovinciale, à son bureau enregistré, et

b) envoyer une copie de cet avis au Directeur qui doit le déposer.

**203(3)** Un procureur doit envoyer sans délai un avis, en la forme prescrite, de ses changements d'adresse au Directeur qui doit le déposer.

**203(4)** L'adresse du procureur figurant sur l'acte de nomination ou sur l'avis mentionné au paragraphe (3) doit être celle d'un bureau accessible au public durant les heures normales d'ouverture.

1983, c.15, art.29; 1985, c.5, art.8; 1991, c.27, art.5.

**204** Service of any process, notice or document in any civil, criminal or administrative action or proceeding shall be deemed to have been sufficiently made upon an extra-provincial corporation if made upon the attorney as shown in the most recent notice on the records of the Director.

1991, c.27, s.5.

**205(1)** A notice or document may be sent or served upon an extra-provincial corporation by

- (a) personally serving the attorney according to the notice filed pursuant to section 197 or 203;
- (b) delivering the document or notice to the address, according to the Director's records, of its attorney; or
- (c) sending the document or notice by registered mail to that address.

**205(2)** A notice or document sent by registered mail to the attorney's address in accordance with paragraph (1)(c) shall be deemed to be received or served at the time it would be delivered in the ordinary course of mail, unless there are reasonable grounds for believing that the attorney did not receive the notice or document at that time or at all.

1991, c.27, s.5.

**206(1)** A registered extra-provincial corporation shall send to the Director

- (a) a notice of any change in the name of an extra-provincial corporation resulting from an amendment of its charter, and
- (b) a notice of any change in
  - (i) the address of its principal office in New Brunswick and its registered office, and
  - (ii) the membership of its board of directors, board of management or other governing body,

within one month after the effective date of the change and the Director shall file the notice.

**206(2)** A notice sent to the Director pursuant to subparagraph (1)(b)(ii) shall contain the address of each new member of the board of directors, board of management or governing body.

**204** La signification de tout acte, avis ou document dans toute procédure ou action civile, criminelle ou administrative faite au procureur figurant au plus récent avis aux livres du Directeur, est censée l'avoir été de façon suffisante à une corporation extraprovinciale.

1991, c.27, art.5.

**205(1)** Un avis ou document peut être envoyé ou signifié à une corporation extraprovinciale en étant

- a) signifié personnellement au procureur suivant l'avis déposé conformément à l'article 197 ou 203;
- b) remis à l'adresse de son procureur figurant aux livres du Directeur; ou
- c) envoyé à cette adresse par courrier recommandé.

**205(2)** Un avis ou document envoyé par courrier recommandé à l'adresse du procureur conformément à l'alinéa (1)c) est réputé être reçu ou signifié au temps de délivrance normale du courrier à moins qu'il existe des motifs raisonnables de croire que le procureur n'a pas reçu l'avis ou le document à ce moment, ni à tout autre moment.

1991, c.27, art.5.

**206(1)** Une corporation extraprovinciale enregistrée doit envoyer au Directeur

- a) un avis de tout changement de raison sociale de la corporation extraprovinciale découlant d'une modification de sa charte, et
- b) un avis de tout changement
  - (i) d'adresse de son bureau principal au Nouveau-Brunswick et de son bureau enregistré, et
  - (ii) dans la composition de son conseil d'administration, de son comité de direction ou de tout autre corps dirigeant,

dans le mois suivant la date d'entrée en vigueur du changement et sur ce, le Directeur doit déposer l'avis.

**206(2)** Un avis envoyé au Directeur conformément au sous-alinéa (1)b)(ii) doit renfermer l'adresse de chaque nouveau membre du conseil d'administration, du comité de direction ou de tout autre corps dirigeant.

**206(3)** Upon receipt and filing of a notice sent to the Director pursuant to paragraph (1)(a), the Director shall, subject to subsection 199(1), issue a certificate of amendment of registration in the prescribed form and change his records accordingly.

1983, c.15, s.30; 1985, c.5, s.9.

**207(1)** When a registered extra-provincial corporation amalgamates with one or more other extra-provincial corporations, it shall send to the Director a statement in the prescribed form relating to the amalgamated extra-provincial corporation and the documents referred to in section 197 within one month after the effective date of the amalgamation.

**207(2)** Upon receiving the documents referred to in subsection (1), the Director shall file them and issue a certificate of registration of the amalgamated extra-provincial corporation.

1983, c.15, s.31.

**208(1)** If liquidation proceedings are commenced in respect of a registered extra-provincial corporation, the extra-provincial corporation or, if a liquidator is appointed, the liquidator

(a) shall send to the Director forthwith after the commencement of those proceedings a notice showing that the proceedings have commenced and the address of the liquidator, if one is appointed, and

(b) shall send to the Director forthwith after the completion of those proceedings a return relating to the liquidation.

**208(2)** The Director shall

(a) upon receiving a notice under paragraph (1)(a), file it and publish a notice respecting the liquidation in *The Royal Gazette*, and

(b) upon receiving a return under paragraph (1)(b), file it and cancel the registration of the extra-provincial corporation forthwith after the expiration of three months following the date of filing of the return.

**208(3)** The liquidator of a registered extra-provincial corporation shall send to the Director a notice of any change in his address within one month after the effective date of the change, and the Director shall file the notice.

**206(3)** À la réception et au dépôt d'un avis envoyé au Directeur conformément à l'alinéa (1)a), le Directeur doit, sous réserve du paragraphe 199(1), délivrer un certificat de modification d'enregistrement en la forme prescrite et changer les inscriptions dans ses registres en conséquence.

1983, c.15, art.30; 1985, c.5, art.9.

**207(1)** La corporation extraprovinciale enregistrée qui opère sa fusion avec une ou plusieurs autres corporations extraprovinciales doit envoyer au Directeur une déclaration en la forme prescrite relative à la corporation extraprovinciale issue de la fusion ainsi que les documents visés à l'article 197 dans le mois qui suit la date d'entrée en vigueur de la fusion.

**207(2)** Sur réception des documents mentionnés au paragraphe (1), le Directeur doit les déposer et délivrer un certificat d'enregistrement de la corporation extraprovinciale issue de la fusion.

1983, c.15, art.31.

**208(1)** Si les démarches de liquidation relatives à une corporation extraprovinciale sont commencées, la corporation extraprovinciale ou le cas échéant le liquidateur doit envoyer sans délai au Directeur

a) au début de ces démarches, un avis indiquant que les démarches de liquidation sont commencées, ainsi que l'adresse du liquidateur s'il a été nommé, et

b) à la fin de ces démarches, un rapport relatif à la liquidation.

**208(2)** Le Directeur doit

a) lors de la réception de l'avis mentionné à l'alinéa (1)a), le déposer et publier un avis relatif à la liquidation dans la *Gazette royale*, et

b) lors de la réception du rapport visé à l'alinéa (1)b), le déposer et annuler l'enregistrement de la corporation extraprovinciale après un délai de trois mois, à partir de la date du dépôt du rapport.

**208(3)** Le liquidateur d'une corporation extraprovinciale enregistrée, lors de ses changements d'adresse, doit envoyer dans le mois qui suit le jour où le changement prend effet, un avis au Directeur qui doit le déposer.

**209(1)** A registered extra-provincial corporation shall, in each year on or before the last day of the month following the anniversary month, send to the Director an annual return in the prescribed form signed by a director or an officer of the extra-provincial corporation and the Director shall file it.

**209(2)** Notwithstanding subsection (1), a registered extra-provincial corporation incorporated under the laws of Canada or a province or territory of Canada may file with the Director the annual return required by the laws of the jurisdiction in which it was incorporated rather than an annual return in prescribed form under this Act.

**209(3)** A registered extra-provincial corporation incorporated under the laws of Canada or a province or territory of Canada may elect as its anniversary month the month of each year that is the same as the month in which it was incorporated by sending a notice in the prescribed form to the Director.

1985, c.5, s.10; 1989, c.6, s.6.

**209.1** Where a registered extra-provincial corporation is issued

- (a) articles of continuance, or
- (b) any instrument evidencing continuance

under the laws of any jurisdiction other than New Brunswick, the registered extra-provincial corporation shall send to the Director notice of such issuance.

1985, c.5, s.11.

**210(1)** The Director shall furnish any person with a certificate that an extra-provincial corporation has sent to the Director a document required to be sent to him under this Act.

**210(2)** A certificate purporting to be signed by the Director and stating that a named extra-provincial corporation was or was not registered on a specified day or during a specified period, or a certified copy of such certificate, when introduced as evidence in any civil, criminal or administrative action or proceeding, is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts so certified without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.

1987, c.4, s.2.

**209(1)** Une corporation extraprovinciale enregistrée doit, à chaque année, au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois anniversaire, envoyer au Directeur un rapport annuel signé par un administrateur ou un dirigeant de la corporation extraprovinciale, en la forme prescrite, et le Directeur doit le déposer.

**209(2)** Nonobstant le paragraphe (1), une corporation extraprovinciale enregistrée et constituée en vertu des lois du Canada, d'une province ou d'un territoire du Canada, au lieu de déposer le rapport annuel en la forme prescrite en vertu de la présente loi, peut déposer auprès du Directeur le rapport annuel requis par les lois de l'autorité législative régissant sa constitution.

**209(3)** Une corporation extraprovinciale enregistrée et constituée en vertu des lois du Canada, d'une province ou d'un territoire du Canada peut, en envoyant un avis en la forme prescrite au Directeur, désigner comme étant chaque année son mois anniversaire le mois qui est le même que celui de sa constitution en corporation.

1985, c.5, art.10; 1989, c.6, art.6.

**209.1** Lorsqu'il est délivré à une corporation extraprovinciale

- a) des statuts de prorogation, ou
- b) un instrument constatant sa prorogation

sous une autre autorité législative que le Nouveau-Brunswick, la corporation extraprovinciale enregistrée doit envoyer au Directeur un avis de cette délivrance.

1985, c.5, art.11.

**210(1)** Le Directeur doit fournir à toute personne un certificat attestant que la corporation extraprovinciale lui a envoyé un document qui doit lui être envoyé conformément à la présente loi.

**210(2)** Un certificat censé être signé par le Directeur et déclarant qu'une corporation extraprovinciale nommée était ou n'était pas enregistrée à une certaine date ou durant une certaine période, ou sa copie certifiée conforme, produit à titre de preuve dans toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative constituée, en l'absence de preuve du contraire, une preuve des faits ainsi attestés sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou la qualité officielle du signataire du certificat.

1987, c.4, art.2.

**210.1(1)** The Director may require that a document or a fact stated in a document required by this Part or the regulations to be sent to him shall be verified in accordance with subsection (2).

**210.1(2)** A document or fact required by this Part or by the Director to be verified may be verified by affidavit made under oath or by statutory declaration under the *Evidence Act* before any commissioner for taking affidavits to be read in The Court of Queen's Bench of New Brunswick or a notary public or in any such other manner as may be prescribed or permitted by the *Evidence Act*.

1983, c.15, s.32.

**211** No act of an extra-provincial corporation, including any transfer of property to or by an extra-provincial corporation, is invalid by reason only

(a) that the act or transfer is contrary to or not authorized by its charter or internal regulations or any law of the jurisdiction in which it is incorporated, or

(b) that the extra-provincial corporation was not then registered.

**212** No person is affected by or shall be deemed to have notice or knowledge of the contents of a document concerning an extra-provincial corporation by reason only that the document has been filed with the Director.

**213(1)** An extra-provincial corporation, while unregistered, is not capable of commencing or maintaining any action or other proceeding in any court in New Brunswick in respect of any contract made in the course of carrying on business in New Brunswick while it was unregistered or otherwise in violation of this Part.

**213(2)** If an extra-provincial corporation is not registered at the time it commences an action or proceeding referred to in subsection (1) but becomes registered afterward, the action or proceeding may be maintained as if it was registered before the commencement of the action or proceeding.

**213(3)** This section does not apply to an extra-provincial corporation incorporated under the laws of Canada.

**214(1)** An extra-provincial corporation who fails to comply with this Part commits an offence and is liable on

**210.1(1)** Le Directeur peut exiger qu'un document ou qu'un fait déclaré dans un document requis à lui être envoyé par la présente partie ou par les règlements soit attesté conformément au paragraphe (2).

**210.1(2)** Un document ou un fait dont l'attestation est requise par la présente partie ou par le Directeur peut l'être par affidavit fait sous serment ou par déclaration solennelle faite en application de la *Loi sur la preuve* devant un commissaire à la prestation des serments auprès de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick ou devant un notaire ou de toute autre manière prescrite ou autorisée par la *Loi sur la preuve*.

1983, c.15, art.32.

**211** Nul acte d'une corporation extraprovinciale, y compris tout transfert de biens par elle ou à son profit ne devient invalide, uniquement parce que

a) l'acte ou le transfert n'est pas autorisé par sa charte ou par ses règlements internes ou par toute loi d'une autre autorité législative sous laquelle elle est constituée en corporation ou leur est contraire, ou

b) la corporation extraprovinciale n'était pas alors enregistrée.

**212** Aucune personne ne peut être lésée par un document relatif à une corporation, ni n'est censée en être avisé, ni le connaître pour la simple raison que ce document a été déposé auprès du Directeur.

**213(1)** Une corporation extraprovinciale, alors qu'elle n'est pas enregistrée, ne peut intenter ou continuer une action ou toute autre procédure devant tout tribunal du Nouveau-Brunswick concernant tout contrat conclu au cours de son activité au Nouveau-Brunswick, alors qu'elle n'était pas enregistrée ou alors qu'elle enfreignait autrement la présente Partie.

**213(2)** Si une corporation extraprovinciale n'est pas enregistrée au moment où elle intente une action ou procédure mentionnée au paragraphe (1) mais le devient plus tard, l'action ou la procédure peut être continuée comme si la corporation extraprovinciale était enregistrée avant que ne soit intentée l'action ou la procédure.

**213(3)** Le présent article ne s'applique pas à une corporation extraprovinciale constituée en corporation sous le régime des lois du Canada.

**214(1)** Une corporation extraprovinciale qui enfreint la présente Partie commet une infraction et est passible sur

a summary conviction to a fine of not more than five thousand dollars and in default of payment is liable to levy by distress and sale in accordance with section 35 of the *Summary Convictions Act*.

**214(2)** Whether or not the extra-provincial corporation has been prosecuted or convicted, any director or officer of the extra-provincial corporation who knowingly authorizes, permits or acquiesces in such failure commits an offence and is liable on a summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both and in default of payment of a fine is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.

**214.1(1)** A person who knowingly makes or assists in making a report, return, notice or other document required by this part or the regulations to be sent to the Director which

(a) contains an untrue statement of a material fact, or

(b) omits to state a material fact required therein or necessary to make a statement contained therein not misleading in the light of the circumstances in which it was made,

commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both and in default of payment of a fine is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.

**214.1(2)** If the person who commits an offence under subsection (1) is a body corporate, then, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted, any director or officer of the body corporate who knowingly authorizes, permits or acquiesces in such failure commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both and in default of payment of a fine is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.

déclaration sommaire de culpabilité d'une amende d'au plus cinq mille dollars et à défaut de paiement, est passible d'une saisie et vente conformément à l'article 35 de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

**214(2)** Tout administrateur ou dirigeant de la corporation extraprovinciale qui sciemment autorise, permet ou approuve une telle violation sans que la corporation extraprovinciale soit nécessairement poursuivie ou condamnée, commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus six mois ou des deux; et à défaut du paiement de l'amende, est passible d'un emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

**214.1(1)** Commet une infraction et est passible sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende ne dépassant pas cinq mille dollars ou d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou de ces deux peines et à défaut du paiement de l'amende, d'une peine d'emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*, toute personne qui sciemment rédige ou aide quelqu'un à rédiger un rapport, un avis ou tout autre document dont l'envoi au Directeur est requis conformément à la présente partie ou aux règlements, s'il

a) contient une fausse déclaration concernant un fait important, ou

b) omet de déclarer un fait important requis par la présente partie et les règlements ou nécessaire pour empêcher la déclaration d'induire les gens en erreur à la lumière des circonstances entourant la déclaration.

**214.1(2)** Lorsque l'infraction prévue au paragraphe (1) a été commise par un corps constitué, même au cas où il n'a pas été poursuivi ni condamné, tout administrateur ou dirigeant du corps constitué qui sciemment l'autorise, la permet ou l'approuve, commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende ne dépassant pas cinq mille dollars ou d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou de ces deux peines, et à défaut du paiement de l'amende, d'une peine d'emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

**214.1(3)** No person commits an offence under subsection (1) or (2) if the untrue statement or omission was unknown to him and in the exercise of reasonable diligence could not have been known to him.

1983, c.15, s.33.

**214.2(1)** Every person who contravenes a provision of this Part or the regulations made under the authority of this Act for which no punishment is provided commits an offence punishable on summary conviction.

**214.2(2)** Where an offence under this Part is committed on more than one day or is continued for more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

**214.2(3)** Any prosecution for an offence under this Part may be instituted at any time within two years from the time when the subject matter of the complaint arose.

**214.2(4)** No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason that the act or omission is an offence under this Part.

1983, c.15, s.33.

## PART XVIII

### COMING INTO FORCE

**215** *This Act or any provision thereof comes into force on a day to be fixed by proclamation.*

**N.B.** Parts I, XVI and XVII of this Act were proclaimed and came into force October 1, 1981.

**N.B.** Parts II and XV of this Act were proclaimed and came into force January 1, 1982.

**N.B.** Parts III to XIV of this Act were proclaimed and came into force January 1, 1982.

**N.B.** This Act is consolidated to May 28, 2004.

**214.1(3)** Aucune infraction prévue au paragraphe (1) ou (2) n'est commise par une personne si elle n'était pas au courant de la déclaration fautive ou de l'omission et si elle ne pouvait pas l'être, même en exerçant une diligence raisonnable.

1983, c.15, art.33.

**214.2(1)** Tout contrevenant d'une disposition de la présente partie ou des règlements établis sous le régime de la présente loi pour laquelle aucune peine n'a été prévue, commet une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

**214.2(2)** Lorsqu'une infraction prévue à la présente partie est commise ou se continue pendant plus d'une journée, elle est réputée être une infraction distincte pour chaque journée où elle est commise ou se continue.

**214.2(3)** Les poursuites prévues dans la présente partie se prescrivent par deux ans à compter du jour où l'objet de la plainte a pris naissance.

**214.2(4)** Le fait qu'un acte ou une omission est une infraction sous le régime de la présente partie ne suspend pas le recours civil découlant de l'acte ou de l'omission, ou n'y porte pas atteinte.

1983, c.15, art.33.

## PARTIE XVIII

### ENTRÉE EN VIGUEUR

**215** *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entrera en vigueur à une date qui sera fixée par proclamation.*

**N.B.** Les parties I, XVI et XVII de la présente loi ont été proclamées et sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1981.

**N.B.** Les parties II et XV de la présente loi ont été proclamées et sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1982.

**N.B.** Les parties III à XIV de la présente loi ont été proclamées et sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1982.

**N.B.** La présente loi est refondue au 28 mai 2004.